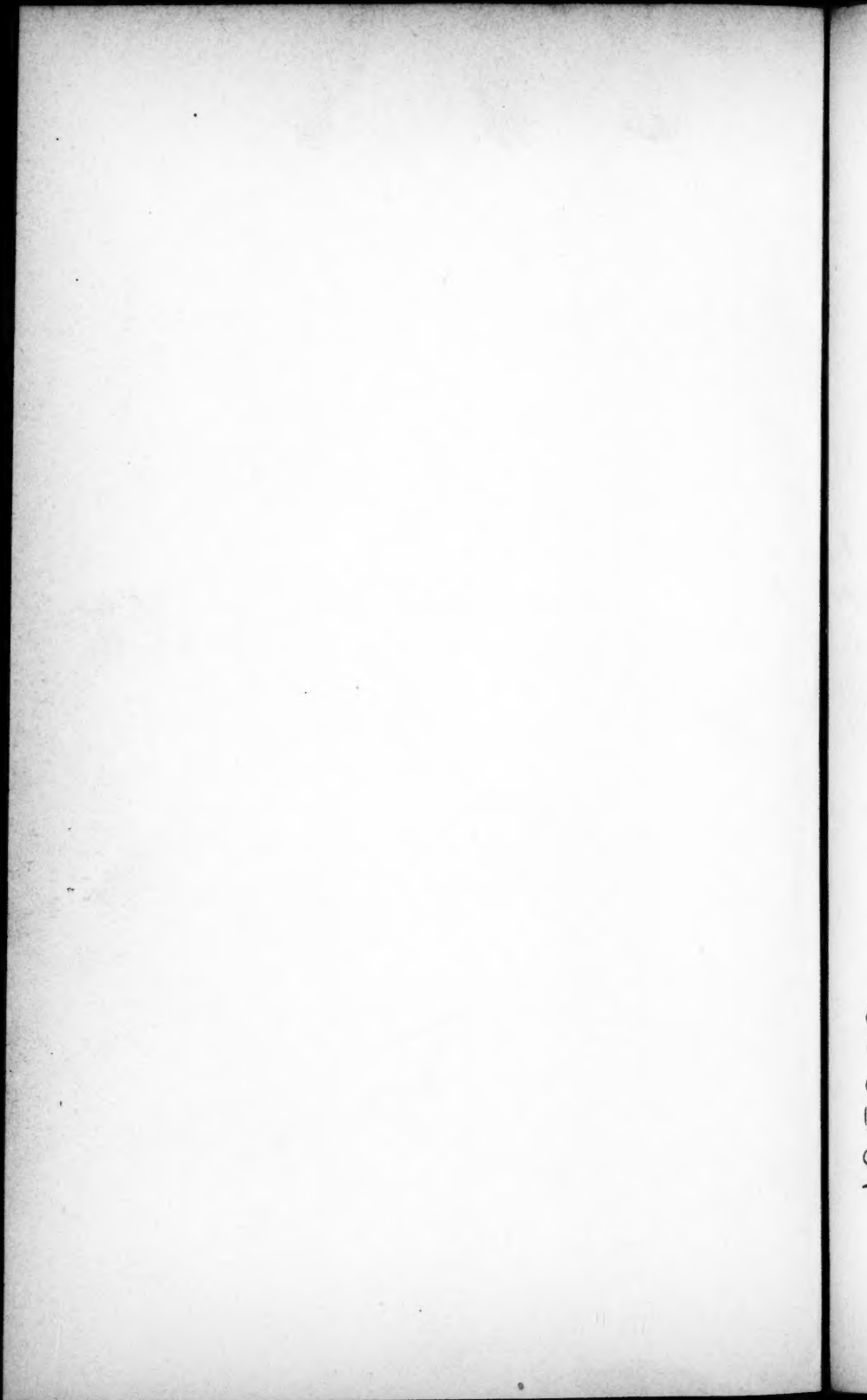


REVUE
HISTORIQUE



22771

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, de Orat., II, 15.

VINGT-NEUVIÈME ANNÉE.

TOME QUATRE-VINGT-QUATRIÈME

Janvier-Avril 1904.

PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE
1904

105.858

~~H~~
~~R3282~~
~~v.84~~

D
1
.R6
t.84
1904

LA ROYAUTÉ HOMÉRIQUE

ET

LES ORIGINES DE L'ÉTAT EN GRÈCE.

La société décrite par les poèmes homériques et le pouvoir royal en particulier ont donné lieu à des études très complètes sur lesquelles il n'y a guère à revenir. Tous les traits qui font connaître la situation matérielle et morale du roi dans la cité, ses rapports avec les assemblées restreintes ou générales, désignées sous les noms de βουλή et d'ἐκκλησία, ont été recueillis dans les ouvrages de Schoëman¹, Robiou², Buchholz³, Fanta⁴, Gilbert⁵, Herman⁶, Moreau⁷, Busolt⁸, pour ne citer que les principaux. Une distinction a même été établie entre la royauté autoritaire que semble présenter l'Iliade et le pouvoir limité par une aristocratie qui est attribué à Ulysse et Alcinoüs dans l'Odyssée; l'on a vu dans ce contraste, avec raison, le souvenir de deux états politiques absolument différents. Une question cependant me paraît avoir été négligée jusqu'à ce jour : c'est celle de l'autorité judiciaire. La plupart des auteurs l'attribuent à priori au roi, sans se demander s'ils ne transportent pas dans le passé les conceptions juridiques qui nous sont familières. La solution de ce problème est pourtant complexe, et il n'y en a peut-être pas de plus important aux origines de l'histoire grecque. De l'organisation de la justice, en effet, dépend la nature de l'autorité que

1. *Antiquités grecques* (trad. Galuski, I).

2. *Questions homériques* (Bibl. de l'Éc. des hautes études, XXVII, 1876, in-8°).

3. *Die homerische Realien*, II¹. Leipzig, 1881, in-8°.

4. *Der Staat in der Ilias und Odyssee*. Innsbrück, 1882, in-8°.

5. *Handb. der griech. Staatsalth.*, I. Leipzig, 1881.

6. *Lehrbuch der griech. Staatsalth.*, I, 6^e édit. Fribourg, 1889, in-8°.

7. *Rev. des Études grecques*, VI, VII, VIII.

8. Collection Ivan Müller, IV¹. Voy. aussi la note de Mitschenko (*Mél. Graux*, p. 159-162).

l'état exerce sur les citoyens. Pour les contemporains d'Aristote, le pouvoir judiciaire est un des attributs essentiels de l'état, mais il n'en a pas été toujours ainsi en Grèce; il est même possible d'atteindre une époque à laquelle toute organisation judiciaire était inconnue, et l'on peut dire que la naissance, puis le développement de cette organisation sont dans un étroit rapport avec l'origine et l'évolution des idées d'état souverain et de puissance publique.

I. LES SOURCES.

La plus importante des sources qui nous permettent de pénétrer dans la société de la Grèce primitive est l'épopée homérique elle-même; on a reconnu depuis longtemps que, si le fond du récit est purement légendaire, les détails de toute sorte dont il se compose sont empruntés par le poète à la société au milieu de laquelle il vivait et forment un précieux témoignage pour sa connaissance. Aristote est un précurseur dans ces études d'institutions et il est le premier qui ait essayé de définir la royauté homérique¹. Lorsqu'on lit cette épopée, sans parti pris, et en s'attachant à l'étude des conceptions politiques du poète, on s'aperçoit que l'Iliade et l'Odyssée sont séparées dans le temps au moins par un siècle et que, dans l'intérieur de chacun de ces poèmes, des idées différentes et même contradictoires sur l'organisation de la famille et de la cité indiquent des morceaux de plusieurs époques. La méthode historique peut ainsi hâter dans une large mesure la solution de la question homérique.

Ce ne sont pas d'ailleurs les seuls poèmes d'Homère qui nous ont transmis les légendes de la Grèce primitive. La poésie hellénique tout entière a vécu de ces souvenirs, mais nous les trouvons plus fidèlement recueillis dans certaines œuvres de caractère religieux, les hymnes homériques, les odes de Pindare ou de Bacchylidès, et surtout les tragédies. Eschyle et Sophocle en particulier ont sauvé bien des légendes très anciennes, dont celle des Atrides est restée la plus célèbre. Plus tard, des grammairiens comme Apollodore ou des curieux comme Pausanias ont recueilli pieusement les anciens mythes. Loin de négliger leur témoignage, il faut y attacher d'autant plus de prix qu'ils nous ont donné

1. *Polit.*, III, 9, 2.

souvent plusieurs versions d'une même légende et permis de saisir comme sur le vif la transformation de la société grecque. Dans Apollodore, par exemple, les jeunes Athéniens qui sont envoyés en Crète pour expier le meurtre du fils de Minos sont dévorés par le Minotaure¹; au contraire, Philochorus raconte qu'ils sont réduits en esclavage et donnés au vainqueur d'un combat². Les deux variantes nous font évidemment connaître des mœurs différentes.

Enfin, à côté de cette abondance de sources légendaires, les témoignages historiques tiennent peu de place, mais ils ne font pas entièrement défaut. Dans le poème des Travaux et des Jours, Hésiode donne maint détail curieux sur la société aristocratique des villes béotiennes du VIII^e siècle. Des textes législatifs comme ceux de la loi de Gortyne³ ou de la loi de Dracon⁴ nous permettent de remonter assez haut dans l'histoire des institutions grecques. Quant aux détails donnés par les historiens, Hérodote, Thucydide, Diodore, Aristote (dans la Politique et la République d'Athènes), Pausanias, Strabon, etc..., ils sont souvent des plus précieux, mais il faut les interpréter avec les plus grandes précautions. Le rapprochement entre ces textes historiques et les données de la légende, qui n'a pas été essayé franchement jusqu'ici, fournira peut-être plus de lumière que l'étude isolée d'une seule de ces deux sources. Enfin, on ne doit pas négliger non plus les survivances du passé que l'on trouve au milieu des institutions de la Grèce classique; elles constituent pour ces époques reculées un témoignage dont la valeur est inappréciable. Les institutions de droit criminel notamment sont restées à Athènes ce qu'elles étaient au siècle de Dracon, et telle affaire de meurtre contemporaine de Démosthène nous reporte à l'époque où le devoir de vengeance et le droit de compensation existaient encore pour les parents de la victime d'un attentat.

Tel est l'ensemble des sources dont nous disposons; elles sont surtout légendaires et nous permettent d'atteindre moins les hommes eux-mêmes que leurs institutions. Aussi le caractère vague qui s'attache à toutes ces légendes nous oblige, avant de

1. Apoll., III, xv, 18.

2. Plutarque, *Thésée*, 16.

3. Dareste, Haussoullier, Th. Reinach, *Recueil des inscriptions juridiques grecques*, 1^{re} série.

4. *Id.*, 2^e série.

commencer notre étude, à chercher quelle société elles nous font connaître, à quelle époque et dans quel pays vivaient les hommes qui se plaisaient à les entendre conter.

La première question qui se pose est celle des rapports de la société homérique avec cette civilisation « égéenne, » que les fouilles d'Hissarlik, Tirynthe, Mycènes, Cnosse, Hephaestos, etc..., nous ont révélée. A l'enthousiasme de Schlieman pour les villes homériques qu'il avait cru retrouver, succéda bien vite dans l'érudition un scepticisme absolu. On fit remarquer¹, avec raison, quelle énorme distance sépare les petits chefs achéens que nous voyons agir dans l'Iliade et l'Odyssée des puissants potentats qui n'avaient pu élever ces merveilles qui sont les fortifications de Tirynthe, les palais de Mycènes et de Cnosse qu'en disposant des bras de milliers de sujets. Les usages funéraires qui sont un des traits les plus caractéristiques d'une civilisation primitive diffèrent totalement : les Égéens ne semblent connaître que l'inhumation, tandis que les Achéens d'Homère ou les Athéniens contemporains des vases du Dipylon pratiquent l'incinération ; un changement dans les croyances, qui n'a pu se produire qu'en un très long espace de temps, distingue donc nettement les deux sociétés. Le costume mycénien ou crétois, composé de bandes cousues, aux formes presque modernes, de volants et de manches à gigot, présente un contraste absolu avec le costume antique, fait de pièces d'étoffe sans couture attachées par des fibules, tel qu'il est décrit dans l'Iliade et l'Odyssée ou qu'il se montre sur les mêmes vases du Dipylon. Le fer ne se rencontre guère dans les tombes égéennes, et les nombreuses allusions des poèmes homériques prouvent qu'il était d'un usage courant, au moins pour l'agriculture. Enfin, l'écriture ne semble pas connue des contemporains d'Homère ; un seul texte de l'Iliade y fait allusion², et dans un chant regardé comme assez récent par tous les critiques³. Au contraire, les fouilles de Cnosse ont amené la découverte d'un nombre considérable d'inscriptions qui prouvent que la civilisation égéenne connaissait au moins un système pictographique et un système alphabétique d'écriture. La société de

1. Ces discussions sont résumées dans Perrot, *Hist. de l'art*, t. VI, p. 989 et suiv.

2. *Iliade*, VI, 169.

3. Les exploits de Diomède, imitation des exploits d'Agamemnon (voy. Croiset, *Littérature grecque*).

la Grèce homérique paraît en général bien plus barbare, bien plus primitive que les habitants des palais de Cnosse et de Mycènes; l'art du Dipylon est de même incontestablement inférieur à l'art mycénien; il semble qu'on puisse conclure que plusieurs siècles séparent ces deux sociétés et qu'un grand bouleversement territorial, l'invasion doriennne par exemple, a fait succéder à la culture assez raffinée de la première l'état à moitié barbare que nous décrivent les poèmes homériques.

Faut-il cependant nier tout rapport entre l'épopée homérique et la civilisation égéenne? La question est tout autre. De ce qu'il y a en présence deux sociétés différentes, celle de Mycènes et celle des poèmes homériques, séparées par plusieurs siècles, il ne s'ensuit pas que les princes égéens, dont la mémoire vivait peut-être obscurément dans les traditions populaires, n'aient pu devenir un des éléments de l'épopée. Trois siècles au moins séparent Charlemagne de la Chanson de Roland, et c'est cependant sa grande figure qui a été l'origine du développement de l'épopée française au moyen âge. Or, il n'est pas indifférent de remarquer que les villes qui nous apparaissent comme les principaux centres de la civilisation mycénienne, Troie, Mycènes, Orchomène, Cnosse, Lacédémone, sont celles qui sont au premier plan dans l'Iliade et l'Odyssée. L'épithète de *πολύγυρος* appliquée sans cesse à Mycènes s'explique fort bien après les découvertes des tombes de l'Acropole. Les fouilles plus récentes de Cnosse et d'Hephaestos sont le meilleur commentaire du passage célèbre de l'Odyssée qui vante la Crète aux quatre-vingt-dix villes et la ville de Cnosse, « où régna pendant neuf ans Minos¹. » Les trésors d'Orchomène, dont Schlieman a trouvé de magnifiques restes en 1886, paraissent aussi populaires chez les Achéens d'Homère que ceux de Thèbes en Égypte². Il y a là des coïncidences qu'un simple hasard ne saurait expliquer. Un fait plus curieux encore a été mis en lumière par deux érudits³; des contradictions manifestes existent entre l'armement des différents guerriers de l'Iliade; à côté de ceux qui portent déjà l'armure classique des hoplites, avec casque pourvu d'un garde-joue, cné-

1. *Odyssée*, XIX, 172-179.

2. *II.*, IX, 381.

3. Kluge, *Vorhomerische Schilderungen in der Ilias* (N. Jahrb. f. Phil., 1893, p. 81 et suiv.). — W. Reichel, *Ueber homerische Waffen*. Wien, 1894 et suiv.

mides, cuirasses¹, on en voit d'autres qui sont équipés comme les guerriers mycéniens, dont les fresques, les vases, les ivoires nous offrent tant de représentations : un immense bouclier, des guêtres de cuir, pas de cuirasse et un casque en forme de simple calotte sans visière. Les deux auteurs de ces intéressants travaux sont assez disposés à voir des remaniements récents dans tous les passages où l'armement des hoplites est décrit. Ne vaudrait-il pas mieux au contraire regarder comme un legs de l'âge mycénien tous les récits où l'armement diffère de celui des Hellènes classiques? Nous pourrions entrevoir ainsi la solution de cette question si mystérieuse des rapports entre l'épopée homérique et la civilisation égéenne. Parmi ces princes masqués d'or, dont on a retrouvé les restes, les plus puissants seraient devenus, après leur mort, des personnages de légendes; plusieurs de ces légendes auraient survécu à la chute de la civilisation égéenne; elles auraient été transmises aux nouveaux envahisseurs, dont l'admiration, en face des merveilles de Cnosse et de Mycènes, ressemblait peut-être à celle des barbares du v^e siècle pour les richesses de Rome et de Constantinople. Ces légendes, après avoir parcouru un assez long chemin, seraient arrivées par tradition aux auteurs des poèmes homériques. Remaniées, amplifiées, défigurées de toute manière, elles seraient devenues la matière épique du peuple grec, mais en conservant de leur origine des traces ineffaçables : tout d'abord, le souvenir des états puissants dont elles perpétuaient la gloire, ensuite certains détails qui auraient été longtemps imperceptibles pour les érudits si des découvertes archéologiques n'étaient venues les éclairer brusquement.

La matière de l'épopée hellénique est donc probablement mycénienne, comme la matière de l'épopée française est carolingienne, bretonne, antique. Mais, de même que la Chanson de Roland ne nous fait pas connaître le Charlemagne historique, l'Iliade et l'Odyssée ne nous révèlent tout au plus que des noms de peuples et de rois. La société qu'elles nous décrivent est aussi peu mycénienne que les chevaliers des chansons de geste sont contemporains de Charlemagne. Par une tendance naturelle aux poètes et aux artistes des époques barbares, les aèdes homériques

1. *Il.*, V, 98. Voir à ce sujet Bréal, *l'Iliade primitive*, *Revue de Paris et Journal des Savants*, 1903.

ont prêté à leurs héros les mœurs et les conceptions politiques de leur temps, comme nos trouvères français du moyen âge ont fait de Charlemagne, d'Artus et d'Alexandre des princes féodaux semblables à ceux qu'ils avaient sous les yeux. Ce n'est donc pas sur la civilisation mycénienne que peuvent nous renseigner les poèmes homériques ou les anciennes légendes qui remplissent la littérature grecque, c'est sur le peuple qui a succédé immédiatement aux Égéens et que l'on peut appeler, du nom qui domine dans l'épopée, les Achéens.

Cette société achéenne représente pour nous la période que l'on appelle, d'une expression très heureuse, le moyen âge hellénique. Les ressemblances sont en effet nombreuses entre l'Orient homérique et l'Occident médiéval : mêmes sociétés barbares substituées à des empires très civilisés, dont de formidables mouvements de peuples ont amené la chute; même bouleversement, plus profond peut-être à l'époque égéenne qu'au ^v^e siècle. Quelle fut d'ailleurs la résistance de l'ancienne société? quels éléments de culture survécurent à sa ruine? c'est ce qu'il est difficile d'apprécier. Nous voyons seulement la profonde différence qui sépare les Achéens d'Homère des Égéens qui construisirent les palais de Cnosse et de Mycènes. Un autre trait de ressemblance entre ces deux époques de « moyen âge » est la prépondérance que les Orientaux plus civilisés exercent sur le développement de la culture occidentale. De même que le commerce des villes mérovingiennes est devenu le monopole des « Syriens », de même l'époque homérique a été marquée par une véritable invasion des marchandises et des croyances phéniciennes sur le territoire hellénique. Cette influence phénicienne, que l'on voulait déjà découvrir à l'époque égéenne, semble aujourd'hui beaucoup plus récente, et les découvertes de Cnosse paraissent avoir porté le coup de grâce à la théorie d'après laquelle toute la civilisation égéenne était d'origine sémitique¹. Au contraire, il est impossible de nier cette pénétration phénicienne à l'époque homérique; les allusions aux Phéniciens et aux objets de commerce phéniciens y sont trop fréquentes. Grâce à des recherches et à des comparaisons ingénieuses, M. Bérard a déterminé dans des études récentes la part importante qui revient aux Phéniciens dans les origines de la civilisation et même de l'épopée helléniques². Si l'Iliade a pour

1. Voy. Helbig (*Comptes-rendus de l'Académie des inscriptions*), 1895, p. 237-244, et S. Reinach, *l'Anthropologie*, 1893 et 1902.

2. Bérard, *les Phéniciens et l'Odyssée*. Paris, 1902.

fond des légendes et des héros qui sont probablement des survivants de la civilisation égéenne, l'Odyssée a été vécue par des navigateurs phéniciens, et ce sont eux qui ont montré aux Grecs les routes de la Méditerranée. Ces traits achèvent de distinguer la société achéenne d'Homère de la civilisation égéenne. Alors que, d'après les scarabées égyptiens trouvés dans les tombes mycéniennes, on peut fixer au xvi^e ou au xv^e siècle l'âge florissant de cette civilisation¹, et au x^e siècle environ celui de son déclin², l'épopée homérique nous fait descendre beaucoup plus bas dans le cours des âges. S'il est assez difficile de fixer le siècle qui l'a vue naître et si ses origines se perdent probablement dans l'antiquité égéenne, on sait que ses morceaux les plus récents, une bonne partie de l'Odyssée, quelques chants de l'Iliade et surtout « le Catalogue des Vaisseaux » du II^e chant ne remontent pas au delà de la fin du vii^e siècle³. C'est donc dans la période comprise entre le x^e et le vii^e siècle qu'a eu lieu le développement de l'épopée homérique, et l'on peut dire que, dans son ensemble, elle nous présente le tableau de la société hellénique des ix^e et viii^e siècles.

Cette société est celle des Achéens, mot employé pour désigner l'ensemble de la race qui portera plus tard le nom d'Hellènes⁴. Ce mot d'Achéens ne désigne pas seulement, comme plus tard, une des tribus, mais il s'applique bien aux peuples de toutes les parties de la Grèce. Son emploi ne prouve donc pas que la société homérique présente un état de choses antérieur à l'invasion doriennne. La mention des Doriens en Crète⁵ montre qu'elle était au moins commencée, et elle ne dut être que la continuation du grand mouvement de peuples qui substitua la société hellénique à la civilisation égéenne. Des témoignages prouvent d'ailleurs que les invasions des Doriens dans le Péloponèse ont eu lieu à plusieurs reprises et sont venues de directions différentes⁶. Le nom des Ioniens ne se rencontre d'ailleurs pas plus souvent⁷. Il

1. Voy. les travaux de Flinders Petrie analysés dans l'*Anthropologie*, 1900, p. 276, et *Journal of hellenic studies*, 1890, p. 271.

2. Age proposé pour les tombes de Menidi et Spata.

3. Voy. Croiset, *Littérature grecque*, t. I, p. 423 et suiv.

4. Le mot Ἑλλήνες est appliqué dans l'Iliade aux habitants d'un canton de la Thessalie, dans l'Odyssée à la Grèce centrale (voy. Croiset, ainsi que Niese, *Die Entwicklung der homerischen Poesie*. Berlin, 1882, p. 215.

5. *Il.*, XIX, 177.

6. Pausan., III, 2, 6; VIII, 5, 6.

7. *Il.*, XIII, 685-690.

est donc permis de voir dans les Achéens d'Homère les représentants de la société grecque avant sa séparation en tribus. Les institutions homériques sont celles de la Grèce primitive, et voilà pourquoi on les retrouve dans les légendes et les souvenirs historiques de tous les pays grecs, qu'ils soient éoliens, ioniens ou doriens.

Il serait étonnant que, pendant cette longue période, qui va du x^e au vii^e siècle, les institutions aient toujours gardé le même caractère. Si l'on cherche sans parti pris à découvrir la transformation qui s'est produite, on s'aperçoit que la notion d'état ou d'autorité publique, très faible à l'époque de la royauté héroïque, s'est affermie grâce au pouvoir des aristocraties, qui ont fondé véritablement la cité grecque. Sans pouvoir établir entre ces deux stades une limite chronologique qui soit précise, nous sommes obligés de les considérer l'un après l'autre.

II. LA ROYAUTE PATRIARCALE.

Si l'on considère les expressions qui reviennent souvent dans l'Iliade et même dans l'Odyssée, le pouvoir des rois de l'âge héroïque paraît presque surhumain. Ce n'est pas de la volonté des sujets qu'ils tiennent leur puissance, mais de Zeus lui-même¹, qui leur confie « le sceptre et les lois » et en fait « les pasteurs des peuples². » Des épisodes comme la confiscation de Briséis ou le châtimement de Thersite semblent indiquer un pouvoir toujours arbitraire, et c'est sous cette apparence que la plupart des modernes se représentent l'autorité d'un roi d'Homère. Dès l'antiquité cependant, Aristote remarquait que le droit de vie et de mort appartenait à Agamemnon, non en tant que roi, mais comme chef de l'armée³. Il est possible en effet que ce pouvoir royal ne soit absolu qu'en apparence. On voit, en examinant les éléments d'un état patriarcal, que le roi n'agit que dans certaines circonstances et que ces circonstances sont, en somme, très peu nombreuses⁴.

1. *Il.*, IX, 97-99; II, 203-205; I, 78-83.

2. *Il.*, II, 105. — *Od.*, III, 85.

3. *Polit.*, III, 9, 2.

4. Cf. Mistchenko, *Mél. Graux*, 159-162, montre les résistances qu'Agamemnon rencontre même sur le champ de bataille. — Guiraud, *la Propriété foncière en Grèce*, p. 24-25 et 114 : « En droit, l'autorité du roi ne s'exerçait que

Le titre de βασιλεύς, qui signifie peut-être « conducteur de peuple¹, » désigne le plus généralement cette autorité; d'autres expressions paraissent aussi avoir le même sens. Agamemnon est appelé plusieurs fois ἀναξ ἀνδρῶν², et le verbe ἀνάσσω s'applique souvent à l'autorité royale³. Ce titre n'est pas une fiction poétique : on le retrouve à l'époque historique appliqué aux fils de rois des villes grecques de Chypre, tandis que celui d'ἄνασσαι est porté par leurs femmes et leurs filles⁴. A Sparte, les deux rois étaient désignés sous le nom d'ἄρχαγέται⁵ et de βασιῖ⁶, tandis qu'à Athènes il semble qu'on ait employé indifféremment les mots βασιλεύς, ἄρχων, πρύτανις⁷. Tous ces mots ont pris plus tard un sens plus précis; à l'origine, ils semblent avoir désigné indistinctement les chefs achéens, et Charon de Lampsaque ayant écrit un livre sur les rois spartiates l'intitula : *Archontes et prytanes des Lacédémoniens*⁸.

Le caractère le plus frappant de l'institution royale est l'hérédité, qui fait appel pour se justifier à l'origine divine. La plupart des dynasties légendaires des poèmes homériques descendent de Zeus⁹, de Poseidon¹⁰ ou d'un dieu moins important¹¹. La plupart des dynasties historiques ne se vantaient pas d'origines moins glorieuses. Les rois d'Athènes se rattachaient à Poseidon soit par Pittheus, grand-père maternel de Thésée¹², soit par Mélanthos, descendant de Nestor¹³, venu à Athènes de Pyles et ancêtre des Codrides. Les rois des villes ioniennes pouvaient

dans certains cas nettement déterminés... Les familles, en se groupant, n'avaient remis à l'État et par conséquent au roi que la gestion des intérêts généraux de la cité. »

1. Hermann, *Lehrb. d. gr. Staatsalt*, I, p. 60, n. 3.

2. *Il.*, I, 7, 172. Le même titre est donné à Apollon (*Il.*, I, 36), à Neptune (*Il.*, XX, 404), à Zeus (*Il.*, I, 502).

3. *Il.*, IX, 73. — *Od.*, I, 117, 181; III, 304.

4. Diod., XVI, 42.

5. Plut., *Lycurgue*, 6.

6. *C. I. G.*, I, p. 83.

7. Voy. Fustel de Coulanges, *Cité ant.*, p. 290. — Aristote, *Polit.*, VII (vi), 5, II.

8. *Id.*, d'après Suidas, Χάρων.

9. Achille et Pélee (*Il.*, XXI, 187-189). — Priam et Énée (*Il.*, XX, 215-241). — Idoménée et les rois de Crète (*Il.*, XIII, 449-453).

10. Nestor, *Od.*, XI, 254.

11. Dioclès de Phère descend du fleuve Alphée (*Il.*, V, 541).

12. Plut., *Thésée*, 6.

13. Pausan., IX, 5, 16.

réclamer la même origine, puisqu'ils comptaient les fils même de Codrus parmi leurs ancêtres¹. Des Néléides ou Codrides règnèrent à Milet², à Éphèse³, à Chio⁴. Les Phocéens ne furent reçus dans la confédération panionienne qu'à condition de prendre des rois de cette dynastie⁵. Dans le Péloponèse, au contraire, les rois doriens étaient regardés comme les descendants d'Héraclès. Cette origine était réclamée par les deux familles royales de Sparte, les Agiades et les Eurypontides⁶, par les Aypitides de Messène⁷, par les rois de Théra, par ceux d'Argos⁸ et enfin par les Bacchyades de Corinthe⁹. Les rois d'Épire descendaient d'Achille¹⁰; ceux de Cyrène se rattachaient à Minyas¹¹, les Protides de Marseille à Euxeinos, le fondateur traditionnel de la ville¹², les Pentilides de Mitylène à Oreste¹³ et les rois de Skepsis en Troade à Scamandrios, fils d'Hector¹⁴. Cette origine divine donnait à la famille royale un caractère religieux et justifiait l'hérédité dynastique. Les rois se succèdent donc de père en fils; plus encore que pour un simple particulier, c'est un malheur pour un roi de ne laisser après lui aucun enfant¹⁵; mais, à défaut d'un héritier direct, des branches collatérales peuvent être appelées à recueillir le pouvoir¹⁶, et le poète prédit que la branche d'Énée doit remplacer un jour celle de Priam¹⁷. L'adoption paraît même avoir été en usage : l'association de Bellérophon au pouvoir par le roi de Lycie, qui lui donne sa fille en mariage, est une véritable adoption¹⁸, car les femmes ne pouvaient pas plus prétendre à la cou-

1. Hérod., I, 147. — Pausan., VII, 3, 3.

2. Müller, *Fr. H. Gr.*, p. 64 (Aristote, fr. 199). — III, p. 388 (Nicolas de Damas, fr. 54). — Plut., *De Mul. Virt.*, 16.

3. Pausan., VII, 2, 8.

4. Id., VII, 4, 9.

5. Pausan., VII, 3, 10.

6. Hérod., VI, 52.

7. Éphore ap. Strabon, p. 361.

8. Hérod., VI, 127. — Pausan., V, 22, 2. — Plut., *De Alex. Virt.*, 8.

9. Pausan., II, 4, 4. — Diod., VII, 9.

10. Plut., *Pyrrh.*, 1.

11. Hérod., IV, 150.

12. Athénée, XIII, 36, d'après la *Μασσαλιωτῶν Πολιτ.*, d'Aristote.

13. Athénée, XI, 466.

14. Strabon, XIII, 1, 52, p. 607.

15. *Il.*, XXIV, 538-540.

16. *Il.*, XX, 178-183.

17. *Il.*, 303-308.

18. *Il.*, VI, 191-195. Une difficulté a été soulevée par suite des villes que des

ronne qu'elles n'avaient de capacité à hériter dans la famille primitive. Les règles de succession devaient être rigoureuses. A Sparte, où les anciennes traditions persistèrent pendant toute l'époque classique, les fils seuls qui étaient nés depuis l'avènement d'un roi avaient droit à sa succession¹; à leur défaut, le premier agnat devenait roi, de même qu'il exerçait la tutelle d'un roi mineur comme *πρόδικος*². Le droit héréditaire de la famille royale est donc incontestable.

Le roi jouit en outre dans la cité d'honneurs et d'avantages qui le distinguent des simples mortels. Les ornements teints en pourpre lui semblent réservés³; il porte comme insigne de son pouvoir le sceptre aux clous d'or qui se transmet avec l'autorité et dont l'origine est parfois merveilleuse⁴; son palais est situé dans la partie la plus élevée de la ville⁵ et dans les repas il a droit à une part d'honneur⁶. Un domaine particulier, le *τέμενος*, lui est assigné aux dépens des autres propriétés foncières⁷, et des exemples prouvent que cet avantage est donné au roi en échange de la protection qu'il accordera lui-même aux autres domaines. C'est pour être défendus contre les Curètes que les Éoliens offrent un domaine à Méléagre⁸, et Sarpédon ne croira justifier le don qu'il tient de ses sujets que s'il combat au premier rang parmi les Lyciens⁹. Enfin, certains récits autorisent à penser que le roi peut recevoir du peuple des présents plus ou moins volontaires¹⁰ et même lever des impôts sur les territoires qu'il a conquis¹¹. Tous ces usages de la royauté patriarcale sont demeurés presque intacts à Sparte. Les rois y étaient nourris aux frais de l'État¹²; ils possédaient sur le territoire des périèques de grands

rois assignent de leur propre autorité à leurs amis (*Il.*, IX, 151-155, 483-484). — *Od.*, IV, 174-177. Il ne peut s'agir dans ce cas que de territoires conquis.

1. Hérod., V, 42. — Plut., *Ages.*, 11.

2. Plut., *Lyc.*, 3. — Corn. Nep., *Agesilas*, 1.

3. *Il.*, IV, 141-145.

4. *Il.*, II, 185-188, 101-108; I, 245-246.

5. *Id.*, VI, 317.

6. *Od.*, IV, 65-66.

7. *Il.*, IX, 577-580; XII, 310-321; XX, 184-186, 391; VI, 191-195.

8. *Il.*, IX, 577-580.

9. *Il.*, XII, 310-321.

10. *Il.*, I, 229-231.

11. *Il.*, IX, 154-156. — Voy., sur ces questions, Moreau, *les Finances de la royauté homérique. Revue des Études grecques*, t. VIII.

12. Hérod., VI, 57. — Xénoph., *Hellen.*, V, 3, 20. — Plut., *Ages.*, 20.

domaines analogues au « temenos » sur lesquels ils levaient des impôts¹. Platon les regardait comme les plus riches des Grecs². En campagne, ils avaient droit à un tiers du butin et recevaient une part des victimes offertes dans les sacrifices publics³. Dans les jeux publics, une place d'honneur leur était réservée, et toute leur personne était l'objet d'un respect religieux qui s'étendait même au delà des limites de Sparte⁴. Enfin, lorsqu'ils mouraient, leurs funérailles avaient, comme celles de Patrocle dans l'Iliade, le caractère d'une véritable apothéose⁵. Telles sont les marques extérieures de la puissance d'un roi de l'âge héroïque.

Mais, quelle était la portée véritable de cette autorité? Il ne semble pas qu'elle s'exerçât en dehors de deux domaines bien délimités : la religion et la guerre. Par suite même de sa descendance divine, le roi a un caractère sacré, et ses ancêtres divins sont devenus les dieux de la cité. Athéna, par exemple, a été la déesse protectrice des Cécropides avant de devenir la patronne de l'Attique. Le roi était donc le pontife naturel, l'intermédiaire entre les dieux et les hommes, puisque ces dieux, avant d'appartenir à la cité, étaient ceux de la famille royale. Son pouvoir religieux dans la cité était absolu. Dans l'épopée, c'est Agamemnon qui, pour faire cesser la peste, ordonne des purifications et des sacrifices en l'honneur d'Apollon⁶. Ulysse est chargé de conduire au prêtre d'Apollon Chrysès, l'hécatombe sacrée qui doit apaiser la colère du dieu contre la cité, ὅφρ' ἱλάσσομεθα ἄνκτα⁷. Lorsque deux cités concluent un traité solennel, ce sont les deux rois, Priam et Agamemnon, qui s'avancent au milieu des guerriers et prêtent le serment, en immolant des victimes et en suppliant les dieux de punir le parjure⁸. C'est au nom de tous qu'Agamemnon invoque Zeus, le Soleil, les Fleuves et la Terre, qui seront les gardiens du serment, et la cité tout entière est liée par cette prière royale⁹. Enfin, bien qu'on ait essayé de soutenir

1. Xénoph., *Rep. lac.*, XV, 3.

2. *Atcib.*, I, 123. Cf. les richesses d'Ulysse, *Od.*, I, 391-393; XIV, 98-99.

3. Hérod., VI, 56-57. — Xénoph., *Rep. lac.*, XV, 3, 6.

4. Xénoph., *Rep. lac.*, XV, 9 : οὐχ ὡς ἀνθρώπους, ἀλλ' ὡς ἥρωας τοὺς Λακεδαιμόνιων βασιλεῖς προτετιμῆκασιν. — Plut., *Ages.*, 19 : les ennemis ne s'attaquaient pas volontiers à eux dans les combats.

5. Hérod., VI, 58. — Pausan., IV, 14, 4.

6. *Il.*, I, 313-317.

7. *Id.*, 442-445.

8. *Id.*, III, 264-309.

9. *Id.*, 276-291.

le contraire, les festins solennels qui ont lieu dans la tente d'Agamemnon, et auxquels sont conviés les chefs achéens, donnent l'impression de repas publics et semblent avoir une signification religieuse¹. Non seulement ils ont lieu aux frais de la cité², mais leur caractère public est marqué par le sacrifice dont ils sont précédés³; il faut y voir l'origine des repas religieux qui persisteront jusqu'à la fin de l'antiquité dans les cités grecques. Les rois de Sparte conservèrent toutes ces attributions : ils exerçaient les sacerdoces patrimoniaux de Zeus Lakedaimon et d'Uranios⁴; le 1^{er} et le 7 de chaque mois, jours consacrés à Apollon, une victime leur était livrée pour être offerte au nom de la cité; en campagne, ce droit de sacrifice était même illimité, et l'état était tenu de leur fournir autant de victimes qu'ils en demandaient⁵.

Le pouvoir militaire des rois était aussi incontesté que leur autorité religieuse. Le culte et la défense paraissent être les deux raisons d'être de la cité. Le roi a le droit de convoquer les citoyens à l'armée et des usages précis sont déjà en vigueur. Chaque famille doit fournir au moins un homme. Un père qui a sept fils les fait tirer au sort pour savoir lequel suivra Achille devant Troie⁶. C'est là une obligation à laquelle nul ne peut se soustraire sans s'exposer à une « honteuse amende⁷. » Tout au plus le roi a-t-il le droit de dispenser des citoyens du service, moyennant une sorte de rachat⁸. Les guerriers enrôlés sont rangés; suivant les affinités naturelles, par phratries et par tribus⁹. L'armée est donc l'image de la cité, mais tous ceux qui en font partie tombent sous l'autorité absolue du roi. Ils doivent d'abord prêter un serment solennel dont le caractère est religieux et militaire à la fois¹⁰. Le roi a désormais sur eux un pouvoir de vie et de mort; la moindre résistance à ses ordres, la fuite devant l'en-

1. Moreau, *les Festins royaux et leur portée politique dans l'Illiade et l'Odyssée* (Revue des Études grecques, VII, 133).

2. *Il.*, XVII, 250 : δῆμα πίνουσιν; XII, 311-318; IX, 70; XX, 84.

3. *Il.*, VII, 313-315.

4. Hérod., VI, 56.

5. Voy. Gilbert, *Handb. der Gr. Staatsalth.*, I, p. 48-49.

6. *Il.*, XXIV, 396-400. Cf. *Od.*, II, 20-22, Egyptios a quatre fils dont l'un a suivi Ulysse.

7. *Il.*, XIII, 669.

8. *Il.*, XXIII, 296-299.

9. *Il.*, II, 362.

10. *Il.*, II, 286-288, 339-341.

nemi, la désertion du combat peuvent entraîner une exécution sommaire¹. Seul le roi a qualité pour ranger l'armée en bataille², la diviser en plusieurs corps et choisir des chefs pour la conduire³, prendre les dispositions pour le combat⁴, lancer les guerriers contre l'ennemi ou les retenir à son gré⁵. Il est même assez fort pour ordonner à des guerriers sur le champ de bataille de céder leurs grands boucliers à ceux qu'il considère comme les plus valeureux⁶. Lui-même, d'ailleurs, paye de sa personne et parcourt les rangs en multipliant les encouragements ou les réprimandes⁷. Pour flatter l'orgueil de ses soldats, il les appelle par le nom de leur père et de leurs ancêtres, *πατρώθεν ἐκ γενεῆς ἐνομάζων ἄνδρα ἑκάστον*⁸. S'il assemble les chefs de son armée en conseil de guerre, il n'est nullement tenu de suivre leurs avis. De même à Sparte, les rois gardèrent longtemps cette autorité militaire. Au temps d'Hérodote, ils avaient encore le droit nominal de déclarer la guerre comme bon leur semblait⁹. En campagne, ils étaient accompagnés des éphores et forcés de se laisser guider dans leurs opérations, mais ils n'en avaient pas moins la direction de la discipline militaire et le droit de vie et de mort sur tous les soldats¹⁰.

Tels sont les pouvoirs propres du roi dans la cité. Son autorité va-t-elle plus loin? L'idée que le rôle essentiel de l'état est de protéger les droits des particuliers, de faire respecter l'ordre dans la cité, en un mot de rendre la justice, est tellement familière à nos esprits qu'il nous est difficile de croire que les rois de l'âge patriarcal ne fussent pas des juges en même temps que des chefs de guerre et des prêtres. Bien qu'Aristote ait vu que le caractère de cette ancienne royauté était essentiellement religieux¹¹, bien

1. *Il.*, II, 391-393; XIII, 248-250; XV, 347-351.

2. *Il.*, IV, 297-308.

3. *Il.*, XVI, 168-173.

4. *Il.*, II, 381-393.

5. *Il.*, III, 76-85; XVI, 203-206.

6. *Il.*, XIV, 376-377. Cet échange de boucliers, regardé comme absurde par les critiques alexandrins, s'explique aujourd'hui par la distinction que Kluge et Reichel ont faite entre le petit écu, *ὀλίγον σάκος*, et le grand bouclier mycénien, *ἀσπίς*, qui couvrit entièrement le guerrier.

7. *Il.*, IV, 226-421; V, 528-532; XVI, 211.

8. *Il.*, X, 67-71. Cf. *Id.*, II, 188-205, les exhortations d'Ulysse aux guerriers pour les empêcher de s'embarquer.

9. Hérod., VI, 56.

10. Aristote, *Polit.*, III, 9, 2 : ἡγεμὼν ἐστὶ τῶν πρὸς τὸν πόλεμον.

11. *Id.*, VII (vi), v, 11 : ἀπὸ τῆς κοινῆς ἐστίας ἐχρῶσι τὴν τιμὴν.

qu'il ait découvert qu'en temps de paix le droit de vie et de mort n'existait nullement pour le roi¹, malgré la définition exacte qu'il donne des rois spartiates, « généraux en temps de guerre et compétents dans toutes les affaires religieuses², » par une singulière contradiction il affirme plus loin que les rois de l'âge patriarcal étaient aussi des justiciers, « Κύριοι δ' ἦσαν τῆς τε κατὰ πόλεμον ἡγεμονίας καὶ τῶν θυσιῶν, ἔσαι μὴ ἱερατικάι, πρὸς τούτοις τὰς δίκας ἔκρινον³. » Les modernes ont admis cette opinion presque sans la contrôler, et il n'est guère d'étude sur la société homérique où elle ne soit affirmée comme l'expression d'un dogme⁴. La question a cependant une grande importance, car, s'il faut envisager le roi patriarcal comme une sorte de despote oriental rendant à ses sujets des arrêts dignes de Salomon, on conclura que son pouvoir était absolu et on se fera une idée toute particulière du développement de l'état grec. La solution paraît différente si l'on considère l'organisation de la justice à l'époque patriarcale et les droits importants que les familles avaient conservés de la période de leur indépendance.

L'état grec, en effet, a été d'abord une fédération de familles.

1. Aristote, *Polit.*, III, 9, 2 : κτείνειν γὰρ οὐ κύριος...

2. *Id.*, III, 9, 2.

3. *Id.*, III, 9, 7; III, 10, 1.

4. Fustel de Coulanges, *la Cité antique*, p. 206 : « De ce que la religion se mêlait au gouvernement, à la justice, à la guerre, il résulta nécessairement que le prêtre fût en même temps magistrat, juge et chef militaire. » — Hermann, I, p. 61 : « Die Könige sind die δικασφόροι οἱ τε θέμιστας πρὸς Διὸς εἰρύαται und nur in ihren Namen richten auch die γέροντες. » — Schœman, *Antiq. gr.*, trad. Galuski, t. I, p. 34 : « La seconde fonction de la royauté consiste à rendre la justice. » — Thonissen, *Droit public de la république athénienne* : « Les rois, délégués de Zeus, rendent la justice au nom de Zeus, » p. 17. — Moreau, *Revue des Études grecques*, VIII, 1894, p. 136. — Gilbert, *Handb. d. griech. Staatsalth.*, II, 1885, p. 339 : « War in der Zeit des Königthums der König der Oberrichter... » — *Id.*, *Beiträge zur Entwickel. gesch. der griech. Gerichtsverfahrens*, 1896 : « In derjenigen Staaten... wird auch die Gerichtbarkeit, soweit sie bestand, auf dem König übergegangen sein, der diese Gerichtbarkeit, wohl unter den Beirath seiner Geronten ausübte. » — Seuls, MM. d'Arbois de Jubainville (*Cours de litt. cell.*, t. VII, 1895, p. 1-2) et Guiraud (*la Propriété foncière en Grèce*, 1893, p. 114) se montrent plus réservés et admettent que les attributions de l'état patriarcal étaient très restreintes... Guiraud, *op. cit.* : « On ne lui demandait (au roi) rien de plus que de garantir la paix publique et de défendre le pays contre les ennemis extérieurs; pour tout le reste, il était incompétent. » — D'Arbois de Jubainville, *Id.* : « Les familles qui composaient l'État réglaient à leur gré leurs relations entre elles, sans que l'État eût le droit d'intervenir pour déterminer le mode de ces relations. »

Les documents historiques ne nous permettent guère d'atteindre jusqu'aux temps où le γένος primitif se suffisait à lui-même et formait un organisme complet; les traditions nous parlent au moins des bourgs, κώμαι¹, qui n'étaient qu'un agrandissement du territoire familial. Aristote appelle le bourg « une colonie de la famille » et les habitants du bourg « frères nourriciers, » « Μάλιστα δ'έοικε κατὰ φύσιν ἡ κώμη ἀποικία οἰκίας εἶναι, οὗς καλοῦσι τινες ἐμογᾶλακτας [παῖδάς τε καὶ παίδων παῖδας]². » Quelques dèmes de l'Attique conservèrent les noms des anciennes familles qui y étaient prédominantes autrefois³. Il est probable que, dans un même bourg, le nombre des familles autonomes était très restreint et se réduisait presque toujours à une seule. Toute la série des parents, ἐμογᾶλακτες, et des esclaves continuait à habiter ensemble sous l'autorité d'un patriarche. Mais le cercle de la famille n'avait pas tardé à s'étendre, et des hommes libres sans ressources étaient venus chercher un abri sur son territoire. Les θεραπόντες dont il est question si souvent dans l'Iliade formaient à cette époque une véritable clientèle. Ils étaient venus, la plupart du temps, de pays étrangers, obligés de s'exiler à la suite de quelque meurtre⁴. Un lien personnel les attachait à leur maître, et ils étaient prêts à lui rendre tous les services, conducteurs de chars en temps de guerre, écuyers tranchants et chargés du service de la table après le combat⁵, ils recevaient souvent les missions les plus importantes. Achille voulait donner à Patrocle celle de ramener son fils à Scyros, afin de lui faire connaître en détail ses biens et ses esclaves⁶. Phénix, théraponte de Pélée, est chargé de diriger l'éducation d'Achille⁷. Une fidélité d'un caractère chevaleresque unissait le maître et le théraponte. Sous les traits dont l'épopée revêt la figure de Patrocle, on voit qu'il est l'ami d'Achille et lui tient sans cesse compagnie⁸. Un autre serviteur d'Achille refuse

1. Thucyd., I, 10. Sparte a gardé l'ancien usage des pays grecs, κατὰ κώμας δὲ τῶ παλαιῷ τρόπῳ οἰκισθείσης.

2. Arist., *Polit.*, I, 1, 7.

3. Λακκιάδαι, Βουτάδαι, Σημαχιάδαι (Haussoullier, *Vie municip. en Attique*, p. 3, et Tœpffer, *Attische Genealogie*).

4. *Il.*, XX, 487-489; XVII, 608-611; XVI, 278-279; XII, 76, etc.

5. *Il.*, XVI, 202-209; XIX, 315-316; XXIV, 472-476.

6. *Il.*, XIX, 331-333.

7. *Il.*, IX, 485-488. La plupart des θεραπόντες qui figurent dans l'Iliade sont attachés à la personne des rois, mais les simples particuliers en possèdent aussi; *Il.*, XX, 487-489; XVII, 608-611; XVI, 278-279.

8. *Il.*, IX, 190-191.

de recevoir des présents de Priam à l'insu de son maître¹. Il y a là une institution qui fait penser au lien qui existait au moyen âge entre le seigneur et le vassal. Dans une condition moins relevée étaient enfin les ouvriers libres, les mercenaires, *θήτες* qui, moyennant un salaire et la protection de la famille, lui rendaient certains services². Tous vivaient autour du même foyer, et un certain lien de parenté s'établissait entre eux; ils étaient compagnons de foyer, *ἐφ' ἑστιαί*³. Ils formaient une société parfaite, et ce furent des nécessités de défense commune, l'attrait de tel culte patrimonial particulièrement vénéré ou même l'esprit de conquête qui amenèrent les grandes familles des bourgs à se confédérer; une nouvelle forme politique fut ainsi constituée.

Ces confédérations, *συνέκτιστοι*, ne naquirent pas sans difficultés; des luttes pour la prépondérance eurent lieu entre les bourgs, des transactions furent conclues et les adversaires durent se faire souvent des concessions. Le souvenir de ces troubles n'a pas disparu, mais il ne nous est parvenu que sous une forme légendaire. En Attique, d'après la tradition, ce fut Cécrops, c'est-à-dire la famille des Cécropides, dont le foyer était sur l'Acropole, qui organisa la première fédération des douze bourgs de l'Attique, dont chacun eut son foyer et ses prytanes⁴. A l'époque où fut composé l'hymne à Déméter⁵, le bourg d'Éleusis était entièrement indépendant; l'auteur nomme le prince éponyme d'Éleusis et ses chefs, Keleos, Triptolemos, Dioclès, Eumolpos, les ancêtres des Eumolpides⁶, sans faire aucune allusion à Athènes. Avant d'entrer dans la confédération attique, ce bourg lutta longtemps pour conserver son indépendance⁷. De même, la dispute entre Poseidon et Athena, pour la possession de l'Attique, n'est peut-être qu'une lutte entre les familles des pays maritimes et le clan cécropide⁸. A la fin, les Cécropides et Athena triomphèrent, et le *συνέκτιστος* fut constitué autour de l'Acropole; une autre légende,

1. *Il.*, XXIV, 429-435.

2. *Il.*, XII, 433-435; XXI, 450-457; XXIII, 712-713; V, 59-61; XII, 294-297.

3. *Il.*, II, 125.

4. Thucyd., II, 15. Philochoros dans Strabon, IX, 1, 20.

5. *Hymnes homér.*, 4.

6. *In Cererem*, V, 149-156.

7. Thucyd., II, 15, 1. — *Etymol. Magn.*, Βοηδρομιών.

8. Voy. Martha, *Sacerdotes athén.*, p. 15.

celle de Thésée, servait à expliquer ce grand événement¹. A Sparte, il est probable que l'évolution fut la même. La royauté y était gémignée; elle était la propriété de deux branches des Héraclides, les Agiades et les Eurypontides. Une légende ingénieuse servait à expliquer cette anomalie par une histoire de jumeaux²; mais, à côté de la tradition officielle, un certain nombre de circonstances autorisent à penser que ces deux familles représentent deux agrégats distincts de population. Les Agiades habitaient à Sparte un district près de l'Acropole, appelé Agias, dans lequel était situé le tombeau de leurs ancêtres; la demeure des Eurypontides, au contraire, se trouvait sur les hauteurs de la nouvelle Sparte³. Il y avait là comme les centres de deux anciens bourgs séparés, et nous savons, d'ailleurs, que Sparte n'était pas renfermée dans une enceinte, mais n'était qu'une juxtaposition de bourgs⁴. D'autre part, la légende racontait les dissensions perpétuelles qui avaient toujours divisé les deux familles royales et surtout leurs deux ancêtres mythiques, Proclès et Téménos⁵. Ajoutons qu'à l'époque d'Hérodote les Agiades se vantaient d'être d'origine achéenne, tandis que les Eurypontides étaient de purs Doriens⁶, et nous comprendrons que l'existence de la double royauté cachait le souvenir de luttes anciennes entre des forces rivales, assez puissantes pour que ni l'une ni l'autre ne consentît à céder et qu'une transaction dût intervenir entre elles. Tels furent les éléments du *συνετισμός* spartiate, auxquels il faut peut-être ajouter la tribu des *Ægides*, qui maintint longtemps son autonomie et se rattachait par son origine à la Béotie⁷.

Un fait ressort en somme de toutes ces traditions; la forme sociale, qui domine d'abord chez les Grecs, n'est pas la cité, mais

1. Thucyd., II, 15. — Plut., *Thésée*, 15. La légende présente l'événement comme une révolution subite alors qu'il dut y avoir un développement très lent de l'État attique. Les archéologues ont relevé des ruines mycéniennes à Koropi, sur le versant oriental de l'Hymette (*Athen. Mitth.*, XVI, 1891, p. 220-227), à Thorikos, à Mounychia, à Athènes même (voy. Perrot et Chipiez, *Hist. de l'Art*, t. VI, p. 417-428).

2. Hérod., VI, 52. — Plut., *Lys.*, 2.

3. Paus., III, 12, 8; III, 14, 2.

4. Thucyd., I, 10.

5. *Polyaeni Strategium*, I, 10.

6. Hérod., V, 72.

7. Hérod., IV, 49. Voy. Gilbert, *Handb. der Staatsalth.*, I, p. 4-6. Sur les sanctuaires de ces trois familles, réunis sur la place de l'Hellanicon, Plut., *Lys.*, 6.

la famille patriarcale, οἶκος¹. Le bourg, κώμη, a servi de transition entre la famille et l'état, mais le développement, dont le terme devait être l'union de tous les clans d'autrefois sous une même autorité politique, a été long et laborieux. De plus, en entrant dans l'état, les familles n'ont pas abdiqué leur indépendance pour se mettre à la discrétion d'une autorité extérieure. Elles ont consenti à lier leur sort à une famille plus puissante, à une dynastie, vénérable par sa descendance divine et ses cultes patrimoniaux, assez forte pour les défendre contre l'ennemi; mais elles n'ont abandonné ni leurs propres cultes, ni le gouvernement des leurs, ni surtout les antiques usages qui leur servaient à régler entre elles, de leur propre autorité, leurs conflits et leurs dissensions. Leurs cultes patrimoniaux sont devenus parfois des cultes d'état²; leurs coutumes particulières ont été l'origine du droit public.

En effet, le trait le plus caractéristique de cet état patriarcal, c'est qu'il manque absolument d'une organisation judiciaire. Est-ce à dire que la paix régnait entre les hommes et que l'âge d'or n'est pas entièrement légendaire? Il n'en est rien; toutes les traditions nous montrent cette époque primitive comme une période barbare, où les violences et la mauvaise foi étaient ordinaires³, où les Grecs allaient toujours en armes et trouvaient le brigandage très naturel⁴, où la maison privée de chef était exposée à tous les meurtres et à tous les pillages⁵. Aucune force publique n'existait; le père de famille devait combattre lui-même pour défendre son foyer, et, dans le XXII^e chant de l'Odyssée, le poète a donné à une de ces luttes des proportions épiques. Les personnages peu nombreux sont plus grands que nature, mais chacun d'eux est le symbole d'un des éléments dont se compose la famille. D'un côté sont les prétendants qui ont mis la maison d'Ulysse au pillage, violé ses esclaves et cherché à épouser Pénélope⁶; avec eux sont les esclaves infidèles qui trahissent la maison. En face, Ulysse, le père de famille est à la tête de tous les

1. Aristote, *Polit.*, I (1) : ἡ μὲν οὖν εἰς πᾶσαν ἡμέραν συνηστουκίᾳ κοινωνία κατὰ φύσιν οἶκος ἐστίν...

2. Voy., dans Martha (*Sacerdotes athén.*, Append.), la liste des cultes attiques; un grand nombre sont des cultes patrimoniaux devenus publics.

3. *Od.*, XIX, 395-398.

4. *Thucyd.*, I, 5, 2.

5. *Od.*, XXII, 216-233.

6. *Od.*, XXII, 36-41.

siens. Télémaque représente ses enfants et ses parents, qui lui doivent secours¹; Philetiüs et Eumée, les esclaves dont le devoir est de défendre la famille²; Pallas Athénè, sous la figure de Mentor, les amis qui reconnaissent les bienfaits du père de famille en accourant à sa défense³.

Ainsi, lorsqu'une famille était attaquée par ses ennemis, elle ne devait guère compter pour se défendre que sur ses propres forces; bien plus, lorsqu'un de ses membres avait été victime d'un attentat ou d'un homicide, la vengeance était pour elle un devoir religieux. Les légendes et les poèmes homériques offrent un grand nombre d'exemples de personnages qui s'exilent après avoir commis un meurtre pour échapper à la vengeance des parents de leur victime⁴. Homère décrit « l'horreur qui saisit les habitants d'une maison opulente » lorsqu'ils voient entrer un meurtrier qui a dû quitter son pays pour se réfugier à l'étranger⁵. Le devoir de vengeance était inéluctable pour tous les membres d'une famille⁶. Oreste a acquis une gloire immortelle pour avoir vengé Agamemnon⁷. Neoptolème demandait à Apollon de l'aider à se venger du meurtrier de son père, en oubliant que c'était le dieu lui-même qui avait dirigé la flèche de Pâris⁸. Un proverbe déclarait fou quiconque épargnait le fils après avoir tué le père⁹. Les anciennes légendes glorifiaient même les fils d'Amphiaräus et Oreste, qui, pour venger leurs pères, n'avaient pas craint de tuer leurs mères¹⁰. Ce devoir de vengeance s'imposait d'ailleurs à tous les parents, aux petits-fils, dont l'aïeul avait été tué¹¹, aux frères, vis-à-vis de leurs frères¹², aux parents envers

1. *Od.*, XXI, 431-432. Cf. Pindare, *Pyth.*, IV, 124-135.

2. *Od.*, XXII, 103-104, 129-130, 201-204.

3. *Od.*, 233-235.

4. *Il.*, XIII, 695-697; XV, 430-432; XVI, 575-576. — *Od.*, XIII, 258; XIV, 379-381; XX, 42-43. — Euripide, *Hippolyte*, 34-37. — Apollod., *Bib.*, VIII, iv, 3-4.

5. *Il.*, XXIV, 480-482.

6. Eschyle, *Choéphores*, 312-314, 518-521.

7. *Od.*, I, 298-300; III, 195-198.

8. Euripide, *Androm.*, 50-55.

9. Νήπιος δὲ πατέρα κτείνων παῖδας καταλείπει. Stasinus, ap. Clém. d'Alex., *Strom.*, VI, 747.

10. *Od.*, XV, 244-247. — Euripide, *Electre*, 837-848. — Apollod., *Bib.*, III, vi, 2; VII, 2, 5. — Eschyle, *Choéphores*, 142-146, 1026-1033.

11. Euripide, *Electre*, 19-24. — *Hercule fur.*, 35-43.

12. *Il.*, XIV, 482-485; XVII, 34-40. — Apollod., VIII, 11, 6. — Bacchyl., V, 127-144. — Euripide, *Alceste*, 730-733.

leurs enfants¹, à tous les proches² et jusqu'aux amis³. Cette coutume avait évidemment une origine religieuse. Parmi les sacrifices que les parents d'un mort lui offraient, aucune victime ne pouvait lui être plus agréable que son meurtrier lui-même. C'est un véritable sacrifice humain qu'Achille célèbre en l'honneur de Patrocle, lorsqu'il prend des jeunes Troyens vivants pour les déposer sur le bûcher de son ami⁴. De même, Minos exige des Athéniens un tribut annuel de sept jeunes gens et de sept jeunes filles pour apaiser les mânes de son fils⁵. La vengeance est si bien un devoir religieux qu'elle poursuit avec la même âpreté le meurtre involontaire⁶, fût-il même commis par un enfant⁷. Plus tard, à Athènes, le tribunal des Éphètes eut pour mission d'amener un accord entre l'auteur d'un meurtre involontaire et la famille de sa victime. Xénophon raconte l'histoire d'un enfant spartiate qui, après avoir tué un de ses camarades, dut s'exiler, comme Patrocle dans l'Iliade⁸. La vengeance, qui fut d'abord un acte spontané, prit donc dans cette société un caractère d'obligation régulière, de devoir sacré, auquel les peuples barbares seuls ne craignaient pas de se soustraire⁹. Mais chaque vengeance appelait une autre vengeance, si bien qu'un meurtre était souvent le point de départ d'une série d'attentats qui ensanglantaient plusieurs générations; la vengeance faisait partie de l'héritage que les hommes recevaient de leurs ancêtres, et elle leur paraissait si respectable qu'en Attique les habitants du bourg de Pallène n'avaient pas le droit de s'allier par mariage à ceux d'Agnousios, à cause de la trahison dont les Pallantides avaient été l'objet, dans leur lutte contre Thésée, de la part d'un homme de ce bourg¹⁰. De même, les Éléens refusaient, pour res-

1. *Od.*, XXIV, 430-437, 465-470. — Euripide, *Hécube*, 786-845, 1250-1251.

2. Euripide, *Médée*, 1301-1305. — Tradition de la vengeance d'Amphytrion contre les Taphiens. — *Bouclier d'Herc.*, 14-22. — Euripide, *Hercule fur.*, 1078-1080. — *Apollod.*, II, 4, 6. — *Il.*, XVI, 571-576.

3. *Il.*, XVIII, 90-93. — *Apollod.*, II, v, 9.

4. *Il.*, XXI, 17-135. De même, le sacrifice de Polyxène. — Euripide, *Hécube*, 37-43, 109-111, 116-117.

5. *Apollod.*, III, XV, 8.

6. *Il.*, II, 664-667. — Pindere, *Olymp.*, VII, 27-33. — *Apollod.*, II, 4, 4; II, 7, 6.

7. *Il.*, XXIII, 85-88.

8. *Anabase*, IV, 8, 25. Cf. Antiphon, 2^e tétralog., III, 121-123.

9. Euripide, *Andromaque*, 170-176.

10. *Plut.*, *Thésée*, 13.

pecter un souvenir semblable, de prendre part aux jeux Isthmiques¹. Dans le droit primitif, aucune purification ne peut effacer la souillure d'un meurtre². La guerre entre la famille de Tydée et des Étoliens³ et surtout la légende des Atrides⁴ sont les symboles caractéristiques de ces vendettas féroces qui ensanglantaient les cités.

Ces guerres entre familles ne pouvaient toujours durer; on conçoit même que l'intérêt d'une famille ne fût pas toujours d'accord avec la vengeance. Si impérieux que fût ce devoir, son accomplissement pouvait amener la ruine d'une ou même de plusieurs familles. Alors intervenait une transaction; dans certaines légendes, un mariage met fin, comme dans la politique moderne, à une série de guerres antérieures⁵; mais, la plupart du temps, l'accord était conclu moyennant le paiement d'une indemnité, *πoinή*, donnée à la famille lésée⁶. Cette condition exécutée, il n'était plus nécessaire au meurtrier de s'exiler, et l'accord était rétabli entre les deux familles⁷. On voit même cette indemnité servir de rançon à l'adultère pris en flagrant délit⁸. Il est probable qu'à l'origine, la *πoinή* consista dans la tradition du meurtrier lui-même à la famille du mort, qui se contentait de le réduire en esclavage⁹ pendant un certain temps. Plus tard, elle accepta une certaine valeur en argent ou en bétail, et il dut s'établir dans chaque cité des règles stables pour fixer la valeur de chaque personne. A l'époque de l'Iliade, une femme esclave était achetée moyennant quatre bœufs¹⁰; dans l'Odyssée, on en trouve une qui vaut vingt bœufs¹¹, mais elles sont douées de qualités exceptionnelles et ces chiffres ne peuvent nous fournir qu'une indication très approximative. En revanche, la loi crétoise de Gortyne

1. Pausan., II, 15, 1; V, 2, 1-4.

2. Eschyle, *Choéphores*, 37-48, 66-74.

3. Apollod., I, 8, 5-6.

4. Hellanicus, *Schol. Il.*, 105. — Euripide, *Oreste*, 997-1002. — Eschyle, *Agam.*, 1586-1593, 1497-1504, 1599-1602.

5. Pind., *Nem.*, IX, 13-17.

6. *Il.*, IX, 632-636; XIII, 658-659; V, 265-266. — *Cycli fragm.*, Didot, XII, p. 595. — *Od.*, I, 380; XXII, 54-59.

7. *Il.*, IX, 634-636.

8. *Od.*, VIII, 332.

9. Euripide, *Alceste*, 1-8. — Apollod., II, 6, 2-3; III, 4, 12. — Soph. *Trachin.*, 255 et suiv., et variante de la légende du Minotaure dans Plut., *Thésée*, 16.

10. *Il.*, XXIII, 705.

11. *Od.*, I, 428-433.

nous a conservé une échelle de ποιναί analogue au vergeld de la loi salique : en ce qui concerne la violence et l'adultère, cent statères pour une femme libre, dix pour une cliente, deux pour une esclave¹. Ces proportions sont intéressantes et elles nous donnent une idée des règles qui devaient être suivies à l'époque patriarcale pour fixer l'indemnité du meurtre.

Mais comment ces transactions étaient-elles conclues? Les familles lésées s'adressaient-elles à une autorité extérieure? C'est ce que l'étude des usages primitifs nous autorise à nier entièrement. Les deux familles en désaccord concluaient un traité de leur pleine autorité et sans le secours de personne. Mais sur quelles garanties reposaient les pactes ainsi conclus? C'est ce que nous apprennent les usages en vigueur dans l'épopée; tout traité comportait une caution et un serment qui ne sont en réalité qu'une seule et même chose. La famille qui était forcée de s'engager, pour réparer un tort, à payer une indemnité à une autre famille, devait fournir une caution suffisante pour rendre son engagement certain. Cette caution, elle la demandait à des tiers, à des amis personnels qui acceptaient de payer pour elle, dans le cas où elle violerait ses promesses. Un exemple curieux de cet usage nous est fourni par le morceau épique des Amours d'Arès et d'Aphrodite, qui se trouve au VII^e chant de l'Odyssée². Hephaistos a surpris les deux coupables en flagrant délit, et, suivant le droit primitif, Arès est à sa discrétion; il peut le tuer ou en faire son esclave³. Les autres dieux lui demandent de l'épargner, à condition qu'il paye la rançon de l'adultère, μισγύριον. Mais Hephaistos ne trouverait aucune garantie dans une promesse d'Arès, qui est trop intéressé à être délivré de ses liens⁴. Il faut donc que les dieux se portent caution, et Poseidon, en leur nom, promet à Hephaistos, ou d'obliger Arès par la force à payer la rançon, ou de la payer lui-même à son défaut⁵ :

Ἡφαίστος· εἴπερ γὰρ κεν Ἀρης χρεῖται ὑπαλύξας
οἴχηται φεύγων, αὐτὸς τοι ἐγὼ τάδε τίσω.

1. *Recueil des inscript. jurid. gr.*, I, 3^e fasc., p. 358 (8-11).

2. *Od.*, VIII, 266-366. — Voy. Esmein, *Un contrat dans l'Olympe homérique* (*Mél. archéol. et hist.*, 1888, t. VIII, p. 426-438).

3. Eschyle, *Choéphores*, 990. — Pausan., IX, 36, 7.

4. *Od.*, VIII, 350-353.

5. *Id.*, 347-356.

Cette caution paraît suffisante à Hephaistos, qui libère aussitôt le coupable¹, et cet exemple nous prouve que les traités de *παινή* n'étaient pas conclus autrement. D'autre part, il pouvait arriver que, dans une circonstance plus solennelle, pour mettre fin à une longue guerre, deux familles eussent recours à une caution encore plus respectable, à celle des dieux. Le serment n'est pas autre chose dans les sociétés primitives². Les exemples de serments que nous fournit l'Iliade ont la forme de prières adressées aux dieux pour les supplier de se porter garants d'une promesse. « Zeus Père, s'écrit Agamemnon, souverain de l'Ida, très glorieux, très grand, et toi, Soleil, qui vois et entends tout, et vous Fleuves, Terre, et vous qui, dans l'Enfer, punissez les parjures, soyez nos témoins et les gardiens des serments dignes de foi³. » La prière est accompagnée d'un sacrifice de victimes qui lui donne une forme encore plus solennelle⁴. Enfin des imprécations redoutables sont lancées contre celle des deux parties qui violerait la foi jurée⁵. Cet exemple est emprunté, il est vrai, aux formalités qui accompagnent un traité conclu entre deux cités; mais il n'est pas douteux que les familles avaient recours aux mêmes sûretés pour consacrer les accords qui terminaient leurs querelles. C'est de cette manière que se dénoue la guerre entre la famille d'Ulysse et celle des prétendants⁶. Les dieux eux-mêmes jurent par le Styx, par les dieux infernaux et les Titans⁷. Comme il arriva en Occident au moyen âge, à une époque de foi très vive, la religion du serment était profondément enracinée dans l'esprit des Grecs de l'âge patriarcal. La croyance universelle était que le parjure devait toujours redouter la vengeance des dieux dont il s'était joué⁸. Le serment et la caution offraient donc des garanties suffisantes aux particuliers qui dénouaient leurs querelles

1. *Od.*, VIII, 357-358.

2. Sur le rapprochement entre le serment chez les Grecs et les Gaulois, voy. d'Arbois de Jubainville, *Cours de littérature celtique*, VII, p. 14.

3. *Il.*, III, 276-280.

4. *Id.*, 292-293.

5. *Id.*, 298-301.

6. *Od.*, XXIV, 546-547 : "Ὀρκία δ' αὖ κατόπισθε μετ' ἀμφοτέροισιν ἔθηκεν | Παλλὰς Ἀθηναίη...

7. *Il.*, IV, 163-164.

8. *Il.*, IV, 160-162. Voy. l'histoire de la punition du parjure dans Héraclide (*Fr. Hist. Gr.*, II, p. 221-222). Cf. Grégoire de Tours, *De Gloria Confess.*, 93, et *Hist. Eccl. Franc.*, VIII, 40.

par une convention. Même plus tard, alors que des tribunaux existaient dans toutes les cités grecques, le serment était déféré aux parties qui devaient amener devant les juges un nombre de « cojurateurs » déterminé par la loi¹. Cette preuve était encore regardée comme suffisante; à plus forte raison en était-il ainsi à l'époque patriarcale.

Dans tous les exemples que nous fournissent les légendes, on ne voit pas qu'un pouvoir extérieur ait pesé sur les parties pour leur imposer cet accord ou fixer le montant de la *ποινή*. Lorsque Pirithoüs s'empare des troupeaux de Thésée, on ne voit pas que les deux adversaires aient recours à un juge pour régler leur litige. Pirithoüs va trouver Thésée, l'engage à évaluer le dommage qu'il a causé et se déclare prêt à lui payer une indemnité². Aucun arbitre ne fixe le montant de cette indemnité. Il est certain cependant que, dès cette époque, les particuliers en litige pouvaient avoir recours à des arbitres pour accommoder leurs différends. C'est là un procédé tout naturel, qui indique, lorsqu'il est usuel, un adoucissement des mœurs, mais qui ne porte pas plus atteinte à l'antique droit familial que l'arbitrage actuel entre deux états ne diminue leur indépendance. Dans l'Iliade, il est question de personnages appelés *δικαστές*, et qui, le sceptre en main, « défendent les coutumes au nom de Zeus, » *οἷτε θέμιστας | πρὸς Διὸς εἰρύονται*³. Quelques auteurs ont traduit ce mot par « juges, » et, ne séparant pas l'idée du sceptre de celle du pouvoir royal, ont fondé sur ce texte le pouvoir judiciaire du roi⁴. Il est impossible d'admettre cette conclusion si l'on rapproche ce passage de la scène d'arbitrage qui nous est décrite tout au long dans le Bouclier d'Achille⁵ et qui constitue pour l'étude des institutions patriarcales un témoignage essentiel. La scène représente l'agora couvert d'une foule⁶ de peuple. Une dispute s'élève entre deux hommes. Le sujet de la querelle est nettement défini :

— *δύο δ' ἄνδρες ἐνείκον εἵνεκα ποινῆς*

1. Arist., *Polit.*, II, IV, 12. — Roehl., *I. G. A.*, 322. — *Rec. Inscript. jurid. gr.*, 3^e fasc., p. 360, 433.

2. Plut., *Thésée*, 30 : « Ἐκέλευσεν αὐτὸν γενέσθαι δικαστὴν τὸν Θησέα βοηλασᾶς ἐκὼν γὰρ ὑφέξειν, ἣν ἂν ὀρίσῃ δίκην ἐκεῖνος. »

3. *Il.*, I, 237-239.

4. Hermann, *Op. cit.*, I, p. 61.

5. *Il.*, XVIII, 497-508.

6. *Λαοὶ δ' εἰν ἄγορῃ ἔσαν ἄνθρωποι...*

ἀνδρὸς ἀποφθιμένου ὃ μὲν εὖχετο πάντ' ἀποδοῦναι,
 δῆμῳ πιφάσκειον, ὃ δ' ἀναίνετο μῆδεν ἐλέσθαι¹.

Un homme a été tué; le meurtrier prétend avoir payé la poινή, le parent du mort déclare n'avoir rien reçu, mais le meurtrier s'adresse au peuple, car il est certain que l'opinion publique joue déjà un grand rôle dans cette société. Une remarque préalable ressort d'ailleurs de ce début; s'il peut y avoir doute sur le paiement d'une poινή, c'est que cette indemnité n'a pas été fixée par une autorité extérieure pourvue de moyens de contrainte; elle est le résultat d'un accord entre les deux parties. Ce qui est en question, ce n'est pas le meurtre lui-même, c'est le paiement de l'indemnité auquel il donne droit. Il ne s'agit pas d'un procès criminel, mais d'un procès purement civil.

D'ailleurs, pour vider leur querelle, les deux hommes décident de recourir à un arbitre :

ἄμφω δ' ἔτεσθην ἐπὶ ἵστορι πεῖραρ ἔλεσθαι².

Un autre compartiment du bouclier représente la scène de l'arbitrage proprement dit. Le peuple s'est amassé autour des deux plaignants et prend parti pour l'un ou pour l'autre en poussant des cris. « Mais des hérauts contiennent la foule tandis que les vieillards siègent sur des pierres polies dans un cercle sacré » :

κήρυκες δ' ἄρα λαὸν ἐρήτυον οἱ δὲ γέροντες
 εἴατ' ἐπὶ ξεστοῖσι λίθοις, ἱερῷ ἐνὶ κύκλῳ³.

Ces vieillards sont les arbitres devant lesquels la cause va être exposée. Ils ont pour mission de rendre des sentences d'arbitrage et cette fonction a un caractère religieux. Ce sont bien eux qui sont les δικαστές dont parle Achille et qui « défendent les coutumes au nom de Zeus⁴. » L'insigne de leur fonction est le sceptre que leur passent les hérauts. Ils se lèvent chacun à leur tour, et, ce sceptre en main, prononcent une sentence, ἀμοιβήδην δὲ δικάζον⁵, c'est-à-dire que chacun d'eux déclare quelle est la solution du procès qui lui paraît conforme à la justice, δικάζει. Cette

1. *Il.*, XVIII, 498-500.

2. *Id.*, 501.

3. *Id.*, 503-504.

4. *Il.*, I, 237-239.

5. *Il.*, XVIII, 506.

fonction leur donne droit d'ailleurs à une rétribution des plaideurs. « Et, au milieu, étaient placés deux talents d'or destinés à celui qui prononcerait entre eux la sentence la plus droite » :

κεῖτο δ' ἄρ' ἐν μέσσοισι δύο χρυσοῖο τάλαντα
τῷ δόμεν, ὅς μετὰ τοῖσι δίκην ἰθύντατα εἴποι¹.

Tels sont les seuls éléments contenus dans ce texte. Il montre que les querelles entre particuliers se terminaient souvent devant des arbitres, vénérables par leur âge et leur caractère religieux, mais cet arbitrage n'était nullement obligatoire, et, avant d'y recourir, les plaignants vident leurs disputes entre eux en cherchant à se faire des partisans parmi le peuple. Ce qui est plus remarquable encore, c'est la procédure de l'arbitrage. Les arbitres ne délibèrent pas pour faire sortir de leurs discussions une sentence unique. Chacun d'eux parle à son tour et son avis ne devient une sentence que si les deux parties l'acceptent. C'est en effet à celui qui dira « la sentence la plus droite, » c'est-à-dire qui présentera aux deux parties un accommodement acceptable, que reviendront les deux talents d'or déposés préalablement². De

1. *Il.*, XVIII, 507-508.

2. D'Arbois de Jubainville, *Op. cit.*, p. 154-155. Les deux talents « appartiennent à celui des juges, ou plus exactement des arbitres, qui aura proposé pour le procès la solution à laquelle ses collègues se rallieront. » Cette mise d'accord entre les arbitres n'est qu'une hypothèse; chaque arbitre parle indépendamment des autres. — Ce passage de l'Iliade a donné lieu à des interprétations très diverses dont beaucoup ont l'inconvénient d'ajouter des détails au texte. C'est ainsi que Fanta suppose que l'ἵτωρ dont il est question au vers 501 est un personnage distinct des vieillards, le président même du tribunal qui prononce une sentence sans appel. Le mot ἀρωγοί désignerait, d'après Schœman (trad. Galuski, p. 35) et Gilbert (*Entwickel.*, etc., p. 469, n° 1), des cojurateurs, « les garants du serment dans l'ancien droit germanique. » On ne voit pas que le peuple ait d'autre rôle que d'assister à la scène et de manifester son opinion. — La personne même des arbitres a été aussi l'objet de nombreuses hypothèses, surtout de la part de ceux qui veulent concilier ces institutions avec un prétendu pouvoir judiciaire du roi. Malgré le sens pourtant bien clair du texte, Schœman se demande si les arbitres étaient choisis par le roi ou par les plaideurs. — Gilbert, p. 458-459, va plus loin : de ce que les arbitres reçoivent le sceptre des hérauts, il en conclut qu'ils rendaient leurs arbitrages au nom du roi, et même que le roi pourrait bien être lui-même cet ἵτωρ dont Fanta a voulu faire le président du jury : « Die Entscheidung darüber hat der ἵτωρ, in diesem Falle der König, welcher wie es überhaupt im Gerontenrath üblich war, demjenigen Geronte zustimmt, ὅς κεν ἀριστήν βούλην βουλευέσθῃ. » — De même Thonissen, p. 26, et Robiou, p. 100, voient dans le sceptre un symbole du pouvoir royal. — Enfin les commentateurs ne sont

même dans l'hymne à Hermès, lorsqu'Apollon, frustré de ses bœufs par Hermès, détermine celui-ci à accepter l'arbitrage de Zeus, les dieux, comme de simples mortels, commencent par déposer deux talents d'or :

κείθι γὰρ ἀμφοτέροισι δίκης κατέκειτο τάλαντα.

« et devant chacun d'eux étaient placés les deux talents de la sentence¹. » Il n'y a nul doute que ces deux talents ne soient destinés à Zeus, s'il parvient à accommoder les plaideurs². D'anciennes légendes remontent à l'époque où des arbitrages de ce genre étaient fréquents. Toutes nous montrent que les parties l'acceptaient de leur plein gré et ne s'obligeaient nullement avant l'arbitrage à se soumettre à la sentence. C'est Hercule à qui Augias avait promis la dixième partie de son troupeau pour prix du nettoyage de ses étables et qui refuse d'accomplir sa promesse. « Les juges ayant pris séances, Phyleus invoqué par Hercule son père porta témoignage. Mais Augias, irrité, avant que la sentence fût rendue, ordonna à Phyleus et à Hercule de sortir de l'Élide³. » Dans d'autres cas, la sentence est acceptée⁴, et il devait en être ainsi fréquemment, mais l'indépendance des deux parties restait complète. Loin de limiter le droit de guerre et de vengeance privée, l'arbitrage était la conséquence logique d'un état social qui ne faisait aucune place à la justice d'état.

Quelques expressions, qui reviennent souvent dans les poèmes homériques, sembleraient cependant justifier l'attribution au roi d'une certaine autorité judiciaire. Il convient d'écarter du débat tout ce qui a trait à son pouvoir militaire. Il est évident que, comme chef d'armée, le roi devait rendre en campagne des jugements sommaires et condamner les infractions à la discipline. Il

pas non plus d'accord sur les deux talents d'or placés devant les arbitres. Thonissen, p. 27, traduit : « Devant eux sont deux talents d'or destinés à celui qui aura le mieux prouvé la justice de sa cause. » Id., Robiou, p. 100. L'expression δίκην εἶπεν signifie bien cependant : « Dire une sentence. » Ce texte peut paraître, en effet, obscur si l'on admet que toute justice dérive du pouvoir royal ; il est très clair si on le replace dans la société patriarcale où la solution des querelles entre particuliers n'appartenait pas à l'État.

1. *El.* Ἐρμῆν, 324.

2. Il est inutile de chercher à se représenter la valeur de ces deux talents d'or ; il y a peut-être là une exagération poétique.

3. Apollod., *Bibl.*, II, 515.

4. *Id.*, III, 14, 1. — *El.* Ἐρμῆν, 322-329.

s'agit là non de droit privé, mais d'une justice spéciale qui restera une attribution du roi spartiate dans le domaine militaire et religieux¹. C'est dans ce sens qu'au milieu du camp des Achéens se trouve une place qui sert d'*agora*, de « lieu de justice, » et près duquel sont les autels des dieux :

ἵνα σφ' ἄγορή τε θέμις τε
ῖη, τῇ δὲ καὶ σφι θεῶν ἐτατεύχαιο βωμοί².

Le poète décrit, en quelques mots, un camp établi devant une ville assiégée, et le mot θέμις désigne l'endroit où le roi donne ses ordres et juge, comme chef de guerre, les délits commis par ses soldats. Mais, de plus, en d'autres endroits, les « θέμιστες » paraissent être un attribut du roi³. Il les a reçues de Zeus en même temps que le sceptre et il est chargé de les faire observer. Il ne saurait y avoir de doute sur le sens de ce mot. Θέμις désigne tout ce qui est permis, tout ce qui est conforme à la coutume⁴. C'est ainsi qu'il arrive à désigner les impôts qui sont dus au roi suivant l'usage⁵. Le roi ne tient donc pas de Zeus le pouvoir judiciaire, mais la garde des coutumes de la cité; le sceptre qu'il tient à la main est le symbole du pouvoir qu'il a d'en assurer l'exécution. Mais, quelles sont ces coutumes? Ce sont celles qui ont trait à la religion et aux institutions militaires. Dans ce domaine, le roi est tout-puissant; au delà, il n'est rien qu'un chef de famille comme ses autres sujets. Le poète décrit les effets de la colère de Zeus lorsque les hommes « à l'*agora* font fléchir de force les coutumes et s'écarter de la justice sans craindre la vengeance des dieux⁶. » Le roi a pour devoir de s'opposer à cette violation du droit et il a, de ce chef, une autorité incontestée, mais elle ne va pas jusqu'à contraindre les familles à renoncer au droit qu'elles avaient, de temps immémorial, de régler leurs différends par la violence ou l'arbitrage. L'autorité de Zeus lui-même, qui est représentée comme celle d'un roi, est soumise par

1. Aristote, *Polit.*, III, 9, 2.

2. *Il.*, XI, 806-808.

3. *Il.*, II, 205-206 : εἰς βασιλεὺς ᾧ ἔδωκε Κρόνου παῖν ἀγκυλομήτεω | σκήπτρον τ' ἥδ' ἐθέμιστας, ἵνα σφίσι βασιλεύῃ. — *Id.*, IX, 96-99.

4. L'expression θέμις ἔστιν signifie avoir le droit. — *Il.*, IX, 134; XI, 807. — *Od.*, IX, 231-235; XIV, 56.

5. *Il.*, IX, 156 : καὶ οἱ ὑπὸ σκήπτρῳ λιπαρὰς τελέουσι θέμιστας. Cf. le sens du mot « coutume » dans la langue juridique du moyen âge.

6. *Il.*, XVI, 386-388.

le poète aux mêmes restrictions que celle des mortels. Il ne rend pas la justice aux dieux, mais, tout au plus, ceux-ci consentent-ils à lui demander son arbitrage¹.

Nous pouvons donc nous représenter maintenant la situation de ces cités primitives dont la création était encore toute récente au x^e siècle, à l'époque où fut composée l'Iliade, et qui consistaient encore en une sorte de fédération de bourgs et de γένη. Parmi ces grandes familles, il y en avait une qui était plus considérable que les autres par ses richesses, le nombre de ses membres, de ses clients, de ses esclaves, par la sainteté aussi et la réputation des cultes patrimoniaux qu'elle conservait comme un dépôt sacré. Cette famille était la famille royale; comme dans les autres familles, son chef tenait naturellement son pouvoir de l'hérédité, mais, grâce à sa puissance, à la force aussi probablement ou à tout autre circonstance, il avait obligé les autres familles à accepter sa protection. Il était regardé comme descendant des dieux; des privilèges honorifiques et des avantages matériels le distinguaient des autres hommes; il était suivi à la guerre comme un chef et vénéré en temps de paix comme un pontife. Mais cette subordination n'était pas tellement rigoureuse qu'elle entraînaît la diminution ou la suppression des autres familles. Elles étaient sans doute moins puissantes que la famille royale et ne se vantaient pas comme elle de descendre des dieux. La cité est bien, à son aurore, une aristocratie de grandes familles, mais l'idée d'une noblesse héréditaire est restreinte dans l'Iliade aux seules familles royales². Elles consentaient à obéir

1. Voy. Apollod., III, 14, 1. — Εἰς Ερμῆν, 322-329. — Gilbert a essayé de prouver que primitivement le droit de justice appartenait au peuple tout entier, p. 445-446. La lapidation était le supplice en vigueur. La vérité, c'est qu'il en était ainsi lorsqu'il s'agissait d'un crime public, trahison de la cité, sacrilège, etc., et les exemples de Gilbert rentrent dans cette catégorie (Archinus., *Cycli fragm.*, Didot, p. 584. — Eschyle. *Agam.*, 1612-1616. — *Od.*, XVI, 376-424); de même ceux tirés des usages macédoniens (Arrien., III, 26, 2). Ils ne prouvent nullement qu'à une certaine époque les litiges privés aient été soumis à l'assemblée du peuple.

2. A part les rois qui, comme Diomède, se vantent de la noblesse de leur race (*Il.*, III, 111-213; XIV, 126-127; VII, 125-128), les particuliers dont il est question dans l'Iliade sont mentionnés pour leur richesse, ὀλέω τε πλοῦτω τε, ou leur vaillance, ἀνείλοιοι τ' ἀγαθοί τε (*Il.*, XVI, 594-596; XVII, 575-577). Périphète est « fils excellent d'un père méprisable » (*Il.*, XV, 639-643). Dolon, fils d'un héraut, est πολύχρυσος, πολύχαιλος (*Il.*, X, 314-317). Il y a sans doute dans l'année une élite, ἀριστοί, et une multitude, πολλοί, mais aucune idée de naissance ne s'attache encore à ces qualificatifs.

au roi quand il ordonnait des sacrifices ou quand il exigeait des soldats pour une expédition ; elles lui découpaient au milieu de leurs terres un domaine particulier et lui faisaient même des présents, mais elles ne lui accordaient rien au delà. Maîtres de leurs parents, de leurs clients, de leurs esclaves, les pères de famille étaient, chacun dans leur domaine, aussi puissants que le roi. Comme lui, ils étaient prêtres de leur religion domestique, et comme lui aussi ils veillaient seuls à la défense de la petite société dont ils étaient les chefs. Tout ce qui est dans les états modernes du ressort de la justice criminelle ou des tribunaux civils était tranché souverainement par un accord entre les particuliers. Cet accord n'était souvent que le résultat d'une longue lutte qui pouvait ensanglanter la cité pendant plusieurs générations ; il était conclu quelquefois de plein gré, moyennant une caution ou sous la garantie d'un serment solennel ; parfois aussi, les parties l'avaient demandé aux arbitres publics qui, les jours de marché, se tenaient à l'*agora* pour juger les causes qu'on leur présentait. Quelle que fût l'origine de cet accord, il avait toujours ce caractère d'être librement consenti par les particuliers sans la contrainte d'une autorité extérieure. La justice publique, ou plutôt l'état, n'existait pas encore.

Louis BRÉHIER.

(Sera continué.)

LA FIN

DE LA

RÉPUBLIQUE NAPOLITAINE

(Suite et fin ¹.)

IV.

Pour avoir une explication de ces événements (rupture de la capitulation et exécution de Caracciolo), il faut reporter nos regards vers Palerme. Le roi, la reine et leur entourage avaient attendu des nouvelles de Naples avec une impatience qui alternait entre la crainte et l'espérance. La lettre envoyée par Ruffo le 21 juin ne fit point cesser l'incertitude lorsqu'on la reçut trois jours plus tard. Ce fut seulement le 25 qu'on apprit, par le navire déjà rencontré par Nelson en pleine mer, la fausse nouvelle de l'armistice conclu pour trois semaines. La reine en fut la plus profondément blessée; elle crut ses pires craintes réalisées, l'honneur de la couronne couvert d'opprobre. La confiance qu'on avait dans le Cardinal s'était évanouie; il ne restait plus que l'espérance que l'arrivée de Nelson avait pu donner aux événements une meilleure tournure. Le roi écrivit aussitôt à l'amiral. Nous ne connaissons pas le texte de la lettre, mais on en devine le contenu par trois autres qu'Acton adressa le même jour (25 juin) à Hamilton. Après d'amères plaintes au sujet de Ruffo, vint l'assurance que l'on met toute espérance en Nelson. Le Cardinal devra se conformer à toutes les dispositions que Nelson jugera nécessaires. Toutes les décisions antérieures perdent ainsi leur validité; l'autorité militaire la plus haute est placée entre les mains de Nelson. L'amiral doit aussi décider sur ce qu'il adviendra relativement aux forts. En aucun

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXIII, p. 225.

cas, on ne doit accorder de conditions aux rebelles; ils doivent se rendre à discrétion¹. C'est dans le même sens, mais en des termes encore plus violents et plus passionnés, que la reine s'exprime dans l'importante lettre qu'elle adressa, le 25 juin, à Lady Hamilton : « Les rebelles, » écrit-elle, « ont dédaigné la grâce du roi qu'on leur offrait ! Dans la nuit, ils ont rompu l'armistice, fait une sortie et se sont emparés des batteries royales. Avec cette canaille rebelle, on ne peut entreprendre aucune négociation; à la garnison française de Sant Elmo, on peut accorder libre retraite; quant aux rebelles, il faut qu'ils se rendent à la discrétion du roi. Il faudra ensuite faire un exemple avec les chefs; les autres devront émigrer et s'engager sous leur propre signature à ne pas rentrer, sous peine de mort, dans les possessions du roi... Ce ne sont pas quelques milliers de criminels qui rendront la France plus forte². »

Lorsque ces lettres arrivèrent à Naples, le 28 juin, les Républicains se trouvaient encore, impatients de partir, sur les vaisseaux, dans la rade. La capitulation était suspendue; à ce moment seulement, elle fut rompue. Nelson ne tarda pas à faire usage de l'autorité souveraine qui lui était accordée. Vers sept heures du soir, se présentèrent, sur les vaisseaux, des hommes armés qui allèrent chercher le ministre de la Guerre Manthoné, les généraux Massa et Basset, les présidents des Commissions exécutive et législative, Ercole d'Agnese et Cirillo, en même temps que d'autres républicains de marque. Les prisonniers furent conduits à bord du vaisseau-amiral et mis aux fers. Comme ils ne revinrent ni dans la nuit ni le lendemain matin, un de leurs compagnons, dans des lettres pressantes, s'adressa à Ruffo, à Micheroux et au commandant russe. Mais Ruffo était impuissant en face du décret royal. Les représentations qu'il fit faire par Micheroux restèrent sans résultat. Le procédé impitoyable du Conseil de guerre envers Caracciolo, le 29 juin, ne fut pas une rupture de la capitulation, car Caracciolo ne s'était pas trouvé dans les forts; mais, pour Ruffo, ce fut un

1. Voir les trois lettres d'Acton à Hamilton publiées par Lemmi, Nelson et Caracciolo. Florence, 1898, p. 91.

2. Voir la lettre dans Palumbo, *loc. cit.*, p. 73; traduite en anglais dans Pettigrew, I, 233; le fait important qu'elle arriva le 28 est démontré par la lettre de Hamilton à Acton du même jour (Dumas, *I Borboni a Napoli*. Naples, 1862, IV, 92) et plus évidemment encore par les lettres d'Acton à Hamilton du 25, publiées par Lemmi, *loc. cit.*

présage de ce qui allait suivre. Il se sentit blessé, humilié et demanda à être relevé de ses fonctions. Peu s'en fallut qu'à Palerme, non seulement on exaucât son désir, mais qu'on allât même plus loin. Car, lorsque l'on connut, le soir du 26 juin, le texte de la capitulation, la tempête se déclancha contre Ruffo. Les bruits les plus méchants, les plus insensés, furent répandus. Ses mesures furent considérées non seulement comme ayant été maladroites, mais encore comme étant des actes de trahison. On l'accusait d'avoir voulu se créer à lui-même un parti opposé au roi et élever au rang de roi de Naples son frère Francesco, qu'il avait fait ministre de la Guerre. Le roi écrivit aussitôt à Ruffo que les « observations » de Nelson, — celles qui avaient été rédigées le 23, pendant la traversée, — ne pouvaient être plus sages, plus appropriées aux circonstances, et, en vérité, plus évangéliques; ce serait une trahison, de la part du Cardinal, de ne pas s'y conformer immédiatement. Mais Acton voulut encore tirer mieux parti de la circonstance pour nuire à un adversaire qu'il détestait. Il proposa d'arrêter Ruffo, pour avoir négocié avec les rebelles malgré la défense du roi, et de le faire conduire à Palerme. C'est la reine qui s'opposa à cette prétention dans le Conseil d'État; une pareille ingratitude, dit-elle, serait une honte pour la couronne, qui, en cas de nécessité, ne trouverait plus personne pour intervenir en sa faveur. On n'en vint donc pas aux dernières extrémités, mais, pour le cas où Ruffo ne voudrait pas céder, Nelson reçut plein pouvoir de procéder à son arrestation¹. Lorsque le roi arriva lui-même à Naples, le 10 juillet, Ruffo fut reçu par lui gracieusement, et il chercha certainement une fois encore à obtenir, sinon la ratification de la capitulation, du moins la libre retraite des prisonniers. Mais ce fut en vain. Les prières instantes de la reine le décidèrent à demeurer à la tête du gouvernement, non plus comme vicaire général, mais comme lieutenant (*luogotenente*), chef de la *Giunta di Governo*, avec un pouvoir moins étendu. Toutefois, il éprouva une sorte de délivrance lorsqu'il fut appelé à Venise, en novembre, pour prendre part au conclave chargé d'élire un nouveau pape, et qu'ainsi il put se dispenser d'assister plus longtemps à l'horrible spectacle qui remplissait de deuil et d'effroi la meilleure partie de Naples.

1. Les lettres relatives à ce fait sont données dans Harcourt, *Diaries of G. Rose*, I, 230.

En effet, les arrestations et les condamnations atteignirent un nombre beaucoup plus grand que Nelson lui-même n'avait pu le prévoir. La reine désirait, comme nous l'avons vu, le prompt châtement des chefs et le bannissement des autres coupables après une procédure sommaire. Le tribunal institué par Ruffo, mais réformé dans un autre esprit par le roi, semblait préoccupé avant tout de remplir les prisons. Le 12 août, on avait fait partir pour la France environ le tiers des Républicains, conduits sur les vaisseaux, c'est-à-dire à peu près 500; mais, vers la fin du mois, les prisons de Naples étaient remplies de plus de 8,000 prisonniers. D'après un avis du tribunal (11 août), que le roi sanctionna le 23, les personnes compromises étaient divisées en différentes classes, d'après le degré de leur culpabilité. Une lettre d'Acton à Ruffo, du 7 septembre, déterminait les principes de la procédure. Pour 80 accusés compris dans la capitulation, une lettre royale du 1^{er} août avait fait une exception : avant l'exécution du jugement, il devait être fait un rapport au roi.

Ce serait une tâche douloureuse de détailler la longue liste des patriotes, parmi lesquels figuraient bon nombre de personnes de la plus haute naissance et même d'illustres, qui devaient expier (les nobles auraient la tête tranchée, les autres seraient pendus) leur participation au régime républicain. Une liste des suppliciés fut publiée la première fois par le réfugié italien Francesco Lomonaco dans son *Rapporto al Cittadino Carnot* (Milano, 1800). Elle comprenait 122 noms et resta longtemps unique; mais elle contenait des lacunes et des incertitudes. D'après le témoignage de Sacchinelli, le nombre des condamnés comprit : dans la première classe (décapités ou pendus) 99; dans la deuxième classe (condamnés à la prison perpétuelle) 222; dans la troisième classe (condamnés à des peines à temps) 322; dans la quatrième classe (condamnés à la déportation et au bannissement) 355. Dans les ouvrages plus récents d'Ayala (1856, 1860 et 1865), de Fortunato (1882 et 1884) et de Conforti (1886), on trouve non seulement des noms, mais aussi des notices biographiques détaillées sur les victimes de la réaction, les martyrs de la liberté italienne. Alfonso Sansone publia en 1901 les sentences et les rapports de la *Giunta di Governo* au roi, extraits des archives de Palerme; ils nous donnent une reconnaissance assez claire des actes judiciaires. L'auteur fait monter le nombre

des arrêts de mort, prononcés par la *Giunta di Stato*, à 109. Il faut y joindre quatre jugements émanés d'une *Giunta dei Generali* et vingt et un prononcés dans les îles du golfe. Parmi les jugements de la *Giunta di Stato*, 39 étaient dirigés contre des personnes sur lesquelles il fallait envoyer un rapport à Palerme. La peine de quinze d'entre elles ayant été commuée, le nombre de personnes exécutées descend à 120; parmi ces dernières, il y en a 21 qui se trouvaient dans le Castel Nuovo au moment de la capitulation. Le nombre de tous ceux qui furent condamnés par la *Giunta di Stato* se monte, d'après le calcul de Sansone, à 1,251¹.

Les procès se prolongèrent bien avant dans l'année qui suivit. Ce fut seulement le 23 avril 1800 que le roi signa une amnistie, qui, du reste, faisait encore plus de 1,000 exceptions, c'est-à-dire ne mettait nullement fin à l'activité du tribunal. Cependant, les exécutions cessèrent à partir de ce moment, et l'échafaud, établi sur le marché, fut démoli. Seule, Luigia Sanfelice dut encore, le 11 septembre 1800, expier par la mort la découverte de la conjuration des Baccher; les circonstances de son supplice sont si horribles et si révoltantes qu'elles suffisent, à elles seules, à marquer d'un stigmate la sanglante réaction.

V.

Si grand qu'ait été le nombre des condamnés, quelque immense que paraisse le désastre dont le pays fut accablé par cette trop longue série de procès et de condamnations, on ne peut cependant pas les appeler extraordinaires, à proprement parler, si on les mesure à l'échelle du temps, si on les compare avec ce qui fut accompli par les tribunaux révolutionnaires français et par les Anglais contre les Jacobites et les Irlandais. Ce qui leur donne un caractère particulièrement odieux, c'est qu'ils furent établis non par de farouches révolutionnaires, mais, au nom de la religion et de la justice, par une royauté qui se disait instituée par la grâce de Dieu, et qu'ils furent cependant dirigés, avec toutes les apparences d'une soif de vengeance passionnée, contre les classes que distinguaient la naissance, le talent et l'instruction. Quel

1. Sansone, *Gli avvenimenti del 1799 nelle due Sicilie*. Nuovi documenti. Palermo, 1901, p. CCXI ff., 249 ff. et 363 ff.

témoignage la reine donne de son propre gouvernement, quand elle répète constamment que la noblesse, les savants, les officiers et une part considérable du clergé ont conspiré contre elle, et que seule la populace est demeurée fidèle ! Où en était-on arrivé dans un pays où on livrait au bourreau des hommes comme Cirillo, Pagano, Conforti, Federici, Caracciolo ; les quatre premiers malgré une capitulation signée par le vicaire général du roi !

Cette capitulation, ou plutôt sa rupture, a, de tout temps, provoqué la plus vive discussion. Aux raisons politiques paraissent se joindre tout autant de raisons personnelles, et les oppresseurs comme les opprimés étaient si intéressants personnellement que l'attention du public se reportait toujours vers cette affaire, notamment dans les pays directement intéressés, c'est-à-dire en Angleterre et en Italie.

L'espace ne nous permet point d'examiner les jugements de la longue série d'écrivains qui, depuis cent ans, ont exprimé leur avis sur cette question. Ils se divisent essentiellement en deux groupes : les uns déclarent la capitulation valable, en condamnent par conséquent la rupture, qu'ils imputent plus ou moins au roi, à la reine, à Nelson et aux Hamilton, et formulent contre Nelson le reproche d'avoir trompé les patriotes et de les avoir perfidement attirés sur les vaisseaux. Aux autres, la capitulation paraît non valable, par suite, la rupture justifiée et le reproche contre Nelson non fondé. Dans le premier groupe, il faudrait citer les Italiens Ricciardi, Cuoco, Botta, Colletta, Sacchinelli, Palumbo, puis l'intéressé capitaine Foote, Miss Elena Williams et aussi de nombreux écrivains allemands, parmi lesquels Sybel ; dans l'autre, les biographes de Nelson : Harrison, Clarke et Mac Arthur, l'éditeur de la Correspondance de Nelson, Nicolas, et Pettigrew ; le biographe de la reine Caroline, J.-A. von Helfert, prend une position intermédiaire.

En 1884, dans une étude sur la République napolitaine, j'ai cherché surtout à mettre en lumière le côté juridique de la question¹ et je suis arrivé au résultat suivant : la capitulation, ayant été conclue par Ruffo, malgré la défense expresse de son souverain, n'obligeait pas celui-ci, mais elle avait créé un état de choses

1. *Die Neapolitanische Republik des Jahres 1799*. Voir *Historisches Taschenbuch*, begründet von Friedrich von Raumer, 6. Folge, III. Jahrgang. Leipzig, 1884, p. 279-388.

qui, au point de vue juridique, moral et politique, faisait un devoir au gouvernement napolitain d'accorder le libre départ des Républicains. Pour décider si les Républicains avaient été trompés par Nelson ou avaient abandonné les forts, en connaissant la condition préalable de leur transport, on était alors réduit à Sacchinelli et à l'affirmation de Nelson. On ne pouvait réfuter la relation de Sacchinelli, mais elle contenait tellement d'invéraisemblances que la quadruple protestation de Nelson devait, au contraire, l'emporter. J'eus bientôt la joie de me savoir d'accord avec l'érudit le plus distingué et le connaisseur le plus pénétrant de cette période. Le marquis Maresca s'exprima, en effet, dans le même sens dans un compte-rendu de mon étude (*Archivio storico per le province napoletane*, 1884, p. 172) et plus tard dans son livre sur le chevalier Antonio Micheroux, ouvrage fondamental qui, le premier, donna une idée nette de l'activité et des qualités personnelles d'un homme intéressé au premier chef en cette affaire. Plusieurs documents nouveaux apparurent dans la thèse remarquable que Francesco Lemmi présenta en 1897 à l'Institut des hautes études de Florence. Les lettres d'Acton à Hamilton, du British Museum, confirmèrent que Ruffo avait agi contre l'ordre exprès de la cour. Lemmi et son illustre maître, Pasquale Villari¹, admettent en conséquence que la capitulation avait été illégale dans son origine, mais ils déclarent que, par son exécution et par le fait que l'état antérieur était irréparable, elle devint valide. Une fois de plus ils imputent à Nelson d'avoir perfidement trompé les Républicains. Dans l'intervalle, des recherches extrêmement actives et fructueuses, faites à Naples, avaient mis au jour une grande quantité de matériaux importants. L'*Archivio storico per le province napoletane* est une mine de découvertes pour quiconque veut devenir familier avec l'époque révolutionnaire. Parmi beaucoup d'autres, citons seulement les excellentes études de Maresca sur l'activité de Caracciolo comme marin, qu'il a réunies ensuite, en 1902, dans son livre : *La Marina napoletana nel secolo XVIII*; puis les notes du jeune De Lorenzo, publiées par Benedetto Croce, et le *Diario napoletano* de Diomedee Marinelli, joint à l'*Archivio*. Mais le fait le plus impor-

1. Nelson, Caracciolo e la Repubblica napoletana (1799), dans la *Nuova Antologia*, vol. 163 (1899), p. 643 et suiv.

tant fut que Maresca eut la chance d'obtenir d'un descendant de l'auteur le rapport de Micheroux à Acton, dont l'absence fut si longtemps regrettée. Pour la première fois, ce rapport fit reconnaître l'origine de la capitulation et, même pour les relations entre Ruffo et Nelson, il donna, malgré sa brièveté, des indications importantes, voire décisives.

Mais ce ne furent pas ces documents, ce fut plutôt un hasard qui, en Angleterre, cent ans après les controverses antérieures, en réveilla l'écho. Le capitaine américain Mahan, connu par des écrits de valeur sur la guerre navale, avait, dans une biographie de Nelson, à la suite de Clarke et de Nicolas, présenté comme justifiée la manière d'agir et de s'exprimer de son héros relativement à la « honteuse » capitulation, mais sans tenir aucun compte des publications italiennes. Ce fut un motif pour un descendant du capitaine Foote, F. P. Badham, de prendre parti pour son ancêtre et par conséquent contre Nelson. Il n'hésita point à faire un voyage à Naples pour étudier les sources italiennes, et il s'acquit le grand mérite de faire connaître ces sources sur le sol d'Angleterre. En effet, toute une série d'écrits de polémique circonstanciés apparurent alors. Dans la deuxième édition de sa biographie, parue en 1899, Mahan à son tour fit entrer une réponse étendue à son adversaire. Cette discussion provoqua des recherches parmi les trésors du British Museum; elle fournit un document important et plusieurs intéressants, et elle mit en même temps dans une lumière plus vive certains points contestés, bien que, dans l'ensemble, elle n'ait pas enrichi nos connaissances autant que l'on pouvait s'y attendre d'après le nombre et l'étendue des publications¹.

1. Dans ces tout derniers temps et même pendant la rédaction de cet article ont paru quelques travaux qu'il a été impossible de prendre encore en considération. Je nommerai seulement l'important ouvrage de M. Gutteridge : *Nelson and the Neapolitan Jacobins*, publié par la *Navy Records Society*, et parvenu à ma connaissance, il y a quelques jours, grâce à l'obligeance de M. le professeur Laughton, secrétaire de la Société. L'ouvrage contient, après une introduction instructive, une bibliographie, et, en 167 numéros, un recueil très utile de documents concernant la capitulation et la manière d'agir de Nelson. Un nombre considérable de ces documents, tirés des archives de Naples et de Londres, paraît ici pour la première fois. Ils ne changent pas la face des événements, mais ils ne manquent pas d'intérêt, et ils nous donnent l'agréable certitude de connaître tout ce que les archives de Londres peuvent offrir pour décider une controverse devenue vraiment internationale. A la fin de

Si j'appelle encore une fois l'attention du lecteur sur une question tant de fois débattue, c'est parce que certains points, décisifs même, à mon avis, peuvent être précisés avec plus de netteté et de sûreté, d'après les sources qui ont été maintenant publiées.

Il y a deux questions à poser : 1° La capitulation était-elle valable ? 2° Par qui et de quelle manière fut-elle rompue ?

Sur ce que valait la capitulation en elle-même, il n'est plus besoin de rien dire. Le fait qu'elle fut conclue s'explique seulement par les sentiments personnels du Cardinal, par son désir de ne pas mettre en danger les otages et peut-être quelques-uns des Républicains enfermés dans les forts, puis par le manque d'habileté de Micheroux, tandis que Ruffo était occupé d'autre manière, et le laissait faire plus tard par égard pour les Russes. Il est évident que ce fut de Micheroux que vint la malheureuse idée, également funeste aux deux parties, d'amener à négocier un homme comme Méjean, qui, comme le commandait son intérêt personnel, faisait tendre tous ses efforts à empêcher ou à retarder une entente. Si, au contraire, Ruffo s'était mis d'accord avec ses compatriotes, comme il le voulait, et si l'on avait renouvelé l'offre raisonnable des 14 et 15 juin, appuyée, au besoin, par une vigoureuse attaque, elle aurait difficilement été rejetée par les Républicains ; car, dans ce cas, qu'est-ce qui aurait pu les pousser à se faire sauter en l'air dans un acte de désespoir ? Si l'on avait ensuite publié un accommodement de ce genre, mis sous une forme régulière, peut-être comme celui que Micheroux avait dans l'esprit trois semaines auparavant, mais cette fois, au nom de Ruffo, la cour elle-même s'y serait conformée ; plusieurs expressions de la reine ne laissent aucun doute à cet égard. Mais que se passa-t-il au lieu de cela ? La convention contient non seulement la pleine reconnaissance de la République comme puissance belligérante, mais elle met, en réalité, la royauté dans une situation intolérable. Des personnes qui avaient publiquement accablé des pires outrages la maison royale, le roi et la reine, devaient pouvoir, sans la moindre réparation, les braver en face dans la capitale. Ce n'était pas du tout par grâce royale que le séjour dans la ville

l'introduction, le savant éditeur prend trop absolument le parti de Nelson, mais je me réjouis de trouver dans son livre la confirmation de beaucoup de jugements que j'ai cru devoir énoncer dans le présent essai.

leur était accordé, mais comme un droit qu'ils avaient conquis, comme des égaux de leurs égaux, par la force des armes. S'ils partaient à l'étranger, ils pouvaient, néanmoins, revenir à tout instant et devenir dangereux de loin pour la couronne, par la libre disposition de leur fortune. Joignez à cela la formule hautaine au début. Nelson n'avait pas tort quand il qualifiait un pareil accord d'insensé et de honteux, et il n'est nullement besoin de se placer au point de vue de la reine pour trouver parfaitement justes les remarques dont elle accompagnait, le 27 juin, le texte de la convention.

Mais, si la capitulation méritait un blâme aussi sévère, c'était bien une raison pour ne pas la conclure; ce n'était pas un droit de ne pas la tenir. La question capitale est celle-ci : Ruffo était-il, oui ou non, autorisé à la conclure? Dans la conférence du 25 juin, le Cardinal se réclame, comme nous l'avons vu, de ses instructions, probablement des passages de ses pleins pouvoirs du 25 janvier, dans lesquelles des attributions, presque illimitées, lui étaient confiées en qualité de commissaire et de vicaire général du roi¹. Mais, par contre, Acton fait remarquer, non sans raison, le 28 juin, qu'on ne comprend pas comment le Cardinal pouvait prétendre qu'il avait pu agir absolument à sa guise en vertu d'un ordre royal; en effet, on lui avait laissé les mains libres au début de son entreprise, mais, dès que la puissance royale avait été rétablie, on lui avait aussi donné des instructions précises. Acton cite, en particulier, la loi du 29 avril. C'est elle évidemment qui règle l'arrestation, et, plus tard, une procédure judiciaire contre les membres du gouvernement et l'assemblée législative, les tribunaux et les sociétés patriotiques, les officiers précédemment au service du roi, c'est-à-dire précisément contre ceux auxquels la capitulation garantissait non seulement libre retraite, mais encore pleine impunité. Acton ajoute que ces dispositions demeurèrent en pleine vigueur jusqu'à la prise de Naples². En même temps se répètent sans interruption, dans la correspondance entre le Cardinal, le roi, la reine et Acton, les instructions ayant pour but de faire juger les principaux coupables. Si elles prirent au commencement la forme de conseils et de souhaits,

1. Sacchinelli, p. 83, 84.

2. Acton à Hamilton, 28 juin, Lemmi, p. 99 et suiv. La loi du 29 avril est dans Dumas, *I Borboni di Napoli, Documenti*. Naples, 1862, p. 239.

dans les derniers temps elles deviennent de plus en plus précises à mesure que le moment décisif approche. Et si l'on n'y voit apparaître que rarement l'interdiction d'un accord avec les rebelles, la raison en est uniquement que, d'après les idées de la cour, une pareille bassesse (*bassezza*) ne pouvait être mise en question. Le 23 mai, la reine se prononce avec chaleur contre toute convention ou armistice. Conformément à ce sentiment, Acton exige lui aussi, le 1^{er} juin, en parlant de la prise de Naples, que Ferdinand rentre comme un roi en possession de son royaume. Lorsque, le 10 juin, accompagné du prince héritier, Nelson fut sur le point de partir pour Naples, on fit un devoir aux généraux royaux, dans l'instruction qui met entre ses mains le haut commandement, de prendre pour base de toute proclamation et sommation aux rebelles la loi du 29 avril. Ce n'était que pour amener le fort Sant Elmo à capituler qu'on pourrait, à la rigueur, autoriser le commandant, en se retirant vers la France, à emmener avec lui un certain nombre de rebelles. La raison de cette concession, presque surprenante, vient de ce que, dans une dépêche interceptée, on avait trouvé l'ordre que le commandant ne devait capituler que devant des troupes de ligne et à la condition que cent Républicains obtinssent avec lui libre retraite. L'exception qui permettait de négocier avec les ennemis (*nemici*) pour un seul cas particulier confirme précisément la règle. Dès que l'entreprise est abandonnée, le 14 juin, la reine écrit de nouveau à Ruffo : « Négociez avec Sant Elmo et avec son commandant français, mais pas de négociation avec nos vassaux rebelles. Le roi leur pardonnera, adoucira leurs peines selon sa bonté, mais jamais il ne capitulera ni ne négociera avec des traîtres qui veulent faire le mal, mais qui ne le peuvent point et sont pris maintenant comme des souris au piège. » Trois jours plus tard, le roi écrit manifestement dans le même sens : « Je vous recommande instamment de ne rien faire qui ne réponde à la dignité qui est nécessaire à votre honneur et au mien. » Simultanément, il rappelle encore deux lettres des jours précédents écrites dans le même sens. Toutes ces lettres durent arriver à Ruffo avant la conclusion de la capitulation. Après la conclusion, les témoignages s'accumulent : le 25 juin, Acton écrit à Hamilton, après lui avoir rappelé, comme bien souvent, l'ordonnance du 29 avril, que le roi recommandé au Cardinal de n'accorder absolument aucune capi-

tulation aux rebelles. Le 27 juin, la reine déclare, dans les remarques en marge du texte de la capitulation (art. 10), qu'on a agi d'une manière « diamétralement opposée » aux ordres du roi. Nelson s'exprime de même dans la lettre à Spencer, du 13 juillet 1799, sur l'infâme convention qui a été passée en contradiction directe avec les ordres du roi. Enfin, le roi déclare lui-même formellement et publiquement, dans la proclamation du 8 juillet, qu'il n'a jamais voulu capituler avec les rebelles.

D'après tout ce qui précède, on ne saurait douter que le Cardinal fût nettement instruit de la volonté du roi, et c'est un témoignage du désordre et de la faiblesse du gouvernement qu'il ait pu, néanmoins, oser s'avancer de pareille façon. Il reste, il est vrai, encore une question : si le Cardinal s'est tenu dans les limites de ses attributions officielles, déterminées par le droit de l'État, la convention qu'il avait signée n'était-elle pas alors valable, malgré sa désobéissance ? Pour obtenir quelque lumière sur ce point, il faudrait étudier les dispositions du droit public napolitain, il faudrait s'absorber dans l'étude des questions de droit public et de droit des gens en général, et ce serait s'exposer au danger d'appliquer à cette période passionnément agitée des idées qui appartiennent à une époque bien postérieure. Mais, à mon avis, il ne peut y avoir aucun doute que la cour de Palerme pouvait, avec pleine conviction et pour de bonnes raisons, considérer comme nulle une convention de cette teneur conclue dans une telle manière. Que serait-il arrivé en France, en décembre 1793, si, après le départ des Anglais de Toulon, le commandant des royalistes avait autorisé au nom du roi une disposition pareille à celle établie par Massa, si elle avait été confirmée par un capitaine de vaisseau anglais resté sur place et signée ensuite par le commandant de l'armée assiégeante et par les délégués de la convention, malgré une défense expresse ?

Lemmi, d'accord avec mon étude de 1884, déclare, comme je l'ai dit un peu plus haut, la capitulation illégale à cause de la désobéissance de Ruffo. Mais il conclut qu'elle devint valable par le fait qu'elle avait déjà été portée à un point d'exécution qui ne permettait pas de rétablir la situation antérieure. Cette conclusion va trop loin. Il n'y a aucun droit, à ma connaissance, en vertu duquel un contrat non valable devienne valable par le fait que le rétablissement de l'état antérieur est devenu impossible. Mais ce qu'on peut dire et ce que j'avais plus

d'une fois fait ressortir, c'est que personne ne doit tirer avantage d'une convention ou d'une affaire de droit qu'il déclare non valable; que, par conséquent, autant qu'il est en lui, il doit replacer l'adversaire dans la situation antérieure. Ce fut ce que Ruffo offrit aux Républicains et ce qu'il chercha à réaliser dans la mesure où c'était encore possible. Or, tandis que Nelson était accablé des plus amères accusations, le Cardinal, au contraire, ne reçut aucun reproche pour son attitude après la capitulation, pas même de ceux qui, d'ailleurs, le diffamaient comme un tyran altéré de sang. Après ce qu'on a lu précédemment, je n'ai pas besoin d'en parler davantage. Mais, dans les événements du 26 juin, Ruffo et les capitaines ne sauraient éviter plus que Nelson un reproche ou du moins un soupçon. C'est même à l'égard de Nelson qu'une preuve positive devient le plus difficile. Il est indubitable que les capitaines firent une faute en rédigeant sur papier la déclaration équivoque, et Ruffo en l'envoyant; mais, qui connaît la mission exacte dont Nelson investit les capitaines en les congédiant? Il est possible qu'il aurait mérité, à cause de cela, un grave reproche, mais il n'est pas moins possible qu'il ait exprimé, sans arrière-pensée, précisément ce que comportait la situation. Que l'on considère seulement les circonstances : il reçoit la lettre de Ruffo, qui lui demande un secours militaire; là-dessus, il envoie alors les capitaines; en outre, animé par Ruffo, il leur transmet une autorisation qui devait faciliter l'évacuation immédiate des forts. Il est bien évident qu'en cela au moins il ne saurait être question de plans préparés de longue date et imaginés avec l'aide des Hamilton¹.

A propos de la légalité de ses procédés dans la baie de Naples, il s'est élevé une controverse, au fond tout à fait inutile. Ce n'est pas des pleins pouvoirs de Nelson, mais de ceux de Ruffo, que dépend la validité de la capitulation, et une convention non valable ne devient pas valable du fait que, comme ce fut sûrement le cas pour la capitulation, elle est déjà en cours d'exécution. Mais, en ce qui concerne les droits personnels de Nelson,

1. Le texte de la réponse de Nelson à Ruffo du 26 n'exclut pas qu'elle ait été écrite après dix heures et même après midi. Dans ce cas, il faudrait distinguer un double envoi des deux capitaines au même jour (voy. *Rev. Hist.*, t. LXXXIII, p. 268). Mais il est peu vraisemblable que la lettre si urgente de Ruffo, datée du 25, soit parvenue à Nelson le jour suivant à une heure si tardive.

j'ai déjà fait remarquer combien est dénuée de fondement son assertion, que l'arrivée de la flotte anglaise annulait les arrangements antérieurs. Il aurait agi aussi arbitrairement, si, après avoir débarqué des troupes contre la volonté du vicaire général du roi, il avait pris à terre des dispositions et résolu de s'emparer des forts à lui seul. Il ne tenta rien de semblable, mais se borna à demander une décision du roi. Puisqu'on l'envoyait à Naples précisément pour empêcher une capitulation, il n'est nullement besoin de démontrer s'il eut aussi le droit de différer l'exécution d'une convention qu'il tenait pour non valable. Même vis-à-vis de Caracciolo, il se renferme dans les limites de ses compétences. Il demande, à plusieurs reprises, à Ruffo de lui livrer Caracciolo; mais il ne veut pas le juger lui-même; il veut, au contraire, l'envoyer à Procida, et, seulement quand un jugement y aura été prononcé, procéder à son exécution sur la *Minerva*. C'est seulement le 29 juin, après avoir reçu, le jour précédent, le commandement militaire suprême, qu'il réclame la remise du prisonnier et qu'il peut convoquer lui-même un conseil de guerre. L'assertion répétée de Nelson que les Républicains connaissaient sa restriction lorsqu'ils abandonnèrent les forts, est, en réalité, fausse. Et comment douter qu'il n'ait appris ou qu'il n'ait pu apprendre, par Micheroux, indirectement ou directement la vraie marche des événements? Comment il a essayé de se persuader le contraire, c'est une question pour laquelle nous ne trouvons dans les sources aucun point d'appui. Vraisemblablement, Nelson a cru, par cette retraite des Républicains, avoir obtenu un grand avantage, et, cependant, rien ne devint, en réalité, plus désavantageux pour lui et pour la cour. En effet, rien n'a plus contribué à rendre sévère le jugement sur les événements qui s'y rattachent, événements pour lesquels, même sans cela, on trouve à peine aucun mot trop sévère.

Si la convention n'était pas valable, le droit et la politique autorisaient à ne pas l'exécuter. Mais ce serait une grande erreur de croire que la conduite des Anglais comme celle de la cour napolitaine soit par là justifiée. Au contraire, on se demande auquel des points de vue juridique, moral ou politique, elle est le plus condamnable. Les Républicains avaient, de bonne foi, conclu une capitulation avec le Cardinal, dont l'autorité souveraine ne faisait aucun doute pour eux; de plus, ils s'étaient dessaisis des otages, c'est-à-dire de leur seul moyen efficace de résistance, et ils s'étaient

remis au pouvoir de leurs adversaires, comme cela est maintenant évident, avec l'espoir assuré d'une libre retraite. Il ne s'en suivait pas qu'une convention non valable fût devenue valable, mais ils s'en suivait immédiatement qu'en la déclarant non valable, on ne devait pas s'arroger aussi les avantages de la capitulation, mais qu'on devait replacer la partie adverse dans la situation antérieure à la conclusion. Et, comme cela était, en réalité, impossible, — car qui aurait pu penser à rendre les otages? — on devait du moins accorder aux Républicains tout ce qu'il était possible de leur accorder suivant les circonstances. Or, il est indubitable que la libre retraite en fait partie. Celle-ci fut, en réalité, accordée à un grand nombre des embarqués, et seul l'aveugle esprit de parti put croire que l'intérêt de l'État souffrirait si les autres aussi allaient à l'étranger au lieu de marcher au supplice. Si l'on croyait un exemple public nécessaire pour donner satisfaction au peuple, on ne manquait encore malheureusement pas de personnes à cet effet. En tout cas, si l'on faisait appeler et juger les capitulants devant un tribunal, l'équité exigeait qu'on leur fît grâce. Agir ainsi, dans de telles circonstances, n'était pas seulement un droit, mais un devoir; c'était ce qu'il y avait de plus utile, même pour des raisons politiques, et c'était bien plus humiliant pour les Républicains que les exécutions, où les martyrs pouvaient jeter à la face de leurs bourreaux le reproche d'avoir violé leur parole. En agissant différemment, en ne se contentant pas d'arrêter les chefs du soulèvement et en les traduisant devant des juges impitoyables dont les jugements étaient inexorablement exécutés, la cour de Naples et ses conseillers montraient une fois de plus à quel point ils avaient perdu le sentiment du droit et de la convenance.

Si l'on demande quel fut l'auteur véritable de ces forfaits, il me semble injuste d'en nommer exclusivement un seul, soit Nelson, le roi, la reine, Acton ou les Hamilton. Tous y sont intéressés, chacun à sa manière. Sacchinelli et ses successeurs chargent Nelson de toute la responsabilité. Ce n'est pas juste; ce qu'il accomplit du 24 au 28 juin était tout à fait d'accord avec ce que nous savons sur les sentiments de la cour de Palerme les jours précédents et avec la lettre de la reine du 25 juin. De plus, jusqu'au 28, il n'était encore rien arrivé de décisif; ce fut seulement le soir du 28, à la suite des nouvelles de Palerme, que la capitulation fut rompue, et même cette rupture n'était pas irré-

vocable, si le roi, à son arrivée à Naples, voulait mettre en liberté les prisonniers et confirmer la convention. Qu'il y ait été enclin, même un seul instant, c'est là une assertion sans fondement et au plus haut point invraisemblable de Sacchinelli. Mais il est indubitable que Nelson affermit encore le roi dans ses idées de rigueur. Toutes les expressions que nous connaissons de lui attestent une soif de vengeance si passionnée contre ses ennemis politiques, un mépris si brutal des Napolitains que, par là, s'explique déjà sa manière d'agir. On n'a pas besoin de mettre en compte l'influence d'une femme séduisante, encore que Lady Hamilton, de sa propre inclination et sur les incitations de la reine, n'ait certainement pas manqué d'activer son ardeur. C'est bien aussi à ce point de vue qu'il faut juger la conduite du procès Caracciolo. Il est certain qu'il n'était pas difficile de trouver, dans les lois militaires napolitaines, des raisons, et même des raisons aggravantes, d'une sentence de mort. Mais le fait qu'on n'examina même pas à côté d'elles les circonstances atténuantes, la manière dont le Conseil de guerre fut réuni, la hâte avec laquelle le jugement fut exécuté, sans laisser aucune possibilité à la grâce du roi, tout cela fait de l'exécution de Caracciolo, non pas précisément un acte de vengeance ou de jalousie, — on manque de preuves sur ce point, — mais de brutalité et de passion. L'amiral Keith écrit à Nelson en apprenant qu'il est maître de Naples : « Faites comprendre à ces Napolitains qu'ils ne doivent pas se montrer trop avides de sang. Les lâches sont toujours cruels et les transfuges sont justement les plus furieux contre leurs anciens amis¹. » Si seulement on avait suivi ces conseils ! Au lieu d'agir ainsi, Nelson aviva encore les sauvages passions. Mais, je dois le répéter : je ne trouve pas que le roi ait eu besoin de cette incitation. Le prince, alors déjà tombé très bas, était de ces hommes qui montrent bien, tant que leurs propres intérêts ne sont pas atteints, une certaine bonhomie souvent confondue avec la bonté, mais beaucoup plus proche de la faiblesse, et qui, dès qu'ils commencent à craindre pour leur sûreté et leur personne, ne regardent aucun châtement comme trop cruel, aucune terreur comme assez efficace. C'est pourquoi il n'y a pas non plus aucune raison de le considérer seulement comme un instrument de la

1. Cf. *Dispatches of Nelson*, III, 419.

reine et placé entièrement sous son influence. Pendant les semaines décisives qu'il passa sur le vaisseau-amiral de Nelson dans le golfe, il fut même complètement soustrait à cette influence.

Mais que faut-il dire de la reine, le personnage le plus intéressant, après Nelson, dans ce drame sanglant? Elle se distingue de son mari, d'abord en ce que, poursuivant tout avec plus d'énergie, elle donne aussi à sa volonté une expression plus nette et plus forte, et, par suite, la mesure la plus précise de sa faute et de sa participation. La dissimulation n'est point sa manière; dans ses lettres à sa fille, à Lady Hamilton, au Cardinal, elle a, on peut bien dire, mis à découvert tous les replis de son cœur. Elle considérait comme indispensable un châtiment sévère des principaux inculpés. Aussi vivement que personne, elle avait en horreur toute négociation avec les rebelles, et elle a certainement exercé aussi une influence décisive pour le rejet de la capitulation. De plus, — et c'est ici que commence la véritable faute, — la reine admettait qu'on punit d'emprisonnement ou même de mort des personnes envers lesquelles on était engagé sinon en droit, du moins, à coup sûr, moralement. La connivence de la reine est indiscutable. Mais elle est innocente des pires horreurs. Les emprisonnements en masse, les procès sans fin, l'arbitraire et la cruauté des juges lui étaient odieux. « La façon dont on agit envers les criminels politiques est contraire à mes idées, » écrit-elle le 2 octobre; « cette véritable anarchie nous fait plus de mal que les Français. » Évidemment, elle avait une ferme conviction de la justice de sa cause, et, en effet, elle avait été payée d'une si noire ingratitude par des gens qui, pendant des années, avaient recherché sa faveur; dans son entourage immédiat, elle avait subi comme reine, comme épouse et comme mère des outrages si injurieux, que la douceur d'une sainte aurait eu peine à les oublier. Seulement, elle aurait dû se persuader qu'une défection si générale des classes privilégiées ne pouvait avoir eu lieu sans des raisons profondes, et que, de tous les traîtres, aucun ne s'était rendu coupable d'une trahison aussi lâche, aussi honteuse et aussi funeste que le roi lui-même en abandonnant un royaume avant d'avoir été vaincu.

Ainsi, chacun des intéressés reçoit sa part de blâme, et, nulle part, dans ce tragique soulèvement, l'œil ne trouve un point sur

lequel il puisse se reposer avec une joie sans mélange. On se demande lequel des deux fut le plus funeste, de l'inexpérience et de la présomptueuse faiblesse du gouvernement républicain ou de la royauté dépravée et profondément délabrée qui, hostile à tout ce qui était cultivé, ne trouva un point d'appui que dans l'ignorance de la masse. De pareils événements ne deviennent supportables que comme point de départ ou comme une partie d'un grand développement qui permet aux citoyens libres d'une terre si richement bénie de jeter un regard en arrière sur les fautes et les malheurs des temps passés, avec le sentiment des souffrances surmontées et des erreurs vaincues.

Hermann HUEFFER,

Correspondant de l'Institut de France.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

DE LA MÉTHODE HISTORIQUE

CHEZ GUIBERT DE NOGENT¹.

I.

Il est peu d'historiens du moyen âge aussi intéressants que Guibert de Nogent; non pas qu'il ait beaucoup écrit, ni que son œuvre historique embrasse une période considérable (elle se réduit à certains chapitres des livres I et II et au livre III de l'Histoire de sa vie et à ses *Gesta Dei per Francos*), mais parce qu'il s'est fait avant d'écrire une idée précise de son devoir d'historien. Il exprima la conception très nette de la tâche qu'il voulait accomplir dans la préface et dans le début de chacun de ses livres des *Gesta*, nous donnant ainsi une véritable profession de foi, qui pourrait souvent servir aujourd'hui encore de règle et de méthode, mais qui n'a, malheureusement, guère été

1. Guibert de Nogent a été jugé avec une injuste sévérité par Sybel (*Geschichte des ersten Kreuzzuges*, 2^e éd., p. 33-34). Sybel profite de ce qu'il dit lui-même sur le soin littéraire apporté à la rédaction de son livre pour prétendre que Guibert n'a su faire autre chose que de mettre en bon latin le récit de l'Anonyme, pour lui reprocher son manque d'originalité, sa prétention, son orgueil, sa pédanterie, pour trouver « insupportable sa personnalité littéraire; » peut-être la germanophobie de Guibert est-elle pour quelque chose dans cet étrange jugement. — Nous ne nous attarderons pas à la notice tout à fait médiocre de Michaud (*Bibliothèque des croisades*, t. I, p. 123); pour donner un exemple de la critique avec laquelle Michaud a analysé Guibert, nous citons cette simple phrase : « Le seul document utile que nous offre le commencement de son histoire est la lettre qu'écrivit l'empereur Alexis au comte de Flandre » (p. 125). — Potthast porte sur Guibert un jugement aussi superficiel qu'injuste. Il ne sait trouver autre chose à dire de ses *Gesta* que « Märchenhaft und wundervoll » (*Bibl. M. Ævi*). — Thurot (*Revue historique*, 1876, t. II, p. 104) n'a guère cherché à donner une appréciation sur l'œuvre de Guibert. Il s'est surtout attaché à faire la liste complète de ses additions au texte de l'Anonyme. — Enfin, M. A. Lefranc a rendu justice à Guibert dans son étude sur le *De Pignoribus sanctorum* (*Études d'histoire dédiées à G. Monod*).

observée par les auteurs de chroniques et d'annales postérieurs à Guibert. Si les conditions défectueuses où se trouvait alors, par suite de l'état des sciences historiques, un esprit observateur et critique, l'ont empêché de réaliser toujours l'idéal qu'il s'était proposé, sa tentative n'en est pas moins intéressante, et ses efforts, d'une part, la théorie qu'il a exposée, d'autre part, nous ont paru dignes de mériter l'attention.

Esprit indépendant, presque frondeur, si l'on en juge par son *De Pignoribus sanctorum*, il avait beaucoup connu les hommes et les avait observés en psychologue et en moraliste. Sa situation élevée dans l'Eglise¹ lui avait donné l'occasion d'entrer en relations avec le pape Pascal II², avec le roi Louis VI³, avec les personnalités les plus éminentes de la noblesse et du clergé⁴. La haute culture qu'il avait acquise par quarante années de travail (1064-1104) dans le monastère de Saint-Germer lui permettait de connaître et de juger les anciens aussi bien que ses contemporains. Il était, si l'on peut employer cette expression, l'homme le plus intellectuel de son siècle.

Après avoir beaucoup vu et beaucoup lu, il voulut écrire. Honteux des faiblesses auxquelles il avait cédé lorsqu'il s'était occupé des affaires du diocèse de Laon⁵, dégoûté des atrocités qui avaient ensanglanté l'insurrection communale de Laon, il avait compris qu'un honnête homme ne pouvait se mêler à l'action politique sans se risquer à des compromissions qui révoltaient la droiture de sa conscience, et il se retira dans la solitude du couvent qu'il dirigeait, pour consacrer à la science ses dernières années⁶.

Deux idées dominent son œuvre. D'une part, le moraliste (et il ressemble par là à tous les historiens ses contemporains) cherchait dans l'histoire une leçon qui pût instruire la postérité : il glorifiait Dieu en écrivant le récit de la première croisade, aussi bien qu'en

1. Il avait été, en 1104, nommé abbé de Nogent-sous-Coucy, près de Laon.

2. A l'occasion de l'élection de Gaudry, évêque de Laon.

3. Au moment de la Commune de Laon.

4. Le livre III de ses *Monodiae* contient l'histoire détaillée des familles d'Enguerrand de Boves, du comte de Soissons, et nous donne sur la noblesse du Beauvaisis au début du XII^e siècle les renseignements les plus curieux.

5. *Monodiae*, III, 4. Il soutint la nomination scandaleuse de Gaudry à l'évêché de Laon, contre sa conscience, contre la loi canonique, contre l'honnête Anseau, doyen de Laon, et il avoue ses torts avec une grande honnêteté.

6. C'est surtout à ses mémoires qu'il consacra ses dernières années. Il avait écrit les *Gesta* entre 1104 et 1112. Thurot, qui essaye de déterminer (*Revue historique*, 1876, t. II, p. 105, note 8) l'époque où ceux-ci ont été rédigés, oublie ce fait important : Guibert raconte au livre III de ses *Monodiae* qu'il avait offert à Gaudry un exemplaire de ses *Gesta*, qui étaient donc terminés avant 1112.

racontant sa propre vie. L'œuvre divine se manifestait en Palestine par la victoire des croisés sur les infidèles, comme au cours de l'existence du moine de Saint-Germer par le triomphe de la vertu sur ses mauvais instincts. — Mais, tandis que ses contemporains s'efforcent avant tout d'édifier leurs lecteurs en leur montrant par un procédé grossier la supériorité des chrétiens sur les hérétiques et les musulmans, Guibert, qui connaît trop bien et les vices de ses semblables et ses propres imperfections, cherche plus haut sa leçon. Il ne cachera rien de la véritable nature de ses frères ni des petites ou des défauts de son caractère; mais il montrera Dieu triomphant quand même, d'autant plus grand que ses instruments, — les hommes, — auront été plus mesquins¹. Cette conception de l'œuvre divine nous garantit sa sincérité: il ne dépeindra pas les hommes meilleurs qu'ils ne furent parce qu'ils étaient chrétiens.

D'autre part, l'historien, et c'est ici que nous voyons son originalité, comprend l'importance de l'œuvre entreprise par l'écrivain qui livre un manuscrit aux siècles futurs et se propose comme objet de « faire connaître la vérité². » La recherche de la vérité, telle sera l'unique préoccupation qui le soutiendra au milieu des difficultés de sa tâche; c'est elle qui développera en lui ses qualités de critique. D'ailleurs, faire connaître la vérité, même nue et laide, est pour l'historien un moyen d'instruire et de moraliser: les lecteurs, s'ils sont de bonne foi, prendront le mal en horreur en voyant combien de crimes ont engendrés les vices des hommes³.

Pour faire connaître la vérité, il faut d'abord la trouver. Or, cette découverte dépendra non seulement de l'intelligence, mais aussi du caractère de celui qui la cherche: il faut qu'il soit de bonne foi, qu'il soit impartial. Guibert sera impartial, parce qu'il n'a pas de passion politique; tandis que la plupart des historiens du moyen âge, lorsqu'ils n'écrivent pas en vue d'édifier leurs semblables, sont dominés par la pensée de faire prévaloir la politique d'un prince ou d'un parti et dénaturent sans scrupule les événements au profit de la cause qu'ils défendent⁴, Guibert sait rester impartial. Après l'amour de

1. *Gesta*, II, 1.

2. Préface: « Dubitare non volui quod rei gestae mihi indueret veritatem. »

3. Cette idée revient souvent dans ses *Monodiae*, lorsque, souvent par sincérité, parfois peut-être par imitation de saint Augustin, il s'accuse de tous les vices. Il la reprend quand il retrace l'histoire de l'évêché de Beauvais et des évêques indignes qui y furent appelés pendant tout le XI^e siècle.

4. Comme Richer, dans le passage connu où, pour faire croire que Henri L'Oiseleur est vassal du roi de France, il transforme le texte primitif de son histoire (I, 24).

Dieu, le seul sentiment qui anime son œuvre est l'amour de sa patrie¹, et avec une telle force qu'il dépasse de beaucoup ses préférences dynastiques. Bien qu'au fond de son cœur il soit partisan des Carolingiens et qu'il reproche « à ces étrangers d'avoir usurpé les droits qui appartenaient à la race du grand Charles², » il admet la révolution capétienne comme un fait inévitable, comprend que les destinées de la France avaient suivi un autre cours et reconnaît « l'utilité d'un changement qu'expliquaient les circonstances où l'on était alors. » S'il ne cache pas ses sentiments, ses affections ne l'empêchent du moins pas de discerner la vérité et de la dire. Il appartenait à la fraction réformatrice du clergé français; pourtant il ne peut avoir une grande estime pour son roi, à qui ses mauvaises mœurs avaient valu d'être excommunié³, et qui pratiquait sans scrupule la simonie. Il le jugera cependant sans parti pris et sans haine et saura au besoin prendre sa défense si des étrangers l'attaquent devant lui⁴, et même en dire du bien s'il le compare aux autres souverains⁵. Il était clerc, et l'on pourrait croire qu'il aurait pris parti, dans la révolution communale de Laon, pour l'épiscopat contre le peuple insurgé; d'autant plus qu'il n'aimait pas le peuple, auquel rien ne l'attachait. Le moine considérait la foule comme méprisable, le fils du noble Éverard comme taillable et corvéable à merci; il trouvait insensées les prétentions sociales et politiques⁶ de ce peuple qui n'avait jamais été bon qu'à obéir et à souffrir les caprices des grands; il ne pouvait comprendre une tentative d'émancipation du peuple et le caractère révolutionnaire de cette tentative devait froisser un ami de l'ordre. Cependant, il reste impartial. Il regrette, certes, ce qui s'est passé à Laon, il blâme les violences atroces, l'incendie des lieux saints, l'outrage infligé à l'épiscopat, à l'Église elle-même dans la personne de Gaudry. Mais il cherche à comprendre, à faire retomber les responsabilités sur les vrais coupables, et, s'il n'excuse pas les violences de la révolution de 1112, du moins il les explique, et

1. Mais son patriotisme ne l'aveugle pas. S'il aime la France, il sait aussi juger sévèrement les Français (voir la note 5 de la page suivante).

2. *Monodiae*, III, 1.

3. *Gesta*, II, 2.

4. Je fais ici allusion à l'incident qu'il a rapporté au sujet de sa conversation avec l'archidiacre de Mayence (*Gesta*, II, 1).

5. Lorsqu'il parle du faste des rois, il ajoute « des autres nations, car en France on vit toujours nos rois garder une modestie telle qu'on pourrait leur appliquer la parole de l'Écriture : « Si quelqu'un t'a élevé au milieu des autres hommes... »

6. Cf. *Monodiae*, III, 8, le passage célèbre où il s'écrie : « Commune, nom odieux!... »

excuse la révolution elle-même en montrant que ceux qui en ont le plus pâti étaient les premiers à l'avoir provoquée¹.

Cette impartialité, nous la remarquons encore dans les jugements qu'il porte sur les gens de cour ou d'Église dont il a l'occasion de parler. Comme il ne s'est pas ménagé lui-même² quand il racontait l'histoire de sa propre vie, il ne croira pas qu'il soit non plus nécessaire pour le bien de l'Église de ménager ses ministres³. Il les jugera sévèrement, mais avec justice, sachant se garder du dénigrement systématique aussi bien que de l'admiration exagérée⁴.

Son patriotisme même ne l'aveugle pas. S'il aime la France, il ne craint pas de juger sévèrement les Français quand ils le méritent. Il est patriote sans être chauvin ; à l'occasion de l'expédition de Pierre l'Hermite, le pieux abbé, ami de la modération, est indigné des scènes d'inutile sauvagerie qui déshonorèrent ce prélude de la croisade, et il nous dépeint, sans scrupules, ses chers Français abusant de l'hospitalité des Hongrois, pillant leurs maisons, incendiant leurs granges, violant leurs filles ; dans son impartialité, le moine catholique n'hésitait pas à blâmer « cette insolence des croisés, que ni la douceur des populations grecques ni l'affabilité de l'empereur de Constantinople ne purent adoucir⁵. »

II.

Il ne suffit pas d'être intelligent et impartial pour découvrir la vérité et la faire connaître aux autres, il faut encore avoir des connaissances nombreuses, et, non seulement par une culture générale soignée, mais par une véritable érudition, il faut, pour faire le récit d'événements contemporains, avoir approfondi l'histoire ancienne. Enfin, c'est la méthode qui permettra à l'historien de mettre à profit ce qu'il aura appris.

Ses connaissances, il les acquerra de deux façons, suivant qu'il traitera les événements dont il aura été témoin ou ceux qui lui auront été étrangers. Pour les premiers, il lui suffit d'être bon observateur, et nous avons vu que sa haute situation le mettait en état de voir de près certains incidents de la vie publique qui se sont déroulés pendant qu'il était abbé.

1. *Monodiae*, III, 10-13.

2. *Monodiae*, III, 4.

3. Par exemple Guy de Beauvais, Enguerrand de Laon, Gaudry, la cour pontificale et de nombreux moines et prêtres dont il a l'occasion de parler.

4. Lefranc, *op. cit.*, p. 293.

5. *Gesta*, II, 4.

Toutes les fois qu'il parle de ce qu'il a vu lui-même, il donne à son récit une vie et une chaleur qu'ont rarement les chroniqueurs de son temps. S'il n'a assisté lui-même au concile de Clermont¹, où Urbain II prêcha la première croisade, il a du moins pu se rendre compte par lui-même de l'enthousiasme fanatique qui a soulevé alors la France entière. Il a vu ces chariots² sur lesquels les premiers croisés entassaient leur famille et leurs bagages et partaient sans savoir où ils allaient, « demandant à chaque ville qu'ils rencontraient si c'était bien là cette Jérusalem vers laquelle le pape les envoyait; » il a vu ces « Écossais sauvages³ » qui traversaient la France, « jambes nues, vêtus de casaqes de poil hérissé, portant leurs sacs pour les vivres suspendus sur leurs épaules, » et ces « hommes de je ne sais quelle contrée barbare, qui parlaient un langage tellement corrompu que, pour se faire comprendre, ils mettaient les doigts l'un sur l'autre en forme de croix, montrant par leurs signes, à défaut de paroles, qu'ils voulaient partir pour la cause de la foi. » Le récit de l'élection de Gaudry, évêque de Laon, et les débats qui en résultèrent ne sont pas moins intéressants. Quand il nous montre Pascal II, le pape réformateur, venu à Langres⁴ pour juger cette élection simoniacque, accompagné de cette suite innombrable de camerlingues, d'officiers pontificaux, de prélats-domestiques, qui tous sont à l'affût des trésors apportés par le nouvel évêque pour faire valider sa nomination, il atteint dans la satire une perfection qui fait penser à Tacite ou à Saint-Simon. Enfin, nous croyons inutile de citer les pages si dramatiques, si vécues, dans lesquelles il retrace par le détail tous les événements, tous les incidents de la tragique histoire de la révolution laonnaise, que Thierry n'eut qu'à traduire pour en faire le meilleur chapitre de ses *Récits*.

Lorsque Guibert nous raconte les événements dont il n'a pas été témoin, il faut qu'il ait recours à des tiers qui aient assisté à ces événements ou à des livres déjà écrits sur le sujet qu'il traite. Ainsi, dans son histoire de la première croisade, il mettra à contribution non seulement les récits de cette expédition, qu'il trouve dans les

1. Comme le prétendent les Bénédictins auteurs de l'*Histoire littéraire*. Cela nous paraît erroné; nulle part le texte de Guibert ne permet de le supposer. Au contraire, l'aveu qu'il nous fait d'ignorer le nom de l'évêque du Puy fait supposer qu'il n'assista pas au Concile. On n'a qu'à comparer, pour s'en rendre compte, le récit du concile de Clermont (*Gesta*, II, 2) avec celui de l'assemblée de Langres, où Guibert vit Pascal II (III, 4).

2. *Gesta*, II, 3.

3. *Gesta*, I, 1.

4. *Monodiae*, III, 4.

Gesta, dans Foucher de Chartres, mais encore ceux des croisés qu'il connaît, et qui, de retour de Palestine, lui ont apporté de vive voix ce qu'ils avaient vu en Orient des guerres des chrétiens¹. Ici encore la haute situation qu'il occupait dans le clergé lui permettait d'être mieux renseigné qu'un autre, et il s'en fait gloire. Il a plus de confiance en eux qu'en tous ceux qui, avant lui, ont écrit cette histoire. « Suivant les rapports que m'en ont faits ceux qui ont vécu dans ces contrées... », dit-il à chaque instant, et les renseignements fournis par ces témoins oculaires lui permettent d'ajouter des chapitres entiers, et surtout une foule de détails vivants, au texte original de l'Anonyme². Grâce à eux, il n'a pas besoin, pour écrire une histoire vraie, d'être allé lui-même en Orient : « Je n'ai appris ce que je raconte, dit-il, que d'hommes dont le témoignage est parfaitement conforme à la vérité. Si l'on me reproche de n'avoir pas vu par moi-même, on ne saura, du moins, me reprocher de n'avoir pas entendu³... ; les historiens écrivent non seulement ce qu'ils peuvent voir, mais encore ce qu'ils apprennent par les relations d'autrui. » « Esprit toujours avide de nouveautés, » il utilisera toutes les sources qu'il aura à sa portée, afin de créer une œuvre qui remplace véritablement tout ce qui existait jusque-là.

Il ne se contente pas de raconter l'expédition elle-même. Pour l'expliquer, il remonte bien plus loin et nous parle de l'antiquité. Or, il s'y connaît ; il avait lu non seulement tous les pères de l'Église, mais aussi les principaux historiens anciens : César, Hirtius Pansa, Salluste, Suétone, Justin, Trogue-Pompée, Sidoine Apollinaire, et il sait tirer profit de ses lectures à l'occasion du sujet qu'il traite. Il essaye de faire comprendre une manœuvre de l'armée des croisés, en la comparant à celles des légions de César⁴, réfute les *Gesta* par un texte de Justin⁵, convainc d'erreur Eusèbe de Césarée⁶, discute les théories esthétiques de Salluste⁶ et renvoie pour plus amples renseignements à Solin, Trogue-Pompée, Jordanès. Cette culture générale lui permet de parler en connaissance de cause des guerres de l'antiquité, de citer Philippe, Alexandre, Xerxès, Darius⁷ ; il montre

1. Préface.

2. Pour s'en rendre compte, il suffit de se rapporter à l'article de M. Thurot (*Revue historique*, 1876), qui a déterminé, paragraphe par paragraphe, toutes les additions et modifications ajoutées par Guibert au texte de l'Anonyme.

3. *Gesta*, IV, 1.

4. *Gesta*, VIII, 14.

5. *Gesta*, VI, 5.

6. *Monodiae*, I, 2.

7. *Gesta*, I, 1.

qu'il a des idées assez précises sur l'histoire des peuples de l'Orient, sur la civilisation grecque et romaine. Enfin, sur l'expédition elle-même, il connaît l'œuvre de l'Anonyme, qu'il prétend refaire, et celle de Foucher de Chartres, qu'il met à contribution et discute plusieurs fois¹.

Il ne cache jamais ses sources et ne cherche pas à faire avant tout une œuvre originale; il prétend faire mieux que ses devanciers, mais leur rend ce qu'il leur doit. Quand, par hasard, il n'a aucun document écrit sur tel point étudié, il l'avoue sincèrement; aussi, au sujet de l'Islam et de Mahomet, il dit: « Comme je n'ai pas appris que l'on eût rien écrit² sur la vie et la conduite de cet homme, nul ne doit s'étonner si je rapporte ce que j'ai entendu dire à son sujet par quelques-unes des personnes qui en parlaient le mieux. » Ailleurs, il reconnaît qu'il a lu quelque texte concernant Pélage, sans se rappler dans quel livre³.

Ses lectures et ses conversations lui ont donc donné une base solide, un fond de connaissances qu'il pourra utiliser. Pour les mettre en œuvre avec profit, il devra non seulement rapporter les faits qu'il connaît, mais les critiquer; non seulement raconter les événements et peindre les personnages, mais les juger; en un mot, il faut qu'il ait cette méthode historique, sans laquelle il ne sera qu'un compilateur et non un historien.

III.

Sa méthode sera fort simple: un livre a été écrit sur la croisade, Guibert le trouve imparfait. Cependant, il ne refera pas un ouvrage tout différent. Malgré leurs défauts, les *Gesta* sont vrais dans leur ensemble, « des témoins oculaires le lui ont affirmé. » Il reprendra donc cette œuvre imparfaite en la corrigeant d'après les témoignages nouveaux. Ceux-ci lui ont apporté sur l'Orient des lumières qui ont manqué à l'Anonyme. « Les nombreuses différences que l'on trouve entre mon rapport et ceux de l'auteur qui écrit avant moi, dit-il, je les ai puisées dans les relations des hommes qui ont assisté à cette guerre. » Il a « souvent comparé » leurs récits, il « s'est assuré des discordances⁴, » il y a « ajouté » ce qu'il a appris de nouveau. Nous avons déjà parlé de ses additions; ses corrections portent sur des

1. *Gesta*, VIII, 9. Il reproche à Foucher d'avoir admis un prétendu miracle.

2. *Gesta*, I, 3.

3. *Gesta*, I, 2.

4. Préface.

interprétations nouvelles de certains faits qu'il cherche à mieux expliquer que ne l'avait fait l'Anonyme, soit grâce à des témoignages oraux¹, soit à l'aide de ses connaissances sur l'histoire ancienne². Enfin, s'il juge les événements autrement que l'auteur des *Gesta*, c'est « en les appréciant à sa manière, non en les altérant³. »

Il nous a donné un exemple de son souci de la vérité et de sa défiance à l'égard des textes, lorsqu'il découvrit un poème relatif à la fondation du monastère de Nogent. Comme c'était une source unique, il ne pouvait pas le passer sous silence. Mais, d'autre part, comme il n'avait aucun point de comparaison, aucun moyen de contrôle, il n'en use qu'avec réserve⁴. Il montre une autre assurance lorsqu'il raconte ce qu'il a vu lui-même (les débuts de la croisade en France, les troubles de Laon) ou qu'il réfute avec sa raison et son bon sens les fables rapportées par Foucher de Chartres⁵.

Il a, d'ailleurs, les mêmes scrupules à l'égard du témoignage oral. Il n'accepte pas sans restrictions les récits de ses amis, surtout lorsque ceux-ci lui rapportent des événements auxquels ils n'assistèrent point. Au sujet de Mahomet, sur lequel il n'avait aucun texte, il sait combien les renseignements fournis, même « par les personnes qui en parlent le mieux, » sont précaires. Aussi s'empresse-t-il de nous prévenir « que ce serait en vain qu'on voudrait établir une discussion pour reconnaître si ces rapports sont vrais ou faux⁶. » Il admet le témoignage d'autrui, « de ceux qui ont vu et qui savent, » parce qu'il n'a pu aller lui-même voir tout ce dont il parle⁷. « Si un homme véridique, dit-il, rend témoignage de ce qu'il a vu et entendu, on ne saurait refuser d'admettre son témoignage, même lorsqu'il n'est pas possible de voir par soi-même. » Mais ce témoignage, il le sait faillible : « Est-il étonnant, ajoute-t-il, que nous nous trompions en rapportant des faits auxquels nous sommes étrangers, lorsque nous ne pouvons même, je ne dis pas exprimer par des paroles, mais même recueillir dans le calme de notre esprit nos propres pensées et nos propres actions⁸ ! » Du fait qu'il n'a pas de

1. Le début de la croisade, par exemple, la prédication d'Urbain.

2. La peinture du monde oriental ; ses réflexions sur les guerres de l'antiquité. Cf. *Monodiae*, II, § 1-4.

3. Lefranc, *op. cit.*, p. 288.

4. Comme l'a bien montré M. Lefranc, p. 293, réfutant l'*Histoire littéraire*, qui prétendait que Guibert avait utilisé cette source sans faire preuve de critique.

5. *Gesta*, VIII, 9.

6. *Gesta*, I, 3.

7. *Gesta*, IV, 1.

8. Préface.

sources écrites, il tire même des conclusions intéressantes ; ignorant la date précise à laquelle Mahomet prêcha en Orient, il essaye de la déterminer à peu près : « J'ai lieu de croire, dit-il, que l'existence de cet homme profane ne remonte pas à une haute antiquité, par la seule raison que je n'ai pu découvrir qu'aucun docteur de l'Église ait écrit contre ses infamies ¹. »

Grâce à cette méthode et à ces éléments de critique, Guibert pouvait faire une œuvre sincère et véridique. Mais le rôle de l'historien ne se borne pas à raconter les faits avec précision et exactitude. Il faut encore en rechercher les causes, souvent mal déterminées, les juger, les expliquer, en tirer les conclusions, en un mot faire la philosophie de l'histoire. Il expose lui-même cette intention dans la préface de ses *Gesta* : « J'ai cru d'abord devoir exposer les motifs, les circonstances qui rendaient urgente cette expédition ². » Ce n'est « qu'après avoir exposé ces raisons » qu'il entre dans le récit des événements. Par là, son œuvre est toute nouvelle. Il comprenait, ce que n'avaient fait ni l'Anonyme, ni Foucher de Chartres, ni Baudry de Bougueil, ni aucun des autres historiens de la première croisade, que cette expédition n'était pas simplement le résultat d'une fantaisie de la volonté divine, mais qu'elle avait des causes plus lointaines : ce grand mouvement de l'Occident contre l'Orient était expliqué par la situation politique et sociale où se trouvait alors l'Orient grec et musulman. En quelques pages qui, malgré certaines ignorances et certaines naïvetés, sont remarquables de raisonnement et de vérité, il nous montre l'évolution du christianisme dans l'Orient romain depuis Constantin : la foi des Orientaux, « chancelante, mobile, toujours à la recherche de nouveautés, » secouant l'autorité des Pères de l'Église, donne naissance aux nombreuses hérésies « de Manès, d'Arius, des Eunomiens, Eutychiens, Nestoriens et à mille autres sectes monstrueuses ³. » La corruption des mœurs, l'esclavage et la débauche sont les effets immédiats de cette ruine de la foi. D'autre part, il constate en même temps un affaiblissement social et politique, un progrès de l'anarchie ; « si nous recherchons, dit-il, dans l'histoire ancienne l'origine des royaumes, si nous examinons la condition ridicule des rois de l'Orient, nous ne pouvons assez étonner de la légèreté asiatique en voyant les révolutions subites qui renversaient ou élevaient tour à tour les princes de ces contrées. » Il comprend « cette honteuse mobilité quand il repasse l'histoire des

1. *Gesta*, I, 3.

2. Préface.

3. *Gesta*, I, 2.

Antiochus et des Démétrius, changeant sans cesse d'États, expulsés et rappelés tour à tour¹. » La frivolité des Orientaux, l'« inconsistance » de leurs mœurs lui semblent, non moins que les hérésies, être la cause de cette décomposition de l'empire d'Orient, qui était le prélude de l'invasion arabe. Les gentils, les étrangers avaient facilement raison de ces peuples divisés et relâchés qui avaient perdu avec la foi ancienne toute force politique et tout lien moral. Car cet état d'anarchie provoquait des dissensions au nom desquelles les uns faisaient appel à l'étranger contre leurs frères de la veille, et bientôt « des villes d'une noblesse illustre, Antioche, Jérusalem, Nicée, des provinces même, la Palestine, la Syrie, la Grèce, ayant perdu toute leur vigueur, » se laissèrent envahir et subjuguer par les nouveaux barbares. Au moment où se préparait la croisade, l'empereur des Grecs lui-même était menacé par les Turcs².

C'est par un travail identique, par des raisonnements analogues que Guibert expliquera la révolte de la commune laonnaise. Pour faire comprendre l'état de trouble, de désarroi moral qui permit à cette révolution d'éclater, il remontera à un siècle en arrière. L'insurrection contre l'évêque Gaudry n'est que la conclusion de toute l'histoire de l'épiscopat de Laon. « Il faut d'abord, dit-il, expliquer comment, à notre avis, la perversité des évêques de cette ville fut la source d'où découla le principe de tout le mal. Comme cette perversité remonte fort haut et dura longtemps, il semble utile d'en parler en partant de l'évêque Adalbéron³. » La trahison d'Adalbéron envers son roi, à qui il avait prêté serment de fidélité, au profit du Capétien usurpateur, la simonie, l'ignorance et la bassesse d'Héli-nand, l'incurie d'Enguerrand, évêque « bouffon et baladin, » avaient transformé Laon en un véritable « évêché pourri. » Avant Gaudry, on avait élu simultanément un laïque et un débauché; un troisième candidat, appuyé par la cour, mourut au moment du vote. Enfin, Gaudry l'avait emporté à prix d'argent. Les crimes de ses partisans, ses trahisons et ses propres forfaits furent les causes immédiates qui précipitèrent les événements : l'épiscopat de Gaudry provoqua la commune; la conduite déloyale de Gaudry vis-à-vis de la commune occasionna la révolution de 1112. Guibert poursuit ses raisonnements et ses déductions avec précision, sans rien oublier de ce qui peut éclairer le lecteur; il se sent maître de son sujet, il le domine.

Non seulement Guibert recherche les causes des événements, mais

1. *Gesta*, I, 2.

2. *Gesta*, I, 2.

3. *Monodiae*, III, 1.

encore il s'intéresse à leurs conséquences. Rien n'est plus curieux à ce point de vue que l'étude qu'il fait, après avoir montré l'enthousiasme excité en France par la prédication d'Urbain II, des résultats économiques de ce mouvement. Une disette terrible ruinait la France; les accapareurs avaient spéculé sur les blés et affamaient le peuple. Survient la croisade; aussitôt tout le monde des croisés s'empresse de vendre à vil prix terres, bestiaux et récoltes pour s'acheter des équipements. Ce petit fait suffit pour vider les greniers et conjurer la disette. Guibert remarque aussi les conséquences sociales importantes: tandis que jusque-là tous les seigneurs étaient uniquement occupés à ces guerres privées, terribles pour le peuple et désastreuses pour la prospérité du pays, on vit tout à coup, comme par miracle, ces hommes belliqueux abandonner leurs querelles et supplier les évêques et les prêtres de les revêtir du signe de la Croix selon les ordres donnés par le Saint-Père. Aussitôt la paix et la tranquillité régnèrent à nouveau sur le pays de France¹.

Ainsi conçu, le travail de l'historien est chose fort délicate et difficile. Guibert n'ignore pas les écueils qu'il affronte; « que dirais-je, s'écrie-t-il, des intentions qui sont presque toujours tellement s'empresse de vendre à vil prix terres, bestiaux et récoltes pour s'acheter des équipements. Ce petit fait suffit pour vider les greniers et conjurer la disette. Guibert remarque aussi les conséquences sociales importantes: tandis que jusque-là tous les seigneurs étaient uniquement occupés à ces guerres privées, terribles pour le peuple et désastreuses pour la prospérité du pays, on vit tout à coup, comme par miracle, ces hommes belliqueux abandonner leurs querelles et supplier les évêques et les prêtres de les revêtir du signe de la Croix selon les ordres donnés par le Saint-Père. Aussitôt la paix et la tranquillité régnèrent à nouveau sur le pays de France¹.

Grâce à cette érudition, à cette méthode, à ces efforts, à quoi Guibert est-il arrivé? A-t-il véritablement fait une œuvre nouvelle? Nous ne nous attacherons pas ici à déterminer le travail de « critique » par lequel Guibert de Nogent s'est fait une place à part parmi tous les écrivains de son temps. Dans sa remarquable étude sur le « *De Pignoribus sanctorum* » et les origines de la critique historique au moyen âge, M. A. Lefranc a mis en lumière les qualités dont Guibert a fait preuve à ce sujet et les résultats fort intéressants

1. *Gesta*, II, 3.

2. Préface.

3. *Gesta*, V, 1.

auxquels il est arrivé. Nous voulons seulement montrer, par quelques-unes des appréciations les plus pénétrantes qu'il a portées dans ses *Gesta* ou dans ses *Monodiae*, l'originalité de son esprit et la justesse de son jugement. Il avait compris, en lisant les historiens anciens, la différence politique et sociale qui séparait la France féodale, livrée à l'anarchie et à toutes les violences d'une noblesse encore barbare¹, de la civilisation apportée au monde occidental par la « paix romaine. » Cet esprit modéré, ennemi du trouble, avait été frappé des grandes choses accomplies par ces nations policées, auxquelles l'organisation impériale avait apporté le calme et la prospérité, et il déclare « qu'on peut justement vanter chez les Anciens un bonheur fondé sur la modération, une activité dirigée par la sagesse². » Cette simple phrase nous permet de voir que Guibert se rendait parfaitement compte, non pas seulement comme ses contemporains, des actions d'éclat dans lesquelles ont brillé les Anciens, mais du caractère même de ces civilisations disparues. Il fait preuve du même discernement lorsqu'il juge les différents peuples de l'antiquité; par un mot, il donne la note juste, le trait saillant : « Nous admirons, dit-il, l'orgueil des Chaldéens, la véhémence des Grecs, la vanité du peuple juif, la souillure des Égyptiens, la mobilité excessive des peuples de l'Asie; enfin, nous considérons les premières institutions des Romains comme ayant servi utilement les intérêts généraux de l'État et favorisé l'agrandissement de sa puissance³. » Et si l'on blâme les peuples modernes pour leur barbarie, si l'on « exalte les siècles passés et les vertus des Anciens, » Guibert nous rappellera qu'il faut mettre les choses au point et que les hauts faits des modernes (dans l'espèce il entend « la croisade ») sont d'autant plus remarquables qu'ils sont exécutés « par des hommes plus grossiers. » Il faut tenir compte de la distance qui sépare un César ou un Alexandre d'un Baudoin, d'un Raymond de Saint-Gilles ou d'un Godefroy de Bouillon, pour juger ceux-ci impartialement.

D'autre part, il est des vertus modernes que l'antiquité ne pouvait connaître, celles qu'apporta au monde la venue du Christ sur la terre, et ces vertus, même à travers l'enveloppe grossière des chrétiens du XI^e siècle, feront faire à l'humanité plus de progrès que toute la sagesse antique. « Si nous regardons de près, dit-il, la lie fangeuse de ces siècles passés que nous ne voyons que de loin, nous reconnaitrons que notre petit doigt même est plus gros que le dos de

1. *Monodiae*, III, *passim*.

2. *Gesta*, I, 1.

3. *Gesta*, I, 1.

nos pères et que nous les exaltons beaucoup plus qu'il n'est raisonnable de le faire¹. » Cette idée qui domine son œuvre, de l'action divine, maîtresse de tous les événements et dirigeant le monde pour faire triompher le Christ, aurait pu déformer ses jugements et lui faire voir les choses autrement qu'elles ne furent, afin de les faire cadrer mieux avec ce plan supérieur. Mais, pour lui, l'œuvre divine correspond à peu près à ce que serait le déterminisme historique chez un historien moderne. Il a une telle foi en Dieu et en son triomphe final qu'il ne s'étonne de rien, d'aucune contradiction apparente, d'aucune incohérence qui, à nos faibles yeux, semblerait faire mentir cette théorie du plan divin. Loin d'altérer les faits, il les raconte tels quels et conclut que, si grand était le pouvoir de Dieu qu'il finirait toujours par lui assurer la victoire. Un autre eût été découragé en voyant « les mille difficultés » auxquelles les croisés étaient en butte, « les victoires achetées au prix de grands sacrifices, » leurs « souffrances, » leur « pauvreté². » Guibert, loin de s'étonner, en conclut que « Dieu châtie celui qu'il aime³. » Loin de nous montrer ces instruments de Dieu toujours victorieux, il ne cache ni leurs défaites ni les succès des infidèles et trouve encore le moyen de voir dans ces échecs la main divine : « Que personne ne s'étonne, dit-il, que cette armée, quoique remplie de sentiments de piété, se soit trouvée exposée à de si grandes souffrances, car il n'est que trop certain que ceux qui la composaient repoussaient par les plus grands crimes la prospérité que le ciel leur eût envoyée s'ils se fussent bien conduits⁴. » L'explication nous paraît sans doute un peu enfantine, mais cette façon de concevoir les choses nous est une garantie que Guibert ne cherchera à dissimuler ni les défaites ni les « souillures » des croisés.

Deux ou trois fois pourtant ses jugements sur les hommes manquent d'impartialité. Il est curieux alors de voir que c'est non pas le moine, le chrétien qui influe sur l'historien, mais le lettré. Si Guibert est un érudit, il sent sa supériorité sur ceux qui n'ont pas la même culture que lui. La principale raison qui lui fait admirer Urbain II⁵ est « cette éloquence facile qui secondait sa science littéraire, » ce « talent à s'exprimer en latin, » l'« élégance de ses discours, » le « génie de l'orateur, » qui ne se laissait pas intimider par

1. *Gesta*, I, 1.

2. *Gesta*, IV, 4.

3. *Gesta*, VI, 1.

4. *Gesta*, IV, 4.

5. *Gesta*, II, 2.

« l'affluence des plaideurs » ni par « les grammairiens habiles » qui l'entouraient. Au contraire, lorsqu'il parle de Pascal II¹, en présence duquel se discutait à Langres l'élection de Gaudry, on sent tout le mépris qu'il avait non seulement pour le pape, qui ratifiait les scandales de cette nomination en sacrant de sa propre main le nouvel évêque, mais surtout pour le mauvais humaniste qui ne goûtait pas les beaux discours latins. « Je confessai, dit-il ironiquement, que je ne pouvais rien opposer aux paroles du pontife; ce qui lui plut fort, car il était moins lettré qu'il n'eût convenu à sa haute dignité. » Un autre petit fait personnel est assez amusant : parmi les reproches qu'il fait à Gaudry, il n'oublie pas de mentionner « l'antipathie qu'éprouvait l'évêque de Laon pour son *Histoire des croisades*, dont il ne daigna jamais lire une seule ligne². »

En dehors de ces cas rares et insignifiants, qui ne nous permettent véritablement pas d'attribuer à son œuvre entière l'appréciation si sévère de Sybel³, nous ne remarquons pas que Guibert ait jamais volontairement altéré la vérité ou même fait intervenir des motifs personnels dans les jugements qu'il porte. Seul, son patriotisme, très susceptible, l'entraînera parfois à décerner aux Français des éloges immérités; non pas quand il s'agit de les juger : sévère, mais juste, il leur dira leurs vérités sans scrupules. Nous avons vu comment il blâmait les inutiles violences des croisés en Orient; ailleurs, il n'hésite pas, tout en admirant « l'excessive vivacité des Français, » à critiquer « leur légèreté » et à leur reprocher « de se montrer au milieu des autres nations plus arrogants qu'il ne convient. » Ces quelques traits, justes et caractéristiques, sont d'un fin psychologue. Mais, s'il se permet de juger sévèrement ses compatriotes, du moins ne peut-il tolérer la même liberté aux étrangers. Dès lors, si quelqu'un ose écrire ou dire du mal des Français, il le reprendra aussitôt, au risque de leur donner des éloges immérités. Non seulement il exalte les Français contre « ces Teutons barbares⁴ » lorsque l'archidiacre de Mayence raille devant lui la conduite de son roi, mais encore, lui qui n'a jamais reculé à décrire les vices, à raconter les forfaits des croisés, il prendra leur défense avec chaleur contre l'empereur de Constantinople, parce que celui-ci s'était permis, les sachant pillards et ribauds, de les attirer en Orient en leur parlant des richesses des

1. *Monodiae*, III, 4.

2. *Monodiae*, III, 12.

3. Sybel, dans le passage cité plus haut, prétend qu'il est toujours dominé par le souci des intérêts de sa caste et de son état.

4. *Gesta*, II, 1.

gentils et de la beauté des femmes ; Guibert protestait en qualifiant les croisés « d'hommes sages et tempérants, » ce qui, à coup sûr, était exagéré ! Il savait même si bien quels étaient les véritables instincts de ces chevaliers pillards qu'il dut, pour excuser leur conduite, trouver cette ingénieuse explication au plan divin qui avait présidé à la croisade : « Afin d'offrir un nouveau moyen de salut aux chevaliers qui s'entremassaient, Dieu suscita les guerres saintes pour que nos braves guerriers ne fussent pas tous contraints de gagner le ciel en embrassant la vie monastique, mais pussent y arriver en persévérant dans leurs habitudes. »

Indépendamment de ces appréciations exagérées, il est évident que l'œuvre de Guibert a des défauts, des lacunes ; erreurs d'ignorance, inévitables vu l'époque à laquelle il écrivait, erreurs ou confusions explicables par le seul fait qu'il racontait des choses qu'il n'avait pas vues. Il en convient de bonne grâce et va au-devant de l'objection : « Quoique je n'aie pu aller moi-même à Jérusalem, dit-il, ni connaître les personnages et les lieux dont il est ici question, l'utilité de mon travail ne saurait en être diminuée ¹ ». Lorsqu'il se trompe ², ce qui peut arriver au plus savant, ce sera du moins de bonne foi : « Si l'on reconnaît, dit-il ³, des choses rapportées autrement qu'elles n'ont été dans la réalité, vainement un rusé censeur voudrait-il m'accuser de mensonge, car je prends Dieu à témoin que je n'ai absolument rien dit dans l'intention de tromper ; est-il donc étonnant que nous nous trompions... ? » « Qu'on ne nous accuse pas trop légèrement, ajoute-t-il, si nous nous trompons par ignorance ; la seule chose digne d'un blâme irrémissible est de tresser volontairement des faussetés ⁴. » Et il se rend parfaitement compte des causes d'erreurs auxquelles il se heurtera : les « grandes difficultés » qu'il a rencontrées « au sujet des noms d'hommes, de provinces et de villes ⁵, » les erreurs mêmes qu'il a reconnues dans les *Gesta* et qu'il n'a pu contrôler, l'absence de connaissances précises qu'on avait alors sur la géographie « de ces pays si éloignés et par conséquent mal con-

1. *Gesta*, IV, 1.

2. Attribution à Nicomède, ami de César, de la fondation de Nicomédie. Confusion de Neapolis et *Emmaüs* (cf. Thurot, *op. cit.*).

3. Préface.

4. Aussi, lorsqu'il est amené à reproduire dans son récit des fables auxquelles il ne peut accorder créance, il ajoute : « J'ai dit ces choses, non comme ayant un fond de vérité, mais pour satisfaire au goût du vulgaire qui aime ce qui est étrange. »

5. Préface.

nus, » enfin l'évolution même des temps qui fait nommer autrement à quelques siècles de distance les mêmes choses et facilite par là les confusions. Non seulement il sera de bonne foi dans ses erreurs, mais encore il avoue naïvement ses ignorances : « Si je ne me trompe, dit-il, cet homme s'appelait Tetiges ¹, » et ailleurs : « J'ai longtemps hésité au sujet du nom de l'évêque du Puy, à peine en ai-je pu être assuré quand je suis arrivé au bout de mon ouvrage ². »

IV.

Guibert de Nogent ne nous expose pas seulement comment il comprend la recherche de la vérité historique ; il a aussi une conception très nette du travail de l'écrivain. L'histoire étant une œuvre littéraire destinée au public qu'elle instruira, il faut que l'historien ait un certain souci de la forme ; la sèche érudition « dégoûtera le lecteur. » C'est même là une des raisons qui l'ont poussé à refaire l'œuvre de l'Anonyme, « écrite en termes plus négligés que de raison, qui souvent offensent les règles de la grammaire et sont capables par leur insipidité de dégoûter fréquemment le lecteur. » Le public « s'endormira ou se moquera » devant un récit « peu soigné, » lorsque « l'histoire qu'on raconte se traîne péniblement, » en présence « d'un méchant discours où l'on reconnaît qu'il eût fallu traiter le sujet d'une tout autre façon. »

Sa forte culture, la parfaite connaissance de la langue latine qu'il avait acquise au couvent de Saint-Germer en dépouillant toute la littérature ancienne dont il avait les manuscrits sous la main, lui permettaient de prétendre faire mieux que l'Anonyme ; il aurait regretté « de ne pas raconter, non comme il aurait dû, mais comme il aurait pu, la gloire de son temps et d'en abandonner l'histoire à la rouille d'un écrit tout à fait mal rédigé. »

Que fallait-il donc faire pour accomplir une œuvre parfaite, « dans laquelle il eût pu offrir un modèle pour réformer les autres ? »

La plupart de ses amis lui conseillaient d'écrire en vers, « sachant que dans sa jeunesse il s'était livré à ce genre d'exercice, plus peut-être qu'il n'aurait dû. » Mais, « plus avancé en âge et en expérience, » il a compris « qu'il ne fallait point dire ces choses en un langage sonore ni employer le retentissement de la poésie ³, »

1. *Gesta*, IV, 4.

2. Préface.

3. Plusieurs passages de son livre sont d'ailleurs écrits en vers.

mais prendre « un ton plus grave, pour écrire convenablement sur un pareil sujet. » Qu'est-ce que ce « ton plus grave? » et, puisqu'il adoptait la prose, quel style lui semblerait « convenable pour traiter un pareil sujet? »

Tout pénétré encore de la conception rhétoricienne et romaine que s'étaient faite de l'histoire les auteurs latins, il était tenté d'y voir une œuvre d'art, un exercice oratoire plutôt qu'un travail d'érudit; il considérait que, dans certains sujets, « la narration doit être fleurie; » que, dans d'autres, « il faut mettre de la faconde et une ingénieuse variété. » De ce que Tite-Live avait fait un ouvrage de style brillant et soutenu, dans lequel les personnages prononcent les discours qu'ils auraient pu tenir et non ceux qu'ils ont tenus, Guibert, ignorant la sténographie, prête de même à ses héros des discours imaginaires et voudrait faire une œuvre à la fois épique et oratoire. « Il faut, dit-il, raconter les faits de la guerre avec l'apreté de paroles qui convient et les choses divines avec un style sublime afin que l'œuvre satisfasse à cette double condition : que le dieu de la guerre ne trouve rien dans ces récits qui soit indigne de ses exploits et que la sagesse de Mercure n'y rencontre rien de contraire à la gravité du sujet traité. »

Heureusement, Guibert n'a pas tenté d'exécuter cet audacieux projet; il ne put, de son propre aveu, réussir à mettre en pratique ces préceptes de rhéteur. Tout ce qu'il espère réaliser, c'est cette perfection de forme suffisante pour ne pas ennuyer le lecteur; il l'acquerra « en évitant une diction commune et négligée, » au risque de tomber parfois dans l'obscurité ou la préciosité. Il poussera le souci de la forme jusqu'à faire rimer ses fins de phrases. Enfin, s'il ne parvient pas « à offrir dans cette histoire un modèle pour réformer les autres, » il l'écrira du moins « comme il aurait voulu qu'un autre l'eût écrite pour lui. »

S'il n'a pas réalisé l'idéal qu'il s'était proposé, il demande au lecteur « quelque indulgence pour les négligences qu'on rencontrera dans son style, car il n'a eu pour composer que le temps¹ qu'il fallait pour écrire, » parce qu'il « n'a pu corriger ses tablettes; » et qu'enfin « ce parchemin est écrit dans l'état où il s'est trouvé, honteusement couvert de ratures. » Cette modestie est feinte. Son style est plus poli et recherché qu'il ne le dit, et l'aveu de ces nombreuses ratures infirme ses déclarations sur « la négligence » avec laquelle il aurait composé son livre.

1. Guibert exagère. Il a mis assez longtemps à écrire ses *Gesta*.

V.

Comment arrivera-t-il à accomplir cette œuvre ? à triompher des obstacles qu'il rencontrera ? D'abord, il se sent guidé par Dieu. Dieu, qui avait « daigné lui accorder la faveur d'écrire sur un tel sujet, » saura lui permettre d'en faire un monument digne de lui ; « Dieu, qui avait guidé ses serviteurs dans cette expédition à travers tant de dangers, saura bien lui faire connaître la vérité sur les événements passés, de la manière qui lui conviendrait le mieux ¹, et lui accorder les convenances de langage selon les convenances du sujet. » Dès lors, que lui importe « d'être moqué de tous ? » Il « dédaignera, » en face de sa pieuse entreprise, « les éclats de rire et les plaisanteries du public. »

Il prévoit les critiques et répond d'avance aux objections. « Si quelqu'un rit de mon livre, dit-il, qu'il se garde de blâmer celui qui agit selon ses facultés et dans de bonnes intentions ; » et il ajoute, avec fierté : « Si quelqu'un le méprise absolument, au lieu de s'en tenir à une vaine dispute de mots, qu'il refasse donc ce que j'ai fait et me donne un modèle pour bien écrire. » Il revient sur cette idée dans le courant de son ouvrage et propose alors au critique qui le dédaigne « ou de corriger ses écrits, si cela lui convient, ou d'écrire lui-même s'il est trop mécontent. » Comme il a reconnu avec une parfaite bonne foi ses imperfections et les défauts inévitables de son œuvre, il déclare que « personne n'a le droit de se moquer de l'entreprise qu'il a tentée. » Enfin, ce n'est pas sans une certaine vanité qu'il ajoute « que, si quelqu'un l'accuse d'avoir écrit d'une manière obscure, il craigne de signaler lui-même la nullité de son intelligence, car pas un homme versé dans les lettres ne peut lui faire ce reproche. »

D'ailleurs, que lui importe l'opinion d'autrui ? Il écrit pour Dieu, qu'il veut glorifier, et pour lui-même. Il considère que ce travail, qui exerce son esprit, pourra « produire pour lui certains profits spirituels², » et, en écrivant, « il bannit les hommes de sa pensée, ne

1. Il ne faut pas voir dans cette expression une intention de falsifier l'histoire au profit même de Dieu. Ce qui convient à Dieu c'est, avant tout, la vérité. Mais ici il se place au point de vue du style, et « la manière qui convient le mieux » signifie le style le mieux adapté.

2. Il exposa la même idée dans l'Histoire de sa vie à propos du traité de théologie qu'il avait écrit quand il était encore novice à Saint-Germer. Son abbé avait vu d'un mauvais œil qu'il entreprit de commenter la Genèse, mais il s'attacha à ce travail à cause de l'« avantage personnel » qu'il en tirait.

cherchant, dans ces occupations, que son avantage particulier, sans se soucier du tout de plaire aux autres. » Il sait bien qu'il ne pouvait être ni parfait ni complet. Mais il a une réponse toute prête pour ceux qui le lui reprocheraient : « Que ceux qui le voudront, dit-il, disent que j'ai omis plus de choses que je n'en ai rapporté; j'aime mieux être trop concis que trop long. Si quelqu'un connaît d'autres faits, qu'il les écrive comme il le trouve bon. »

Ce dédain de la critique et du « qu'en dira-t-on » est remarquable à une époque où chacun écrivait pour défendre une politique ou soutenir un protecteur. Il fallait du courage à un moine du ^{xii}^e siècle pour appliquer une pareille méthode, sans se soucier de ne pas blesser ou mécontenter tout le monde, depuis le pape jusqu'aux vilains, en passant par la royauté, la noblesse et le clergé. Mais Guibert s'en inquiétait peu; il ne prenait en considération ni les richesses, ni la situation de ceux qu'il nous dépeint; et il termine avec une douce philosophie : « En conséquence, j'ai pris mon parti des opinions du monde; et, tranquille et indifférent pour moi-même, je m'attends à être exposé à toutes sortes de propos et comme battu de verges. Je poursuis donc mon entreprise, disposé à supporter avec égalité d'humeur les jugements de tous ceux qui viendront aboyer après moi. »

Combien l'histoire serait plus impartiale, plus juste et plus complète si tous avaient suivi ces préceptes ! Il serait difficile de donner une règle plus sûre de morale, de critique et de méthode historique aux érudits de tous les temps. Si l'on songe à l'époque où Guibert écrivait et aux historiens de son siècle, on comprendra pourquoi nous le plaçons si haut.

Bernard Monod.

CHARLES ENGELBERT OELSNER.

FRAGMENTS DE SES MÉMOIRES

RELATIFS A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

(Suite ¹.)

CV.

Juin 1792. — Par les espions que Lafayette entretient à Vienne, à Berlin, à Londres et dans toutes les parties du royaume, il devait, mieux que personne, être au courant des intentions des cours; il devait connaître l'état déplorable de l'armée, quoi qu'en disent les rapports ministériels. Lafayette savait tout cela, et il s'est tu, de même qu'il connaît les vœux et les intentions du roi et de la reine et qu'il ne dit rien. — Lui, qui s'est si souvent porté garant de leur patriotisme, sait très bien que la cour trahit et ne peut que trahir; néanmoins, il veut qu'on croie le contraire. Comment croire que le roi veuille défendre une Constitution que les derniers événements ont dû lui rendre plus odieuse encore contre des puissances étrangères qui prennent les armes pour les réintégrer dans l'exercice du despotisme? Le roi, qui dissout un ministère patriotique, qui s'oppose à l'érection d'un camp indispensable, qui laisse l'Assemblée ignorer la marche des armées ennemies et l'amuse de serments et de dénonciations contre ses frères, le roi défendrait la Constitution? — Lafayette est un scélérat ou un imbécile.

Combien de temps la majorité de l'Assemblée aura-t-elle la sottise de se laisser mener par le bout du nez? Tout est perdu si les patriotes ne s'emparent pas du gouvernement. Mais c'est à peine si ce peuple frivole songe aux cinquante mille Prussiens qui approchent de la frontière, ou bien pense-t-il que ce soit peu de chose? Maudits endormis!

L'orage s'amasse, terrible, au-dessus de nos têtes, et on parle de tout, sauf de ce qui nous menace, on se promène, on laisse tout aller son train. Ce serait affreux si une si belle cause, servie de si grandes res-

1. Voy. la *Revue historique*, t. LXIII, p. 72 et 297; LXV, 90; LXVII, 321; LXVIII, 70; LXIX, 302; LXX, 68; LXXII, 314; LXXXI, 35 et 301; LXXXII, 53, et LXXXIII, 300.

sources, venait à échouer. La liberté n'est-elle point faite pour des nations civilisées?

Le roi de Prusse vient avec cinquante-deux mille hommes. — Bah! bah! qui vous a fait croire cela? — Vous pouvez en être sûr, dis-je. Mais on prêche dans le désert, on siffle, on chante. Si les Marseillais ne viennent pas, si les Fédérés nous abandonnent, on peut se donner au diable.

CVI.

Les adversaires les plus violents du pouvoir exécutif, les amis les plus zélés de tout système antibourbon, on les trouve dans la dernière centurie, les citoyens non actifs. L'opinion du peuple sur le roi semble ressortir de l'anecdote suivante. Rue Saint-Honore, j'assistai à une dispute entre un garde du roi et un cocher de bonne maison. Je ne sais pas l'origine de la querelle, mais voici à peu près le colloque :

« *Le garde.* — Allons à la section.

« *Le cocher.* — Je n'en ferai rien, vous vous imaginez être un grand seigneur et vous n'êtes qu'un lèche-pieds de l'infâme Veto, du fichu Veto qui met des entraves à tout.

« *Le garde.* — Insolent! attends un peu.

« *Le cocher.* — Et cet habit bleu que vous portez, il n'est même pas à votre maître, c'est la nation qui vous l'a fait faire.

« *Le garde.* — Et celui que vous portez, il est peut-être à vous?

« *Le cocher.* — Il est à mon maître, c'est tout autre chose que le vôtre, c'est un patriote, un bon citoyen, qui a des lumières, de la vertu au service de la nation. Je suis fier de porter l'habit gris qu'il me donne, et je le servirais pour rien s'il avait le malheur de ne pouvoir me donner mes gages. Dites à votre maître de s'occuper du bien de la nation, de ne pas écouter de mauvais conseils, etc. »

La scène avait attiré beaucoup de spectateurs, le garde s'en alla tout honteux, et la foule d'applaudir.

Voilà ce qu'on appelle des jacobinades. Les Jacobins ont, comme je l'ai déjà dit, une puissante arrière-garde, les prolétaires, et si les discordes intestines ne viennent les affaiblir, leur popularité durera encore vingt ans.

Robespierre fait fuir une quantité de gens éclairés. Il veut gouverner, et, par l'influence qu'il s'est acquise, il exerce sur les ignorants, qui constituent la majorité, un vrai despotisme d'opinion. Son éloquence, appuyée sur un fond chétif de principes et de connaissances, mais soutenue par beaucoup de chaleur et des gestes convulsifs, agit autant sur les masses qu'elle fatigue les gens cultivés, et cela surtout depuis que Robespierre a découvert une nouvelle source de sensations dans l'hypocrisie religieuse. Je connais par cœur tous les lieux communs du démagogue, les galeries les connaissent également; à moi, ils me font hausser les épaules, mais ils excitent une joie exubérante chez

les badauds. Voilà comment vont les choses; les enfants aiment qu'on leur ressasse vingt fois la même histoire. J'ai souvent regretté que les gens éclairés, les gens de bien (Robespierre et ses acolytes sont des charlatans, tantôt ignorants, tantôt scélérats) ne se soient pas mis à la tête des différentes sociétés de patriotes et qu'ils n'aient pas eu le courage de recourir aux moyens captieux de la démagogie au profit de la bonne cause. Mais l'honnête homme a horreur de l'intrigue, de l'hypocrisie, de l'exagération, à plus forte raison ne saurait-il y recourir.

CVII.

Fin juin 1792. — Les temps ne sont pas éloignés, dit Rousseau, où le fils d'un duc sera heureux de savoir vivre du travail de ses mains. On trouve des prophéties analogues dans Voltaire et dans Mably. Et ce ne sont pas seulement les philosophes qui ont eu ce pressentiment du renversement du régime féodal; une maîtresse de Louis XV, la comtesse de Châteauroux, à qui le roi doit d'avoir été quelque temps aimé de ses sujets, en parle dans ses lettres avec une profonde conviction. Le roi même demanda avec son apathie habituelle au cardinal Fleury, en réponse à ses remontrances, à combien pourrait s'élever sa pension s'il venait à être destitué. Il croyait assez à la possibilité d'une pareille catastrophe pour amasser un petit pécule, lorsque, dans un âge plus avancé, il afferma son royaume à ses ministres; il y tenait étrangement. Un jour, et le trait est digne de lui, il dit à la Dubarry : demande-moi le bien de tous mes sujets, mais ne demande rien de ma caisse particulière. En d'autres circonstances, il disait souvent : la chose durera-t-elle autant que moi ? La scène à laquelle assista le duc des Deux-Ponts est plus significative encore. Le roi, ses neveux, Louis XVI, alors duc de Berry, et ses frères, les comtes d'Artois et de Provence, allaient, je crois, de Marly à Versailles. Tout à coup la conversation tomba. Le roi regarde tristement ses neveux et verse des larmes. Le duc des Deux-Ponts n'ose pas rompre le silence. Revenu à Versailles, Louis XV (car un roi de France ne se gêne pas pour un duc allemand) se jette accablé dans un fauteuil. « Mais, Sire, qu'avez-vous ? Jamais je n'ai vu Votre Majesté dans un si profond abattement. — Plaignez-moi, duc; l'avenir pèse lourdement sur moi. Mes neveux!!! — Mais il me semble que leur sort n'a rien de lamentable. — Les malheureux enfants!!! — Sire, vous m'étonnez. — Croyez-vous, duc, que les choses puissent aller longtemps ainsi ? Je vous dis que c'est impossible. Que deviendront mes neveux, après ma mort ? Tout sombrera. »

(Sera continué.)

CORRESPONDANCE.

LA MISSION DE PRIEUR DE LA MARNE DANS LE MORBIHAN.

LETTRE DE M. LÉVY-SCHNEIDER.

Lyon, 12 novembre 1903.

Monsieur le Directeur,

Permettez-moi, pour une fois, de faire appel à l'impartialité de la *Revue historique*. Dans les numéros de septembre-octobre et novembre-décembre 1903, la *Revue* contient un travail de M. Bliard sur le *Conventionnel Prieur de la Marne en mission dans le Morbihan*.

Les lecteurs de la *Revue*, n'ayant pas les documents sous les yeux, seraient tentés d'accepter les assertions de M. Bliard. Il n'en sera pas de même de ceux qui ont étudié la question.

M. Bliard examine, nous dit-il, la mission de Prieur de la Marne dans le Morbihan. De quelle mission s'agit-il ? Prieur arriva dans le Morbihan le 20 octobre 1793, déclare l'auteur. C'est vrai. Il en repartit pour suivre les Vendéens en marche sur Granville. C'est encore vrai. Mais à quelle date ? M. Bliard ne le dit pas, et son silence nous laisserait croire que ce départ fut définitif et qu'il n'y eut pas d'autre mission de Prieur dans le Morbihan si, dans les notes, il n'était fait allusion à des mesures de Prieur dans le Morbihan en floréal de l'an II. Or, nous ne savons pas quel jour exactement Prieur quitta le Morbihan pour courir sus aux Vendéens, mais nous constatons que le 25 brumaire il est déjà arrivé à Dinan dans sa recherche de l'armée vendéenne; le 7 nivôse, le Comité de Salut Public lui écrit de retourner dans le Morbihan; le 17 nivôse, il obéit (il était alors à Noirmoutiers) et partage dès lors ses soins entre le Morbihan et la Loire-Inférieure jusqu'au 27 floréal, jour où il arrive à Brest remplacer Jeanbon Saint-André, qui s'embarque sur l'escadre de Villaret-Joyeuse. Il était nécessaire de préciser.

M. Bliard étudie l'action de Prieur dans le Morbihan comme un fait isolé dans un département isolé. Mais il est impossible de la séparer de celle de ses collègues en mission à Brest et auprès de l'armée navale : Jeanbon Saint-André, Bréard et Tréhouart jusqu'en nivôse, Jeanbon, Tréhouart, Laignelot en nivôse, Tréhouart et Laignelot en pluviôse, et de celle de Jeanbon dans les départements maritimes, de ventôse à prairial. Il est également impossible de considérer le Mor-

bihan à part du Finistère, le second tirait ses blés du premier, le port de Brest était solidaire de celui de Lorient (il est vrai que cette considération ne pouvait se présenter à l'esprit de M. Bliard, nous verrons tout à l'heure pourquoi), et toute agitation politique qui troublait l'un des deux départements avait sa répercussion dans l'autre. Par suite de cette erreur d'optique, tous les jugements généraux de l'auteur sont faussés. C'est ainsi que M. Bliard nous présente comme caractéristiques de la politique de Prieur de la Marne dans le Morbihan les procédés par lesquels ce conventionnel épura les autorités constituées, tandis qu'on retrouve ces procédés chez ses collègues dans le Finistère, pour ne pas dire chez beaucoup d'autres sur tous les points du territoire. C'est ainsi qu'il passe sous silence des faits qui eurent une grande influence à cette époque dans le Morbihan, comme les querelles de Bréard, Tréhouart et Prieur de la Marne, les conflits de leurs agents entre eux et avec les agents de Carrier, tout ceci en frimaire, comme le conflit de Prieur et de Jeanbon Saint-André à propos des autorités constituées de Lorient en germinal.

Le travail de M. Bliard prétend nous montrer les actes de Prieur de la Marne dans le Morbihan. Pourquoi n'y trouve-t-on qu'une ligne sur ce qu'a fait ce représentant à Lorient? Lorient était cependant de beaucoup la ville la plus importante du Morbihan. Ce n'est pas sans doute l'avis de M. Bliard : quand il cite des localités importantes, il s'agit de Vannes, Pontivy, Auray, Hennebont exclusivement. Et cette lacune en détermine une plus grave. M. Bliard reconnaît qu'il y avait dans le Morbihan des communes montagnardes, il nous les indique, ce ne sont que des villages. Mais n'y avait-il pas un centre d'ardents montagnards? Les ouvriers de l'arsenal à Lorient ne constituaient-ils pas un groupement considérable de Jacobins? M. Bliard, dans les quelques mots qu'il consacre à cette ville, nous assure que les montagnards y étaient si faibles numériquement qu'il avait fallu laisser cumuler à quelques-uns toutes les fonctions. Pas du tout. Si quelques-uns, les meneurs du club et du Comité de Surveillance, cumulaient toutes les fonctions à Lorient, c'est qu'ils faisaient preuve malheureusement d'une ambition et d'une avidité que Jeanbon Saint-André fut obligé de réprimer. Les archives de la Marine, la correspondance des représentants, les registres du club de Lorient, les Archives municipales de Brest, si riches pour toute cette période, et que M. Bliard paraît ignorer, lui donnent sur cette question un démenti formel.

Ce n'est pas tout. Indépendamment de ses agents pris dans les administrations locales et dont nous parle M. Bliard, Prieur de la Marne avait des collaborateurs dont les noms appartiennent à l'histoire générale et qu'il écoutait bien davantage à raison de leur situation dans le monde politique d'alors. M. Bliard nomme Jullien de Paris. Mais d'où venait-il, à quel titre était-il dans le Morbihan, combien de temps y est-il resté, qu'y a-t-il fait exactement? Mystère. Le nom de Vérité Corbigny est prononcé, rien de plus. Silence complet sur Hector Bar-

rère, le cousin du conventionnel, et sur Guermeur, l'agent du Conseil exécutif. Une allusion vague au tribunal révolutionnaire de Brest ne suffit pas, car ce tribunal aida Jeanbon Saint-André à contenir l'arbitraire de certaines créatures de Prieur dans le Morbihan.

Dans les détails même, pareille négligence. M. Bliard nous présente (p. 234) Marion, l'accusateur public du tribunal criminel du Morbihan ; il s'étonne que Marion ait refusé une première fois cette place d'accusateur public, puis le personnage disparaît de son récit sans que nous apprenions ce qu'il est devenu par la suite. Mais, le 6 floréal, Marion sera nommé second substitut au tribunal révolutionnaire de Brest et il refusera, il n'acceptera que le 26 prairial le poste de troisième substitut, et, en l'an III, le 4 messidor, inculpé à raison de ces fonctions, il publiera pour sa défense un mémoire d'où il résulte que son premier mouvement était toujours d'esquiver les responsabilités.

Et M. Bliard ne cite nulle part la publication de M. Aulard, *les Actes du Comité de Salut Public*, qu'il n'est pas permis de passer sous silence dans une pareille question à moins de parti pris. Les actes du Comité de Salut public ne sont pas « des décrets » (p. 41, note 7), mais « des arrêtés ; » de même les actes des conseils généraux de départements (p. 54). L'auteur (p. 41) assure que la présence de Prieur dans le Morbihan en brumaire paraissait « sans objet ; » pourtant (p. 38, note 1), il nous a dit que Prieur fut envoyé dans ce département par ses collègues de Brest sur de mauvaises nouvelles qu'on en avait reçues, et effectivement un soulèvement de paysans venait d'y éclater. A chaque instant, M. Bliard nous laisse dans le vague : « On » écrit à Prieur (p. 46), Prieur écrit à « un des commissaires de la Convention dans le Morbihan » (p. 48), « un peu plus tard, » Prieur veut traduire des inculpés au tribunal révolutionnaire de Brest.

Il y a plus grave : M. Bliard énumère les rigueurs de Prieur de la Marne dans le Morbihan et il fait abstraction de tout ce qui les explique, sauf de l'insurrection fédéraliste. Tout naturellement, à la suite, il blâme les actes de Prieur, représente le conventionnel et ses acolytes comme coupables d'une politique agressive vis-à-vis de populations innocentes et fait comprendre que ces populations s'en sont justement irritées. Cela, il l'insinue constamment au cours de son récit, et, pour laisser le lecteur sur cette impression, il termine sur ces paroles : « C'est donc, en grande partie, aux fonctionnaires nommés par Prieur, à leurs imitateurs et agents que cette malheureuse région dut tant d'incendies, de pillage et de meurtres, cortège obligé de la guerre civile. » Oui, il y eut des erreurs et des abus de pouvoir à l'actif des agents du conventionnel, et je l'indique moi-même ci-dessus. Mais n'y avait-il pas eu, dans le Morbihan, près de la Roche-Bernard, en mars 1793, un soulèvement de paysans conduit par un capitaine de vaisseau, Duplessis-Grénédan, que le ministre de la Marine eut ensuite la naïveté de placer au commandement d'un navire de guerre jusqu'au jour où Jeanbon Saint-André l'envoya au tribunal révolutionnaire ? En brumaire, Prieur

n'allait-il pas dans le Morbihan pour combattre un nouveau soulèvement de paysans et l'approche des Vendéens ne déterminait-elle pas dans ce département des menées royalistes très inquiétantes? N'a-t-il pas fallu en frimaire détacher, pour réduire les insurgés du Morbihan, un corps de 3,000 hommes avec le général Tribout? N'y a-t-il pas eu en ventôse, dans le Morbihan, un troisième soulèvement qui a débuté par l'assassinat d'administrateurs de communes et d'acquéreurs de biens nationaux, et, immédiatement après, la chouannerie n'a-t-elle pas commencé dans ce département ses actes « de pillage et de meurtres » au nom de la bonne cause? Quoi d'étonnant que les colères des révolutionnaires se soient exaspérées dans ces conditions? Le silence de M. Bliard à ce propos est bien fâcheux : on pourrait y voir une application particulière du système employé avec succès depuis un siècle pour représenter les hommes de 1793 et de l'an II comme des énergumènes aux colères non motivées.

Permettez-moi d'espérer, Monsieur le Directeur, que vous voudrez bien insérer cette lettre, malgré sa longueur, et veuillez accepter, avec tous mes remerciements, l'expression de mes respectueux sentiments.

L. LÉVY-SCHNEIDER,
Docteur ès lettres.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

LA RÉFORME DE L'ÉCOLE NORMALE¹.

Un décret du Président de la République, rendu en conformité d'un rapport du ministre de l'Instruction publique, à la suite d'une réunion tenue au ministère le samedi 7 novembre dernier, à laquelle ont pris part, avec le Ministre, MM. Appell, Bayet, Boissier, A. Croiset, Lavis, Liard, G. Perrot, Rabier et J. Tannery, a modifié l'organisation de l'École normale supérieure. Voici les principales

1. M. Lanson a publié dans la *Revue de Paris* du 1^{er} décembre un article sur la *Réorganisation de l'École normale*, plein d'observations fines et intéressantes, mais dont l'idée centrale me paraît discutable. Il veut que *tout* l'enseignement scientifique soit remis à l'Université, que l'enseignement de l'École normale soit exclusivement professionnel, et que cet enseignement professionnel soit concentré en troisième année. Dès lors, les deux premières années d'École n'existeront pas pour les externes, qui seront simplement des boursiers de la Faculté, et, pour les internes, l'École, pendant deux ans, ne sera qu'une auberge. Dans ces conditions, la seule solution pratique et équitable serait de réduire le temps de l'École normale à un an et d'y appeler *tous* les diplômés d'études supérieures de la France entière sans distinction. Ce serait logique, mais aurait beaucoup d'inconvénients. Je ne crois pas qu'il soit bon de séparer ainsi le *scientifique* et le *professionnel*, de laisser croire que la préparation professionnelle ne doit pas être aussi scientifique. Je crois dangereux de faire de *toute* la troisième année, où les candidats à l'agrégation sont hypnotisés par la préparation du concours, une année de stage. Le stage en pâtira. Quant à le faire entrer en ligne de compte dans le concours, c'est impossible. Pour les Universités, même pour celle de Paris, il serait dangereux de leur faire croire qu'elles n'ont à se préoccuper que de la science, et non de la vie, qu'elles sont de petits Collèges de France. Elles tomberaient dans une indifférence presque complète à l'égard des étudiants en tant qu'étudiants et hommes, et les professeurs ne se préoccuperaient plus, comme c'est déjà trop souvent le cas, que de leurs travaux personnels.

M. Lanson, dans son article, donne une statistique de l'agrégation à laquelle il manque un élément essentiel pour qu'on puisse en tirer les conclusions qu'il convient. Il montre que l'École normale et la Sorbonne font recevoir à l'agrégation, chaque année, un nombre à peu près égal d'élèves. Il oublie de dire que l'École présente à l'agrégation sept ou huit fois moins de candidats que la

dispositions de ce décret, qui entrèrent en vigueur le 4^{er} novembre 1904 :

Art. 4. — L'École normale est réunie à l'Université de Paris, tout en conservant son budget et la personnalité civile.

Art. 2-3-4. — Le directeur et le sous-directeur seront nommés pour cinq ans par décret sur deux listes de présentation dressées par le Conseil de l'Université et par la Commission permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique. Ils siégeront avec voix délibérative dans le Conseil de l'Université et ceux des Facultés des lettres et des sciences.

Art. 5-6-7. — Les élèves seront toujours recrutés au concours, mais en nombre égal au nombre moyen des agrégés reçus chaque année. Ils seront les uns externes, les autres internes.

Art. 40. — L'enseignement de l'École sera donné par des professeurs, chargés de cours et maîtres de conférences de l'Université, investis d'une délégation temporaire.

Le rapport du ministre donne à entendre que la partie scientifique de l'enseignement sera donnée à l'Université, la partie professionnelle à l'École même; que, de plus, les élèves de l'École, indépendamment de l'enseignement qu'ils recevront et des exercices qu'ils suivront à l'École, seront astreints à un stage professionnel prolongé dans les lycées sous la double direction des professeurs des lycées et de ceux de l'École.

Rien n'est changé et rien ne sera changé, espérons-le, au nombre des années d'École. Il faut, de plus, si l'on veut que la nouvelle organisation donne des résultats satisfaisants, que le concours d'entrée assure aux élèves de l'École le grade de licencié, afin que leurs trois années puissent être entièrement vouées à leur travail scientifique et professionnel¹.

Sorbonne, que la plupart des candidats de l'École sont reçus à leur premier concours, ce qui est un fait rare pour les élèves de la Sorbonne. En 1903, en histoire, l'École a eu 6 élèves reçus sur 6, la Sorbonne 3 sur 40, la province 1 sur 30. Cela montre beaucoup moins la différence de la valeur intellectuelle des candidats que la valeur de la préparation reçue par les élèves de l'École à l'École et avant l'École. C'est cette préparation qu'il faut avant tout, non seulement conserver, mais étendre.

1. On ne doit pas oublier que, lorsque les Universités ont été réorganisées, le gouvernement a proposé à l'École normale de supprimer pour les élèves de l'École l'obligation de se présenter à la licence, en considérant, ce qui était vrai, l'examen d'entrée comme plus difficile que la licence même. M. Fustel de Coulanges, alors directeur de l'École, par une aberration incompréhensible, refusa cet avantage sans consulter aucun des professeurs de l'École. Si cette heureuse mesure avait été prise dès 1882 ou 1883, l'École

L'idée première qui a inspiré ce décret est d'une incontestable justesse. Il y avait quelque chose de tout à fait anormal dans le fait qu'après avoir reconstitué l'enseignement supérieur, qui a pour objet de former à la fois l'élite intellectuelle du pays, et des magistrats, des médecins et des professeurs, l'École normale, qui est en théorie la principale pépinière des professeurs de nos lycées, fût tout à fait indépendante des Universités et pour ainsi dire une rivale¹. Cette séparation était d'autant plus absurde que, pour les sciences, elle était beaucoup moins marquée que pour les lettres. Cette séparation enfin avait amené des conséquences pratiques invraisemblables. Les professeurs de l'École normale, à qui l'on a conservé le nom de maîtres de conférences attribué en même temps aux jeunes maîtres, non encore docteurs, attachés aux Universités par des délégations annuelles, sont considérés comme des membres de l'enseignement secondaire, bien qu'ils soient recrutés d'ordinaire parmi les membres les plus distingués de l'enseignement supérieur, et qu'ils donnent un enseignement identique à celui des Universités, avec cette seule différence qu'il est beaucoup plus complet et plus absorbant (150 à 160 heures de cours par an contre 50 à 60 exigées des professeurs de l'Université de Paris) et beaucoup moins rétribué (10,000 fr. au lieu de 12,000 et 15,000). Les professeurs de l'École ne réclamaient pas contre cette inégalité de traitement, parce qu'ils ont toujours plus songé à leurs devoirs qu'à leurs droits, mais ceux qui étaient consciencieux succombaient parfois sous le poids, et, s'ils avaient l'ambition de la production scientifique, ils cherchaient à échapper à l'École, pour aller à la Sorbonne ou au Collège de France. Aussi la réforme actuelle répond-elle aux vœux conscients ou inconscients de tout le personnel enseignant de l'École.

Ce premier point bien établi, cet excellent principe du rattachement de l'École normale à l'Université de Paris une fois mis en pratique, quels seront les résultats de la réforme au point de vue des études et au point de vue de la préparation des futurs professeurs? Tout dépendra en effet, à cet égard, de l'application du nouveau régime, et cette application est encore dans le vague. Nous indiquerons aussi brièvement que possible dans quel sens cette délicate question nous paraît devoir être résolue. Nous le ferons avec une entière franchise,

normale aurait pu se transformer graduellement dans des conditions bien meilleures que celles où elle va se transformer aujourd'hui.

1. Il existe encore une autre anomalie, c'est que les ingénieurs de l'État soient formés à l'École polytechnique, sous les ordres du ministre de la Guerre, pêle-mêle avec les artilleurs et les officiers du génie. Cette anomalie disparaîtra sans doute prochainement.

en nous excusant d'avance si ce que nous dirons peut choquer les uns ou les autres. En pareille matière, l'important est de dire clairement ce qu'on pense ¹.

Le but qu'on doit se proposer avant tout est de ne pas affaiblir notre enseignement, de le fortifier au contraire, de ne rien laisser perdre des services que l'École normale actuelle rend à l'instruction publique.

Quels sont ces services? L'École normale, à l'heure actuelle, est une petite Université, dont tous les étudiants se destinent à l'enseignement. Je n'hésite pas à ajouter que, de toutes les Universités, c'est celle où, malgré le petit nombre des professeurs qui lui sont spécialement attachés, les étudiants trouvent l'enseignement le plus complet, le mieux coordonné et le plus efficace. Les élèves de sciences profitent de tous les cours généraux de l'Université de Paris et reçoivent à l'École, dans leurs conférences et leurs laboratoires, la préparation pratique et professionnelle dont ils ont besoin pour devenir à la fois des savants et des professeurs. Les élèves de lettres trouvent, à l'École même, à la fois des cours généraux qui les orientent dans toutes les directions et leur fournissent l'essentiel des connaissances nécessaires à leur spécialité linguistique, historique ou philosophique, des cours spéciaux où ils apprennent à approfondir par des études critiques des points particuliers de cette spécialité, des conférences pratiques où ils expliquent des textes, soumettent des travaux à l'examen de leurs maîtres et de leurs camarades, s'exercent à la parole et à l'enseignement. En outre, ils vont chercher à la Faculté des lettres, à l'École des hautes études, au Collège de France, des compléments d'instruction et de direction sur telle ou telle branche du savoir humain. Enfin, les élèves de sciences et de lettres font pendant quinze jours, en troisième année, un stage d'enseignement dans les lycées.

1. Il semble résulter d'une enquête faite par le journal *le Temps* que la réforme a été en général bien accueillie, sans paraître toutefois très claire à tout le monde. Deux des professeurs enquêtés ont émis l'opinion singulière que la réforme aurait dû consister à faire de l'École une pépinière pour l'enseignement supérieur, comme si un concours entre des jeunes gens de dix-huit à vingt ans, suivi de trois ans d'internat, pouvait faire une pareille sélection et préparer à coup sûr des savants. Du temps où j'étais à l'École, M. Nisard avait l'habitude de nous dire : « Soyez convaincus que la majorité d'entre vous est de talent moyen et n'est pas destinée à briller. Mais tous vous pouvez être utiles; c'est là votre mission. » Je n'ai jamais oublié ces paroles de saine pédagogie et me suis efforcé d'en faire mon profit. Un des partisans de cette idée peu raisonnable d'une École normale de savants la comparait à l'École de guerre. Mais l'École de guerre est une École professionnelle, non une École scientifique.

De même que nulle part l'enseignement supérieur n'offre autant d'homogénéité et de force qu'à l'École normale, que nulle part la culture scientifique des professeurs n'est aussi étroitement associée à leur préparation professionnelle, de même c'est l'École normale qui, incontestablement, a continué à fournir à nos facultés et à nos lycées la majorité de leurs professeurs les plus distingués, et c'est elle qui tient la tête dans les examens d'agrégation¹. De tout aussi distingués, je le reconnais, sont sortis directement des Facultés, et leurs noms sont dans toutes les bouches, mais ils forment une minorité. Pré-tendre, comme on l'a fait quelquefois, que l'École normale a déserté sa mission, a perdu de vue le devoir de former des professeurs de lycées pour ne s'occuper que de former des savants est une grossière injustice. Il est très vrai que l'École est loin de donner à ses élèves une préparation professionnelle suffisante, et nous y reviendrons tout à l'heure, mais cela tient uniquement à l'impossibilité de faire, pendant le temps dont on disposait, autrement et plus qu'on ne faisait et non à l'esprit qui animait les professeurs et les élèves. Si je considère la catégorie d'élèves qui a fourni le plus grand nombre de professeurs à l'enseignement supérieur, les historiens, pendant une période de onze ans, de 1880 à 1890, quels résultats me donne la statistique? Sur soixante-deux élèves, six sont morts, dont cinq professeurs de lycées; cinq ont quitté l'enseignement, l'un est peintre, un autre journaliste, un autre industriel, un quatrième littérateur, le cinquième est géographe et est en congé, mais il rend aux études et aux professeurs de géographie des services immenses par la revue bibliographique qu'il fournit aux *Annales de Géographie*. Trois autres, sans avoir quitté le service de l'État, sont, l'un directeur général des Archives, le second directeur du service des antiquités en Tunisie, le troisième inspecteur d'Académie. Un ancien élève, n'étant pas arrivé à l'agrégation, s'occupe d'enseignement secondaire comme professeur libre. Sur les quarante-sept restants, vingt-trois sont professeurs dans les lycées et ne songent pas à les quitter, vingt-quatre sont professeurs de Faculté, après avoir tous enseigné dans les lycées, sauf trois ou quatre membres des Écoles de Rome et d'Athènes. La statistique des lettres, de la grammaire et de la philosophie donne une proportion plus forte encore de professeurs de lycées. Y a-t-il quelque bon sens ou quelque loyauté après cela à dire que l'École normale ne réussit à former que des journalistes, des litté-

1. On lira avec intérêt, dans le rapport de M. Simyan sur le budget de l'Instruction publique de 1904, les excellentes pages sur l'École normale, et aussi les judicieuses et courageuses observations sur les erreurs commises dans l'application de la récente réforme de l'enseignement secondaire.

rateurs ou des érudits, et ne fournit pas à l'enseignement secondaire les auxiliaires qu'elle leur doit ?

D'où vient la force de l'École et la supériorité des résultats qu'elle obtient ? D'abord de son concours d'entrée, difficile en lui-même, rendu plus difficile par le nombre des concurrents, qui fait arriver à l'École la majorité des plus distingués parmi les jeunes gens qui se destinent au professorat. Puis c'est le travail en commun, la vie en commun qui crée entre eux une perpétuelle émulation, une excitation et un enrichissement intellectuel permanents, par les conversations quotidiennes, si bien qu'on a pu dire quelquefois que cet enseignement mutuel involontaire était la partie la plus féconde de l'enseignement de l'École. C'est enfin les rapports intimes, fréquents, avec des professeurs qui, pour la plupart, donnent à leurs élèves la plus grande partie de leurs pensées, de leur temps, de leurs forces, qui exercent sur eux une direction de tous les instants. Aussi est-ce surtout à l'École normale qu'on trouve des étudiants qui se considèrent comme ayant été, dans toute la force du terme, les élèves de tel ou tel maître.

L'École se trouve, par là même, exercer une influence bienfaisante sur l'enseignement tout entier. La préparation pour son concours d'entrée assure à une foule de jeunes gens une culture solide, grecque et latine, littéraire, philosophique, historique, que sans cela ils ne se donneraient pas la peine d'acquérir. Les normaliens contribuent à maintenir très élevé le niveau de l'agrégation, et les Universités de province s'efforcent de fournir à leurs élèves, dans la mesure du possible, l'équivalent de ce qu'ils trouveraient à l'École.

A côté de ces incontestables mérites de l'École normale, quels reproches peut-on lui adresser ? Nous avons déjà dit qu'il y a quelque chose d'absurde, après avoir réorganisé les Universités, à laisser subsister à part, à côté d'elles, une petite Université modèle de cent internes, qui profitent de tous les avantages offerts à leurs camarades et qui ont en plus des avantages appartenant à eux seuls, et que cette petite Université soit censée être le séminaire pédagogique des futurs agrégés, alors qu'on reçoit chaque année un nombre d'agrégés triple du nombre des normaliens. De plus, ces normaliens, obligés de passer la licence après leur première année, de faire des études communes de littérature, d'histoire et de philosophie en seconde année, ont juste le temps de préparer leur agrégation la troisième année, et il ne leur en reste pas pour étudier sérieusement les questions d'enseignement, ni pour être soumis à un stage sérieux.

Il faut donc trouver moyen de ne pas sacrifier les services que rend actuellement l'École et de corriger les inconvénients que je

viens de signaler. La nouvelle organisation nous semble offrir le moyen d'obtenir ces deux résultats. Je viserai, dans les détails que je vais donner, la section des lettres. Mais je pense que ce que je dirai des lettres peut aussi s'appliquer aux sciences.

Le concours d'entrée sera conservé; il offrira seulement un plus grand nombre de places aux candidats¹. Il continuera à exercer une influence salubre sur les études antérieures des candidats, surtout si on limite à deux le nombre de concours auxquels on pourra se présenter. On ne verra pas des malheureux trainer trois et quatre ans dans les rhétoriques supérieures; le concours ne sera plus encombré de nullités ignorantes, et on ne verra plus aussi des médiocrités forcer les portes de l'École à grand renfort d'exercices scolaires et de travail de mémoire.

Les élèves reçus, internes et externes, seront, d'après les termes du décret, de soixante environ pour les lettres et de quarante environ pour les sciences. Il serait impossible, dans les conditions actuelles où peut se donner l'enseignement, d'assurer à un plus grand nombre d'élèves la préparation nécessaire, et ces rapports personnels entre eux et avec leurs maîtres qui sont une partie essentielle de la vie de l'École. De plus, ce nombre limité d'élèves conservera comme élèves aux Facultés de province le nombre de candidats à l'enseignement qui est indispensable à leur activité. Il faudra ramener aux Facultés de province tous les candidats à l'enseignement qui auront échoué deux fois au concours de l'École.

Il faut en outre, comme je l'ai dit plus haut, que les élèves reçus soient considérés comme licenciés. De la sorte, ils pourront, dès la première année, tout en poursuivant des études générales si cela leur plaît, recevoir une préparation scientifique en vue de leur spécialité, commencer à travailler les matières du diplôme d'études supérieures, s'exercer à la parole, suivre des conférences de pédagogie théorique. Le diplôme d'études supérieures devra, à mon avis, être passé à la fin de la seconde année. Mais, dès cette seconde année, tout en continuant leur préparation scientifique, les élèves

1. Il devra y avoir un concours spécial pour chaque catégorie de candidats : lettres, philosophie, histoire et langues vivantes. Cela est nécessaire à deux points de vue : d'une part, parce que l'on prendra pour base du nombre des entrées celui des candidats reçus chaque année à l'agrégation. Il importe par conséquent de ne pas risquer d'avoir une année vingt historiens ou philosophes et l'autre cinq; d'autre part, parce qu'il faut pouvoir accepter en langues vivantes, peut-être en histoire, des candidats ignorant le grec. Si on organise un concours unique, organisé de telle façon que les élèves des sections A, B, C, D, sans distinction, puissent s'y présenter, c'est la fin de toute étude sérieuse.

devront être exercés de temps à autre à l'enseignement dans les lycées. Les mois de novembre et décembre de la troisième année seraient consacrés à un stage continu et les mois de janvier à juin à la préparation exclusive de la partie professionnelle du concours d'agrégation.

Comment, maintenant, sera réparti l'enseignement entre l'Université et l'École normale? A l'Université se donneront tous les cours généraux ainsi que les cours spéciaux qui doivent s'adresser à un nombre relativement considérable d'étudiants, et qu'il n'y a nulle raison de réserver aux normaliens. L'organisation de la nouvelle École normale pourra même fournir l'occasion d'introduire un peu plus de méthode dans la répartition de l'enseignement de l'Université, laissé un peu trop, dans tout ce qui n'est pas préparation aux examens, à la fantaisie et aux convenances individuelles. Les conférences qui se feront à l'École même seront naturellement les conférences spéciales de pédagogie pour chaque branche d'enseignement, puis aussi toute une série de conférences d'un caractère scientifique autant que professionnel, critique et explications de textes, études de questions spéciales d'histoire, de philosophie et de littérature réservées à chacun des groupes de normaliens. Il est essentiel, en effet, pour la saine préparation des futurs professeurs, qu'ils ne croient jamais que la préparation scientifique peut être séparée de la préparation professionnelle et aussi que leurs maîtres puissent, dans des conférences réservées aux seuls normaliens, exercer sur eux une direction intellectuelle dans la recherche désintéressée de la vérité scientifique.

L'examen pour le diplôme d'études supérieures sera passé à l'Université, car on ne peut le réserver exclusivement aux normaliens, et il faut aussi que ceux-ci puissent préparer des thèses sous la direction de n'importe lequel des professeurs de l'Université. Mais il sera bon que l'Université adopte, pour cet examen du diplôme, la forme et la durée mises en pratique à l'École normale. Les examens du diplôme sont actuellement, à l'Université, expédiés trop rapidement.

Je n'ignore pas les objections qui peuvent être faites à ce plan; mais je n'ai pas le temps de les discuter en ce moment. La principale est qu'il sera difficile d'obtenir des professeurs de l'Université, même en les dispensant de leurs vingt jours de baccalauréat et des examens de licence, qu'ils fournissent régulièrement de novembre à juillet quatre heures de cours et conférences par semaine, au lieu de deux qu'ils donnent aujourd'hui de décembre à mai. C'est cependant indispensable. On ne peut pas répartir l'enseignement entre un nombre trop grand de professeurs, si l'on veut qu'il soit efficace. Un des grands inconvénients de l'organisation actuelle de l'Univer-

sité de Paris est l'obligation où sont les candidats au professorat de suivre un trop grand nombre de professeurs pour trouver une préparation suffisante à l'agrégation. L'avantage de l'École normale est de mettre les élèves plusieurs fois par semaine en rapport étroit avec le même professeur. Il faudra leur conserver cet avantage.

Si l'on veut enfin toute ma pensée, la réforme qui va être opérée n'est que la préface d'une réforme bien autrement profonde.

Toute notre organisation universitaire est un héritage du moyen âge, et nos Universités sont composées de corps disparates et hybrides. La division en quatre Facultés (qui se réduit à trois en Allemagne par la réunion en Faculté de philosophie des Facultés des lettres et des sciences) n'a d'autre raison d'être qu'une raison de tradition historique. La Faculté de droit est essentiellement un institut professionnel, une *École de droit*, où l'étude historique et philosophique du droit est étouffée par la préparation aux examens; la Faculté de médecine est une *École de médecine* dont la partie scientifique est du ressort de la Faculté des sciences. Et, comme la science, et surtout la science appliquée, se développe prodigieusement, on réclame des Facultés nouvelles, Facultés de sciences sociales, Facultés techniques, commerciales, administratives, coloniales, que sais-je? D'un autre côté, les Facultés des lettres et des sciences, le vrai centre de toute la haute culture intellectuelle, dépensent le plus clair de leurs forces à faire des licenciés et des agrégés, c'est-à-dire à former des professeurs. Tout cela est absurde. Il faut supprimer résolument toute division en Facultés, avoir une seule Université, où sera donné tout l'enseignement scientifique général, de quelque nature qu'il soit. Il n'y aura plus besoin alors, pour créer des liens entre les Facultés, de faire imprimer de gigantesques affiches dont l'inutilité n'est égalée que par la dimension et qui ne produisent qu'une unité de papier. Autour de l'Université, on élèvera toute une série d'instituts : de chimie, de physique, d'histoire naturelle, de géographie, institut technique pour former des ingénieurs, instituts de médecine, de droit, de sciences sociales, économiques, administratives, instituts de commerce, d'art et d'art industriel si l'on veut, enfin institut de pédagogie qui remplacera l'École normale. Les professeurs de l'Université auront un traitement fixe pour faire à l'Université deux cours par semaine, et ceux qui en auront le désir et la vocation consacreront une autre partie de leur activité aux instituts spéciaux où ils seront payés en proportion de leur travail.

Je sais bien que cette proposition, que j'ai présentée pour la première fois au Congrès de l'enseignement supérieur en 1900, passe encore actuellement pour une chimère paradoxale. Je suis convaincu

que cette chimère sera réalisée avant qu'il soit longtemps, d'abord en Amérique, puis en Europe, qu'elle seule peut remettre un peu d'ordre dans le chaos du haut enseignement, assurer une juste distribution des forces et en épargner la dispersion. Tout ce que nous aspirons à faire en ce moment en transformant l'École normale, et qui ne s'accomplira dans les vieux cadres qu'avec beaucoup de difficultés et d'à-coups, serait alors aisément réalisé partout, en province comme à Paris.

G. MONOD.

ÉPOQUE MODERNE.

*La Guerre racontée par l'image*¹ : il était possible de nous donner, sous ce titre, une sorte d'album de l'histoire de la civilisation, reproduisant les armes offensives et défensives des diverses époques, retraçant les batailles anciennes d'après les monuments figurés à peu près contemporains, bas-reliefs, miniatures, estampes², les faits de guerre récents d'après les croquis des correspondants militaires des journaux et d'après la photographie. L'éditeur de ce beau volume a préféré nous donner une superbe collection d'art, d'une exécution des plus soignées, mais trop souvent sans intérêt pour l'histoire. Nous ne dirons pas qu'il ait systématiquement écarté l'illustration documentaire. Il a même fait largement appel aux monuments pour l'histoire des Assyriens et des Égyptiens, plus rarement pour le moyen âge et le xvi^e siècle³. Mais c'est déjà M. Cormon qui est

1. *La Guerre racontée par l'image, d'après les sculpteurs, les graveurs et les peintres*. Hachette, 1903, in-4°, iv-414 p., 20 magnifiques gravures hors texte, d'après les clichés Braun, et environ 400 gravures dans le texte.

2. On peut, je le sais, faire à ce genre d'illustrations une objection : les contemporains ont pu reproduire très infidèlement les faits de leur temps, et telle reproduction hollandaise d'une bataille française du xvi^e siècle peut avoir tout juste la valeur que présenterait, pour l'étude d'un événement du xx^e siècle, le *Petit Journal illustré*. Ceci prouve simplement qu'il est une critique des documents graphiques comme des documents écrits. Et, à tout prendre, les gaucheries, les naïvetés, les inexactitudes d'un miniaturiste contemporain des événements qu'il peint altèrent moins profondément la vérité que les fantaisies romantiques des peintres modernes. Cette observation porte non seulement sur nos livres illustrés, mais sur les clichés à projection dont se sert de plus en plus l'enseignement historique, par exemple sur les collections du Musée pédagogique.

3. Comme modèle d'une bonne illustration, nous citerons : p. 112, défaite des Anglais à Formigny ; p. 115, bataille de la Higuera ; p. 116, prise de Landisberg ; p. 123, Bayard ; p. 186, les restes de la bataille de Lens ; p. 337 et suiv., juin 48. Mais demander à Fragonard la bataille de Marignan (quand on a les bas-reliefs du tombeau de François I^{er}) ! Le document n'a jamais les honneurs du « hors texte. »

chargé de nous raconter Salamine, Raphaël l'invasion d'Attila, M. Tattegrain les guerres bourguignonnes du ^{xv}^e siècle, pour lesquelles il était si facile de puiser dans les documents. Chose plus étrange, c'est encore à des peintres qu'on demande l'illustration de la guerre de 1870, de celle de Plevna, même de celle de Cuba, comme si les collections photographiques du musée Carnavalet pour la première, celles des journaux pour les autres ne permettaient pas d'établir une illustration autrement fidèle, et, j'oserais ajouter, autrement saisissante¹. A-t-on craint, d'aventure, que l'image de la guerre apparût moins belle dans ces reproductions fidèles de la réalité vivante que dans les traductions idéalisées qu'en ont données les grands artistes? La maison Hachette me répondra que son titre ne promet précisément que ce que le livre donne. Il me sera permis de déplorer qu'un si méritoire effort aboutisse à un résultat aussi mince. On nous a donné un très beau livre de salon. L'iconographie de l'histoire de la guerre reste à faire.

Le gentilhomme campagnard a mauvaise réputation dans notre histoire. Du baron de Fæneste à M. de Pourceaugnac, en passant par les *Grands jours d'Auvergne*, le petit noble de province nous apparaît comme un ignorant fleffé, un avare crasseux, un fainéant ridicule, quand ce n'est pas comme une sorte de demi-sauvage, ivrogne et débauché, rosseur d'huissiers, trousseur de jupes et détrousseur de marchands. M. Pierre de VAISSIÈRE² proteste avec vigueur contre cette légende, soigneusement entretenue par la noblesse de cour; il rappelle qu'à un baron de Fæneste s'opposent, dans la fiction de d'Aubigné, un sire d'Énay, et dans la réalité un Olivier de Serres. Avec une chaleur convaincante, avec un enthousiasme quasi-filial, il revendique pour cette classe nombreuse la justice de l'histoire. Au ^{xv}^e siècle, c'est toute la noblesse qui est vraiment une classe rurale, vivant aux champs et des champs, qu'elle ne quitte que pour aller à la guerre. Mais bientôt commence le « déracinement » de la haute noblesse, et seuls les petits gentilshommes restent sur leurs terres, confinés dans les modestes besognes du village et les obscurs emplois de l'arrière-ban³. Ils continuent,

1. Je crois pouvoir affirmer qu'une illustration de ce genre intéresserait autant le public auquel s'adressent les livres de cette nature, et notamment les enfants.

2. *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France. Étude sur la condition, l'état social et les mœurs de la noblesse de province du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle*. Perrin, 1903, in-8°, 424 p.

3. Les gentilshommes de province n'inspiraient pas à Louis XIII, au point de vue militaire, le même enthousiasme qu'à M. de Vaissière. Voy. la lettre à

au XVIII^e siècle, à se dévouer au roi, et c'est dans leurs rangs que se recruteront les plus désintéressés et les plus naïfs des émigrés. On trouvera sans doute que la thèse de M. Pierre de Vaissière revêt trop souvent l'allure d'un plaidoyer. Si l'on a eu le tort de trop généraliser, et d'imputer à tous les « gentilshommes champêtres » les crimes de quelques hobereaux auvergnats, n'est-ce pas généraliser en sens contraire que de donner à tous les vertus d'un Francien ou d'un Lascazerres? L'auteur lui-même est trop souvent obligé d'atténuer par un « je crois » la portée de ses affirmations¹. Et je doute qu'il change l'opinion courante sur ce point, à savoir qu'il a manqué quelque chose à la petite noblesse française pour devenir une *gentry*.

Dans chaque partie du volume, un gros chapitre est consacré à la situation économique des nobles de campagne. L'érudition très étendue et très sûre de M. de Vaissière, puisée presque toujours aux Archives nationales, fait de son livre, à ce point de vue, une incomparable collection de renseignements. Si on peut le chicaner sur le degré de richesse de nos hobereaux pour la première partie du XVI^e siècle², on sera frappé de tous les détails qu'il donne sur le rapide appauvrissement de cette classe. A la fin du XVIII^e siècle, elle apparaît comme aussi pauvre et socialement plus pauvre que les paysans. De même qu'il y avait, à côté des prélats millionnaires, les curés à portion congrue, de même les talons rouges de Versailles ne doivent pas nous faire oublier l'existence d'une sorte de « prolétariat noble, » qui n'arrivait pas toujours, malgré des prodiges de parcimonie, à joindre les deux bouts. Si bien que le captivant ouvrage de M. de Vaissière aboutit, peut-être à l'insu de l'auteur, à cette conclusion inattendue : parmi les classes auxquelles la Révolution était nécessaire figure la petite noblesse rurale!

L'ancienne noblesse apparaîtra sous des traits beaucoup moins séduisants dans *Les justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles* de M. André GIFFARD³. L'auteur semble bien avoir

Richelieu du 4 octobre 1635 (n° 217 du recueil de Beauchamp) : « Je suis bien fâché de vous dire qu'il ne faut faire nul état de notre noblesse volontaire que pour faire perdre l'honneur à celui qui voudra entreprendre quelque chose de bon avec eux, où il y aura la moindre pratique à faire; quand on les veut envoyer seulement à trois heures d'ici, ... ils murmurent, jurent et disent tout haut qu'on les veut perdre et qu'ils s'en iront » (Ibid., n° 222, 224, 228).

1. Pour le XVI^e siècle, ses documents sont trop souvent des lettres de rémission, mauvais signe. Assurément, certains d'entre eux prouvent que les paysans n'étaient guère endurants; mais le fait que le seigneur a eu besoin d'une lettre de rémission prouve qu'il les rabrouait un peu vivement.

2. Il accepte trop légèrement les théories de M. d'Avenel.

3. Paris, Rousseau, 1903, 1 vol. in-8°, xxviii-392 p., 22 pièces justificatives.

épuisé, tant aux Archives nationales que dans les dépôts bretons, toutes les sources du sujet. Écartant la question obscure des origines de la justice seigneuriale, il étudie l'organisation et le fonctionnement de ces juridictions dans la province qu'il a choisie. Choix heureux, car ces justices paraissent y avoir été plus nombreuses et y avoir eu la vie plus dure qu'ailleurs. Il insiste sur la lutte qui s'ouvre dès le ^{xvii}^e siècle entre les justices seigneuriales et les justices royales, et il montre que, par suite du particularisme breton, par suite aussi de la situation ambiguë des parlementaires de Rennes (seigneurs féodaux en même temps qu'officiers du roi), la royauté n'eut pas toujours le dernier mot. Il prouve que le droit de justice rapportait aux seigneurs, qu'il était très onéreux pour les populations. Aussi l'immense majorité des paysans bretons, dans les cahiers de 1789, en réclame la suppression. Ce n'est pas par hasard que, dans la nuit du 4 août, le premier coup a été porté à l'édifice féodal par un breton, Le Guen de Kerangal. Et lorsque la Constituante établit en France l'unité de justice, ce ne fut pas seulement par respect pour les maximes de la philosophie du siècle, ce fut pour obéir aux vœux des populations.

Dominique du Gabre, évêque de Lodève, est un de ces nombreux prélats dont le gouvernement de François I^{er} et de Henri II sut faire des diplomates. Trésorier des armées de France à Ferrare de 1552 à 1554, il est en réalité installé à la cour des Este comme en un poste d'observation où il doit servir la politique italienne du roi; de 1554 à 1557, il est ambassadeur à Venise. Sa correspondance¹, dispersée à la Bibliothèque nationale, aux Affaires étrangères, à Grenoble, à Modène, et publiée par M. Alexandre VITALIS, ne présente évidemment pas un intérêt aussi puissant que celle d'un Guillaume Pellicier. Du Gabre ne fut pas un diplomate de grande envergure; on put l'accuser d'avoir, dans ses arrangements avec le duc de Ferrare, songé plutôt aux intérêts du prince dont il était l'hôte qu'à ceux du roi dont il était le sujet. Ses lettres n'en sont pas moins intéressantes. Il nous fait assister, notamment, au drame intime qui se termina par l'abjuration, au moins apparente, de Renée de France, et ajoute quelques traits au tableau dessiné par Bonnet, par MM. Fontana et Rodocanachi². Il nous renseigne également sur la politique de Paul IV

Ce volume est le fascicule I de la « Bibliothèque de la fondation Thiers. » On ne pouvait inaugurer par un travail plus solide cette nouvelle collection.

1. *Correspondance politique de Dominique du Gabre...* Paris, Alcan, 1903, in-8°, xxvii-335 p., un index. — 7 lettres de Du Gabre avaient été publiées par Ribier. Le recueil de M. Vitalis en compte 218.

2. P. 96, Du Gabre à Tournon, 10 septembre 1554 : il a trouvé la duchesse

et sur les suites italiennes de la bataille de Saint-Quentin. M. Vitalis nous a donc rendu service en nous donnant les lettres de Dominique du Gabre¹.

Henri IV et l'Édit de Nantes, de M. J. FAUREY², ne nous apprend rien ni sur les origines de l'Édit ni sur son application. L'auteur se borne à nous donner un commentaire de l'Édit, commentaire bourré de quelques gloses qu'il emprunte généralement à Benoit, aux *Synodes* d'Aymon ou à Anquez. Il n'a fait aucune recherche dans les dépôts publics ni même dans les inventaires d'archives. Il ignore l'existence des *Arrêts du Conseil d'État* et des *Lettres missives*. Il a enrichi nos bibliothèques d'une inutilité de plus³.

Le tome second des *Mémoires domestiques pour servir à l'histoire de l'Oratoire* de Louis Batterel, publié par MM. A.-M.-P. INGOLD et E. BONNARDOT⁴, contient les notices des Pères qui ont vécu sous les P. de Condren et Bourgoing, c'est-à-dire pendant les deux premiers tiers du XVII^e siècle. Il y a plaisir à y étudier cette congrégation si peu semblable aux autres, d'où l'on sort aussi librement qu'on y est entré, et dont l'honnêteté un peu rude est pieusement hostile aux pratiques d'un ascétisme bizarre et aux miracles par trop grossiers. Ce ne sont pas des rationalistes, il s'en faut; ce sont des gens raisonnables. On respire autour d'eux un air de douce — et d'impuisante — résistance à l'ultramontanisme, et ils ont bien du mal à se

« obstinée... Jamais ne se vouleust rengier à ouyr la messe. » Elle possède tout ce qui a été imprimé « en vulgaire des doctrines d'Allemagne, » et des lettres des réformateurs; le tout a été vu par l'inquisiteur Ory. Lorsqu'on lui a enlevé ses enfants et qu'on l'a mise presque en prison, c'est Du Gabre qui sert d'intermédiaire entre le mari et la femme et qui amène la duchesse à une pitoyable abjuration pour se réconcilier avec le duc et « obéir... à la volonté du roy. »

1. Le texte aurait gagné à être publié avec plus de soin. Les leçons italiennes sont déplorables : p. 29, « No ricevuto quarta matina » pour « Ho » et « questa ; » p. 95, « troggi » pour « hoggi ; » p. 221, « perzæ » pour « pezze, » etc., etc. — P. 143, au lieu de : « M. du Prast, » il faut lire : « M. du Guast. » Pourquoi lire partout « me scripre, de sperance » au lieu de « m'escrispre, d'esperance ? » — P. 260, il faut lire et ponctuer ainsi : « ... leur victoire. Car si la gendarmerye, ... je ne veoy pas, » et plus loin : « ... et fort mal à propos, estant..., » conformément au texte de la p. 261.

2. Bordeaux, Y. Cadoret, 1903, in-8°, 230 p.

3. Il promettait, dans sa préface, de se « demander si la tolérance de la R. R. pouvait se concilier avec la constitution de l'ancienne monarchie et les idées de la majorité catholique. » Bien qu'il paraisse plutôt défavorable aux P. R., il n'a pas tenu cette promesse.

4. Picard (*Documents pour servir à l'histoire religieuse des XVII^e et XVIII^e siècles*), 1903, in-8°, iii-613 p. Le volume précédent ne portait pas le nom du P. Bonnardot.

105.858

défendre, malgré tous leurs efforts, contre l'accusation de jansénisme. On lira surtout avec intérêt la notice consacrée au P. de Condren, particulièrement les passages relatifs à son rôle de négociateur benévole entre la cour et Monsieur (p. 46, 35 et 38-49) et à sa rupture avec Saint-Cyran¹; celle du P. Séguenot; celle du P. Eudes et les détails sur la célèbre confrérie de l'Ermitage de Caen (p. 258)²; celle du P. Bourgoing. Le volume se termine par une notice sur un confrère qui ne fit que passer à l'Oratoire, entre 1644 et 1642, Jean de La Fontaine; il n'avait alors que vingt ans, mais « l'ascendant qui le poussait à faire des vers se fit sentir dès le temps de l'Institution. » On regrettera que les consciencieux éditeurs aient été si sobres de commentaires³.

M. L. PAUL-DUBOIS a voulu profiter de la *Correspondance politique* de Frédéric II, qui atteint le 27^e volume et la date du 31 décembre 1768, pour nous donner la caractéristique du grand roi⁴. Il eût sans doute mieux valu attendre l'achèvement de la publication, car dix-sept années, et les dernières du règne, ne sont pas un élément indifférent de la psychologie de Frédéric II. En outre, on peut se demander si le besoin d'une étude de pure psychologie historique sur Frédéric II se faisait bien sentir. Le livre de M. Paul-Dubois est un *essay*, un essai à la Macaulay ou à la Taine. C'est là un genre périlleux et qui réclame la main d'un maître, j'allais presque dire la main du génie. Lorsqu'il n'est pas l'expression d'une intuition supérieure, l'*essai* risque de ne pas nous apprendre grand'chose que nous ne sachions déjà. Ces réserves faites, j'ai plaisir à constater que le portrait dessiné par M. Paul-Dubois est ressemblant. Je crois même que, sur certains points, il se rapproche plus de la réalité que d'autres portraits plus célèbres. Il fait moins voir en Frédéric l'*Uebermensch*, le philosophe inaccessible aux passions humaines; il montre mieux l'homme, qui ne réussit pas toujours à contenir, sous la froideur des apparences, l'âme impatiente et colérique d'un

1. Batterel ne dit rien de positif sur l'affiliation du P. Condren (ni même du P. Amelotte) à la confrérie du Saint-Sacrement, mais signale son rôle dans la conversion de Renty (p. 14). Condren semble d'ailleurs plus éloigné encore des Jésuites que de Saint-Cyran (p. 57).

2. Sur le rôle de M. Bernières, confirme et complète les indications données par M. R. Allier (*Cabale des dévots*, p. 239 et 351). — P. 184, récit intéressant de l'affaire du duc d'Angoulême et du P. Caussin.

3. Ils oublient même, en reproduisant (p. 232) des fragments de l'oraison funèbre du P. de Bourgoing par Bossuet, de nous avertir que ce texte n'est pas inédit.

4. *Frédéric le Grand, d'après sa correspondance politique*. Perrin, 1903, in-16, 330 p.

vrai fils du roi-sergent¹, l'homme qui a ses découragements, ses faiblesses, ses jalousies, ses mesquineries. Il n'en apparaît que plus grand, puisque sa première et constante victoire est de se vaincre soi-même. Le politique, l'homme de lettres, l'homme, tels sont les trois aspects qu'étudie successivement M. Paul-Dubois².

Si les amours de Mirabeau conservent encore des secrets pour nous, la faute n'en sera pas à M. Paul COTTIN d'une part³, à MM. Dauphin MEUNIER et Georges LELOIR de l'autre⁴. De l'immense correspondance inédite que possède le petit-fils de Lucas de Montigny et que de Loménie a connue, ils extraient le dossier de deux victimes, inégalement intéressantes, du fougueux Riquetti. A côté de la correspondance ostensible, tolérée par la police, que Mirabeau adressa du donjon de Vincennes à Sophie de Ruffey, marquise de Monnier (publiée en 1792), nous avons maintenant d'importants fragments⁵ de la correspondance secrète, en partie chiffrée⁶, que les deux amants échangèrent entre juin 1776 et juin 1784. La malheureuse Sophie y apparaît comme une vraie folle d'amour, mariée de force à un vieillard, tyrannisée par une famille au cœur dur. En dépit de la platitude de sa fin⁷, elle mérite notre pitié. En face de cette enfant malade, Mirabeau n'est qu'un mélange de sensualité ardente et d'érotisme littéraire. Un reste de scrupule le lie à celle qu'il a perdue, mais il se détache de jour en jour. Entre l'ambition et l'amour, son choix sera vite fait. D'un côté, la chaumière à la

1. P. 283 : « Et, par instants, c'est ainsi le vieux Frédéric-Guillaume qui reparaît tout entier, jusqu'à ce que le sang-froid soit rentré dans Frédéric le Grand. »

2. C'est une idée bizarre que de comparer la *correspondance* de Frédéric II à celle de Napoléon juste au-dessus d'une note où l'on félicite les éditeurs prussiens de n'avoir eu « d'autre but que celui de l'intérêt scientifique. »

3. *Sophie de Monnier et Mirabeau, d'après leur correspondance secrète (1775-1789)*. Plon, 1903, in-8°, CCLX-282 p., 3 portraits.

4. *Mirabeau. Lettres à Julie, écrites du donjon de Vincennes*. Plon, 1903, in-8°, III-463 p.

5. Plusieurs lettres ont été détruites ou non publiées pour des motifs de décence. M. P. Cottin a eu entre les mains 125 lettres originales et autant de copies dont les originaux ont disparu. Mais, dit-il p. LXIII, « notre cadre ne nous permettait d'en publier qu'un nombre restreint... » On ne voit pas à quels principes il a obéi pour faire son choix.

6. Et déchiffrée grâce aux tables dressées par M. le commandant Bazeries.

7. Fin dont Mirabeau est moralement responsable. — Par contre, je ne me porterais pas, aussi vite que M. Cottin, garant de l'innocence absolue de Sophie avant sa rencontre avec Mirabeau, et notamment de la pureté de ses relations avec le bellâtre Montperreux. P. 165, elle se contente de dire qu'elle n'avait pas « un amant attitré. » P. 183, elle va même sensiblement plus loin dans la voie des aveux rétrospectifs.

Jean-Jacques où voudrait s'abriter la tendresse d'une petite provinciale; de l'autre, le ministère, la France, l'Europe à conduire : le fils de l'*Ami des hommes* n'hésite pas. Et ses lettres d'amour ne sont bientôt plus pour lui qu'une jolie prose dont il fait goûter la saveur à ses amis.

Plus étrange est son attitude dans les « lettres à Julie » (oct. 1780-avril 1781), contemporaines des dernières lettres à Sophie. Spirituel, étourdissant, prometteur, faussaire, escroc, voleur même, menteur surtout, il y a chez ce Provençal hâbleur du don Juan (j'entends le client de M. Dimanche), du Scapin et du Mascarille. Sa prodigieuse invention des faveurs que lui aurait accordées, ou plutôt qu'il aurait accordées à M^{me} de Lamballe, dépasse, par la richesse des détails, les fourberies les plus célèbres. Et, au milieu de ce fatras de mensonges, des échappées politiques d'une admirable envergure¹ nous révèlent par instants, sous le *fourbum imperator*, le futur orateur de la Constituante. Tout cela s'adresse à une femme qu'il n'aime aucunement, mais qu'il sait tenir en haleine par une cour audacieuse, et tout d'abord anonyme. Il s'est servi de l'amour de Sophie pour faire enrager son père. Il joue avec Julie Dauvers la comédie de la passion contenue, parce qu'il en veut à son argent et parce qu'il a besoin d'elle pour ses plans de réconciliation avec le terrible marquis. La petite Dijonnaise réclamait toutes les réalités de l'amour; l'intrigante parisienne se serait contentée d'une place de lectrice à Turin; Mirabeau trouva moyen de les duper toutes les deux.

M. P. Cottin s'est acquitté de sa tâche d'éditeur avec simplicité, mais il a trop fait des lettres elles-mêmes de simples pièces justificatives de sa copieuse introduction, et il accepte à la légère des hypothèses hasardées². Ses hardiesses sont timides à côté de celles dont ses deux confrères ont émaillé le commentaire où ils encadrent les lettres à Julie. Au reste, leur ingénieuse dialectique ne conclut pas, et ils n'aboutissent à nous persuader ni que M^{me} de Lamballe ait été sérieusement même la protectrice de Mirabeau, ni qu'il ait vu dans Julie Dauvers autre chose qu'une maîtresse... *ad honores*³.

1. Voy., p. 218, un tableau raccourci de l'Europe.

2. J'ai plus que des doutes sur la valeur de l'interprétation proposée p. 152, n. 1, et déjà p. CXXII. Avant de prêter à Sophie et même à Mirabeau des pensées aussi monstrueuses, je demande des preuves. De même tout le travail de M. Cottin au sujet de ces mystérieux personnages, « les *La...* », est peu convaincant. — Le « Wn. » des p. 177 et 205 est sûrement un nom de lieu et non d'homme.

3. Ce titre de chapitre : « Un concubinage de raison, » est donc faux (p. 277), qu'il s'applique à Julie ou à la puissante « Urgande. » L'« écriture artiste »

Avec le tome II s'achève *le Marquis de la Fayette et la Révolution d'Amérique* de M. Charlemagne Tower¹. Ce volume va de septembre-octobre 1778 à la fin de 1781. Comme dans le précédent, les textes empruntés à M. Doniol y sont complétés et éclairés par des documents d'origine américaine. Comme dans le précédent aussi, je crains que, par une sorte de courtoisie rétrospective, M. Tower n'exagère quelque peu l'importance de son aimable héros. Il lui donne trop constamment raison. Il évite par une excessive discrétion de mettre en lumière la vanité, j'oserais dire la fatuité avec laquelle le jeune soldat, tout enivré de son voyage et de ses premiers combats pour la liberté, se prend très sérieusement, à Versailles, pour une sorte d'ambassadeur *in partibus* et de délégué militaire des États-Unis. Il y a quelque chose de comique dans les lettres qu'il écrit alors à Vergennes et à Maurepas : il brûle d'envie de commander l'expédition, et, tout en répétant sans cesse que le titre de major-général américain suffit à sa modeste gloire, il laisse entendre que lui seul a la connaissance du pays, lui seul la confiance des *insurgents* et que seul le marquis de La Fayette est assuré de mener les troupes du Roi Très Chrétien à la victoire. Les ministres paraissent avoir simplement souri. Un peu plus tard, Rochambeau dut rappeler son jeune ami (p. 140) au sentiment des distances ; il le fit avec tact, et sa réprimande est nuancée de paternelle affection².

Le volume s'ouvre par le projet d'invasion du Canada, qui échoua devant les susceptibilités, les jalousies américaines, et les hésitations très sages du cabinet de Versailles. Il fallait à Vergennes beaucoup de doigté pour maintenir unies contre l'Angleterre deux armées en qui vivaient encore les souvenirs de la guerre de Sept ans. Il fallait à George Washington plus que du génie pour donner et se donner à lui-même, en 1780, l'illusion de la force, avec une armée à peine organisée, des assemblées locales peu disposées à faire des sacrifices à la

des commentateurs est d'une préciosité fatigante. Leur *Dictionnaire alphabétique des noms propres* (p. 341-460) a le grave défaut de n'être pas un *index*. Il contient trop de notices aussi utiles que celle-ci, la première : « ABAILLARD. Pierre Abailard, philosophe, amant d'Héloïse (1079-1142). » Mais on y trouve aussi quelques notices excellentes, bourrées d'érudition (ESPION DÉVALISÉ (L'), LETTRES DE CACHET, etc.), sur tous les dessous de l'histoire du XVIII^e siècle.

1. Paris, Plon, 1903, in-8°, 516 p. Un portrait de M^{me} de La Fayette. Appendices. Un index très développé ; certains articles, *Washington, La Fayette*, sont de vrais résumés du livre. — Sur le t. I, voy. *Revue historique*, t. LXXXII, p. 315.

2. Lettres de Rochambeau conservées en ms. à la *Library of Congress* ; lettres de La Fayette non insérées dans la *Correspondance* et qui font partie des *Wayne papers* ou de la collection Lossing, etc.

cause commune; un commandant de l'escadre française, Ternay, fidèle à la tactique d'inertie qui prévalait dans notre marine depuis Louis XV; Rochambeau bloqué et impuissant dans Rhode-Island; la seconde division française bloquée à Brest. Il apparut alors manifestement, M. Tower le démontre, qu'il était impossible de continuer la lutte sans de nouveaux secours de France, et le Trésor royal était à sec!

Comment on sortit de cette situation, comment furent préparées et concertées les opérations qui allaient forcer Cornwallis à capituler dans Yorktown, c'est ce qu'il y a de plus intéressant dans l'ouvrage. Le très réel mérite de la Fayette fut alors d'obtenir qu'on attendit, pour attaquer, l'arrivée de Rochambeau et de Washington : c'était le parti le plus sage et à la fois le plus loyal. — La traduction conserve le caractère de fidélité élégante que M^{me} Gaston Paris avait su imprimer au premier volume¹.

Le *Journal de dom Pierre Chastelain, bénédictin rémois (1709-1782)*², ne présente, il faut bien le dire, qu'un intérêt assez médiocre. Mais le consciencieux éditeur du *Journal*, M. H. JADART, a eu l'excellente idée d'y joindre toute une série de documents rémois de la même époque³. Le plus intéressant de beaucoup est un *Journal* anonyme qui commence avec le terrible hiver de 1709 et qui s'arrête en 1803⁴; il présente malheureusement des lacunes, et M. Jadart a cru, nous le regrettons, devoir y pratiquer encore des coupures. Écrit par un bourgeois naïf et peu cultivé, il est riche en détails sur la vie économique et sociale du XVIII^e siècle⁵. On y peut suivre, de la façon la plus vivante, le retentissement des événements politiques généraux dans les intelligences moyennes d'une ville peu éloignée de Paris, et, en même temps, l'histoire locale de la Révolution à Reims.

1. Un très petit nombre de fautes d'impression : p. 39, *Surrexsciter*; p. 59, *Danemark* pour *Dunkerque*; p. 285, *dégradations*; p. 454, *moi qui connaît*. — Quelques traductions contestables. P. 456 : « Avec les troupes choisies; » il doit y avoir : « *select* = troupes d'élite. » A l'index, « *Américains*, commissionnaires, » évidemment pour « *commissioners* = commissaires. » — Au mot « *La Fayette*... », visite de la flotte de de Grasse..., 434, » l. 435. A *Lee*, il fallait citer l'appendice qui est consacré à son procès.

2. *Documents inédits de l'Académie de Reims*, 1902, in-8°, 414 p., 12 des-sins, un index.

3. Le *Journal* occupe les p. 39 à 181.

4. P. 139-346. Le volume, qui est annoté avec beaucoup de soin, contient encore : des notes extraites des registres paroissiaux, 1709-1779; des notes de J.-B. Blavier, 1740-1749; l'analyse du journal des Hédouin, 1708-1815; les observations de Dérodé-Geruzez sur la vigne, 1800-1848.

5. Voy. l'atroce récit d'une exécution capitale en 1786 (p. 287).

Notre bourgeois ne paraît pas avoir toujours très bien compris ce qui se passait¹, mais il a bien décrit ce qu'il a vu. On trouvera chez lui des détails précieux sur le fonctionnement, pacifique en somme, du régime de la séparation des Églises et de l'État, et sur le décor extérieur de la proclamation du Concordat². Le tout entremêlé de renseignements sur l'état des récoltes et le prix des denrées.

Disons tout de suite les deux principales faiblesses du gros livre de M. Louis RADIGUER, *Maîtres imprimeurs et ouvriers typographes (1470-1903)*³. Il est trop exclusivement parisien et oublie qu'à certaines époques les ateliers typographiques de certaines villes, Lyon, Poitiers, etc., ont fait concurrence à ceux de la capitale⁴. Il contient, à la suite l'une de l'autre, une étude historique et une étude sur les conditions de travail dans l'imprimerie; ce plan oblige l'auteur à de fâcheuses répétitions⁵.

1. Le 23 octobre 1792, il paraît ignorer la proclamation de la République, dont il ne prononce le nom qu'en octobre 1793. Ce qu'il a vu de plus clair dans la Révolution, c'est qu'« aujourd'hui on prend toute sorte de classe pour nommer et pour être aux places au lieu qu'autrefois c'était les premiers de la ville ou de l'endroit... » Fédération de Reims, le 14 juillet 1790 (p. 303); massacres de septembre à Reims (p. 310); fêtes civiques; bris de la Sainte-Ampoule (p. 815); chute des Jacobins à Reims (p. 322).

2. « Messe de la Société Nicolas Diot, » c'est-à-dire de l'évêque constitutionnel. Processions en 1796 (p. 328). Ce qu'il a vu dans le Concordat, c'est la concordie rétablie entre les deux clergés (p. 341).

3. Paris, Soc. nouv. de libr. et d'édit., 1903, in-8°, xiii-568 p. La bibliographie va des p. 511 à 558.

4. On ne trouve à la *Bibliographie* ni les travaux de M. Claudin (un seul cité dans le texte) sur les imprimeries provinciales, ni ceux de M. Léopold Delisle, de M. H. Stein, etc., ni même la monumentale *Bibliographie lyonnaise* de M. Baudrier. L'auteur n'examine pas (p. 5) la question controversée de savoir si le premier en date des ateliers français est bien celui de Paris, 1470. Il donne uniquement pour Paris (p. 43) les tableaux de réception des apprentis et des alloués. P. 133, une note lui suffit pour énumérer les syndicats provinciaux. Ses recherches dans l'inédit se sont bornées à la Nationale; rien dans les archives départementales ni même aux Archives nationales.

5. Ainsi M. Radiguer reprendra en détail, dans sa troisième partie (*Questions spéciales*), la plupart des données historiques de la deuxième (*Organisation des maîtres et des ouvriers au XIX^e siècle*). — Signalons quelques généralisations imprudentes. P. 15 : « Pour devenir maître, il fallait avoir été compagnon...; » très souvent on passait de l'apprentissage à la maîtrise. De même p. 447, sur l'emploi des femmes dans l'industrie; leur exclusion des ateliers typographiques tient uniquement à la raison donnée p. 448, leur défaut d'instruction. — P. 11, l'édit de 1534, portant suppression de l'imprimerie, est admis sans discussion comme authentique. — P. 61, les ouvriers parisiens et lyonnais agissent parallèlement (en 1539), « sans cependant communiquer entre eux. » Cette dernière hypothèse est bien invraisemblable.

Ces critiques faites, je suis plus à l'aise pour louer la conscience laborieuse de M. Radiguer. Sur presque tous les points de l'histoire proprement sociale de l'imprimerie, je crois bien qu'il arrive à des résultats définitifs. En ce qui concerne l'ancien régime, il résume assez complètement les travaux antérieurs. Le système des *alloués* (ces apprentis de deuxième classe, frappés d'une inaptitude originelle à la maîtrise) est exposé avec clarté, et l'on voit à plein (p. 416) que « l'effort de plus de deux siècles, pour perfectionner sans cesse la législation, aboutit à créer un monopole au profit de quelques familles privilégiées¹. »

Mais c'est surtout pour la période moderne que le travail de M. Radiguer est neuf et solide. Il établit que la Révolution a favorisé une production typographique intense; la mauvaise qualité des impressions de cette époque s'explique même par ce développement de l'industrie: il fallut faire appel à un matériel de rebut. Très intéressante aussi est l'histoire du *Club typographique*; elle prouve que l'une des conséquences normales de la Révolution eût été le développement des associations ouvrières, si ce mouvement n'avait été brusquement arrêté par la loi Le Chapelier, vraie mesure de réaction, simple codification des ordonnances policières de l'ancien régime. Ce retour à l'ancien régime s'accroît avec Napoléon: « La société, dit-il, ne doit que la mort à quiconque s'arme pour la déchirer; l'imprimerie est un arsenal qu'il importe de ne pas mettre à la disposition de tout le monde², » et il établit la limitation du nombre des imprimeurs³, laquelle conserva force de loi jusqu'en 1870. Il poursuit, et ses successeurs poursuivront impitoyablement, les coalitions, du moins les coalitions ouvrières. Mais, plus que tous les autres ouvriers, les imprimeurs (surtout les typographes), ont l'esprit d'association. Sous le couvert des sociétés de secours mutuels, ils recréent peu à peu des sociétés de résistance⁴; il leur arrive même de s'entendre directement avec les maîtres pour élaborer un

1. On s'étonne de ne rien trouver sur la réforme de Turgot et les mesures de transition qui suivirent.

2. P. 183, l. 15, « partisan, » lisez « adversaire. » Il s'agit de l'opinion du Conseil d'Etat, qui ne vota la limitation que pour plaire au maître.

3. Il aurait été bon de citer les curieux souvenirs de Michelet sur la détresse des petits imprimeurs supprimés.

4. M. Radiguer proclame avec insistance que les sociétés de résistance ne doivent rien aux sociétés de secours mutuels. Pourtant tous les vieux ouvriers vous diront qu'avant 1864 la Société de secours mutuels, seul moyen légal que les ouvriers eussent de se réunir, a été le succédané des sociétés de résistance. L'auteur lui-même en donne des exemples p. 269.

tarif commun. Ainsi se prépare l'avènement de cette puissante Fédération française des travailleurs du livre, qui englobe un fort contingent de la profession¹, qui a, la première, introduit en France l'usage américain du *label*, et qui aurait peut-être réussi à relever le métier si elle s'était trouvée en face d'une Union patronale représentant valablement la majorité des maîtres. Nous n'entrerons pas ici dans l'exposé des idées réformatrices de M. Radiguer; elles sortiraient du cadre de cette *Revue*².

Henri HAUSER.

PUBLICATIONS DIVERSES. — Nous sommes obligés faute de place de nous contenter d'une annonce rapide pour des ouvrages qui mériteraient une étude détaillée. C'est le cas pour l'excellente *Histoire de France* publiée par la maison Hachette sous la direction de M. LAVISSE, dont les plus récents volumes ne sont pas indignes de ceux de MM. Bloch, Luchaire et Langlois qui avaient paru les premiers. M. COVILLE a résolu habilement et sans sécheresse la tâche extrêmement difficile de faire tenir en un demi-volume la période si importante qui s'étend de 1328 à 1422, la guerre de Cent ans, le développement des États généraux, de l'organisation monarchique, les premiers mouvements démocratiques, le schisme et le mouvement de réforme conciliaire, la lutte pour la Flandre; il serait injuste de le critiquer parce que tel ou tel point peut paraître sacrifié. M. PETIT-DUTAILLIS avait une tâche un peu moins longue, les années 1422-1492, mais il devait faire entrer dans ce demi-volume le développement constitutionnel et social. Il s'en est acquitté avec cette compétence et cette précision qui caractérisent tout ce qu'écrit le biographe de Louis VIII. M. H. LEMONNIER a brillamment commencé l'histoire du xvi^e siècle jusqu'en 1547. Nous devons à MM. BAYET, PFISTER et KLEINCLAUSZ le demi-volume consacré au christianisme, aux Barbares, aux Mérovingiens et aux Carolingiens. La partie narrative est très vivante. Peut-être l'auteur

1. Sur 18,000 compositeurs français, il y a 11,300 syndiqués, dont plus de 10,400 affiliés à la Fédération. Ces chiffres contrastent avec le peu d'étendue du mouvement syndical dans beaucoup d'industries françaises.

2. Puisqu'il s'agit d'un livre sur la typographie, il faut dire que l'imprimerie communiste *l'Émancipatrice* a su produire un volume d'un excellent aspect. Les fautes d'impression sont malheureusement encore trop nombreuses. Quelques-unes sont inquiétantes par leur répétition : élirent, auxiliaires, et surtout l'omission systématique (?) de l'accent circonflexe dans les formes subjonctives *eût, fût, vint*. — On lira avec profit les chapitres sur l'emploi des femmes, sur l'apprentissage, sur l'introduction des machines à imprimer, de la machine à composer, sur les heures du travail. On s'étonne de ne rien trouver sur l'émigration des commandes parisiennes vers les ateliers de province, question qui se rattache étroitement à l'unification des salaires.

a-t-il cru pouvoir formuler des jugements trop précis sur des personnages imparfaitement connus; on pourrait parfois le chicaner, par exemple dans son appréciation trop complètement favorable sur Brunehaut, mais son travail est soigné, clair et intéressant. La partie consacrée aux institutions est remarquable par le talent avec lequel l'auteur a su, tout en faisant un exposé très lucide, indiquer l'incertitude où nous restons encore sur certains points, et par sa connaissance très sûre de toutes les recherches les plus récentes des érudits étrangers. — Malgré la satisfaction que vous laissez, somme toute, la lecture de toutes les parties de cette œuvre, à laquelle M. Lavis a su imprimer un caractère d'unité d'autant plus remarquable qu'il a dû s'adresser à des collaborateurs très diversement doués, on regrette qu'il n'ait pas pu étendre un peu son cadre. Douze volumes eussent été d'une vente aussi facile que huit, et on eût été un peu plus à l'aise pour dessiner et peindre cette France du moyen âge sans l'intelligence de laquelle la France moderne reste une énigme. Mais plus la donnée du problème était difficile, plus on doit admirer qu'il ait pu être résolu comme il l'a été.

L'Introduction géographique de M. VIDAL DE LA BLACHE est un chef-d'œuvre. Il suffit de comparer ce morceau, qui remplit près de 400 pages, avec des œuvres, d'ailleurs remarquables, auxquelles on songe tout naturellement, avec le volume sur la France de la *Géographie universelle* d'Elisée Reclus, ou avec les tableaux de la France de Michelet et de Duruy, pour se rendre compte de la supériorité avec laquelle M. Vidal de La Blache a traité ce sujet, soit au point de vue de la description scientifique du sol français, soit au point de vue de ce qu'on appelle « la géographie humaine, » de la détermination du rapport du sol avec les habitants, avec les phénomènes économiques et historiques produits par la présence de ces habitants sur ce sol. Je n'aurais pas cru, je l'avoue, avant d'avoir lu ce livre, qu'il fût possible de donner à ce point une impression pittoresque au moyen de détails d'une rigoureuse précision scientifique. M. Vidal de La Blache dit que la France est un être géographique; et, en effet, il en trace un portrait, ou plutôt une série de portraits, où rien n'est laissé à la fantaisie du styliste, mais où il déploie un talent d'écrivain extraordinaire, en arrivant à faire voir des reliefs, des formes, des couleurs par l'analyse, en termes techniques, de la structure et de tous les accidents géologiques, hydrographiques, climatologiques du pays. Et de cette description si précise et si vivante aux yeux, il fait sortir des conséquences historiques qui surprennent et pourtant s'imposent avec un caractère de certitude. On y apprend le rôle de chacune des mers qui baignent nos côtes, des fleuves qui arrosent

notre sol, des montagnes qui mettent des barrières à nos frontières, des voies terrestres, maritimes ou fluviales par lesquelles les invasions ont pénétré dans notre pays, pourquoi la France a joué un rôle prépondérant au moyen âge, pourquoi la Flandre a été un centre de vie urbaine, Reims une capitale politique et religieuse, la Bourgogne un centre de vie politique, comment chaque partie de la France a été habitée, cultivée, s'est développée économiquement et politiquement, quelles ont été les causes de la différence profonde et souvent de l'opposition du Nord et du Midi. Je voudrais avoir le temps de montrer avec quelle intelligence, à la fois scientifique, historique et philosophique, ont été répartis les chapitres, et, dans chaque chapitre, les paragraphes, quel sens profond de la vie du pays et du peuple circule à travers toutes ces pages, comment tout y est significatif et expressif. Toute une vie de travail, de réflexion et aussi d'émotions est condensée dans ce volume, qui se termine par un chapitre des plus curieux sur les routes aux diverses époques et leur rapport avec les progrès de la centralisation dans la vieille France. Ceux qui liront ce livre, même s'ils ont beaucoup voyagé en France, croiront avoir acquis la capacité de la mieux voir, ils croiront en connaître et en comprendre pour la première fois la vraie physionomie et avoir reçu de nouvelles raisons d'admirer sa variété, sa grâce et sa beauté.

M. Ch.-V. LANGLOIS, qui a fourni à cette *Histoire de France* une si remarquable contribution sur le règne de saint Louis et les derniers Capétiens directs, ayant dépouillé une série de romans d'aventures pour en tirer un tableau des mœurs et de la société, et n'ayant pu utiliser qu'une petite partie de son travail dans le ch. v du liv. II de l'histoire du XIII^e s., a eu l'idée assez heureuse de réunir, sous le titre : *la Société française au XIII^e siècle* (Hachette), l'analyse, mêlée de citations et accompagnée d'une série de courtes notices, de dix romans d'aventures : Galeran, Joufroi, Guillaume de Dole, l'Escoufle, Flamenca, le Châtelain de Couci, la Châtelaine de Vergi, la Comtesse d'Anjou, Gautier d'Aupais, Sone de Nansai. Malgré le faible attrait romanesque de la plupart de ces récits pour notre goût moderne et l'aridité forcée de ces analyses, on lira pourtant avec un réel intérêt cette série d'aventures qui mettent en scène des personnages pris dans toutes les classes et toutes les fonctions sociales et qui représentent une société extraordinairement active, riche, brillante, gaie, amie de tous les sports comme de toutes les hardies entreprises, et où des sentiments délicats, et même raffinés, se mêlent à des passions naïves, simples et fortes.

On trouvera deux chapitres très intéressants sur d'autres aspects

de la vie médiévale dans le joli livre de M^{re} Mary Duclaux : *The Fields of France* (Londres, Chapman and Hall). Elle y étudie d'une part « la vie du paysan français avant et depuis la Révolution, » de l'autre « comment vivaient les pauvres au xiv^e siècle. » Le dernier chapitre du volume, sur « la maison de campagne au moyen âge, » n'est pas moins attachant.

M. l'abbé Loisy s'est décidé à publier une seconde édition de son beau livre sur *l'Évangile et l'Église* (chez l'auteur), et il a, en même temps, sous forme de lettres à divers ecclésiastiques, répondu aux accusations ou plutôt aux condamnations dont il a été accablé par certains membres de l'épiscopat français. Ce second volume, *Autour d'un petit livre* (A. Picard), est le complément nécessaire du premier, car il met en pleine lumière, en réponse aux lecteurs inintelligents ou malveillants qui avaient vu dans *l'Évangile et l'Église* la négation des enseignements catholiques, comment M. Loisy peut être, au point de vue religieux, un fils obéissant de l'Église, tout en se croyant le droit — et le devoir — dans l'intérêt même des croyances qu'il défend quand il examine des questions d'histoire, de critique biblique et d'exégèse, d'examiner les documents et les faits à un point de vue purement historique et critique, sans tenir compte du texte littéral des décisions prises par des conciles du iv^e, du xiii^e ou du xvi^e siècle qui, nécessairement, ont parlé sur ces sujets dans le langage et avec les lumières de leur temps. Y a-t-il beaucoup de catholiques aujourd'hui pour croire que Dieu est en haut et les enfers en bas, parce que Jésus-Christ, dont l'autorité est apparemment supérieure à celle des conciles, a employé ces expressions ? Des défenseurs maladroits ou perfides de l'abbé Loisy ont prétendu qu'il avait combattu l'autorité des Évangiles, la réalité des miracles et la vérité de la divinité de Jésus-Christ. Il n'y a rien de semblable dans les livres de M. Loisy. Il a simplement cherché à déterminer ce qu'il y a de solide, au point de vue historique, dans la tradition des synoptiques et quelles idées a exprimées le Christ sur sa personne et sa mission. Il a, à cet égard, apporté des arguments sérieux en faveur de l'historicité de la tradition chrétienne et contre la thèse mythologique de Strauss, en mettant résolument à part, dans son ouvrage si complet et si profond sur *le Quatrième Évangile* (Picard), l'Évangile de Jean et en y montrant le premier essai de théologie chrétienne ; en donnant ainsi à la personne et à la doctrine du Christ, recherchées dans les synoptiques seuls, bien plus de réalité et de cohérence que n'a su leur en donner Renan. Cela n'empêche nullement M. Loisy de reconnaître la légitimité du développement dogmatique, culturel et ecclésiastique de l'Église catholique, et il ne s'insurge contre aucune des phases de ce

développement, où, naturellement, l'Église, institution terrestre, participe aux imperfections de l'esprit et du langage humain. Il est surprenant, au contraire, que les chefs spirituels de M. Loisy n'aient pas vu que, pour la première fois, l'apologétique catholique était placée par lui sur un terrain où elle pouvait se défendre avec quelque chance de succès contre la critique protestante. La faiblesse du catholicisme à l'égard du protestantisme a résidé dans sa prétention, non seulement de n'être pas en contradiction avec le Nouveau Testament, mais même de retrouver dans le Nouveau Testament tous les dogmes et tous les sacrements. Comme elle savait bien que la simple et honnête lecture du Nouveau Testament mettait à néant cette prétention, elle a empêché par tous les moyens les fidèles de le lire, et a évité de le laisser étudier de trop près par les prêtres eux-mêmes, bien que le concile de Trente, tout en maintenant les droits de la tradition des Pères, ait tenu à se montrer aussi intransigeant que les protestants sur la question de l'inspiration plénière des Écritures. Aujourd'hui que cette inspiration plénière ne peut plus être admise par aucun homme doué de quelque bon sens, il est puéril de prétendre imposer la lettre des décisions de Trente à ceux qui s'occupent de critique biblique, et si Léon XIII avait donné dans cette puérilité, il n'aurait pas jugé nécessaire d'instituer une Commission biblique. Si l'Église avait le courage d'accepter franchement le point de vue de l'abbé Loisy, elle pourrait regarder sans crainte, je ne dis pas la critique des libres-penseurs, mais celle des protestants croyants. Malheureusement, ou heureusement (car pour nous, qui ne croyons pas plus à l'autorité divine des Évangiles qu'à celle de l'Église, nous voyons sans déplaisir les chefs du clergé s'opposer à toute conciliation entre la science et l'Église), l'épiscopat français et les catholiques français ne paraissent pas disposés à avoir ce courage. Ceux qui sont éclairés et intelligents se taisent, et non seulement aucun évêque ne fait entendre sa voix pour féliciter ou défendre l'abbé Loisy, mais aucun des laïques qui ont la prétention de faire accepter le catholicisme par la société moderne et de le réconcilier avec la raison et la science, ni les Goyau, ni les Leroy, ni les Brunetière, ni les Blondel, ni les Dufourcq, ni aucun des jeunes et vaillants apologistes que la doctrine catholique a recrutés dans ces derniers temps, n'a osé élever vigoureusement la voix en faveur de Loisy. On l'a laissé seul sous la réprobation de lettres et de mandements d'évêques où la niaiserie le dispute à l'ignorance et au fanatisme. Rien de plus attristant et en même temps de plus comique que les citations réunies dans l'appendice d'*Autour d'un petit livre*. On y verra Mgr Turinaz, l'illustre inventeur du pape arpenteur Innocent VI, l'illustre éditeur d'un prétendu sermon inédit d'Inno-

cent VI qui n'était autre que le plus connu des sermons d'Innocent III, d'une main encore rouge des coups de fêrule de l'abbé Missel, accuser l'abbé Loisy de manquer de méthode et d'esprit scientifique; on y verra Mgr Perraud, normalien, agrégé et académicien, brandir contre l'abbé Loisy les foudres de fer-blanc dont Bossuet a cru accabler Richard Simon; on y verra, hélas! Mgr Le Camus, effrayé de ses propres témérités récentes, lorsqu'il exhortait ses séminaristes à étudier la critique biblique, prétendre, avec un sérieux impayable, « que l'autorité de l'Eglise a, *de tout temps*, marqué à la critique de sages limites. » Et l'on a vu aussi Mgr Richard¹, Mgr Perraud, Mgr Péchenard employer leur autorité, à Rome, pour obtenir une condamnation formelle contre un savant dont l'Eglise devrait être fière, contre un prêtre que sa piété et sa vertu devraient faire honorer entre tous. Rome a été plus sage qu'eux. Pie X s'est tu. Quant à l'admirable Léon XIII, au pape ami de la science à qui nous devons la libérale réorganisation des archives Vaticanes, qui jamais n'a su haïr ni anathématiser, et qui n'a été un si grand politique que parce qu'il joignait beaucoup de bonté à beaucoup de finesse, il a répondu un jour à un des persécuteurs de Loisy : « Quiconque cherche peut errer, laissez-le chercher. »

M. Auguste SABATIER, contre qui M. Loisy a principalement dirigé son effort, en même temps que contre M. Harnack, n'a pas assez vécu pour publier lui-même la suite de son ouvrage, *l'Esquisse d'une Philosophie de la Religion d'après la psychologie et l'histoire*, qui a atteint déjà sa 7^e édition. Le second volume, que M^{me} Sabatier nous donne aujourd'hui, intitulé : *les Religions d'autorité et la Religion de l'Esprit* (Fischbacher), me paraît supérieur au premier en ce qu'il pose, d'une manière beaucoup plus claire et plus acceptable, l'idée que se fait l'auteur de la religion future, telle qu'il la conçoit, conciliable avec tous les progrès de la science et de la critique, et en ce qu'il contient, dans les deux premiers livres sur « le dogme catholique » et sur « le dogme protestant » de l'autorité, un exposé de la formation de la hiérarchie catholique et de la dogmatique protestante qui

1. Mgr Richard a interdit à tous les prêtres du diocèse de Paris de suivre les cours de l'abbé Loisy. Il a ordonné à tous les séminaristes qui possèdent ses livres de les remettre à leurs supérieurs. Les amis de la liberté pour tous restent navrés par de telles mesures, dans un moment où le clergé réclame la liberté d'enseigner. L'archevêque de Paris fournit une arme redoutable à ceux qui veulent interdire aux congréganistes et même aux prêtres le droit d'enseigner. Ceux qui violentent ainsi l'esprit et la conscience des adultes, dira-t-on, peuvent-ils instruire des enfants avec le respect qui est dû à leur intelligence, encore si malléable, et leur apprendre à chercher honnêtement la vérité ?

l'emporte encore en précision et en intérêt sur l'exposé, pourtant si remarquable, de l'évolution des dogmes, dans le premier volume. Sans l'avoir prévu, M. Sabatier répond à la réponse que lui a faite M. Loisy, dans *l'Évangile et l'Église*, en ce sens que, tandis que Loisy insistait sur les côtés positifs, actuels, tangibles de l'enseignement messianique de Jésus et de sa doctrine du Salut et montrait avec vigueur que les successeurs des apôtres avaient été justifiés à créer des dogmes, un hiérarchie, un culte, des sacrements, sans lesquels il n'y aurait pas eu d'Église, Sabatier, résolument, rejette de l'enseignement du Christ tout ce qui n'est pas l'adoration du Dieu père en esprit et en vérité, et le Salut, considéré uniquement comme l'union morale avec Jésus, modèle et guide du chrétien, sacrifie la notion de l'Église et ramène la religion à la piété individuelle et à la conception subjective des rapports de l'homme avec Dieu. M. Brunetière, effrayé sans doute des ravages que les idées de Sabatier font dans le clergé catholique lui-même, a dénoncé dans ce livre une équivoque et même une équivoque « odieuse. » Rien de plus injuste. La pensée de Sabatier est parfaitement claire. Il condamne nettement l'Église catholique comme instrument de tyrannie morale, intellectuelle, religieuse et politique; il condamne non moins nettement les Églises protestantes dans la mesure où elles ont cherché à conserver la notion ecclésiastique d'autorité et à faire de la Bible un instrument de tyrannie religieuse et intellectuelle. Il veut transformer l'Église chrétienne en une libre association de ceux qui se sentent unis à la Divinité par un lien d'affection filiale et qui reconnaissent le Christ comme le maître de leur vie morale. Cette association aura pour but d'agir en commun pour le service des hommes, et de fortifier en chacun, par la solidarité avec des frères, les sentiments individuels et subjectifs de piété et d'union avec Dieu. Il n'y a là aucune équivoque. Ce qui est, au contraire, une équivoque et une équivoque odieuse et funeste, qui a conduit l'humanité à une foule d'erreurs et de crimes, c'est de confondre la piété, chose essentiellement individuelle et subjective, et la religion, association volontaire des hommes pieux, avec l'obéissance à une autorité ecclésiastique, sur qui on se décharge du soin de penser et même de croire. Ceux qui ramènent la religion à l'obéissance envers un supérieur, ou une Église, peuvent avoir toutes les meilleures raisons politiques, sociales, morales même pour défendre une organisation où ils voient le seul salut d'une société en décomposition, mais ils soutiennent le plus irrégulier des sophismes, car la religion n'est rien si elle n'est un lien personnel et libre des hommes entre eux et avec Dieu. La conception religieuse de M. Brunetière et des catholiques d'aujourd'hui est toute extérieure.

La religion est pour eux l'ensemble des croyances et des règles de vie acceptées par ceux qui obéissent à l'Église. La conception de M. Sabatier et des esprits les plus élevés du protestantisme actuel est l'inverse. L'Église est au contraire pour eux la réunion des hommes qui se sentent unis entre eux par leurs conceptions religieuses et morales du monde et de la vie. Pour les uns la religion est la doctrine et la loi de l'Église, pour les autres l'Église est la manifestation, la forme de la vie religieuse. De la première conception est sortie, à toutes les époques, la tyrannie spirituelle, de la seconde est sortie et sortira, de plus en plus, la liberté spirituelle. Et s'il y a, dans le catholicisme, quelques rares et nobles âmes qui aspirent à une transformation de l'Église dans le sens protestant, la tendance générale du catholicisme est de considérer, de plus en plus, l'Église, non comme le sanctuaire de la piété individuelle, mais comme une immense, magnifique, vénérable et bienfaisante machine d'ordre intellectuel, politique et social.

On est surpris de voir dans quelle illusion profonde vivent les plus intelligents des catholiques en tout ce qui touche à leur Église. Ils paraissent croire aux progrès et à la victoire certaine du christianisme, alors que depuis quatre siècles les pertes subies par le christianisme dépassent infiniment les gains qu'il a faits. M. Albert Dufourcq vient d'entreprendre un ouvrage qui aura, autant qu'on peut en juger, cinq volumes, qui est intitulé : *L'Avenir du christianisme* (Bloud), et qui débute par une Introduction de 746 pages sur *la Vie et la Pensée chrétiennes dans le Passé*. On ne peut s'empêcher de rendre hommage au zèle avec lequel M. Dufourcq a entassé et dans une certaine mesure classé un nombre immense de notions de toute nature sur l'histoire du monde occidental, considérée au point de vue philosophique et religieux. La conclusion qu'il a mise à ce colossal préambule de l'étude du christianisme au XIX^e siècle, manque de force et de précision. Il reconnaît que le droit chrétien a été au moins à demi vaincu ; la pensée moderne lui paraît un néo-aristotélisme qui s'oriente vers le christianisme sous l'action de Descartes, de Leibniz et même de Kant, vue extrêmement contestable ; enfin, quant au développement de la doctrine chrétienne, tout lui paraît mystère, et il achève en disant : « Le fond de l'histoire chrétienne échappe au regard. » Cet aveu découragé ne donne pas grande envie de lire les 746 pages qui l'ont préparé, et ceux qui, comme moi, ont eu le courage d'en lire la plus grande partie, trouveront, je le crains, que, si le livre leur apporte d'utiles connaissances sur des points de détail, il les laisse dans la plus profonde obscurité en ce qui concerne le développement même de l'Église et des croyances, l'action réelle de l'Église dans le monde de la pensée, de la politique, de

l'art et des mœurs. Sur l'histoire des Églises dissidentes, Église orthodoxe, Église luthérienne, Église anglicane, Église calviniste, M. Dufourcq est beaucoup trop bref et on n'arrive pas à démêler s'il met leur action à l'actif du christianisme ou à son déficit. Ses jugements, toujours modérés et graves, manquent toujours aussi de netteté. Pourtant, M. Dufourcq nous dit dans sa préface que la fin de l'histoire est la réalisation d'une conscience commune à l'humanité et que le christianisme est la forme de cette conscience universelle, et il compte le montrer dans les volumes subséquents, où il étudiera la révolution *machiniste*, la révolution *démocratique* et la conquête du monde par les peuples chrétiens. Je crois bien sa première proposition juste, mais la seconde me paraît contredite par toute l'histoire des derniers siècles et par le livre de M. Dufourcq lui-même. Encore faudrait-il, pour juger de ces affirmations, savoir exactement ce qu'on doit entendre par christianisme. Pour M. Dufourcq, c'est évidemment le catholicisme. Mais il sait bien que depuis deux siècles le catholicisme n'exerce presque plus aucune action sur la pensée humaine, qu'il n'est plus qu'une force sociale et que cette force sociale, en dépit des apparences, diminue tous les jours. Le nombre des hommes vraiment cultivés qui croient vraiment au catholicisme et même au christianisme n'est plus qu'une infime minorité. Parmi les hommes de génie du XIX^e siècle, je n'en vois pas un seul qui ait été un vrai chrétien, j'entends un homme pour qui la pensée et la croyance chrétiennes aient été la source de ses inspirations. On ne découvre l'action de la foi chrétienne ni chez les grands philosophes, ni chez les grands poètes, ni chez les grands romanciers, ni chez les grands savants, ni chez les grands artistes. On sait ce qu'est le catholicisme de Balzac et la substance du christianisme de Tolstoï; c'est une œuvre vaine que de tenter de ramener au développement du catholicisme la philosophie de l'histoire. Rien ne me paraît plus propre à ruiner la foi.

Le troisième volume de l'*Histoire de l'Affaire Dreyfus* (Fasquelle), par M. Joseph REINACH, est consacré au procès Esterhazy et au procès Zola; bien qu'il traite de la période capitale de l'Affaire, celle où deux procès successifs, l'inique acquittement d'Esterhazy, la non moins inique condamnation de Zola, ont fait éclater aux yeux du monde entier la culpabilité d'Esterhazy et l'innocence de Dreyfus, il n'excite pas la curiosité au même degré que les deux volumes précédents, car ils traitent d'événements dont la plupart se sont passés au grand jour et sur lesquels M. Reinach ne pouvait apporter beaucoup de lumières nouvelles, du moins pour ceux qui avaient pris la peine de se renseigner. Néanmoins, certaines parties de ce volume

élucident complètement quelques points fort intéressants : le rôle de Bertulus dans l'enquête poursuivie contre le colonel Picquart, sur laquelle M. Reinach a pu donner des renseignements de première main d'une exactitude minutieuse, le rôle de Lemer cier-Picard, sur qui il n'a pas pu dissiper toutes les obscurités, mais dont il établit bien le caractère d'instrument d'Henry et dont la mort est assez solidement dégagée de tout soupçon d'assassinat et exposée comme un suicide, ce faux Lemer cier, Leeman de son vrai nom, ayant été acculé au suicide par la misère. M. Reinach a passé un peu rapidement sur certaines parties du procès Esterhazy, en particulier sur la manière inexcusable dont les experts se sont rangés à l'avis des protecteurs d'Esterhazy et des persécuteurs de Dreyfus, en donnant sur le bordereau un jugement dont l'examen le plus superficiel démontre la fausseté, qui a été mis à néant et par la Cour de cassation et par les aveux d'Esterhazy, et qu'ils n'ont pu maintenir à Rennes que par des affirmations dénuées de toute démonstration; mais il a mis en pleine lumière l'indigne conduite du général de Pellieux, sa perpétuelle collusion avec Esterhazy, dont il se fit le défenseur et l'ami au lieu d'instruire honnêtement son procès.

La partie du livre de M. Reinach, consacrée à l'analyse psychologique tant des personnages du drame, que des foules qui prennent parti, soit d'un côté soit de l'autre, est traitée, peut-être avec trop de développements, mais avec une grande pénétration et avec une impartialité et une modération vraiment méritoires. Il plaide les circonstances atténuantes pour les braves gens égarés par la presse inféodée à l'état-major et qui confondaient la cause d'Esterhazy avec celle de l'armée et de la patrie. Il montre le parti revisionniste d'abord composé d'une poignée d'hommes, grossissant rapidement à mesure que se révèlent les crimes des adversaires de Dreyfus, mais recrutant aussi dans les rangs des révolutionnaires une foule d'adhérents dont les attaques violentes contre l'armée et l'ordre social nuisaient à la cause de la justice, tout en lui assurant des défenseurs dont le dévouement et la forte poigne n'étaient pas à dédaigner.

M. Reinach continue à faire d'Henry le protagoniste de tout le drame, l'artisan principal de l'œuvre d'iniquité. Il a apporté des arguments irréfutables pour prouver que c'est à Henry et non à Du Paty de Clam que revient la principale part dans les faux Blanché et Spéranza, dans les pièges tendus au colonel Picquart, dans la comédie de la Dame voilée, dans la perpétuelle collusion et complicité avec Esterhazy. Mais il a diminué la force de sa démonstration en y mêlant, comme si c'était un fait prouvé, l'hypothèse qu'Henry était le complice des trahisons d'Esterhazy et touchait, d'accord avec lui,

de l'argent de l'Allemagne; et en ne distinguant pas assez nettement, dans ce qu'il dit d'Henry, ce qui est fait avéré, forte vraisemblance, ou simple supposition. Le colonel Picquart, dans deux articles de la *Gazette de Lausanne*, a contesté la justesse des accusations de M. Reinach contre Henry, qui a été son auxiliaire au deuxième bureau, en qui il avait une confiance absolue, à qui il avait eu l'imprudence de donner la mission de recevoir à Bâle les confidences de Cuers et en qui il lui est très dur et presque impossible de voir un traître. Il semble disposé à admettre que Henry a commis tous ses crimes simplement par dévouement envers ses chefs, qui ne voulaient pas admettre l'innocence de Dreyfus. Cette thèse n'est guère admissible. On ne peut pas révoquer en doute le fait que le bordereau a été apporté intact à Henry par Brücker et n'a été déchiré, puis recollé par lui et montré à ses chefs que quand Brücker l'a forcé à en faire usage. L'incroyable acharnement de Henry contre Dreyfus, la masse de mensonges et de faux qu'il a accumulés pour le perdre ne sont pas explicables simplement par le désir de sauver l'honneur des chefs et celui du deuxième bureau, de leur épargner l'humiliation de reconnaître une erreur. Enfin, son suicide n'est pas davantage explicable, si Henry n'était pas personnellement compromis dans les actes d'Esterhazy. Comment y était-il compromis? Ces actes d'Esterhazy étaient-ils des actes d'escroquerie commis au détriment des étrangers, sous apparence de trahison, et Henry avait-il trempé dans cette escroquerie? Ou bien Henry était-il l'instrument de complices d'Esterhazy, plus haut placés? Il est difficile de le dire, et M. Reinach aurait dû indiquer que, dans l'état de nos informations, plusieurs hypothèses sont possibles. Ce qui est certain, c'est que plus on étudie l'Affaire, plus le rôle de Henry apparait comme prépondérant qu'il avait un intérêt personnel à perdre Dreyfus. Du Paty de Clam est surtout un maniaque peu scrupuleux, qui s'hypnotise lui-même par ses soupçons. Sa conduite envers M^{lle} de Comminges, envers son cousin d'Orval, sont aussi criminelles que sa conduite envers Dreyfus.

M. R. ALLIER a consacré un très intéressant petit livre intitulé *le Bordereau annoté* (G. Bellais) à un document, dont jusqu'ici le public ne connaît pas la teneur exacte, mais qui a joué pendant toute l'Affaire Dreyfus, en tous cas depuis 1897, peut-être depuis 1894, un rôle considérable. On sait d'une manière positive que le général Mercier a colporté la photographie d'un prétendu bordereau annoté par l'empereur d'Allemagne, qu'il a fondé sur l'existence de ce bordereau, qui est naturellement le plus impudent des faux, toute une légende, d'après laquelle Esterhazy aurait été chargé de décalquer

L'original du texte de ce bordereau, dont M. de Münster aurait réclamé en 1894 la restitution. Cette légende et cette photographie ont servi à tromper un certain nombre d'âmes naïves et à permettre à d'autres, moins naïfs, d'affirmer effrontément qu'ils avaient des preuves de la culpabilité de Dreyfus que le patriotisme interdisait de révéler. A Rennes même, on s'est servi de cette fable pour agir sur les juges. M. Allier a montré comment on retrouve à travers toute l'Affaire l'action criminelle de ce prétendu bordereau. Il croit que la fabrication de ce bordereau remonte à 1894 et que Mercier en a été tout d'abord la dupe. On a répondu à cette hypothèse que si le faux bordereau avait existé en 1894, Picquart l'aurait connu. Cela n'est pas certain. Mercier aurait pu être trompé tout d'abord, puis avoir soupçonné la fausseté du document, et, après l'avoir mis de côté, avoir recommencé à s'en servir en 1897 seulement. Ce qui rend difficile d'admettre que le faux bordereau ait existé en 1894, c'est que les prétendues craintes de guerre dont Mercier a parlé à Rennes pour corroborer auprès des juges la légende du bordereau annoté, ont été catégoriquement démenties par Casimir-Périer. Espérons que la nouvelle revision du procès Dreyfus va faire la lumière sur ce curieux point d'histoire, et que le général Mercier sera mis en demeure de mettre à nu ou son incommensurable naïveté ou sa profonde fourberie.

Nous sommes malheureusement obligés de nous contenter de signaler une série d'ouvrages de philosophie remarquables à divers titres et qui pourraient nous fournir l'occasion de considérations historiques intéressantes.

C'est tout d'abord le beau livre de M. Élie HALÉVY sur la *Formation du radicalisme philosophique* (Alcan), en trois volumes : la *Jeunesse de Bentham*, *l'Évolution de la doctrine utilitaire de 1789 à 1815* et le *Radicalisme philosophique*. L'influence de Bentham sur toute l'École radicale anglaise, sur toute l'évolution des idées philosophiques et sociales en Angleterre, a été immense; aussi le livre de M. Halévy est-il une lumineuse introduction à tout le mouvement de pensée et de réforme sociale du règne de Victoria.

Ce sont ensuite des livres de morale qui cherchent à fonder la morale, non plus sur la métaphysique, mais sur la pratique et l'expérience humaines ou sur l'évolution des mœurs. C'est d'un côté le volume de M. RAUH, *l'Expérience morale* (Alcan), et l'ouvrage si vigoureux de M. LÉVY-BRUHL, *la Morale et la science des mœurs* (Alcan). C'est encore l'ouvrage de M. G. RICHARD sur *l'Idée d'évolution dans la nature et dans l'histoire* (Alcan). C'est aussi le brillant essai de M. FOUILLÉE sur *Nietzsche et l'Immoralisme* (Alcan).

Signalons encore deux petits livres sur la philosophie et l'histoire des croyances, celui de M. ARRÉAT sur le *Sentiment religieux en France* (Alcan) et celui de M. C. Bos sur la *Psychologie de la croyance* (Alcan); les *Essais de critique et d'histoire* (Alcan), de M. S. KARPPE, où l'on trouvera d'importantes contributions à l'histoire des idées au début de l'ère chrétienne et à l'histoire du Spinozisme. M. Karppe avait apporté déjà dans sa thèse de doctorat, *Étude sur les origines et la nature du Zohar* (Alcan), de précieux éclaircissements sur la Kabbale. On trouvera encore un curieux essai de conciliation entre l'individualisme et le socialisme dans le *Peuple roi* (Alcan) de M. DAREL, et ceux qui ne craignent pas les lectures un peu abstruses liront peut-être avec profit les considérations sociologiques de M. BUNGE, traduites par M. Dietrich, *Principes de psychologie individuelle et sociale* (Alcan).

Les sciences sociales tendent de plus en plus à devenir la préoccupation principale des historiens, non sans raison, les phénomènes sociaux étant les seuls, comme nous l'avons déjà fait remarquer ici, qui aient un caractère de généralité, de permanence et de développement organique permettant d'appliquer à leur étude des procédés vraiment scientifiques et d'en tirer des conclusions également scientifiques. L'histoire, considérée au point de vue de l'évolution sociale, devient une science analogue à la géologie et à la biologie. Si les phénomènes sociaux deviennent le principal objectif des historiens, c'est d'un autre côté la méthode historique qui apparaît de plus en plus comme l'instrument le mieux adapté à l'étude des sciences sociales. M. H. HAUSER vient de rendre aux historiens, aux sociologues et aux économistes un service signalé par la publication de son livre sur *l'Enseignement des Sciences sociales* (Chevalier-Marescq). Après avoir défini ce qu'il faut entendre par sciences sociales et élargi beaucoup la conception trop étroite présentée par M. Seignobos dans sa *Méthode historique appliquée aux Sciences sociales*, il trace un tableau très complet de l'histoire de l'enseignement des sciences sociales en France et à l'étranger, puis de l'état actuel de cet enseignement dans les universités des pays germaniques, des pays romans et des pays anglo-saxons, enfin de Russie. Il expose ensuite la part faite aux sciences sociales dans l'enseignement secondaire, primaire et populaire, et donne enfin des conclusions sur la méthode à suivre dans l'étude des phénomènes sociaux. Il analyse ces services et aussi les inconvénients des méthodes juridique, économique et statistique, et expose les avantages de la méthode historique, élargie par le recours à la psychologie et à l'hypothèse. Dans le paragraphe 9 de ces conclusions, M. Hauser recherche quel doit

être le rôle des diverses Facultés dans l'étude des sciences sociales, et il est logiquement amené à déclarer, comme nous l'avons fait au début de ce *Bulletin*, que la notion de *Facultés* est caduque, et qu'il ne doit plus y avoir dans l'enseignement supérieur que des Universités unitaires entourées d'une pléiade d'Instituts particuliers.

Gabriel MONOD.

P.-S. — Nous devons réparer un oubli et recommander aux historiens, aux hommes politiques et aux philanthropes le livre de M. BENITO-SYLVAIN, un jeune haïtien d'une grande intelligence, docteur en droit de notre Faculté de Paris, aide de camp de S. M. Ménélik, sur le *Sort des indigènes dans les colonies d'exploitation* (Boyer). M. Sylvain qui, au centenaire de Michelet, a apporté au Père-Lachaise un si éloquent hommage à la mémoire d'un des plus illustres défenseurs des races de couleurs, répond à un des vœux du grand historien en retraçant brièvement les hontes de l'esclavage et de la traite, les traitements antihumains encore pratiqués dans les colonies de tous les peuples européens à l'égard des indigènes¹ et les moyens de détruire le préjugé de couleur. Le chapitre VII de la troisième partie contient d'intéressants détails sur l'*Association Pan-Africaine*.

Annonçons encore, en nous réservant d'y revenir avec plus de détail, le beau livre de M. Ferdinand DREYFUS sur *La Rochefoucauld-Liancourt, 1747-1827* (Plon), qui nous fait passer à travers la société de la fin du règne de Louis XV et de Louis XVI, les débuts de la Révolution, le monde de l'émigration à Londres, aux États-Unis, à Hambourg, la France nouvelle de Napoléon et de la Restauration, en y voyant se dérouler à la fois la biographie d'un des hommes les plus intelligents et les plus généreux qu'ait produits notre vieille aristocratie, et l'histoire de toutes les œuvres d'assistance publique tentées en France de 1789 à 1823, qui ont toutes eu La Rochefoucauld pour inspirateur ou collaborateur.

1. Même dans nos colonies, l'initiative laissée aux chefs militaires amène constamment des massacres de populations inoffensives, qui n'ont d'autre cause que le besoin, pour les officiers, de se créer des titres à l'avancement. Quant à l'exploitation des indigènes du Tonkin par la complicité des mandarins indigènes et des résidents européens, on n'a qu'à consulter les *Lettres tonkinoises* (Hanoi, imprimerie Express) de M. Giret, directeur de l'*Indo-Chine républicaine*.

ALLEMAGNE.

MOMMSEN.

La vie de Théodore Mommsen¹ est peut-être la plus remplie de faits, de paroles et d'écrits qu'ait présentée le XIX^e siècle; je parle de ceux qui n'ont pas été des conquérants. Encore, à sa manière, Mommsen a été un fondateur d'empire, l'*imperator unicus* de cette science du monde romain qu'il a soumise, pour sa gloire et celle de sa nation, à l'hégémonie allemande. — Nous n'avons à rappeler ici ni sa carrière politique, ni son rôle comme professeur, ni ses essais de journaliste, d'orateur et de poète², ni la verve de son entretien, ni ses vertus d'homme privé (qui furent vraiment exquis), ni même son hostilité contre la France (qui fut, au surplus, beaucoup plus superficielle qu'on ne le croit, et dont l'expression refléta moins des sentiments intimes que l'intempérance presque enfantine de son langage). Je ne veux donner que quelques notes sur les services qu'il a rendus à l'histoire.

1. — Son seul livre d'histoire est son *Histoire romaine*³ ou plutôt, comme il le disait, son histoire de l'Italie sous les Romains⁴. Œuvre de jeunesse, a-t-on répété; sans doute, par l'époque où elle fut écrite, mais non par autre chose : il n'y a pas, dans la vie scientifique de Mommsen, des traces de jeunesse. Œuvre de littérature, a-t-on insinué, en l'opposant aux autres travaux. Je le veux bien encore, si on ne juge que l'extérieur : souci constant de l'ordonnance, qu'on ne trouvera pas ailleurs et qui a fait regarder Mommsen comme un pur « classique; » mais, en revanche, une vivacité de style, des expressions colorées, le goût des portraits poussés à fond, un modernisme parfois excessif dans les comparaisons, un parti pris trop visible contre ou pour tel ou tel personnage⁵, tout cela fait

1. Né le 30 novembre 1817 à Garding dans le Schleswig, mort le 1^{er} novembre 1903 à Charlottenburg près de Berlin.

2. Il rédigea, en 1848, la *Schleswig-Holsteinsche Zeitung* à Rendsburg. — Sur ses essais poétiques (*Liederbuch dreier Freunde*, Kiel, 1843, et autres), cf. *National-Zeitung*, 3 nov. 1903. Ce caractère poétique de la pensée et des sentiments de Mommsen a été très bien mis en lumière par Harnack dans son discours des funérailles (5 nov.).

3. T. I, 1854; t. II, 1855; t. III, 1856.

4. T. I, p. 6.

5. Ses traits d'esprit à l'endroit de Caton d'Utique sont très difficiles à excu-

plutôt de son œuvre un acte de romantisme; car, comme il est arrivé souvent en Allemagne, les mouvements littéraires qui avaient passionné la France s'y faisaient fortement sentir, alors qu'ils s'apaisaient dans leur pays d'origine. — Mais, ce qu'il faut nier, c'est qu'il y ait dans l'*Histoire romaine* une érudition moins solide que dans les œuvres juridiques. Elle n'avait, sans doute, aucune note à l'origine¹; les notes qu'elle reçut dans les éditions successives sont en nombre insignifiant. Vraiment, que fait cela à la valeur de l'ouvrage? Un de ceux (mort aujourd'hui) qui en fit le plus un reproche à Mommsen est précisément l'homme qui a le plus multiplié, au rez-de-chaussée de ses pages, les références inexactes et les textes mal compris. L'essentiel était qu'en écrivant, l'auteur eût sous les yeux sa preuve; or, quiconque est familier avec l'histoire romaine retrouvera vite le texte dont Mommsen s'est servi ou la leçon manuscrite qu'il a préférée. Pas une fois, que je sache, il ne s'est aventuré vers l'opposé de sa source, sous la tentation qu'on ne la verrait pas. Disons-nous bien qu'à certains égards ce livre est le plus sincère, le plus durable, le plus complet de tous ceux qu'il a écrits. Il donne le meilleur de Mommsen. — D'abord, l'homme y est tout entier, avec son esprit pétulant, sa langue acérée, sa curiosité éveillée sur toutes choses, son érudition impeccable, la rapidité parfois éblouissante de ses rapprochements, le contact qu'il prend sans cesse avec toutes les sciences de l'antiquité. Puis, et par là même, c'est de l'histoire intégrale qu'il a faite, exactement comme l'avait souhaitée Michelet; et ces deux noms, et ces deux natures, et leurs œuvres, quoiqu'à plus d'un point de vue diamétralement contraires, appartiennent à une même puissante poussée vers l'idée définitive de l'histoire: le sol, la race, la religion, la littérature, les arts, les institutions, les faits économiques, la linguistique, les récits de guerre et la psychologie des hommes alternent ou se mêlent dans le livre de Mommsen pour devenir le tableau vivant du passé, tel que le passé a été lui-même, fait également de toutes ces choses. — Deux reproches, cependant, sont possibles. 1° Il a trop sacrifié l'étude du sol, de ses routes, de sa structure, de son degré de culture; sur ce point, Michelet l'emporte. J'aurais voulu, au début de la période royale, la reconstitution de l'*ager*

ser. Mommsen n'a compris ni l'intelligence ni la valeur morale de l'adversaire de César.

1. Les notes, mais on les trouvera dans les articles contemporains, surtout de l'*Hermès*, son journal préféré (articles dont il commença la réunion méthodique dans ses *Römische Forschungen*, t. I, 1864; t. II, 1879; recueil qu'il eut le tort d'arrêter et qu'il faut, à tout prix, continuer); on les trouvera aussi dans sa *Römische Chronologie*, 1858.

romanus primitif, de ses collines, de ses marécages, des rives flottantes de son grand fleuve, de ses sources et de ses bois : c'est de cela que sont sortis le culte et les institutions de Rome, sa manière de vivre et de penser¹. J'aurais voulu, avant l'histoire de la guerre des Gaules, l'exposé des voies fluviales et des massifs montagneux du pays : la nature de sa civilisation et la marche des campagnes de César en auraient été mieux comprises. 2^e Il a trop parlé de races, comme du reste tous ses contemporains : race celtique, race germanique, mots qui reviennent incessamment sous sa plume, et, dans les derniers temps de sa vie, une lettre à effet a montré qu'il ne renonçait pas à ce concept, si cher aux hommes de sa jeunesse. J'aurais mieux aimé, ne fût-ce que dans l'intérêt de l'histoire, qu'il eût, sur ce point, devancé son temps. Ce qu'étaient les Étrusques, les Italiotes, les Gaulois comme race, assurément, il est de toute impossibilité de le savoir : c'étaient des tribus associées sous un nom de guerre, parlant une certaine langue, ayant pris des habitudes communes, comme les Anglais ou les Allemands ; mais, parler de race, c'est vouloir définir des corps que nous n'avons point vus par un mot dont nous ignorons le sens. — Sans doute, si Mommsen avait continué à faire de l'histoire, il est probable qu'il eût, sur ces deux points, perfectionné sa pensée d'historien et qu'il fût devenu l'égal de Ranke lui-même. Mais l'*Histoire romaine* ne fut point finie. Il l'arrêta, au troisième tome, à César. Puis, trente ans après, il fit paraître un cinquième volume (févr. 1883), « les Provinces depuis César jusqu'à Dioclétien. » C'est le tableau économique, moral et politique des différentes régions de l'Empire, mêlé du récit des guerres soutenues à l'extérieur. L'Occident y est sacrifié ; la narration s'allonge et les détails se multiplient avec de singulières proportions, au fur et à mesure qu'on s'approche des frontières. Rome même et l'Italie sont absentes, comme si leur vie devait être racontée plus tard à propos des personnalités impériales. Ce n'est donc pas un livre composé, homogène, nourri par une idée maîtresse, mais c'est un merveilleux casier, plein de notes et de pensées ; on eût dit que Mommsen, au seuil de la vieillesse, se hâtait de le livrer pour qu'il ne se dispersât point. — Restait à paraître le tome IV, qui devait être l'histoire impériale. Je ne saurais dire jusqu'à quel moment il y a songé. Mais, à la fin de sa vie, il n'y pensait plus. Très grand

1. Encore que, dans ce chapitre (1^{er} livre, ch. iv), l'idée fondamentale de Mommsen, que Rome a été d'abord l'*emporium* commun de toute la ligue latine, soit peut-être une des plus heureuses qu'il ait développées dans ce premier volume.

dommage pour tous! L'empire romain, il l'avait vécu dans tous ses textes, dans toutes ses ruines, dans toutes les provinces dont il était fait; et l'homme qui avait dessiné César et Sylla eût laissé d'inoubliables figures de Tibère et de Trajan. Il disait un jour de Renan : « Mais pourquoi abandonne-t-il l'histoire du christianisme au moment où elle cesse d'être mystérieuse? » On eût pu dire pareille chose de lui : il lâchait son histoire romaine au moment où elle arrivait à la période de plein épanouissement. Cela, je crois, pour deux causes. D'abord, un incroyable désir de publier chaque semaine quelque chose tirait en tout sens son activité. Il ne sut jamais résister à la demande d'un article, et Dieu sait si de toutes parts on sollicitait Mommsen! Une revue agenaise eut une lettre de lui¹. Il fut un peu la victime de cette pléthore de revues, qui est devenue la plaie de notre vie scientifique, où celle-ci s'effrite au détriment des efforts durables et des grandes œuvres. Si Godefroy, si Cujas, si Tillemont avaient vécu du temps des revues et leur avaient cédé, quel déchet pour la science de l'antiquité! Mais aussi, ce qui éloigna Mommsen de son *Histoire romaine*, c'est parce que son origine scientifique, son cortège de notes, ses habitudes d'esprit l'entraînaient invinciblement vers le droit et les institutions.

II. — Le premier travail scientifique de Mommsen (sa thèse de doctorat) fut consacré à un sujet de droit public²; la dernière note d'érudition qu'il ait écrite a trait à Ulpien³; son dernier grand ouvrage est un volumineux traité du droit pénal romain (*Römisches Strafrecht*, 1899); il préparait, aux dernières heures d'activité qui ont précédé de si peu sa mort, une édition du Code théodosien. Il a été professeur de jurisprudence avant de l'être d'histoire. Son œuvre historique est encadrée par une production juridique de tout instant. « Fils de Clio? ou fils de Thémis? » lui demandait Böcking⁴; Thémis le créa en réalité, et le reprit à la fin de sa vie. Il est vrai de dire que les œuvres de droit pur sont assez rares dans la bibliographie mommsénienne; la seule importante vient d'être nommée. Sur ce point, il n'essaya pas d'entrer en concurrence avec le nom de Savigny : celui-ci, également, un maître juriste de tout premier ordre,

1. *Travaux de la Société d'agriculture d'Agen*, 1883, p. 128.

2. *Ad legem de scribis et viatoribus*. Kiel, 8 nov. 1843. On se préparait, lors de sa mort, à célébrer son 60^e anniversaire de doctorat. Les travaux, plus célèbres, de la jeunesse de Mommsen (*De collegiis*, 1843; *Die römischen Tribus*, 1844) n'ont aucun rapport avec sa thèse.

3. Académie des sciences de Berlin, séance du 22 octobre 1903.

4. D'après Zangemeister, *Th. Mommsen als Schriftsteller*, 1887, p. 1v.

mais, parfois, supérieur à Mommsen par la limpidité de ses déductions et la clarté séduisante de ses exposés. Mommsen trouva une conciliation entre ses deux tendances dans l'étude du droit public. De sa thèse sur les appariteurs à son édition du Code théodosien, la préoccupation des institutions politiques de Rome court dans toute sa vie. C'est ce qui fit, je crois, l'unité de sa carrière d'érudit. De là naquit le plus célèbre de ses livres dans le monde savant, *le Droit public romain*¹. — Évidemment, personne n'a démonté et reconstitué le mécanisme des constitutions romaines avec une telle science et une telle dextérité; textes de tout genre et inscriptions viennent à chaque instant se juxtaposer et s'étayer pour bâtir la plus ingénieuse construction qu'un théoricien d'une législation disparue ait essayé de faire, et les Romains eussent trouvé que Mommsen leur révélait à eux-mêmes le système de leur droit public : principe des magistratures, rapport des pouvoirs sous la république, équilibre des forces sous l'empire, tout cela était exposé avec une richesse de réflexions et de preuves qui constituait un progrès inappréciable sur tous les ouvrages antérieurs, et je ne crois pas que, plus tard, la postérité sépare son nom de ceux de Cujas et de Godefroy. Par malheur, Mommsen a écrit du droit public beaucoup trop en juriste, pas assez en historien; homme tout d'une pièce, il ne sut pas, quand il composa son *Staatsrecht*, faire leur part aux faits, aux hommes, aux événements. Il tomba dans le défaut inhérent à ce genre d'études, où l'on dogmatise sur la constitution sans tenir compte des hommes qui l'ont appliquée et des parasites qui l'ont viciée. Il en arriva à une restitution admirable, mais idéale. — Ainsi, il étudie d'abord le principe des magistratures avant d'examiner les magistratures elles-mêmes, le peuple qui les conférait, les familles qui formaient le peuple : la définition du groupe social qu'était Rome, c'est-à-dire du *principium* de tout droit public, n'apparaît qu'en tête de son troisième volume. — A lire ses chapitres sur les assemblées, on ne se doute pas à quel point le régime électoral était en réalité dénaturé par l'organisation sociale : démocratie en droit, oligarchie en fait. J'aime mieux la manière de Montesquieu, complétant l'étude des lois anglaises par celle de la façon dont les mœurs appliquaient ces lois². — C'est ce besoin de théoriser qui a fini par faire prononcer à Mommsen, à propos du régime impérial, le mot fameux de *dyarchie*³, qui a eu une

1. *Römisches Staatsrecht*, 1871, 1874, 1875, 1887, 1888.

2. XI, 6, et XIX, 27. Cf., pour Rome, Fustel de Coulanges, *les Origines du système féodal*, p. 225.

3. T. II, p. 725 de l'édition de 1877.

si étonnante fortune. Et, vraiment, il eut tort de le prononcer : parce que (il l'avoua lui-même dans une note¹) aucun texte de droit ou autre ne l'autorisait à le prononcer; parce que, s'il y eut symétrie entre certaines fonctions émanées de l'empereur et les survivances républicaines, la sujétion au prince du sénat et des magistratures fut toujours admise, même des juristes; parce que les auteurs anciens, sans exception, ne voulurent connaître de pouvoir effectif que celui d'un seul, et que l'impression faite à un Tite-Live ou à un Horace par le régime impérial doit avoir plus de poids, chez un historien moderne, que le parallélisme apparent de quelques titres. Enfin, ce qui condamne ce mot, c'est précisément que, pris à la lettre par toute une école, il l'a amenée à diviser l'histoire de l'Empire en deux périodes différentes, *dyarchie* et *monarchie* : ce qui a été un non-sens historique, comme toutes les divisions en périodes qui s'opposent. — Écartant trop souvent les questions religieuses de ses études, Mommsen n'a pas assez insisté sur le cadre rituel qui a enveloppé, à Rome, tous les modes du pouvoir; ses magistrats sont trop des juristes, pas assez des prêtres. Le grand service que les jurisconsultes peuvent nous rendre (je pense ici à des travaux récents), c'est de rattacher davantage les formules du droit aux formulaires sacrés. — On peut regretter encore l'absence de bibliographie dans ce livre : les pages de Mommsen détonnent avec celles de Marquardt, son collaborateur timoré et paisible; quand Mommsen cite un auteur moderne, c'est un peu comme faisaient les anciens, pour le combattre. Il est vrai qu'à la différence des anciens, il pense et il écrit avec une absolue indépendance de toute œuvre antérieure. Ce qui fait qu'on a l'impression, en lisant ces cinq gros volumes, d'une pensée exclusive et impérieuse, destructive de toutes les besognes des précurseurs².

III. — Dans les jours mêmes où Mommsen, âgé de vingt-six ans³,

1. *Obgleich dieses Schlussergebniss nur gewonnen werden kann aus den einzelnen Institutionen*, etc. Le texte de Pomponius, cité à ce propos, ne se réfère qu'à des affaires minimes, de dérivation de l'eau d'un fleuve.

2. Il est impossible d'énumérer ici même les principales des dissertations de Mommsen sur le droit public; qu'on songe qu'en 1887, après quarante-quatre ans de production, Zangemeister évaluait à 920 le nombre de ses travaux. Citons cependant, à cause de la nouveauté et de l'importance particulière des résultats acquis, et, aussi, d'une clarté d'exposition toute supérieure : *Die Stadtrechte der lateinischen Gemeinden*, etc., 1855; *Die Conscriptionsordnung der römischen Kaiserzeit*, 1884 (*Hermes*) : ce dernier travail est peut-être la plus éclatante démonstration de ce que le classement méthodique des inscriptions peut amener comme découvertes historiques.

3. *De Collegiis*, 1843, p. 129.

passait sa thèse de doctorat, il écrivait ceci : « Jusqu'à quand nous fera-t-on attendre le *Corpus inscriptionum latinarum*? Voilà Kellermann mort. Qu'on le remplace par Iahn¹, » et qu'on travaille; et lui-même, comme spécimen d'une publication de texte épigraphique, donnait la *lex Collegii Dianae et Antinoi*. Ce *Corpus* le hanta désormais, et il n'est point douteux qu'à défaut d'autres, envers et contre tous, il ne songea, dès l'Université, à l'imposer, au besoin à le faire seul : et sa vie a montré qu'il était de taille à s'en tirer sans autre aide que celle de subalternes. Dès 1843, chaque année, il publie plusieurs longues inscriptions et revise, de lui-même, les plus grosses « tables inscrites »; au printemps de 1845, il a pris conseil de Borghesi, qu'il a visité dans sa solitude de Saint-Marin; en 1849 commencent ses *Epigraphische Analekten*, qui furent le premier jalon de sa réputation mondiale; déjà, il a fait d'importants voyages en Italie²; en 1852, il s'attaque aux in-folio et fait paraître, à lui seul, ces *Inscriptiones regni Neapolitani*, qui sont, à vrai dire, le premier volume du *Corpus*. Le branle est donné : Kellermann, Iahn et les autres ont un héritier qui les fait oublier. Je n'ai pas à raconter les luttes qu'il eut à soutenir, les chicanes qu'on lui fit pour la disposition des matériaux, les misérables discussions par lesquelles on harcela son temps. Mais Mommsen avait les nerfs solides. Sa vie eut dès lors la beauté et le mouvement d'une épopée. Il se vengea des uns, fit taire les autres, mit quelques-uns « au secret, » voulut toujours, et réussit³. On lui reprocha d'être un despote. Il le fallait bien. Il n'y a que les despotes qui mènent à bonne fin, en matière de science, les travaux collectifs. Dom Bouquet, lui aussi, fut un dictateur. Nous aurions besoin d'une tyrannie de ce genre pour coordonner la papyrographie, qui se disperse, comme, depuis Scaliger et Gruter, s'était dispersée l'épigraphie. Enfin, onze ans après le volume napolitain, en 1863, Mommsen put imprimer en tête du tome I du *Corpus* ces lignes très simples, qui étaient une formule triomphale : « L'Académie de Prusse a achevé le Recueil des Inscriptions grecques; voici que commence, par ses soins, celui des Inscriptions latines. » Puis vinrent les volumes signés de Mommsen seul (t. V, 1872 et 1877; t. III, 1873; t. IX et X, 1883); mais, bien

1. Voyez son mémoire sur le plan d'un *Corpus*, adressé à l'Académie de Berlin en 1847.

2. *Iscrizioni Marse*, 1846; *Messapiche*, 1848; *Inscriptiones confederationis Helveticae*, 1854.

3. Tout cela a été bien raconté par M. Waltzing, *le Recueil général des inscriptions latines*. Louvain, 1892.

entendu, il vit, corrigea, annota, compléta tous les autres, et aucune épreuve n'est sortie des presses de Reimer sans prendre le chemin de la maison de Charlottenburg. Quel inépuisable trésor de richesses historiques désormais à la portée de tous ! Que de textes vraiment ressuscités ! car, chez Apianus ou chez Peirese, les inscriptions, imprimées ou manuscrites, étaient comme enterrées. Que de faits, d'institutions, de vies humaines reconstitués avec elles ! Et surtout, quelle besogne déjà faite avec les *indices* ! Cela a été cent fois dit. Mais il est bon de le redire. Quoi qu'il arrive de l'œuvre de Mommsen, il a rendu le plus inestimable service qu'aucun savant, aucun, et sans exception, ait rendu à la connaissance du passé. Et, si vraiment la tâche du *Corpus* a contribué à mutiler son *Histoire romaine*, Mommsen a fait preuve en cela d'une abnégation rare, d'une très grande âme. Je suis convaincu, et j'ai eu cette impression dans ses cours, dans ses entretiens, que cet homme-là, plus que tout, aimait la science et ceux qui l'aiment, et qu'il lui avait donné, sans arrière-pensée, toute sa vie : procurer à cette science des ressources nouvelles, des instruments sûrs et solides a été la règle directrice de sa carrière.

IV. — C'est pour cela qu'il s'attela, aux abords de sa quarante-deuxième année, à cette édition du Code théodosien, devant laquelle les plus braves avaient reculé. C'est pour cela que, périodiquement, il se faisait, lui prêt pour les plus beaux livres, le simple éditeur de textes utiles et de textes presque toujours très longs, très ennuyeux : les *Fragmenta Vaticana* (1861), la Chronique de Cassiodore (1861), les *Notarum laterculi* (1864), Solin (1864), le Digeste (1877), Jordanès (1882), les *Chronica minora* (1892-1898), Cassiodore (1894), le *Liber pontificalis* (1898), je passe les textes les plus courts ; et quelques-unes de ces tâches ingrates relevaient d'autres mains que des siennes. Quand on voit ce que sa plume pouvait livrer de pages d'écriture en une seule année (au moins un millier, quelquefois le double et le triple), on se sent éperdu de vertige, et on se demande comment il a pu, matériellement, les remplir ; et, cependant, elles sont bien de lui, de son écriture petite, fine, pincée, aiguë, jamais vieillie, et elles ont été toutes réfléchies et passées au crible d'un contrôle rigoureux. C'était la plus équilibrée et la plus infatigable des machines à travail que l'esprit de Mommsen. « Ses nuits passées à veiller, » a dit admirablement Harnack, « ont éclairé le labeur de nos jours. » Tout compte fait, aucun érudit n'a eu moins de moments de somnolence, n'a commis moins souvent le péché d'étourderie. Voyez, dans son édition de la *Notitia*

Galliarum, le jeu de patience compliqué que forment ses notes.

Sa manière d'éditer les textes et les inscriptions était très minutieuse; le principat de Mommsen a été contemporain du règne de cette micrographie, qui ne nous épargne, à propos d'un mot d'auteur ou de *titulus*, aucune des leçons les plus insignifiantes, et qui, au sujet d'une pierre, refait dans les plus menus détails son histoire rétrospective. Mommsen lui-même, comme en font foi ses dernières éditions, est allé trop loin dans cette voie, en traitant avec le même respect de vulgaires copies du xv^e siècle et les meilleurs *codices* du x^e. Il est grand temps d'enrayer, si l'on ne veut pas encombrer les bibliothèques et vider les bourses avec des éditions en 200 pages d'un texte de 200 lignes. Mais Mommsen n'eut point tort, quand il commença le *Corpus* ou édita Solin, de remettre en honneur les infiniment petits des variantes de manuscrits ou des anecdotes concernant les inscriptions. Beaucoup de ces variantes auront peut-être leur jour de renom (on l'a vu pour Solin); et, quand il s'agit d'une pierre disparue, les moindres choses de son passé peuvent servir à la reconstituer : connaîtrions-nous si bien le trophée de la Turbie, si le tome V du *Corpus* n'avait multiplié sur lui les relations empruntées aux plus obscurs des écrivains de jadis? La science du passé n'est faite, après tout, que d'une infinité de grains de sable, et il en faut beaucoup pour constituer avec eux un sol qui ne soit point trop mobile. Mommsen voulait que l'on connût exactement tous ces êtres à peine visibles, qui sont le point de départ de la philologie antique; il atteignait toujours, en publiant ses textes, l'atome irréductible.

V. — Au cours de ses voyages épigraphiques dans les pays napolitains, Mommsen rencontra nombre d'inscriptions dialectales, osques ou autres. Ce qui l'entraîna très rapidement à une étude plus approfondie des linguistiques italiennes, et ce qui nous valut le livre, aujourd'hui fort utile (et fort rare), *Die unteritalischen Dialekte* (1850); c'est, par la date, le premier gros volume qu'il ait publié, ce qui semble indiquer qu'il a fortement voulu, vers ce temps-là, pénétrer dans les sciences de philologie pure. Son Histoire romaine et les nécessités épigraphiques le détournèrent presque aussitôt de cette voie; et, bien que dans son *Staatsrecht* les questions de linguistique ne soient jamais absentes, Mommsen, très sagement, évita ces périls des langues italiotes, où Corssen devait trouver l'échec et Pauly la misère. Lui-même y avait rencontré une piquante mésaventure : son esprit audacieux, la promptitude extraordinaire de ses conjectures l'exposaient, sur ce terrain, à de terribles mécomptes. Il sut se les épargner, en allant à des travaux plus sûrs, plus riches en points

de repère, et son bon sens réfréna, comme souvent, sa hardiesse native.

VI. — Trois ans avant le premier volume du *Corpus*, en 1860, Mommsen donna son *Histoire de la monnaie romaine*, à laquelle l'avait déterminé l'examen des inscriptions monétaires de la République, et c'est un des volumes les plus compacts (900 pages) qu'il ait publiés. Il serait injuste, en parlant de ce livre, d'oublier qu'il doit beaucoup à ses devanciers, à Eckhel surtout, ce Godefroy de la numismatique; et il y a, dans le traité de Mommsen, quelques traces de précipitation et de désordre qui eussent irrité le bon Jésuite viennois. Mais, cependant, la science de l'antiquité romaine a reçu de cette histoire un gain presque aussi considérable que du Droit Public; le nombre et la précision des détails, la rigueur des inventaires et des déductions, la publicité lumineuse donnée enfin à ces recherches numismatiques, que les initiés préfèrent d'ordinaire se réserver mystérieusement, l'accord parfait que Mommsen put établir entre l'histoire de la monnaie et les phases générales de la vie romaine, tout cela a fait et fait encore de la date de ce livre une époque mémorable. On nous a dit souvent que de Blacas, en le traduisant¹, l'avait complété et rectifié: il y a des réserves à faire sur cette assertion souvent répétée.

VII. — En 1860, Mommsen avait donc publié des ouvrages essentiels sur tous ceux des domaines de l'antiquité où il s'est installé. Désormais, sans ralentir son activité (tout au contraire), il ne l'appliquera plus à de nouveaux champs d'étude, ou, plutôt, il la détournera de l'histoire et de la linguistique pour la concentrer sur les institutions. Le *Corpus* allait paraître. Il l'obséda désormais. — Par suite, Mommsen n'abordera jamais, sauf dans quelques articles, l'archéologie figurée, la topographie, l'histoire littéraire, l'histoire religieuse, c'est-à-dire une bonne moitié des choses romaines, et les étincelants aperçus donnés dans son Histoire, en 1854-1856, n'auront que les suites rapides du Tableau des provinces, de 1885. Je ne dirai donc pas qu'il n'a pas compris Rome, mais il n'a éclairé qu'une partie de ses ruines.

VIII. — Mommsen a été le plus étonnant organisateur de travaux collectifs qu'ait produit l'Allemagne et peut-être le monde; il dépasse, à ce point de vue, et Böckh, et Niebuhr, et Mabillon même. On l'a dit sur sa tombe; Guillaume II, qui s'y connaît, l'a écrit². Dès sa

1. 1865, 1870, 1875.

2. Lettre à M^{me} Mommsen du 1^{er} novembre 1903 : *Den unübertrefflichen Organisator wissenschaftlicher Unternehmungen*.

première jeunesse, Mommsen a rêvé de l'organisation du *Corpus*. Après le *Corpus*, il n'est pas de grande entreprise qu'il n'ait conseillée, dirigée : les nouveaux *Monumenta Germaniae*, les publications de l'Institut archéologique, la réorganisation de ce dernier, la Bibliothèque du *Corpus*, l'Association des Académies, le recueil des monnaies anciennes, la Prosopographie, le *Limes*, sans parler du projet d'inventaire des manuscrits, et bien d'autres desseins. Quand on le voyait, chez lui, un soir de fête scientifique, circulant entre ses collaborateurs et ses étudiants, on sentait qu'il était le souffle le plus vivant qui agitât cette masse puissante et solide de la science allemande, et les plus vifs ou les plus lents, en dépit de tous leurs efforts de résistance, cédaient bon gré mal gré à son entraînant direction.

Mais, à force d'organiser le travail d'autrui, il désorganisa (qu'on me permette de le dire) son propre travail. Le résultat de sa tâche volontaire d'administrateur de la science fut le suivant : la *Monnaie* non révisée, ses *Dialectes* devenus une rareté, ses *Recherches* interrompues à leur début, son *Droit Public* assez mal équilibré, ses douze cents articles disséminés dans cent recueils, des notes, des tables ou des corrections de lui dans presque toutes les éditions savantes que l'Allemagne a publiées dans un demi-siècle, tout un trésor de découvertes et de pensées nouvelles prodiguées par lui aux quatre vents du monde, et, par là, presque aussitôt disparues que connues. Car tout article paru dans une revue, s'il est plus vite lu de tous, est aussi plus vite oublié ; et les œuvres scientifiques faites de mémoires détachés sont plus exposées que d'autres à être englouties sous les vagues montantes des écrits nouveaux, tandis que le bloc compact d'un Montfaucon ou d'un Tillemont demeure insubmersible. — Après tout, Mommsen a fait preuve, en agissant ainsi, d'un admirable désintéressement, et le mal ne sera grand ni pour lui ni pour nous, si ses amis, ses élèves, sa patrie et son empereur comprennent leur devoir : réunir en un formidable recueil¹ les mémoires du maître. Et, le jour où cela sera fait, des générations auront, dans la seule œuvre de Mommsen, leur Grævius, leur Pitiscus et leur Salengre ; avec, ce qui manquait à ces derniers recueils, l'unité de la pensée et l'intelligence de l'esprit².

Camille JULLIAN.

1. Depuis que ces lignes ont été écrites, j'ai appris que cela sera fait.

2. Voy. d'excellents articles sur Mommsen dans le *Journal des Débats* du 3 novembre (Boissier), le *Temps* du 3 novembre, la *Neue Freie Presse* des 2 et 3 novembre (Seeck, Szanto et autres), der *Tag* du 1^{er} novembre (Oncken), la

ÉPOQUE MODERNE.

Les archives les plus mal placées du monde sont probablement celles d'Espagne, qu'on laisse croupir au château de Simancas, petite localité rurale où l'on ne trouve ni gîte ni nourriture passables. Pourtant, les historiens allemands n'ont jamais craint de se fixer dans ce village pour un temps plus ou moins long, afin de puiser aux richesses infinies de ce trésor de documents, si importants pour l'histoire des *xvi^e* et *xvii^e* siècles. C'est là, et à Madrid, que M. Ernest SCHAEFER a trouvé les sources pour ses *Essais sur l'histoire du protestantisme espagnol et sur l'Inquisition au XVI^e siècle*¹. Le premier volume donne la critique et la narration, les deuxième et troisième les documents traduits ou abrégés en allemand. Nous y rencontrons une foule de détails importants sur les protestants de Séville et de Valladolid, anéantis par l'Inquisition au commencement du règne de Philippe II. Mais, en cherchant à démontrer que le nombre des protestants d'Espagne a été beaucoup plus restreint qu'on ne le croit en général, l'auteur commet une grande erreur; il s'appuie exclusivement sur les documents de l'Inquisition, fort incomplets, comme il l'avoue lui-même. La seule indication donnée par un homme aussi bien informé que l'était le cardinal Granvelle, que, dans la seule ville de Séville, huit cents personnes ont été punies pour luthéranisme (voy. sa lettre à l'évêque d'Aquila, du 17 novembre 1559, dans Kervyn de Lettenhove, *Relations des Pays-Bas et de l'Angleterre*, t. II, p. 93), réfute tout le raisonnement de M. Schaefer. Il ne se trompe pas moins lorsqu'il s'efforce à prouver (t. I, p. 55 et suiv.) que l'Inquisition d'Espagne était un tribunal, non pas du roi, mais de l'Église. Certes, selon la forme, elle était un tribunal ecclésiastique composé de prêtres. Mais, en réalité, elle était soumise à la volonté du roi. C'est lui qui lui donnait toujours la direction; le conseil supérieur en était nommé par le roi, et le grand inquisiteur seul avait besoin de l'approbation papale, pure formalité sans aucune conséquence pratique. Le roi pouvait d'ailleurs forcer le grand inquisiteur à se démettre de ses fonctions. Dans les occasions importantes, le conseil de l'Inquisition demandait directement les ordres du roi.

Tribuna du 9 novembre (Pais), et, tout récemment, *der Zeitgeist* du 30 novembre (Hirschfeld), le *Museum* de décembre (Boissevain).

1. *Beiträge zur Geschichte des spanischen Protestantismus und der Inquisition*, 3 vol. Gütersloh, Bertelsmann.

Surtout Philippe II, comme protecteur du Saint-Office, a systématiquement empêché toute ingérence du pape dans les affaires de l'Inquisition espagnole (voy. Salgado, *De supplicatione ad Sanctissimum*, pars II, cap. 33). M. Schaefer a le tort de s'en tenir trop à la lettre des documents.

M. Ernest MARX s'est proposé pour but de constater les résultats contenus dans les innombrables sources historiques et œuvres littéraires publiées sur l'origine des troubles des Pays-Bas¹. Il n'est pas allé chercher du nouveau aux archives. C'est fort louable; il est temps de renoncer à la gloire de l'*inédit*, là où les faits peuvent être suffisamment éclairés par les imprimés. Il faut enfin réunir, examiner et utiliser pour la narration les innombrables monographies et publications de matériaux existant sur la plupart des époques historiques des quatre derniers siècles. Le travail de M. Marx est très consciencieux et modifie, d'après des recherches minutieuses, un certain nombre de notions qui s'étaient établies sur son sujet. Malheureusement, la narration est sèche et manque absolument de charme, étouffée souvent par le nombre et la longueur des citations qui auraient pu être beaucoup condensées. Mais l'auteur juge, avec autant de justesse que d'impartialité, les sources provenant des divers partis politiques et religieux. Notons que, sur Marguerite de Parme, son appréciation est presque aussi défavorable que celle de M. Ferdinand RACHFAHL dans sa biographie de la gouvernante des Pays-Bas.

M. Paul HERRE publie le premier volume d'un travail sur la politique européenne dans la guerre de Chypre². L'auteur expose longuement les préparatifs du dernier essai tenté par des papes pour raviver les croisades contre les infidèles et montre comment ce renouvellement des idées du moyen âge se heurta contre la raison d'État, produit de la Renaissance, destiné à l'emporter sur toute la ligne. La bataille de Lépante fut une victoire du catholicisme rajeuni par la contre-Réforme et du monde romano-méditerranéen, victoire, cependant, stérile et passagère. Pour la première fois, M. Herre décrit en détail les événements politiques de la ligue de 1570, qui, jusqu'à lui, n'avait été traitée qu'au point de vue militaire. Il cherche partout à montrer les conséquences qui découlent du caractère des personnages dirigeants et des grands courants religieux et politiques, ce

1. *Studien zur Geschichte des niederländischen Aufstandes* (Leipziger Studien auf dem Gebiete der Geschichte, 3^e vol., 2^e livr.). Leipzig, Duncker et Humblot.

2. *Europäische Politik im Cyprischen Kriege, 1570-1573*, t. I. Leipzig, Dieterich.

qui donne de l'intérêt même aux procédés d'une diplomatie lente et méticuleuse. Comme la ligue était l'œuvre des papes, sa défaite finale assura la victoire des nouvelles idées nationales sur le cosmopolitisme théocratique et la chute définitive du pouvoir politique des pontifes.

Dans la collection des *Leipziger Studien*¹, M. Charles STÄHLIN publie une étude sur le voyage diplomatique de sir Francis Walsingham en Écosse, en 1583. Ancien officier devenu érudit, l'auteur s'est résolu à entreprendre, pour la première fois, la biographie du hardi et astucieux secrétaire d'État d'Élisabeth d'Angleterre, et le spécimen qu'il vient de donner de son grand travail fait bien espérer de la réussite de sa tâche épineuse, mais importante. Le détail y est bien groupé autour des grandes considérations historiques. Outre les ouvrages imprimés qu'il connaît à fond, M. Stæhlin met à profit les vastes trésors du Record Office et du British Museum de Londres, ainsi que les archives de plusieurs grandes familles anglaises. Un des résultats les plus curieux des recherches de l'auteur est la constatation que Walsingham, ministre d'une reine très autoritaire, presque despote, s'appropriait entièrement les idées développées par l'auteur (que ce soit Duplessis-Mornay ou tout autre), du fameux livre *Vindiciae contra tyrannos*, ouvrage qui devint le manuel de l'école antimonarchique de la seconde moitié du xvi^e siècle.

Une transition entre ce siècle et le xviii^e est formée par le cinquième volume de l'histoire du Danemark², par M. Dietrich SCHÆFER, qui, de l'avènement de Frédéric II, en 1559, va jusqu'à la mort de Christian IV, en 1648, époque où le Danemark était encore un facteur important de la grande politique européenne. M. Schæfer se distingue des historiens danois surtout par le jugement sévère qu'il porte sur Christian IV, le plus populaire des monarques danois. Malgré ou plutôt par son ambition démesurée, sa bravoure téméraire, son activité fiévreuse, sa force physique et sa gaieté, Christian IV devint l'auteur de la décadence du Danemark, ses projets gigantesques ne reposant ni sur un vrai talent politique ou militaire ni sur la fermeté de la volonté. Sa participation à la guerre de Trente ans (depuis 1625) fut amenée par des raisons de pure politique, — il ne voulait pas souffrir que l'empereur devint puissant dans la Basse-Saxe, placée sous l'influence danoise, — et non par des convictions religieuses. Le livre de M. Schæfer est un excellent travail qui joint une bonne

1. Vol. IX, 1^{re} livr. : *Der Kampf um Schottland und die Gesandtschaftsreise Sir Francis Walsinghams, i. J. 1583*. Leipzig, Teubner.

2. *Geschichte von Dänemark*, Bd. 5 (collection de Heeren, Ukert, Lamprecht, *Geschichte der europäischen Staaten*). Gotha, Perthes.

narration à la connaissance profonde des sources imprimées et à une saine critique.

Les pièces volantes, brochures et publications polémiques, donnent souvent une image plus exacte des différents courants de l'opinion publique que les documents officiels ou l'exposé des historiens savants. M. Charles LORENZ a réuni avec beaucoup de zèle et présenté avec une entière impartialité et avec un excellent jugement les plus importantes publications polémiques des catholiques luthériens et réformés dans les années qui précédèrent la guerre de Trente ans¹. Il montre que les passions religieuses devaient nécessairement amener la terrible lutte et comment les luthériens commencèrent par y prendre part à côté des catholiques contre les calvinistes; car ils croyaient, à tort, avoir plus à craindre de ceux-ci que des partisans de Rome. M. Lorenz appuie peut-être trop sur la nécessité absolue de cette évolution et ne tient pas suffisamment compte de l'intelligence bornée et du caractère envieux et haineux de Jean-George I^{er} de Saxe et de ses conseillers tant spirituels que séculiers.

La justesse de cette objection est prouvée par l'étude consacrée par M. Hans KNAPP² à Mathias Hoë de Hoënegg, prédicateur de la cour de l'électeur Jean-George I^{er} de Saxe, prince aussi pieux qu'adonné à la boisson, et dont Hoë surtout dirigeait la politique. Malheureusement, Hoë était vaniteux, cupide, haineux; pour des raisons personnelles et inavouables autant que confessionnelles, il devint l'adversaire passionné des calvinistes. D'après les sources authentiques, M. Knapp dépeint tout l'odieux du personnage, dont les agissements ont principalement amené la défaite des protestants dans la première moitié de la guerre de Trente ans et la capitulation honteuse de la Saxe devant l'empereur à la paix de Prague, en 1635.

L'histoire de la seconde moitié de cette guerre repose principalement sur l'ouvrage de Bogislav Philippe de Chemnitz, *la Guerre royale suédoise en Allemagne*. Le premier travail critique fait par une dame en Allemagne est consacré à cette source importante; il est dû à M^{re} Frieda GALLATI³, élève de M. le professeur SCHWEIZER, à Zurich. L'étude est très bien faite, selon toutes les règles de la méthode moderne, et fait bien augurer de l'avenir scientifique du

1. *Die politische Parteibildung in Deutschland bei Beginn des Dreissigjährigen Krieges im Spiegel der konfessionellen Polemik*. München, Beck.

2. *Matthias Hoë von Hoënegg und sein Eingreifen in die Politik und Publizistik des Dreissigjährigen Krieges* (Halle'sche Abhandlungen zur neueren Geschichte, hrsg. von Droysen). Halle, Niemeyer.

3. *Der kgl. schwedische in Teutschland geführte Krieg des Bog. Phil. von Chemnitz und seine Quellen*. Frauenfeld, Huber.

jeune auteur. En appendice sont discutées des questions relatives à d'autres sources de la même époque; on appréciera surtout le morceau (app. 3) relatif aux travaux historiques du père du fameux Ézéchiél Spanheim, dont M. Émile Bourgeois a si magistralement écrit la biographie.

Spanheim était un diplomate du Grand Électeur. L'immense recueil des documents pour servir à l'histoire de ce prince est arrivé à son dix-huitième volume, publié par M. Ferdinand Hirsch¹, excellent connaisseur de cette époque. Le volume comprend les années 1675 à 1679, la guerre de Suède et la paix de Saint-Germain, événements très intéressants. Pourtant, il aurait pu encore être condensé; ainsi, dans la troisième partie (les négociations avec le Danemark), dans la quatrième (le Brandebourg et l'Autriche) et surtout dans la septième (la diète de Ratisbonne), où les résultats font entièrement défaut. D'autre part, des documents importants qui se trouvent, cependant, aux archives de Berlin, ne sont pas mentionnés; entre autres, les négociations de paix engagées par d'Espence, en 1676. Enfin, il serait à souhaiter que, comme dans d'autres éditions semblables, les documents déjà imprimés ou abrégés ailleurs fussent mentionnés comme tels, avec indication du lieu où ils ont été publiés précédemment. Il va sans dire que les introductions et les notes explicatives de M. Hirsch sont très exactes et fort instructives.

Tandis que Frédéric-Guillaume fonda la grandeur du Brandebourg, Auguste le Fort amena le déclin de la Saxe, en la subordonnant à la Pologne. M. Paul Haacke donne, comme introduction à une édition ultérieure des lettres et essais littéraires de ce prince, une étude sur son caractère². Auguste était bon ingénieur et organisateur militaire, d'une ambition nourrie par la lecture des Anciens et par les prédications de charlatans, monarque absolu par principe, mais éclairé et tolérant au point de vue religieux; désireux de la grandeur, du savoir et du plaisir, mais aussi plein d'égoïsme personnel et dynastique, manquant de toute conscience de ses devoirs envers son peuple et son pays. L'esquisse de M. Haacke est excellente sous tous les rapports.

M. Jean Ziekmann publie une bonne monographie sur l'élection de l'empereur Charles VI en 1741³. Fondée principalement sur un

1. *Briefe und Aktenstücke zur Geschichte des Kurfürsten Friedrich Wilhelm von Brandenburg*, Bd. XVIII. Berlin, G. Reimer.

2. *König August der Starke*. München et Berlin, Oldenbourg.

3. *Die Kaiserwahl Karls VI (Geschichtliche Studien, hrsg. von Armin Tille*, t. 1, 1^{re} livr.). Gotha, Perthes.

grand nombre de documents inédits tirés des archives d'Allemagne, de Vienne et de Rome, elle prouve que, après la mort de son frère aîné, l'empereur Joseph I^{er}, Charles VI songea à conclure, avec la France, une paix particulière; on ne saurait donc reprocher trop sévèrement à l'Angleterre d'avoir fait le traité d'Utrecht avec Louis XIV sans le consentement de l'Autriche. Pour atténuer sa responsabilité envers celle-ci, l'Angleterre, d'ailleurs, favorisa l'élévation de Charles VI à l'empire, et, dans cette tendance, elle trouva l'approbation de tous les électeurs, même du roi de Prusse, que l'on accusait de rechercher pour lui-même la couronne impériale. Seul, Auguste de Pologne et de Saxe brigua la dignité de roi des Romains pour lui-même ou pour son fils aîné; mais ses tentatives échouèrent. M. Ziekersch prouve également que le pape Clément se montra moins favorable à la France, dans cette circonstance, qu'on ne l'a cru jusqu'à présent.

Le baron Frédéric DE SCHROETTER a écrit sur les monnaies des deux premiers rois de Prusse une monographie très complète et bien ordonnée¹; il y manque peu des grosses monnaies de ces deux règnes. Son plan consiste à suivre les systèmes monétaires, ce qui vaut mieux que l'ordre chronologique. Très caractéristique est la sentence que Frédéric-Guillaume I^{er} plaçait sur ses monnaies d'or : *Pro Deo et milite*; le reste de ses sujets n'avait pour lui d'autre intérêt que de fournir les impôts pour le maintien de l'armée. L'ouvrage est orné d'excellentes reproductions photographiques.

On connaît le rôle important joué par les gazettes écrites il y a deux siècles. Le regretté archiviste Ernest FRIEDLAENDER, à qui nous devons tant de recherches importantes et minutieuses, avait publié quelques-unes de ces gazettes manuscrites de Berlin pour les années 1743 à 1747 et 1735². Rédigées par des agents de George-Albert, prince d'Ostfrise, elles contiennent des détails intéressants sur l'histoire politique, les mœurs et les idées pendant le règne de Frédéric-Guillaume I^{er}. Les deux agents diplomatiques sont bien instruits et dignes de confiance; ils fréquentaient la meilleure société de Berlin. La partie la plus importante du volume est celle qui se rapporte à la campagne de Poméranie en 1745. Le savant auteur a joint au texte de bonnes notes explicatives et une table alphabétique.

1. *Acta Borussica. Denkmäler der Preussischen Staatsverwaltung im 18. Jahrhundert. Hrsg. von der Akademie der Wissenschaften. Münzwesen*, 1^{er} vol., 1^{re} livr. Berlin, Parey, in-4°.

2. *Berliner geschriebene Zeitungen aus den Jahren 1713-1717 und 1735* (Schriften des Vereins für die Geschichte Berlins, livr. 38). Berlin, Mittler.

M. Paul SEIDEL, le distingué directeur du musée Hohenzollern à Berlin, continue la belle publication de son *Annuaire des Hohenzollern*¹, modèle de perfection typographique, consacré plutôt à l'histoire de la dynastie prussienne qu'à l'histoire générale. L'éditeur y continue ses travaux très méritoires sur l'art sous les anciens rois, surtout sous Frédéric le Grand, dont il s'est fait une spécialité. Dans le volume de 1901, M. Otto KRAUSKE décrit la cour de Frédéric-Guillaume I^{er} et trace un portrait de ce prince, dont le principal caractère, d'après l'auteur, fut d'être un monarque moderne, tandis que ses sentiments personnels étaient ceux d'un principule germanique des temps anciens, pieux et brutal. Ses démêlés avec sa femme eurent le plus souvent pour cause l'opposition politique que lui faisait Sophie-Charlotte. Un travail de M. Guill. RIMPAU, dans le même volume, justifie Behnisch, le précepteur du jeune Frédéric-Guillaume III, du reproche qu'on lui a infligé parfois d'avoir exercé sur l'esprit du prince une influence intimidante et affaiblissante. Dans le volume de 1902, Rich. KRAUEL parle du prince Henri, frère de Frédéric II, pendant son séjour à Rheinsberg, où, après ses campagnes glorieuses de la guerre de Sept ans, il vécut pendant trente-neuf ans dans une oisiveté embellie d'occupations littéraires et artistiques, en opposition constante avec son illustre frère, négligé plus tard par Frédéric-Guillaume II et III. Plus Français qu'Allemand, Henri devint le protecteur et l'ami des émigrés de la grande Révolution. Rich. FESTER, le biographe de Wilhelmine de Bayreuth, sœur de Frédéric le Grand, publie un article attrayant sur l'art à la cour de cette princesse. M. Ernest BERNER, l'archiviste très méritoire de la maison royale, raconte la part prise à la guerre de Sept ans par le prince qui fut plus tard Frédéric-Guillaume II, d'après sa correspondance avec son précepteur Béguelin et avec son frère cadet Henri. Comme on possède très peu de lettres ou d'autres écrits provenant de ce monarque, ces épitres offrent un grand intérêt. Amour effréné du plaisir, joint à un mysticisme mélancolique, mollesse du sentiment et de la volonté, ces traits caractérisent en lui le jeune homme, comme ils caractériseront l'homme mûr. Cette correspondance, d'ailleurs, est encore importante pour la connaissance de l'armée et de la cour prussiennes à la fin de la guerre de Sept ans.

L'*Histoire de la guerre de la Succession d'Autriche*, entreprise par les archives autrichiennes de la guerre, raconte, dans son cinquième volume, écrit par le capitaine Aug. PORGES et le lieutenant-colonel

1. *Hohenzollern-Jahrbuch*, années 1901 et 1902. Berlin et Leipzig, Giesecke et Devrient.

Charles von REBRACHA¹, les campagnes de Bohême et du Mein, de 1744 à 1744, mais il ne présente d'intérêt que pour le détail des événements militaires. Nous voudrions seulement faire remarquer que Porges prononce des jugements très sévères sur le maréchal de Broglie, qu'il déclare dépourvu de toutes les qualités d'un chef militaire (voy., entre autres, p. 73 et 135). L'espèce de « sauvetage », essayé par feu le duc de Broglie en faveur de son ancêtre, est resté stérile.

Le professeur Gustave BUCHHOLZ, de Leipzig, vient de fonder une collection destinée à faire revivre, pour la Saxe, l'histoire locale ou territoriale, trop longtemps négligée. Il nous semble, cependant, qu'elle fait double emploi avec les *Leipziger Studien*, dont beaucoup s'occupent aussi de la Saxe spécialement. Quoi qu'il en soit, la première livraison, où M. Reinhold BECKER parle de la paix de Dresde en 1745, et de la politique du comte de Brühl, premier ministre du roi Auguste III de Pologne et de Saxe, est très méritoire². S'appuyant sur des études approfondies dans différentes archives, elle tend à prouver que Brühl a été bien loin d'être la caricature qu'on a faite de lui, mais qu'il a été, au contraire, un homme d'État intelligent et prévoyant. Au lieu de se soumettre aux volontés de la France, il se joua d'elle, et, tout en recevant les subsides de Louis XV, il travailla à le séparer de Frédéric II et à l'unir avec l'Autriche et avec la Russie. Évidemment, ce sont les idées du ministre saxon qui ont alors fini par l'emporter. Seulement, M. Becker oublie de nous dire que ce fut pour le plus grand malheur de la Saxe, qui a dû payer très cher, dans la guerre de Sept ans, la haine que Brühl portait au roi de Prusse.

Le grand état-major prussien continue son histoire de la guerre de Sept ans. Le volume récemment paru, qui raconte les batailles de Gross-Jägersdorf et de Breslau³, laisse malheureusement beaucoup à désirer quant à la connaissance des ouvrages non militaires qui se rapportent à son sujet. De là bien des erreurs sur la marche de la politique et sur son influence sur les faits militaires. La partie la plus importante du volume est l'exposé de l'état de l'armée russe en 1757, dû à feu le Dr O. BARR.

L'histoire intime de l'armée prussienne est éclairée par la conti-

1. *Österreichischer Erbfolgekrieg. Hrsg. vom k. und k. Kriegsarchiv*, Bd. V. Vienne.

2. *Der Dresdener Friede und die Politik Brühls (Bibliothek der sächsischen Geschichte und Länderkunde, hrsg. von Gust. Buchholz, t. I, 1^{re} livr.)*. Leipzig, Hirzel.

3. *Die Kriege Friedrichs des Grossen. Hrsg. vom Grossen Generalstab*, 3^e partie, 4^e vol. Berlin, Mittler.

nuation des Recherches et Documents, publiés par le même état-major¹. Dans la troisième livraison, le lieutenant-colonel Kurt JANY, cet historien militaire bien connu, soumet à une critique consciencieuse le journal des années 1756 et 1757, composé par Gaudi, qui se trouvait dans l'entourage immédiat de Frédéric II. Le colonel Jany prouve que la valeur de ce journal est fort inégale; que seules les parties où Gaudi parle en témoin oculaire ont le caractère d'une source authentique et que le journal n'a été définitivement rédigé qu'en 1778, lorsque l'auteur était sous l'influence de l'opposition contre le souverain inspirée par le prince Henri. Surtout, la partie concernant la bataille de Kolin fut changée après coup dans un sens hostile à Frédéric. La quatrième livraison s'ouvre par les *Réflexions vraies, mais hardies, sur la campagne de 1756*, écrites en français par le lieutenant général prince Ferdinand de Brunswick; travail très instructif d'un général bien informé qui, malgré les duretés dont, comme tant d'autres, il était abreuvé par le roi, a gardé une impartialité de jugement presque complète. Le procès-verbal du conseil communal de Berlin des 16 et 17 octobre 1757 donne les impressions immédiates que produisit l'occupation de Berlin par le feld-maréchal-lieutenant autrichien Hadik. Dans la cinquième livraison, le lieutenant-colonel Jany nous donne un excellent exposé de la tactique linéaire au XVIII^e siècle. Le caractère mécanique et la destruction de toute initiative personnelle, chez l'officier aussi bien que chez le soldat, furent les conséquences inévitables de ce système. Vers 1806, l'armée prussienne comprit parfaitement qu'elle n'était plus à même de résister à l'élan des armées révolutionnaires et napoléoniennes; mais les essais de réforme furent stériles, comme toutes les tentatives de réforme de Frédéric-Guillaume III et de son entourage. Le combat de tirailleurs restait inconnu à la masse de l'infanterie prussienne, et, par cela même, le soldat se sentait comme désarmé devant un adversaire agile et entreprenant. Ce fut là la cause principale de ses défaites.

Revenons à Frédéric II, dont la correspondance politique est publiée, dans le vingt-septième volume, jusqu'à la fin de l'année 1768². Ce volume, très bien édité par M. Gust.-Berth. Volz, est cependant moins intéressant que les précédents. La guerre éclate entre la Russie et la Turquie; Frédéric cherche à localiser la lutte,

1. *Urkundliche Beiträge und Forschungen zur Geschichte des Preussischen Heeres. Hrsg. vom Grossen Generalstab*, 3^e, 4^e et 5^e livr. Berlin, Mittler, 1901-1903.

2. *Politische Korrespondenz Friedrichs des Grossen*, vol. 27. Berlin, Duncker.

se déclarant prêt à fournir à la tsarine les subsides stipulés dans leur traité d'alliance, mais refusant de faire entrer ses troupes en Pologne pour y remplacer les régiments russes, parce qu'il prévoit que l'Autriche répondrait à une telle démarche par une déclaration de guerre. Des propositions d'amitié et de neutralité, émanées du jeune empereur Joseph II, remplissent le roi de méfiance. Celui-ci est encore plus opposé à toute entente avec l'Angleterre, qui voudrait le détacher de la Russie; la fin de la guerre de Sept ans l'avait rempli d'une colère incoercible contre le gouvernement britannique.

La politique du prince Henri est décrite par un ancien diplomate, M. R. KRAUEL, qui depuis quelques années déjà s'est réfugié parmi les historiens¹. Jusqu'à présent, on avait dépeint le prince comme homme de guerre, mais il possédait également l'ambition d'être fin diplomate et habile homme politique. En effet, il servit son illustre frère dans plusieurs missions, surtout auprès de Catherine II de Russie, et il fut un des principaux auteurs du premier partage de la Pologne. Cependant, sous Frédéric-Guillaume II et III, la méfiance que ces souverains nourrissaient envers leur parent âgé, sa prédilection marquée pour tout ce qui était français, ses tendances légèrement fantaisistes et le ton doctrinaire et autoritaire qu'il prenait dans les innombrables mémoires adressés par lui aux rois le firent tenir à l'écart. Ce ne fut que pendant les préparatifs de la paix de Bâle, en 1794 et 1795, qu'il exerça une certaine influence sur la marche des événements. Le livre de M. Krauel est richement documenté et habilement ordonné.

M. Rich. FESTER nous donne, d'après des recherches consciencieuses, une agréable causerie sur Wilhelmine de Bayreuth, sœur de Frédéric le Grand et du prince Henri². Il essaie de réhabiliter Wilhelmine, convaincue de fausseté et de trahison contre le roi, son frère, en employant, pour sa défense, des raisonnements psychologiques.

La dernière création de Frédéric II fut l'Alliance des princes allemands contre l'ambition de l'empereur. M. Fréd.-Charles WITTICHEN³ montre les liens existant entre cette ligue et l'occupation passagère de la Hollande par les Prussiens en 1787. Malheureusement, son livre est très mal écrit, et, par conséquent, difficile à lire; le travail,

1. *Prinz Heinrich von Preussen als Politiker (Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hauses Hohenzollern, hrsg. von E. Berner)*. Berlin, Duncker.

2. *Die Bayreuther Schwester Friedrichs des Grossen*. Berlin, Paetel.

3. *Preussen und England in der europäischen Politik, 1785-1788 (Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte)*. Heidelberg, Winter.

en lui-même, est fort méritoire. Il prouve que l'Alliance des princes n'a pas eu l'importance nationale qu'on a voulu lui prêter, mais que ce fut plutôt une espèce d'assurance pour les petits princes allemands contre la Prusse, devenue leur alliée, et contre l'Autriche, leur adversaire. La Prusse n'en tira aucun avantage réel et se vit plutôt liée dans sa politique. Comme dans toutes les publications récentes, M. de Hertzberg, malgré quelques défauts de caractère, paraît, en véritable homme d'État, bien supérieur à son collègue Finkenstein et au roi Frédéric-Guillaume II; lui seul possède des idées et de l'initiative; c'est lui qui entraîne et Finkenstein et le roi. Ses projets étaient hardis et compliqués, mais ils auraient pu réussir, grâce à l'alliance anglaise, si Frédéric-Guillaume II ne l'avait abandonné, parce qu'il méconnaissait le véritable talent du ministre et que la morgue et le manque de tact de ce dernier blessaient constamment le monarque.

La politique de Joseph II se trouve éclairée par MM. Adolphe BEER et Joseph VON FIEDLER¹, qui publient sa correspondance avec le comte Louis Cobenzl. Jointe à celle du même monarque avec son ambassadeur à Paris, Mercy-Argenteau, publiée déjà par M. d'ARNETH, cette correspondance donne la clé de la vraie politique de l'empereur, d'autant que les deux volumes de MM. Beer et von Fiedler contiennent encore des lettres et des mémoires du comte Philippe de Cobenzl et du prince de Kaunitz, ainsi que plusieurs autres documents intéressants de la même époque. Louis Cobenzl et Kaunitz étaient les partisans les plus chaleureux de l'alliance russe. Joseph II de son côté se méfiait, avec raison, des assurances emphatiques que Catherine II donnait constamment de son amitié pour l'Autriche; il voyait clairement qu'elle le dupait et qu'elle ne cherchait qu'à abuser de lui au seul profit de la Russie, comme elle l'avait essayé également avec Frédéric II. Mais Joseph II n'osa pas, comme Frédéric II l'avait fait, payer la tsarine de la même monnaie, et il finit toujours par se soumettre à la fausse politique de Kaunitz et de Cobenzl, qui l'empêchèrent de se rapprocher de la Prusse. L'ouvrage est des plus instructifs; malheureusement, il est défiguré par une foule d'erreurs de style et d'orthographe, excusées en partie par l'écriture presque illisible de l'empereur.

Une autre correspondance du même souverain, avec son ministre des Pays-Bas autrichiens, le comte Ferdinand de Trautmansdorf, est

1. *Joseph II und Graf Ludwig Cobenzl. Ihr Briefwechsel*, 2 vol. (*Fontes rerum Austriacarum. Hrsg. von der Historischen Kommission der Kaiserl. Akademie der Wissenschaften*, t. LIII-LIV). Vienne, Gerold, 1901.

publiée par M. Hans SCHLITTER¹. Ce volume contient, pour ainsi dire, les matériaux pour le deuxième volume, qui va paraître, du *Gouvernement de Joseph II aux Pays-Bas autrichiens* du même auteur. Il traite des années de 1787 à 1789, époque de l'administration malheureuse de Trautmansdorf, qui se trompait beaucoup sur l'intensité du mouvement révolutionnaire en Belgique, et qui, par ses rapports erronés à l'empereur, fut un des principaux auteurs de la chute de la domination autrichienne en 1789. Dans l'appendice, nous trouvons d'autres documents très nombreux relatifs aux événements de Belgique.

C'est seulement à titre de curiosité que nous mentionnons ici le livre, richement orné, mais sans importance historique, d'un auteur qui appartient à la famille royale : c'est la biographie de la religieuse Émanuèle Thérèse, fille de l'électeur Max Émanuel de Bavière, par la princesse Louis-Ferdinand DE BAVIÈRE². L'ouvrage est très incomplet; il se tait sur les imperfections physiques de l'héroïne, sur sa mauvaise éducation et notamment sur les vaines tentatives de la marier à Philippe V d'Espagne et au comte palatin Charles-Philippe. Tout cela se trouve pourtant dans un article que M. WEISS a donné au *Historisches Jahrbuch der Görres-Gesellschaft*, t. XXIII, p. 533 et suiv.

De même, la biographie de Marie-Antoinette, par M. Louis BAUNIER³, mérite à peine une mention. Si je la cite pourtant, c'est seulement pour mettre le lecteur en garde contre cette apologie sans originalité, sans valeur critique. Il suffira de dire que l'auteur ne semble pas connaître la correspondance de Marie-Thérèse et du comte de Mercy-Argenteau, publiée par ARNETH et GEFROY.

Nous voici en pleine époque révolutionnaire. Pour la première fois, le major KUHLE utilise les documents autrichiens pour raconter la première campagne de Bonaparte en 1796⁴, qui est l'origine de l'époque moderne de l'art de la guerre, inaugurée par le jeune Napoléon. De nouveaux matériaux mettent l'auteur à même de détruire un grand nombre de notions erronées sur l'histoire de cette fameuse campagne qui, en peu de jours, soumit à l'armée française et le royaume de Sardaigne et la Lombardie. Il faut donc consulter l'ou-

1. *Correspondenz Josephs II mit seinem Minister in den österreichischen Niederlanden Ferdinand Grafen Trautmansdorf*. Vienne, Holzhausen.

2. (En français.) München, Allgemeine Verlags-Gesellschaft.

3. *Marie-Antoinette, Königin von Frankreich und Navarra*, 1^{er} vol. Vienne et Leipzig, Braumüller.

4. *Bonapartes erster Feldzug*. Berlin, Eisenschmidt.

vrage du major Kuhl, même après les livres consacrés aux mêmes événements par MM. BOUVIER et COLIN.

Une autre série d'opérations de Napoléon, celles qui eurent lieu autour de Ratisbonne en 1809, est exposée par le baron BINDER VON KRIGLSTEIN¹. C'est un travail d'histoire militaire dans le genre moderne, également politique et psychologique. L'auteur manque de talent, son langage est lourd et parfois même incorrect; mais c'est pourtant une œuvre bien étudiée, entièrement impartiale et fort instructive. Se basant sur des recherches étendues, sur une connaissance complète de la littérature compétente et sur l'étude des champs de bataille, M. de Kriglstein expose les grands événements d'avril 1809 dans leurs causes, dans leur évolution et dans leurs suites. Il arrive à ce résultat que les rapides victoires des Français eurent pour cause principale leur supériorité militaire. Incapables d'initiative, difficiles à mettre en mouvement, faciles à se décourager, les soldats et les généraux autrichiens étaient entre les mains de leur chef un médiocre instrument de combat. L'archiduc Charles lui-même, quoiqu'il eût des idées justes, était inhabile à les exécuter, manquant de coup d'œil et de décision, s'entourant d'aides incapables, variant constamment dans ses résolutions et dans ses ordres, toujours enclin à sacrifier le but principal à des considérations secondaires. Napoléon n'était pas plus infaillible qu'un autre homme, et la préparation et le commencement de cette campagne sont marqués par plusieurs fautes de sa part. Mais sa décision rapide et énergique, sa volonté constante de rechercher et d'écraser le gros de l'ennemi, sa facilité incroyable à trouver des moyens nouveaux et imprévus, le courage et la résolution de ses généraux et de ses troupes ont procuré à son armée une victoire relativement facile. Le peu d'utilité de la biographie récente de l'archiduc Charles, par le colonel D'ANGELI, que nous avons dû constater plusieurs fois dans cette *Revue*, est pleinement confirmé par M. Binder von Kriglstein.

Le même auteur a écrit une bonne biographie du fameux Ferdinand de Schill², également sur des documents inédits. Il prouve que ce partisan était honnête, patriote, héroïquement brave, excellent soldat, mais capitaine fort médiocre, léger, sans persistance, sautant d'un projet à l'autre. Schill n'a pas participé à la capture du général Victor, à Arnswalde, en janvier 1807.

Nous manquons d'une bonne biographie du célèbre baron de Stein. Depuis le monstrueux fatras de PRATZ et l'étude de SEELEY, il n'y

1. *Regensburg, 1809*. Berlin, Voss.

2. *Ferdinand von Schill*. Berlin, Mittler.

avait, sur ce sujet, que quelques essais et monographies. M. Max LEHMANN¹, dont plusieurs travaux et surtout la biographie de Scharnhorst ont montré qu'il excellait dans la connaissance de cette époque, vient de combler une telle lacune. Des études aussi larges qu'approfondies dans les archives, notamment dans celles de la famille de Stein, à Nassau, l'ont mis à même de peindre un portrait complet et intime du ministre réformateur. Le premier volume ne s'occupe que de l'époque de préparation, jusqu'au renvoi honteux de Stein par le roi Frédéric-Guillaume III, en janvier 1807, le monarque haïssant le génie de son ministre des Finances, peu commode à la médiocrité et à la pusillanimité rancunière du souverain. M. Lehmann a su mettre en relief la personnalité de Stein au milieu de son activité purement administrative et donner à celle-ci de la vie et de l'intérêt.

Ansbach et Bayreuth étaient, comme on le sait, des margraviats franconiens appartenant aux branches cadettes des Hohenzollern. Réunis à la Prusse en 1794, ils furent administrés par le célèbre baron de Hardenberg. Sa gestion est l'objet d'une intéressante et complète monographie par M. K. SUESSHEIM². Dans ces deux petites provinces, Hardenberg suivait une politique d'annexion; son intention était de fonder solidement la puissance prussienne dans l'Allemagne méridionale, de manière à en déloger l'influence autrichienne; ainsi, l'Allemagne entière se serait trouvée soumise à l'hégémonie prussienne. Mais ses efforts échouèrent contre la faiblesse de Frédéric-Guillaume II et III, qui cédèrent devant la résistance, pourtant peu redoutable alors, de l'empereur, et devant l'antipathie de la France et de la Russie, désireuses de donner, dans l'Allemagne du Sud, la prépondérance à la Bavière, afin de diviser l'empire en trois tronçons.

M. Charles GRANIER continue le grand recueil de documents, commencé par M. Max LEHMANN, quant aux rapports de la Prusse avec l'Église catholique depuis 1640 jusqu'en 1807³. Les deux derniers volumes, le VIII^e et le IX^e, publiés par M. Granier, comprennent le gouvernement de Frédéric-Guillaume III de 1797 à 1807. Malheureusement, ce sont encore des volumes énormes, illisibles, que l'on aurait dû réduire au moins de la moitié, ne serait-ce que pour leur donner un aspect moins rébarbatif. Et pourtant on y trouve bien des choses

1. *Freiherr vom Stein*, 1. Bd. Leipzig, Hirzel.

2. *Preussens Politik in Ansbach-Bayreuth, 1791-1806* (Eberings *Historische Studien*, livr. 33). Berlin, Ebering.

3. *Preussen und die Katholische Kirche seit 1640*, vol. VIII et IX (*Publikationen aus den Preussischen Staatsarchiven*, vol. LXVI et LXVII). Leipzig, Hirzel.

intéressantes. Le gouvernement prussien d'alors était beaucoup plus *moderne* dans ses rapports avec l'Église que celui d'aujourd'hui. Éclairé, tolérant, modéré, il maintenait pourtant, d'une main ferme et sûre, la suprématie du pouvoir civil sur toutes les affaires temporelles de l'Église; et, néanmoins, par une conduite aussi égale que courtoise, il obtenait l'approbation de ses sujets catholiques et du Saint-Siège lui-même. Mais, peu à peu, le danger grandit du côté de la France; alors le gouvernement de Berlin, anxieux, rechercha la faveur de ses sujets catholiques en se soumettant à toutes les exigences cléricales. Fait très caractéristique pour la fin de l'*ancien régime* en Prusse! — La province polonaise de la « Prusse méridionale, » récemment annexée alors au royaume des Hohenzollern, fut très mal administrée par le comte de Hoym. Dernièrement, M. GRUENHAGEN avait essayé de réhabiliter ce ministre (voy. *Revue historique*, t. LXVIII, p. 334); mais la publication de M. Granier (t. VIII, p. 44 et suiv.) condamne définitivement sa gestion.

Une tentative faite pour dégager les éléments fluctuants et presque insaisissables de l'opinion publique en Saxe à l'époque napoléonienne (1806-1812) est faite par M. Paul RUEHLMANN¹. Il cherche à les fixer à l'aide des journaux, lettres, mémoires, récits de voyage de l'époque. C'est une tentative nouvelle et méritoire, bien que le travail soit défiguré par des erreurs grossières; par exemple, l'auteur parle « des troupes *françaises* à Bunkershill », p. 5; de l'entrée de l'empereur *François-Joseph* à Dresde en 1812, p. 443.

La guerre de la Délivrance est traitée dans une série de monographies qui ont été réunies en volume par M. von PFLUGK-HARTTUNG², livre fort bien illustré de gravures sur bois d'après les meilleurs tableaux. M. FOURNIER y parle en excellent connaisseur de Napoléon et de sa cour. Le général von BARDELEBEN raconte la guerre d'Espagne en militaire, négligeant un peu les côtés politique et psychologique, mais très bien dans sa manière. On ne saurait dire la même chose de la narration sèche et sans intérêt de la guerre de Russie en 1812, par le général KRAMER. D'autant meilleure est l'histoire des années 1813 et 1814 par le major Hans DECHEND; pleine de mouvement, claire, attrayante, elle est, en même temps, très exacte et très juste. M. de Pflugk-Harttung lui-même traite de l'île d'Elbe et des Cent-Jours avec beaucoup de talent, d'une manière aussi plastique qu'ingé-

1. *Die öffentliche Meinung in Sachsen während der Jahre 1806 bis 1812* (Geschichtliche Untersuchungen, hrsg. von Karl Lamprecht, 1^{re} livr.). Gotha, Perthes.

2. *Napoleon I; das Erwachen der Völker*. Berlin, Spaeth, 1901.

nieuse; seulement, il est, ce nous semble, injuste envers Grouchy, dont la situation était si difficile et si compliquée. Le professeur Edmond MEYER parle de Sainte-Hélène; contribution bien faible, dépourvue de sentiment pour la grandeur de Napoléon. Un des écueils auxquels se heurtent des recueils de monographies tels que celui-ci est l'inégale valeur des morceaux qui les composent.

Deux questions d'histoire russe sont éclairées par M. Théod. SCHIEMANN : l'assassinat de Paul I^{er} et l'avènement au trône de Nicolas I^{er}. Quoiqu'on ait beaucoup écrit, dans ces derniers temps, sur la mort du tsar Paul, cet événement est, pour la première fois, raconté dans ce volume par les conjurés mêmes. Les documents publiés par M. Schiemann prouvent qu'Alexandre connaissait et approuvait la conjuration dirigée contre son père, mais qu'il n'y prit aucune part active; il croyait qu'on voulait seulement faire de lui le corégent de son père. Cette part de responsabilité qui lui incombe fut une cause de remords pour toute sa vie et amena sa conversion finale au piétisme. Sa femme, Élisabeth, approuvait hautement l'assassinat, comme elle l'écrivit à sa mère (p. 8 et suiv.). L'indignation de l'impératrice Marie Féodora, femme de Paul I^{er}, contre les conjurés, bien qu'elle eût été délaissée et même menacée par son époux, s'explique surtout par le fait qu'elle avait espéré être nommée chef de l'État comme Catherine I^{re} et II et qu'elle se trouva déçue. L'ambassadeur d'Angleterre, Whitworth, fut un des premiers auteurs de la conjuration avec le comte Panin et l'amiral Ribas. — Quant à l'avènement de Nicolas I^{er}, celui-ci fit, comme on sait, répandre le bruit qu'il ignorait, à la mort d'Alexandre I^{er}, que la couronne lui fût destinée au lieu de passer à son frère aîné Constantin. En réalité, c'est le commandant de la garnison de Saint-Petersbourg et de la garde, le général Miloradovitch, qui força Nicolas à reconnaître le grand-duc Constantin, et seul le refus de ce prince d'accepter la dignité impériale fit agréer Nicolas par le tout-puissant général; ces faits diminuent la culpabilité des malheureux Décembristes qui levèrent le drapeau de la révolte en faveur de Constantin, le tsar légitime.

Alexandre I^{er} consulta, pendant de longues années, un simple professeur de physique de l'Université de Dorpat, Parrot, sur les plus importantes questions de l'administration et même de la politique étrangère. Intelligent, enthousiaste, possédant des connaissances quasi-universelles, mais passionné et manquant de pénétration, Parrot avait gagné l'amitié du tsar, dans lequel il voyait l'homme et

1. *Die Ermordung Pauls und die Thronbesteigung Nikolaus I.* Berlin, Reimer.

le prince idéal. Il fut cruellement dérompé. L'orgueil croissant d'Alexandre et sa méfiance envers les représentants des idées libérales que, lui-même, il avait jadis partagées, le firent rompre subitement avec le professeur en 1812. M. Fréd. BIENEMANN publie leur correspondance¹, document curieux qui jette une lumière bien vive sur les mœurs du temps et sur le caractère complexe du tsar.

M. Édouard WERTHEIMER s'est fait une spécialité du sort des Bonaparte exilés et de leurs partisans. Cette fois-ci, c'est du duc de Reichstadt même qu'il nous parle², se fondant sur les recherches les plus consciencieuses, d'après les lettres intimes de l'empereur François I^{er}, de Marie-Louise, de Metternich, de leurs confidents et agents, des hommes préposés à l'éducation du jeune Napoléon II. C'est l'histoire définitive du malheureux prince. M. Wertheimer réfute souvent les nombreuses erreurs commises par les biographes antérieurs et par Treitschke, qui a assommé François I^{er} d'un de ces coups de massue brutaux et injustes qui sont un de ses procédés favoris (voy. p. 345). L'auteur trouve également à redire à la manière dont M. Rostand a présenté l'*Aiglon*. Rien n'est plus saisissant que la vérité vraie sur le fils de Napoléon I^{er}, mort avant tout de la situation impossible à laquelle il se trouvait condamné. Le rôle joué dans cette tragédie par François I^{er} et Metternich, les procédés et le caractère de Marie-Louise sont dépeints par M. Wertheimer d'une manière entièrement authentique et corroborée par les documents irrécusables. Aucun roman ne saurait égaler en intérêt cette réalité vécue.

La Guerre de la Délivrance n'apporta que la réaction aux peuples auxquels les princes en détresse avaient promis la liberté. En Prusse, cette époque de réaction, de 1819 à 1840, est saisie sur le vif dans la correspondance de Staegemann, publiée et annotée par M. Franz RUEHL³. Staegemann, un des conseillers principaux de Hardenberg, perdit lui-même ses anciennes idées libérales devant le flot réactionnaire qui l'entourait; il ne garda que dans le domaine religieux les opinions d'une époque plus éclairée. A la page xxiii de son introduction, M. Ruehl prouve que Treitschke, dans le deuxième volume de son histoire d'Allemagne, a haineuse-

1. *Der Dorpater Professor Ge. Fr. Parrot und Kaiser Alexander I.* Reval, Kluge.

2. *Der Herzog von Reichstadt.* Stuttgart et Berlin, Cotta.

3. *Briefe und Aktenstücke zur Geschichte Preussens unter Friedrich Wilhelm III, vorzugsweise aus dem Nachlasse Staegemanns.* Leipzig, Duncker und Humblot.

ment défiguré l'histoire de la démission du fameux Varnhagen von Ense, dont le seul crime était de professer les idées libérales.

Le baron von HELFERT, partisan convaincu de l'ancienne Autriche d'avant 1848, se voit obligé, dans une longue étude sur l'origine du mouvement unitaire en Lombardie et en Vénétie¹, d'avouer que la police autrichienne avait réalisé dans ces provinces un système insupportable de tyrannie intellectuelle et de tracasseries personnelles. Les populations des campagnes étaient satisfaites de la bonne administration autrichienne, mais les habitants des villes exécrèrent les *Tedeschi*, et, depuis 1847, la ville de Milan tout entière passa du côté des amis de l'unité et de l'indépendance italiennes. Les conflits de plus en plus fréquents avec la police exaspérèrent aussi les autres villes du royaume lombardo-vénitien contre l'Autriche.

La révolution finit par échouer en Autriche et également en Prusse; dans ce dernier pays, M. de Manteuffel devint le chef d'un cabinet réactionnaire. Sa politique étrangère se retrouve dans sa correspondance avec le roi Frédéric-Guillaume IV, avec le prince de Prusse et les diplomates prussiens, publiée par M. Henri DE POSCHINGER². Comme à l'ordinaire, ce compilateur publie toutes les paperasses qui lui tombent sous les mains, les choses futiles à côté des choses importantes. Mais, enfin, ces dernières ne font pas défaut dans les trois volumes qu'il vient de jeter encore sur le marché. Frédéric-Guillaume IV s'y montre comme une tête brouillée, faisant parler le sentiment là où l'intérêt politique seul pouvait décider; les lettres qu'il envoie aux empereurs de Russie, d'Autriche et de France et à la reine Victoria sur les affaires politiques sont écrites sur le même ton qu'il aurait employé pour régler des intérêts particuliers entre amis et parents. Très hardi dans ses premières résolutions, il faiblit infailliblement devant les duretés de la réalité. Au fond, il se laissait guider par la *camarilla* réactionnaire et bigote que conduisait le général de Gerlach. Elle alla jusqu'à la trahison pour garder la direction de l'État (voy. t. I, p. 409). Le prince de Prusse, mécontent du rôle pitoyable de la Prusse dans l'Europe d'alors, se mêla constamment de la politique, quoique dépourvu de tout mandat. Plus tard, lorsqu'il fut roi et empereur, il oublia complètement cette ingérence et empêcha avec aigreur son fils et successeur d'exercer la moindre influence sur la marche des événements. Mais, avant son avènement, il ne put rien changer à la nature du roi, qui s'acheminait

1. *Casati und Pillersdorf, die Anfänge der italienischen Einheitsbewegung* (Archiv für österreichische Geschichte, vol. 91, p. 249 et s.). Vienne, Gerold.

2. *Preussens auswärtige Politik, 1850-1858*, 3 vol. Berlin, Mittler.

lentement à la démence et compromettait de plus en plus et lui-même et la Prusse devant toutes les puissances. M. de Poschinger s'évertue à sauver la réputation politique de Manteuffel. Selon son propre aveu, c'était une « politique de la main libre » (t. III, p. 7), c'est-à-dire d'une neutralité à tout prix, indigne d'une grande puissance, et qui avait déjà été, de 1797 à 1806, la honte et le malheur de la Prusse. Le ministre et ses diplomates certifient eux-mêmes, à différentes reprises (voy., entre autres, t. III, p. 404 et suiv.), la confusion, la bassesse et la faiblesse qui caractérisaient la conduite de la Prusse sous leur direction. Ces volumes sont fort instructifs sur la politique de Napoléon III, qui, dès 1851, prépara l'annexion de la Savoie à la France, avec l'assentiment de Palmerston; l'histoire de la guerre de Crimée est également éclairée par la publication de M. de Poschinger.

La politique du prince de Prusse, devenu régent, est le sujet d'une publication de M. Ern. BERNER, dans la série de ses « Sources et recherches pour servir à l'histoire de la maison des Hohenzollern. » Son livre, intitulé : « Le prince régent de Prusse et sa femme; les débuts d'un règne¹, » a pour but de montrer que Guillaume n'était pas dans la dépendance de sa femme, Augusta, avant l'entrée de Bismarck au ministère et qu'il ne fit pas preuve de faiblesse pendant la guerre d'Italie en 1859. Sur le premier point, l'auteur réussit à prouver, par des faits et des documents incontestables, l'inanité des imputations faites par Bismarck dans ses *Souvenirs*. Sur le second point, l'auteur est moins heureux. L'exposé détaillé de la politique prussienne pendant la guerre de 1859 est très intéressant, mais il prouve juste le contraire de ce que prétend M. Berner. Le régent ne songeait nullement à suivre la politique énergique préconisée alors par Bismarck, qui voulait profiter de la situation menacée de l'Autriche pour la forcer à céder à la Prusse l'hégémonie en Allemagne. Sa politique était plutôt de ne rien faire pour le maintien de la domination autrichienne en Italie, mais de défendre les provinces allemandes de l'Autriche sans retirer aucun avantage « égoïste » pour la Prusse. Grave faute : aucun chef d'État n'a le droit de renoncer volontairement aux avantages qu'il pourrait procurer à son pays; un tel *altruisme* politique révélait chez le prince un réel manque d'énergie et d'idées. En outre, il ne mûrissait aucun projet de réforme unitaire en Allemagne. Et lorsque, après

1. *Der Regierungsanfang des Prinz-Regenten von Preussen und seine Gemahlin (Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hauses Hohenzollern, 3^e série)*. Berlin, Alex. Duncker.

Montebello, l'Autriche concéda à la Prusse, comme prix de sa coopération armée, la direction politique et militaire de l'Allemagne, le gouvernement de Berlin évita anxieusement de prendre une décision. M. Berner voudrait mettre cette reculade sur le compte du ministre de Schleinitz, mais la responsabilité retombe tout entière sur le régent, qui disait assez souvent qu'il était son propre ministre des Affaires étrangères. Il se plaisait dans le rôle de médiateur, asile de toutes les politiques faibles. Les distinctions de M. Berner ne convaincront personne.

M. Max LENZ a fait réimprimer, en volume, l'article sur Bismarck de l'*Allgemeine deutsche Biographie*¹. C'est un livre plein d'intelligence, fait d'une seule traite, sorti d'un enthousiasme sincère pour l'homme de génie, sans que M. Lenz méconnaisse les défauts de son héros. Il reconnaît pleinement que, à leur point de vue et surtout à cause de leurs convictions, les adversaires du grand ministre avaient souvent raison et que celui-ci écoutait la voix, non de ses convictions, mais de son intérêt. Même son fameux « royalisme » n'était, au fond, qu'une expression de son intérêt personnel et de caste. Il l'a montré dans les commencements de sa vie politique quand il désirait provoquer, contre le faible Frédéric-Guillaume IV, une révolution réactionnaire (p. 42), comme vers la fin de sa vie, lorsqu'il fit une opposition passionnée à Guillaume II. M. Lenz répète hautement (p. 479, 484, 239) une appréciation par laquelle, lorsque nous l'avons émise pour la première fois, nous avons provoqué de nombreuses contradictions, à savoir que Bismarck a intentionnellement envenimé et prolongé le conflit parlementaire de 1862 à 1866 afin de contraindre le roi à le suivre dans sa politique extérieure, fort antipathique au conservateur et pacifique Guillaume. Bref, malgré quelques objections de détail, nous approuvons pleinement le beau travail de M. Lenz qui, sans tomber dans l'adulation, a su mettre en relief l'immense figure du chancelier de fer. Seulement, à notre avis, il n'a pas compris le plus grand défaut de Bismarck : son mépris pour les idées et pour les convictions. C'est ce défaut fatal qui a amené sa défaite devant ses plus grands adversaires de l'intérieur : le centre clérical et le socialisme ; qui, en détruisant par l'énorme autorité du chancelier tout idéalisme dans la politique, a fait de nos partis de simples coteries d'intérêts matériels ; et qui, pour diviser la nation afin de la gouverner plus facilement, a déchainé les haines confessionnelles et sociales.

L'unité allemande fut préparée par les éléments populaires ; un

1. *Geschichte Bismarcks*. Leipzig, Duncker und Humblot.

de ces éléments était le *Nationalverein*, fondé en 1839 par M. de Bennigsen et disparu en 1867 après les victoires prussiennes. Le *Nationalverein* préconisait l'hégémonie prussienne malgré le conflit parlementaire. M. Rodolphe SCHWAB en a consciencieusement écrit l'histoire¹, mais il eût été à souhaiter que, en dehors de quelques livres connus de tout le monde, il se fût servi de sources plus intimes qui auraient jeté de la lumière sur les motifs et sur les tendances des personnages dirigeants.

L'excellente histoire de la guerre de 1866, par le général-major Oscar von LETTOW-VORBECK², se termine par le troisième volume, qui traite de la campagne du Mein. Toutes les qualités des volumes précédents (voy. *Revue historique*, t. LXXV, p. 185 et suiv.) se retrouvent ici : foule de documents et de renseignements authentiques, critique indépendante et incisive, exposition détaillée mais jamais terne ou ennuyeuse, considérations psychologiques et politiques aussi bien que militaires. Les causes de l'infortune qui a poursuivi les opérations des États allemands ligüés contre la Prusse sont constatées avec la dernière évidence : méfiance mutuelle de l'Autriche et de la Bavière ; différends politiques entre les alliés ; mauvais vouloir de Bade, qui était favorable, au fond, à la Prusse ; organisation et préparation défectueuses des contingents méridionaux ; médiocrité et faiblesse des chefs militaires. Les motifs et les intentions des personnages principaux sont développés avec autant de savoir que d'art. La destitution du général en chef prussien Falckenstein au milieu de ses triomphes et son remplacement par Manteuffel sont expliqués par son opposition, non justifiée d'ailleurs, aux ordres de Moltke. Mais le général de Lettow-Vorbeck est d'avis, avec le maréchal actuel de Waldersee, que Manteuffel était peu apte à commander des armées et que ses succès dépendaient de la qualité de ses conseillers.

Il y a dix ans, les historiens allemands étaient unanimes à faire retomber sur le gouvernement de Napoléon III la responsabilité de la guerre de 1870. Une forte réaction s'est produite contre cette manière de voir. M. Walter SCHULTZE³ essaie de prouver que, si l'entourage de l'empereur avait résolu la guerre en principe dès 1867, Bismarck l'a fait tomber dans un piège en l'obligeant à commencer la lutte sur un terrain défavorable ; c'est ainsi qu'il a

1. *Der deutsche Nationalverein, sein Entstehen und sein Wirken*. Berlin, G. Reimer.

2. *Geschichte des Krieges von 1866 in Deutschland*, 3^e vol. Berlin, Mittler.

3. *Die Thronkandidatur Hohenzollern und Graf Bismarck*. Halle, Anton.

déchainé la question de Hohenzollern, où la France ne pouvait céder en aucune manière. Il y a quelque chose de vrai dans cette thèse, mais elle est exagérée, et, pour la prouver, l'auteur se voit forcé de s'appuyer sur de pures hypothèses. Il oublie la manière brusque et offensante dont le duc de Gramont avait porté la question devant le public en blessant profondément l'honneur de la Prusse, et il n'oublie pas moins que la demande d'une lettre d'excuses et d'une promesse de ne jamais permettre à un Hohenzollern de monter au trône d'Espagne, adressée au roi Guillaume, infligeait à la Prusse une véritable honte. Il n'est pas vrai que la candidature Hohenzollern ait été *exclusivement* l'œuvre de Bismarck ni que Gramont n'ait pas désiré la guerre.

On connaît l'historien, aussi spirituel que paradoxal, qui se nomme Ottokar LORENZ : adversaire de la méthode critique en histoire telle qu'elle s'est développée depuis Ranke, créateur d'une prétendue science généalogique qui, malgré quelques idées justes et utiles, est, comme ensemble, entièrement manquée. Pour décrire la fondation de l'empire d'Allemagne de 1866 à 1871¹, ses relations personnelles lui ont valu la communication d'un certain nombre de documents princiers et diplomatiques des petites cours allemandes. En effet, il nous fait mieux connaître les négociations des États du sud de 1867 à 1870 et les événements de Versailles dans l'automne de 1870. Mais, d'autre part, l'auteur échoue complètement quand il prétend montrer qu'au roi Guillaume revient le principal mérite des succès militaires et politiques, que Bismarck et Moltke n'étaient que ses aides plus ou moins dociles, assertions trop manifestement contraires à tout ce que nous savons de positif sur le rôle respectif de ces personnages pour que nous ayons à les réfuter ici. Les erreurs de détail sont tellement nombreuses qu'il faudrait un livre entier pour les rectifier.

Comme Hansemann (voy. *Revue historique*, t. LXXXII), Ludolf Camphausen était un représentant de la bourgeoisie libérale, conservatrice, constitutionnelle, mais imbue de préjugés de caste autant que les hobereaux. Une femme, M^{me} Anna CASPARY, a écrit sa biographie². Lud. Camphausen était fils de ses œuvres, négociant énergique et habile, actif, ambitieux, entré dans les affaires politiques par la voie des intérêts commerciaux et industriels; il fut président du Conseil des ministres en Prusse pendant quelques mois de l'année 1848, représentant de la Prusse près le gouvernement cen-

1. *Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs*, Jena, Fischer.

2. *Ludolf Camphausens Leben*. Stuttgart et Berlin, Cotta.

tral de Francfort en 1848 et 1849; plus tard, quand il fut retiré des affaires, il s'occupa d'astronomie, et fit d'importantes découvertes. Bref, c'était un homme d'une grande valeur personnelle. Comme ministre, avec les meilleures intentions du monde, il s'est fait l'instrument aveugle de la réaction et aida à étouffer la jeune liberté. L'auteur de cette biographie n'est malheureusement nullement apte à sa tâche, où il ne montre aucune qualité d'historien ni d'écrivain. Ce qui importe dans ce volume, ce sont les documents, surtout les lettres de Frédéric-Guillaume IV, qui donnent de ce monarque une idée très défavorable, tant pour son caractère que pour son intelligence politique. La princesse, plus tard impératrice, Augusta paraît avec avantage dans sa correspondance avec Camphausen; une biographie sincère et documentée de cette princesse distinguée serait fort à désirer.

Un parlementaire, qui a joué un rôle très important pendant une dizaine d'années, Édouard Lasker, a laissé des écrits, dont un de ses amis et parents, le Dr Guillaume Cahn, vient de commencer la publication¹. Le premier volume contient une histoire parlementaire de la Prusse, travail favori de Lasker, mais resté malheureusement à l'état de fragment et finissant, au beau milieu d'une phrase, en 1878. Son intérêt réside surtout dans la description des affaires auxquelles Lasker a pris une part personnelle. Il les expose avec une compréhension aussi claire que profonde des conditions générales de notre vie politique, faisant ressortir partout les faits principaux, sans passion, sans amertume, juste et bienveillant envers tous, même envers Bismarck, qui l'a traité avec tant d'ingratitude. Lasker n'était point l'enthousiaste trop idéaliste que l'on croit généralement. Certainement, son être tout entier était animé du souffle idéal, mais en même temps c'était un homme pratique, trop clairvoyant pour ne pas reconnaître les forces de la vie réelle. Longtemps avant la guerre d'Autriche, à une époque où les projets de Bismarck étaient méconnus par tous les politiciens qui, après ses succès, se mirent à ses pieds, Lasker avait compris les véritables buts politiques du ministre et le défendit contre ses propres électeurs.

Un prince qui, dans sa longue carrière, a été un modèle de sagesse, de bonté et de patriotisme, le grand-duc Frédéric de Bade, vient de célébrer le 50^e anniversaire de son règne. On aurait bien dû profiter de l'occasion pour nous donner une bonne biographie de l'excellent souverain, basée sur des documents authentiques, avec un tableau fidèle de son gouvernement et des multiples influences qu'il

1. *Aus Eduard Laskers Nachlass*. Berlin, G. Reimer.

a exercées sur les destinées de l'Allemagne par sa valeur personnelle et comme gendre de l'empereur Guillaume I^{er}. Cependant, on n'a publié que des brochures officieuses qui excitent la curiosité sans la satisfaire. Le professeur d'Iéna, que nous avons déjà eu à mentionner, M. Ottokar LORENZ¹, a puisé dans le journal du grand-duc, mais n'en fait connaître que des fragments. Nous y trouvons un écho bien affaibli des luttes qui ont précédé, à Versailles, la fondation de l'empire d'Allemagne et qui, plus tard, ont sévi entre le chancelier de fer et les princes allemands, mécontents de la dictature que, malgré le caractère fédératif de la constitution de l'empire, M. de Bismarck s'était arrogée, en se couvrant habilement du nom vénéré du vieil empereur. Le journal du grand-duc prouve de nouveau que Bismarck, qui, après la défaite, aimait à jeter la responsabilité du *Kulturkampf* sur le ministre des Cultes, Falk, a rendu lui-même cette lutte aiguë, passionnée et personnelle contre le gré de Falk, qui préconisait des mesures plus générales et plus modérées.

Dans une très intéressante étude, le lieutenant général VON CÄMMERER s'occupe des premières semaines de la campagne d'Italie en 1859². Il s'efforce surtout de résoudre deux questions : qui faut-il rendre responsable de la direction absurde de l'armée autrichienne, et pourquoi Napoléon III n'a-t-il pas cherché une rencontre décisive dans la Lomeline même, avant de passer le Tessin, au lieu de faire exécuter un mouvement tournant très dangereux ? Quant au premier point, M. von Caemmerer établit que la défaite des Autrichiens est due avant tout au chef de leur état-major, le colonel de Kuhn, qui manquait absolument de clarté dans les idées, qui était imbu des anciennes notions stratégiques artificielles, qui attendait toujours l'initiative de l'ennemi et qui variait constamment dans ses projets, les mêmes fautes que Krismanic a commises en 1866. Quant à Napoléon III, dont les qualités militaires sont fort appréciées par le général von Caemmerer, il nourrissait d'abord l'idée d'avancer sur la rive droite du Pô, de tourner ainsi la position des Autrichiens et de les forcer à quitter la Lombardie sans coup férir. Pour favoriser cette entreprise, il pensait tromper l'ennemi par de feintes attaques contre son aile droite vers le nord. Cependant, comme le matériel de l'armée était très défectueux, — tout autant que plus tard, en 1870, — et que, d'autre part, il avait hâte d'entamer la lutte décisive, les Autrichiens attendant de puissants renforts et l'Allemagne étant sur

1. *Friedrich Grossherzog von Baden*. Berlin, Paetel.

2. *Magenta. Der Feldzug von 1859 bis zur ersten Entscheidung*. Berlin, Mittler.

le point de déclarer la guerre à la France, l'empereur renonça à son plan primitif, fit de ses démonstrations le mouvement principal et se jeta sur l'extrême droite des Autrichiens. C'était un projet bien dangereux; un adversaire plus résolu et plus intelligent aurait infailliblement rejeté les Français vers les Alpes. Mais Kuhn embrouilla tellement les choses que ses mouvements ni offensifs ni défensifs ne répondirent aux exigences de la situation. Comme beaucoup de ses prédécesseurs, M. de Cammerer porte un jugement défavorable sur la conduite tenue à Magenta par le général de Mac-Mahon, à qui, de prime abord, on en avait attribué la principale part de gloire.

La publicité en Prusse sous l'influence de la guerre de 1859 fait l'objet d'un travail curieux et intéressant composé, par M. Théodore SCHEFFER¹, d'une manière aussi ingénieuse que systématique. L'auteur donne la bibliographie des brochures et pamphlets, publiés en Prusse sur les complications italiennes, et les groupe selon leur contenu et leurs points de vue. Il ne les critique pas, il les analyse et en tire les conséquences historiques. Ce qui en résulte surtout, c'est un manque étonnant de clarté et de sens politique chez les hommes les plus remarquables d'alors; toute la grandeur du génie de Bismarck s'apprécie seulement sur ce fond d'incapacité politique de ses compatriotes. Il est regrettable que le style de M. Scheffer soit incorrect et défiguré par de nombreuses répétitions².

Le major Kunz continue ses considérations tactiques sur les guerres les plus récentes³. La deuxième livraison expose la guerre civile du Chili, en 1891, et la guerre entre l'Amérique et l'Espagne, en 1898, d'une manière d'autant plus insuffisante que l'auteur ne comprend pas l'espagnol. Bien préférable est la troisième livraison, sur les campagnes des Français au Tonkin. Le major Kunz rend pleine justice à l'armée française contemporaine et à ses opérations dans l'Asie du Sud-Est; il constate qu'elle a beaucoup progressé depuis 1874. L'amiral Courbet et le général de Négrier sont caractérisés comme hommes de guerre de premier ordre. Il va sans dire que, à côté des éloges bien mérités, l'auteur ne craint pas de critiquer les défauts militaires des Français, surtout leur tir trop rapide, trop passionné. Mais son jugement final est que leur armée est actuellement l'égale de n'importe quelle autre armée du monde.

1. *Die preussische Publizistik im Jahre 1859 unter dem Einflusse des italienischen Krieges*. Leipzig, Teubner.

2. Une erreur (p. 54) : le député Franz Duncker fort connu appartenait au parti progressiste; il n'était nullement coréligionnaire politique de Ferdinand Lassalle.

3. *Taktische Beispiele aus den Kriegen der neuesten Zeit, 1880-1900*, livr. 2 et 3. Berlin, Mittler.

On ne comprend pas très bien pourquoi M. Karl LAMPRECHT ajoute à son histoire d'Allemagne des volumes supplémentaires¹ traitant de la civilisation de l'Allemagne actuelle, tandis que le récit de l'ouvrage principal s'arrête encore au commencement du XVII^e siècle. Il paraît que l'auteur a senti le besoin d'émettre son opinion sur les tendances contemporaines. Il croit que nous nous trouvons au début d'une période éminemment artistique, antiscientifique. Voilà une opinion qui rencontrera peu de partisans. S'il y a progrès de nos jours, cela n'est ni sur le terrain éthique, — où nous reculons de plus en plus vers l'ancienne barbarie, — ni dans les arts, où règne une confusion inextricable et où maîtres et public sont en plein désaccord ; c'est exclusivement dans le domaine des sciences et surtout de la technique. Le premier volume de M. Lamprecht fourmille d'erreurs, non seulement dans les détails, mais encore dans les appréciations. Les rudes essais d'art primitif, ressemblant aux premiers dessins des petits enfants, sont décorés du titre pompeux « d'art symbolique ! » La peinture du XV^e au XVIII^e siècle est considérée comme caractérisant l'époque de « l'individualisme. » Dürer et Angelica Kaufmann, Holbein et Mengs sont rangés dans la même école, et ainsi de suite. Partout, la vérité est violée ou arrangée de la manière la plus artificielle. Toutes les circonstances ou les personnes qui crient trop haut contre les thèses arbitraires de l'auteur sont passées sous silence, « car ce livre n'a pas un caractère statistique, mais évolutionniste, » et des maîtres tels que Lenbach ne cadrent pas avec l'« évolution » imaginée par M. Lamprecht. La plastique allemande, que beaucoup de personnes apprécient plus haut que la peinture, est entièrement négligée, parce qu'elle se moque de « l'époque subjective. » L'auteur prétend que la première moitié du XIX^e siècle était une période froide et de pur raisonnement logique ; en vérité, c'était un temps enthousiaste et poétique, plein d'un idéalisme que nous avons malheureusement perdu depuis les trente dernières années. Il va sans dire qu'un auteur d'autant d'intelligence que M. Lamprecht a parfois de bonnes pensées et des mots heureux. Mais l'ensemble de son livre est inadmissible.

M. Charles-Théodore von HEIGEL réunit quelques essais et discours historiques², bien écrits, d'après de bons matériaux, mais n'apportant guère de nouveau. Le plus intéressant est le troisième essai relatif à la succession de la maison de Deux-Ponts en Bavière.

1. *Deutsche Geschichte, erster Ergänzungsband. Zur jüngsten deutschen Vergangenheit*, vol. 1. Berlin, Gärtner.

2. *Neue geschichtliche Essays*. München, Beck.

Édouard MEYER, l'historien bien connu de l'antiquité, prend fait et cause dans la lutte bruyante entre l'ancienne et la nouvelle école sur la manière d'écrire l'histoire¹. Sans se laisser influencer par les grands mots employés avec emphase par les novateurs, il se place résolument sur le terrain des idées traditionnelles. Il rejette les formules retentissantes, mais dénuées de réalité, dans lesquelles on essaie d'enfermer l'immense variété des phénomènes humains. Il nie, avec raison, que la connaissance de l'universel, du typique soit l'unique tâche de la science, véritable *petitio principii*; il établit que c'est plutôt une notion empruntée aux seules sciences physiques, et que l'histoire tend à un but tout différent : connaître les faits spéciaux tels qu'ils exercent une influence effective sur l'évolution ultérieure de l'humanité. Il n'y a pas de lois proprement dites en histoire, mais seulement des règles que l'on peut déduire de l'expérience historique; l'évolution humaine est trop différenciée pour permettre d'y trouver des lois. M. Meyer combat la théorie de la toute-puissance des causes économiques, et il prouve que leur développement ne dépend pas moins des faits politiques que ceux-ci du développement économique. Comme il est impossible de pénétrer les motifs intimes des personnages agissants, la compréhension du procès historique restera toujours problématique, soumise à l'appréciation subjective, et ne mènera jamais à la certitude absolue. Voilà, en peu de mots, les points de vue essentiels développés par M. Meyer. Nous y adhérons complètement, tout en désirant y trouver parfois plus d'ampleur et de profondeur. Mais nous rejetons sa théorie de la liberté de la volonté et du hasard, qu'il croit possibles à côté de l'action irrésistible de la causalité. Si nous croyons pouvoir constater une liberté de la volonté et un hasard, c'est seulement parce que nous sommes incapables de poursuivre, jusqu'aux origines, la série infinie et compliquée des causes déterminant les caractères et les faits. Cette incapacité ne diminue en rien l'action nécessaire et exclusive de la causalité, sans laquelle il n'y a plus de pensée ni de raison.

On reviendra toujours à Léopold de Ranke. Un jeune auteur, de nom arménien, M. Wahan NALBAUDIAN, parle des années d'apprentissage et de la notion que l'immortel maître s'était formée de l'histoire². M. Nalbandian met en relief combien Ranke unissait à l'intérêt artistique pour les détails les grandes idées, la compréhension des causes générales, d'où les faits particuliers naissent et dans le sein

1. *Zur Theorie und Methodik der Geschichte*. Halle, Niemeyer.

2. *Leopold von Rankes Bildungsjahre und Geschichtsauffassung (Leipziger Studien auf dem Gebiete der Geschichte, vol. 8)*. Leipzig, Teubner.

desquelles ils retournent. La chaîne qui lie le particulier et l'ensemble est infinie et universelle. Chaque nation, chaque grande institution, selon Ranke, a son idée propre, — concept un peu mystique, — mais est empêchée, combattue, affaiblie par les tendances particulières et personnelles; la lutte entre celles-ci et l'idée est un des objets les plus saisissants pour l'historien. La forte individualité exerce une influence considérable sur la marche des choses; mais elle ne l'emporte qu'à la condition de se conformer aux grands courants et aux notions qui dominent son époque et son milieu. Là réside, pour Ranke, la conciliation entre la liberté personnelle et la nécessité. Quoique protestant fervent, Ranke rejette toute théologie dans l'histoire; il nie même le progrès éthique et ne croit qu'au progrès matériel. Son idéal est la vérité scientifique, toute la vérité et rien que la vérité. Il voudrait « éteindre son moi et ne laisser parler que les choses elles-mêmes. » Ce n'est ni l'intérêt religieux ou politique ni même la morale qui doit préoccuper l'historien, mais exclusivement la vérité simple et nue. C'est là la passion d'un savant dont on a voulu faire un pédant froid et impassible, passion plus élevée et plus sympathique que celles du politicien ou du fanatique. Ranke a créé l'historiographie moderne; il ne l'a pas développée tout entière, il en a négligé des parties, parce que même à son génie il était impossible d'en embrasser la totalité. Mais le plus sûr pour ses successeurs, c'est de construire sur les bases qu'il a jetées pour toujours.

M. PHILIPPSON.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Joseph HANSEN. *Zauberwahn, Inquisition und Hexenprozess im Mittelalter, und die Entstehung der grossen Hexenverfolgung.* München und Leipzig, Druck und Verlag von R. Oldenbourg, 1900. In-8°, xv-538 pages.

Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hexenwahns und der Hexenverfolgung im Mittelalter. Bonn, Carl Georgi, Universitäts-Buchdruckerei und Verlag, 1901. In-8°, xi-703 pages.

De concert avec l'État, qu'elle a intéressé et asservi à cette œuvre, l'Église, pendant trois cents ans, du début du *x^e* siècle à l'ouverture du *xiv^e*, s'acharne à la poursuite et à la destruction de l'hérésie. Celle-ci, au bout du long effort dont elle a été l'objet, semble avoir presque disparu. Du moins se réduit-elle à peu près dès lors, comme la persécution elle-même, qui continue toujours, à des cas isolés. Mais, dans cette répression trois fois séculaire, on dirait que l'Église aussi bien que le pouvoir temporel aient contracté une habitude avec laquelle ils ne sauraient plus rompre. Les doctrines hétérodoxes ne fournissent désormais aux procédures et aux condamnations qu'une matière appauvrie. On en imagine une autre; les hérétiques, qui se font rares, sont remplacés par les sorciers, dont le nombre passe pour immense, et alors s'ouvre contre ces derniers une seconde période de persécution. Prolongée du *xv^e* au *xvii^e* siècle, égale par conséquent en durée à celle qui a sévi contre l'hérésie¹, la persécution nouvelle n'est pas moins épouvantable. Après cent cinquante ans de supplices, vers la fin du *xvi^e* siècle, quand un Espagnol inintelligent et brutal, l'inquisiteur Louis de Paramo, proclame que, pour tant de sang versé, l'Inquisition a bien mérité du genre humain, trente mille malheureux, selon lui, ont déjà expié sur le bûcher le crime illusoire de sorcellerie².

Quelle est la cause de ce délire sanguinaire? On ne l'a pas réelle-

1. La date de 1700, comme on le pense bien, n'est que le terme de la grande et continuelle persécution dont souffrent pendant trois siècles les soi-disant sorciers, et plus au delà de ce terme. M. H. signale, en 1781, à Séville, le cas d'une femme brûlée par l'Inquisition sous prétexte d'un pacte accompagné de relations intimes avec le démon, et, en 1782, à Glaris, la décapitation, par sentence des tribunaux séculiers, d'une jeune fille accusée d'avoir ensorcelé un enfant et de l'avoir ainsi rendu malade. Voir p. 532. D'autres jugements d'un genre pareil pourraient, sans aucun doute, être cités vers la même époque.

2. Voir le passage de Louis de Paramo chez M. H., p. 532, note 1.

ment indiqué encore. Pour en rendre compte, les uns se sont livrés à des raisonnements purement théoriques. La plupart, renonçant à résoudre le problème, se sont rejetés sur l'étude de la persécution en elle-même et n'ont réussi par là qu'à amplifier un tableau depuis longtemps connu et plein d'une horrible monotonie. C'est pourtant à cette question d'origine qu'il fallait revenir un jour, et c'est ce qu'a fait M. H. Sur l'époque qui dota l'humanité à la fois de la Renaissance et de la Réforme, qui vit l'essor grandiose des sciences expérimentales, qu'en égard à ces conquêtes on s'est habitué à considérer comme un âge de progrès intellectuel, cette persécution des sorciers fait peser comme un mystère. Afin de l'éclaircir, l'auteur a essayé de retracer le développement de la croyance à la sorcellerie, de son infiltration graduelle dans toutes les classes de la société chrétienne, de sa domination enfin, qui prend l'apparence d'une obsession insurmontable. Ainsi seulement pouvaient être définies les circonstances qui, à un certain moment, rendirent possible un égarement si extraordinaire des esprits et des âmes, égarement dont souffrirent, pendant des siècles, non point tant les masses sans culture que les puissances de ce monde, les autorités de l'Eglise et de l'Etat¹. L'importance de pareilles recherches n'est pas à démontrer. La poursuite des prétendus sorciers jusqu'à une époque toute voisine de la nôtre est une question capitale dans l'histoire de la civilisation. A peine peut-on même dire qu'elle ait perdu tout caractère d'actualité. Elle a été résolue définitivement au point de vue de la pitié et de la justice. Mais, on ne saurait perdre de vue que tous les éléments de la croyance, sur laquelle était fondée cette répression hideuse, subsistent encore aujourd'hui sans exception dans les systèmes religieux qui dominent l'Europe².

Bien qu'on puisse juger qu'il en a réduit l'exposition au strict nécessaire, l'étude poursuivie par M. H. offre infiniment de complexité. On comprendra par suite que nous nous bornions à en indiquer les points essentiels, qui, reliés les uns aux autres, en constituent le développement logique.

Après avoir noté l'origine et l'essence de la croyance à la sorcellerie et aux sorciers, lesquelles se trouvent toutes deux dans une conception

1. Voir, sur ces différentes considérations, les pages v et vi de la préface mise par M. H. en tête de son ouvrage.

2. La survivance dont il s'agit, survivance spéciale et propre aux principes, d'où est sortie la foi à la sorcellerie, n'est pas la seule du reste. Il y en a une autre, celle de la sorcellerie elle-même et de la confiance en son pouvoir, si répandues encore dans une foule de contrées et, pour ce qui est en particulier de la France, dans les régions bretonnes et pyrénéennes. Si la première est un fait capital au point de vue religieux, la seconde ne mérite pas moins l'attention en ce qui regarde la culture et la mentalité populaires. L'une et l'autre, en tout cas, attestent l'incroyable lenteur avec laquelle la pensée humaine se débarrasse de conceptions dès longtemps surannées, alors même que l'expérience la plus cruelle en a démontré l'influence exécrable.

religieuse spéciale de l'univers, après avoir défini également l'idée qu'on se faisait de ces mêmes sorciers, au temps de la grande persécution de trois siècles qui se déchaîna contre eux, l'auteur énumère les éléments principaux dont se composait l'idée dont il s'agit, c'est-à-dire le maléfice, l'existence des striges, le changement d'hommes en bêtes, les rapports sexuels entre des êtres humains et le démon et enfin le sabbat. Il nous fait suivre la propagation de ces conceptions fondamentales dans l'ensemble ethnique, à la fois gréco-romain, judéo-oriental et celto-germanique qu'est le monde chrétien. Il nous les montre s'imposant à la primitive Église et systématisées, dès le iv^e siècle, chez le plus grand de ses docteurs, chez Augustin. Celui-ci, tout plein de sa lutte incessante contre le manichéisme, pose déjà en principe deux points capitaux, que rien ne pourra ébranler désormais. C'est l'intervention de la divinité même dans les œuvres démoniaques, qui ne s'accomplissent que parce qu'elle le permet, qu'elle leur prête en quelque sorte sa connivence. C'est ensuite la possibilité et la réalité de ces relations entre l'homme et Satan, où se trouve la condition nécessaire de la sorcellerie. De la sorte s'expliquent des phénomènes souverains, qui sans cela demeureraient une énigme dans cette histoire lamentable : d'abord, l'impuissance de l'Église à lutter contre de telles croyances par la raison qu'elle les partage elle-même; puis leur épanouissement illimité, dans lequel on est obligé de reconnaître bien moins le fait de l'imagination populaire que le résultat d'un travail raisonné, de spéculations théologiques et savantes¹.

Sur ces données restreintes, quoique dès lors indélébiles, s'inaugure une première période, où se développent parallèlement l'idée et la répression de la sorcellerie. Cette période, qui n'est que préliminaire encore, a été enfermée par M. H. entre le début du v^e siècle et celui du xiii^e, entre l'ouverture du moyen âge et la publication des Décrétales de Grégoire IX. Mais les huit siècles dont il s'agit embrassent eux-mêmes deux phases particulières et qu'on ne saurait confondre. La première, étendue de l'an 400 à l'an 900 environ, voit la démonologie grandir et se préciser d'Isidore de Séville à Raban Maur, à Hincmar de Reims, à Agobard de Lyon, tandis que se constitue une pénalité à part contre les prétendus sorciers : au point de vue ecclésiastique, dans les règlements synodaux, dans les livres pénitentiels, dans les décisions des papes Grégoire I^{er}, Grégoire II et Zacharie; au point de vue civil, dans le droit romain et dans les différentes lois germaniques. Le mouvement s'accroît au cours des trois siècles qui suivent, avec la collection juridique de Reginon de Prüm et son fameux canon *Episcopi*, avec celle de Burchard de Worms. Leur conception du maléfice, de la

1. Au sujet de ces points spéciaux, voir, dans le travail de M. H., le chapitre 1^{er}, qui n'est qu'une introduction. En ce qui concerne le rôle décisif d'Augustin dans ce premier développement de la croyance à la sorcellerie, voir p. 25-31.

métamorphose d'êtres humains en bêtes, leur répartition des striges en bienfaisantes et malfaisantes passent dans le recueil d'Ives de Chartres, dans le Décret de Gratien, dans la compilation canonique mise sous le nom de Grégoire IX, et l'*impotentia ex maleficio* est admise au nombre des causes de divorce que reconnaît l'Église. Mais aussi, comme précédemment, se développent la procédure contre les faits de sorcellerie en même temps que la pénalité dont ils sont l'objet. M. H. a indiqué les moyens qu'emploient l'une et l'autre, et qui sont, en ce qui concerne la première, et pour les tribunaux carolingiens par exemple, la torture et le jugement de Dieu¹.

Le double progrès, d'une part, de la croyance à la sorcellerie, de l'autre, de la répression des crimes prétendus que cette croyance engendre, se continue dans les deux siècles qui suivent et qui constituent une seconde période de l'histoire que M. H. a essayé d'éclaircir². Mais, sous l'influence de causes nouvelles, le progrès dont il s'agit affecte dès lors une forme et surtout acquiert une activité qu'il n'a pas offertes encore. Au sujet de l'intervention journalière du démon dans les affaires de ce monde, de ses rapports avec l'homme, l'idée sommaire, qu'en ont eue jusque-là aussi bien les théologiens que les gens du peuple³, atteint à une amplitude et une précision extraordinaires. C'est l'œuvre de cette science, ou plutôt de cette méthode mensongèrement scientifique, qui a pour date d'apogée le xiii^e siècle, de la scolastique enfin. Vainement, quelques hommes, dont l'esprit a échappé à la démençe générale, Césaire d'Heisterbach, les auteurs du Roman de la Rose, Roger Bacon, soutiennent l'inanité de pareilles conceptions⁴. Les docteurs de cet âge s'attachent obstinément au problème à peine abordé par les siècles passés. Ils en établissent et en discutent tous les détails, leur donnent à tous des solutions raisonnées, dont l'ensemble devient en fin de compte une science à part et bientôt un dogme et qui est la démonologie. Ainsi se trouvent mises successivement hors

1. Pour compléter cette première partie de son travail, l'auteur a présenté le tableau rapide d'un certain nombre de procès de sorcellerie, dont le souvenir nous a été conservé depuis le v^e siècle jusqu'au xiii^e, et qui ont pour théâtre la France, l'Espagne et les pays germaniques. Voir, au sujet de ces procès, p. 113-121, et, pour le détail des indications qui viennent d'être résumées, le chapitre n^o tout entier.

2. M. H. a placé le développement de cette période nouvelle entre les années 1230 et 1430. Il y a consacré trois chapitres, le iii^e, qui a pour titre : *Confirmation scientifique de la croyance à la sorcellerie par la scolastique* (p. 122-211); le iv^e, qu'il a intitulé : *Réunion de la croyance à la sorcellerie aux poursuites exercées contre les hérétiques par l'Inquisition* (p. 212-306); le v^e, dont l'objet est l'étude des procès intentés à des sorciers de 1230 à 1430 (p. 307-398).

3. Pour la connaissance de cette conception encore assez simple au début du xiii^e siècle, voir p. 122-127.

4. Voir, pour cette protestation demeurée sans écho, p. 147-150.

de doute, pour ces disputeurs et leurs contemporains de toutes classes, tant d'idées folles devant lesquelles on avait hésité près de mille ans. De la réalité du maléfice et de l'impuissance qui lui a été attribuée se portent garants Pierre Lombard et ses commentateurs, Albert le Grand, Thomas d'Aquin, Pierre de Tarentaise, Bonaventure, Duns Scot, Richard de Middleton, Guillaume Durand, Pierre de La Palue. Par des raisons tout aussi péremptoires, les mêmes arrivent à démontrer le pacte avec le diable, la doctrine des incubes et des succubes, la métamorphose d'êtres humains en bêtes, leur transfert d'un lieu à un autre par le pouvoir des démons. Rien ne résiste à leur argumentation, qui, méconnaissant tous les scrupules qu'avait gardés jusque-là l'ancienne exégèse, puise à toutes les sources, invoque ou plutôt dénature tous les témoignages.

Mais, dans le même temps où se produit ce développement inattendu et définitif de la croyance à la sorcellerie, un changement presque aussi considérable s'est accompli dans la poursuite de ses prétendus adeptes. Au début du XIII^e siècle, contre les hérétiques, dont elle ne peut venir à bout, la papauté a fondé une juridiction nouvelle, l'Inquisition, avec sa procédure spéciale, avec ses peines particulières, dont le bûcher est le couronnement. Une assimilation s'établit entre l'hérésie, primitivement seule justiciable des cours inquisitoriales, et la sorcellerie. L'une et l'autre n'ont-elles pas, dit-on, leurs sabbats, c'est-à-dire des réunions où se nouent et se resserrent les rapports abominables de l'homme avec Satan? Sur cette considération, Alexandre IV, en 1258 et 1260, pose en principe la compétence de l'Inquisition dans les affaires de sorcellerie. Cette compétence, affirmée plus tard encore par une série d'édits pontificaux de Grégoire XI à Martin V, figure dès lors comme un droit incontestable dans les traités que composent des inquisiteurs célèbres : Bernard Gui, Zanchino Ugolini, Nicolas Eymeric. Toutefois, cette doctrine n'est pas sans soulever quelques difficultés. Si la sorcellerie en général, regardée comme l'une des manifestations de l'hérésie, dépend du for ecclésiastique, le maléfice, cet attentat matériel contre l'existence ou la propriété des individus, la soumet également à la juridiction séculière. C'est, comme on s'exprime alors, un *delictum mixti fori*. Là se trouve le secret des relations qu'entretiennent entre elles pour le châtimement des sorciers les deux juridictions spirituelle et temporelle. Là aussi se rencontre la raison des conflits qui souvent les divisent. Comment se résolvent dans la pratique toutes ces questions épineuses? Qu'en pensent les juristes de l'ordre laïque, Azo de Bologne au commencement et Philippe de Beaumanoir à la fin du XIII^e siècle, Jean Boutillier au XIV^e? Quelles prescriptions ont édictées sur cette matière les législations civiles, par exemple les statuts de Frédéric II et ceux des villes italiennes? Quelle est dans les affaires de cette espèce l'attitude d'un corps des plus importants, le Parlement de Paris? Quelles différences enfin séparent les procès ecclésiastiques de sorcellerie des mêmes procès poursuivis par

des cours séculières? Nous n'avons pas le loisir de l'examiner ici. Pour tous ces points, on voudra bien recourir à ce qu'en a dit M. H., ainsi qu'à l'exposé qu'il a présenté des procès, qui, dans toutes les contrées de l'Europe, en sont le commentaire deux fois séculaire¹.

Pendant ce temps, on est arrivé au xv^e siècle, c'est-à-dire à la date où s'ouvre définitivement la grande persécution des sorciers, dont, pendant trois cents ans, va être déshonorée l'Europe. Dans cette fureur universelle, certains pays auront le privilège de fournir plus que d'autres des victimes aux bûchers partout allumés. Ce seront les pays de montagnes, les régions des Pyrénées et des Alpes, avec leurs populations clairsemées, esclaves de traditions indéracinables, soumises par le milieu physique, à la fois grandiose et sauvage, aux hallucinations inexplicables². Pour que le branle une fois donné à la répression ne s'arrête plus, rien ne manque d'ailleurs ni à la doctrine ni à la jurisprudence, et l'on regarderait volontiers toute addition à l'une ou à l'autre comme superflue et même impossible. Cela n'empêche point qu'à cette époque, ainsi qu'aux époques précédentes, la démonologie ne s'accroisse sans trêve de considérations nouvelles, que, sous prétexte d'éclaircir le problème, les docteurs de cet âge ne produisent presque autant de livres que les juges brûlent de misérables. Ces spéculations, cette littérature à part sont devenues un des besoins de la société chrétienne. Par l'éducation d'alors entièrement ecclésiastique, par les manuels de confession, par les traités écrits tout exprès, la notion et le goût s'en sont infiltrés des hautes classes jusqu'aux couches les plus profondes. Aussi, dans la fièvre intellectuelle que développent l'humanisme et la Renaissance déjà en pleine expansion, aux approches de l'imprimerie qui va redoubler cette soif de publicité, c'est un vrai débordement d'élucubrations sur une matière qui passionne tout le monde.

Deux groupes s'y distinguent. L'un, le premier en date, eu égard au caractère des textes qui le constituent comme à celui de leurs auteurs, peut être qualifié de théologique. Il faut y placer les bulles des souverains pontifes, d'Eugène IV à Clément VII, sans excepter de la série jusqu'à ces précurseurs reconnus de la culture moderne, Nicolas V, Pie II et Léon X. Deux œuvres y dominent. C'est d'abord le mémoire anonyme, rédigé sous le nom de *Recollectio*, à l'occasion du procès des Vaudois d'Arras de 1460. Jamais peut-être écrit plus abominable ne sortit d'une plume ecclésiastique ni ne démontra une crédulité plus invraisemblable et une imagination plus radicalement empoisonnée par l'obscénité de ses rêves. C'est ensuite un livre fameux et de portée

1. A propos des différentes questions que nous avons posées, sans pouvoir en aborder le détail, voir le chapitre v^e de l'ouvrage de M. H.

2. En ce qui concerne les procès ecclésiastiques ou civils, qui marquent l'inauguration de cette folie de trois siècles, voir le tableau rapide qu'en a tracé M. H. au début du chapitre vi^e de son livre p. 417-444.

immense, le *Malleus maleficarum* des inquisiteurs allemands Heinrich Institoris et Jacob Sprenger. Furieux ennemis du sexe féminin, ces deux moines voient en lui la réalisation suprême et la perfection des œuvres démoniaques. Dans l'âme populaire, ils contribuent, sans doute, plus que personne à implanter ce type indélébile de la vieille femme solitaire et décrépite, envieuse et intraitable, qu'une seule idée possède, celle de jeter le maléfice sur tout ce qui l'approche¹. A côté de ce premier groupe d'écrivains et de compositions que suscite le délire du temps, un autre mérite la qualification de littéraire. Là, en effet, pour dire eux aussi leur pensée sur ce sujet brûlant, se rencontrent les champions les plus autorisés, les gloires mêmes de l'esprit nouveau, Prierias et Reuchlin, Érasme et Pirckheimer, Hans Sachs et Trithem, Politien et Giovanni Pico, le neveu du grand Pic de la Mirandole. L'ensemble en est légion. Mais, dans cet ensemble, combien peu nous apparaissent dégagés du préjugé universel! A peine si les plus indépendants osent hasarder de prudentes réserves, tels Ulrich Molitor de Constance, le chanoine de Majorque, Arnaldo Albertini, le jurisconsulte Giovanni-Francesco Ponzinibio de Plaisance. Deux ou trois au plus gardent leur sang-froid et leur bon sens et portent sur ces croyances lamentables le jugement que confirmera l'avenir. Il faut citer leurs noms. C'est un juriste de Milan, André Alciat. C'est un autre italien, un frère mineur de l'Observance, Samuel de Cassinis, que tous s'attachent à confondre avec une véhémence indignée. C'est surtout un médecin de Lyon, Symphorien Champier, qui, dans les prétendus sectateurs du démon, voit, en bien des cas, ce que nous y voyons nous-mêmes, de misérables malades, plus dignes des soins de l'art que des rigueurs d'une justice sans raison. Rien n'y fait d'ailleurs, et la répression va grandissant toujours.

Pour la débarrasser de toute entrave, vers le même temps, une question vient d'être résolue comme à point, question de compétence et de rivalité, la même qui, au sujet de l'hérésie, du *xiv^e* au *xv^e* siècle, a divisé les cours ecclésiastiques, ou plutôt inquisitoriales, et les cours séculières. Afin d'arriver à une extermination plus rapide et plus sûre de ces sorciers, que l'on découvre partout et en nombre de plus en plus prodigieux, lesquelles, des premières ou des secondes, seront chargées exclusivement de les poursuivre? Inquisiteurs eux-mêmes, les auteurs du *Malleus* voudraient réserver cet honneur au tribunal dans lequel ils ont obtenu tant de triomphes. Mais, pour une œuvre de telle conséquence, l'Inquisition semble un pouvoir suranné et trop faible, à cause de son antiquité même. Elle doit céder le pas à une force plus jeune,

1. Sur cette littérature d'ordre théologique ayant trait à la sorcellerie et sur ses représentants principaux, que nous n'avons pas le temps d'énumérer ici, voir p. 444-454. Au sujet du *Malleus* en particulier, des principes de doctrine et de jurisprudence qu'il fixe définitivement et vulgarise en quelque sorte, de son influence extraordinaire, voir également p. 473-500.

l'État, dont l'omnipotence croît chaque jour. Sa reconstitution, en Espagne grâce au fanatisme des souverains et du peuple, en Italie par suite de la nécessité de combattre la Réforme, lui permet, dans ces pays au moins, de garder à sa discrétion les sorciers comme ses anciens justiciables, les hérétiques. Mais, en France et dans les autres contrées, qui, comme elle, n'ont pas eu à subir le malheur d'une restauration pareille, c'est aux cours séculières toutes seules qu'appartient désormais le soin de réprimer les suppôts de Satan, dont le pullulement illusoire est devenu comme une obsession pour la chrétienté. On sait de reste si les misérables qu'on poursuit avec tant de rage gagnent à ce règlement de compétence et si les juges laïques se montrent moins impitoyables pour eux que ne le sont, à la même époque, les juges d'Église¹.

De tous ces faits accumulés dans une progression irrésistible pendant plus de mille ans, tirons maintenant les conclusions qu'ils comportent et qu'en a dégagées du reste M. H. lui-même².

Les idées d'où sort la persécution ininterrompue de trois siècles contre les sorciers et la sorcellerie, le trouble incroyable et monstrueux qui si longtemps égare l'Europe ne sont pas en réalité d'origine populaire. Au fond, l'histoire est bien forcée d'y reconnaître certains éléments émanés sans contestation possible de la foule elle-même, de sa conscience fruste et obscure. Mais c'est là une base toute de fantaisie, et, en somme, infiniment trop étroite pour avoir pu porter le colossal monument de rêveries dont M. H. a tenté de décrire l'édification lente. A ces notions embryonnaires, pour qu'elles devinssent l'énorme amas de mensonges destiné à être si funeste, il fallait une élaboration spéciale. Il fallait qu'elles fussent définies, amplifiées, systématisées par la science de l'époque, par celle où l'Église a mis son esprit, par la scolastique. Du 1^{er} au x^e siècle environ, un premier travail de développement dogmatique a constitué, dans ses grandes lignes au moins, la connaissance de Dieu, telle que l'implique l'esprit du christianisme. C'a été la théodicée. Un autre, moins souvent exposé, prépare, à partir d'une certaine époque, la conception définitive du principe opposé, celle de Satan. Il en sort la démonologie, c'est-à-dire en fait un second dogme, qui prend place à côté du premier et en revêt le caractère impératif et officiel. Ainsi, lorsqu'en Occident l'Église chrétienne arrive à la direction de l'humanité, la croyance aux démons, qui provient des religions antiques, se trouve partout répandue et enracinée. Mais cette croyance, au lieu de la combattre, d'en prêcher la folie, elle la confirme en soutenant la possibilité et la puissance des sortilèges. Elle la précise et la codifie en quelque sorte dans sa doctrine, en même temps qu'elle la stigmatise et la châtie comme un asservissement coupable à l'esprit mauvais. Puis s'ouvre l'ère de la sco-

1. A propos de cette dernière question, voir p. 523-533.

2. Voir ces conclusions p. 533-538.

lastique. Alors, elle se met à rechercher et à établir laborieusement les limites ainsi que les moyens d'action de ce royaume des enfers, dont elle a érigé l'existence en article de foi. De la masse jusque-là informe des illusions démonologiques, elle compose un système, qu'elle incorpore dans sa conception spéciale de l'univers. De déductions en déductions, elle constate au fond des rapports de l'homme avec Satan, rapports que sa doctrine à elle-même a déclarés admissibles, un élément hérétique, si bien que, finalement, aux sectes hétérodoxes proprement dites vient se joindre une secte ignorée jusque-là, celle que composent les sorciers.

Il faut donc le reconnaître, la persécution de ces misérables, c'est l'œuvre de l'Eglise. Elle en est responsable. Jamais des rêveries pareilles, surtout la monstrueuse idée de rapports sexuels entre des êtres humains et le démon, n'auraient pris place dans les procès des cours séculières, si l'Eglise, abusant de la tutelle où elle maintient l'esprit du temps, n'avait donné une forme en apparence scientifique aux rêveries dont il s'agit et ne les avait imposées à tous. Jamais non plus ces cours spéciales n'auraient admis que le trop fameux sabbat des sorciers jouât dans leur droit criminel le rôle pernicieux qu'il parvint à y obtenir, si les procès faits par l'Eglise aux hérétiques sur des données du même genre n'avaient rendu toutes ces abominations également croyables pour la déraison universelle. Seul, auprès des tribunaux laïques, en raison des conséquences matérielles qu'on lui attribue, le maléfice, regardé et redouté traditionnellement comme effectif dans la doctrine ecclésiastique, aurait gardé le caractère d'un délit pouvant relever de leur juridiction.

Pensera-t-on, d'ailleurs, que dans toute cette histoire il y ait rien qui doive nous surprendre? Le développement en était fatal au contraire. Pour l'édification systématique du dogme chrétien, Satan n'est-il pas devenu un élément indispensable, du jour où il a présidé à la chute originelle, sans laquelle il n'y aurait pas eu de rédemption et par suite pas de christianisme? Est-ce donc aussi en vain que, depuis, on l'a vu paraître à tout instant, comme un acteur qui ne quitte guère la scène, accablant Job de calamités avec l'aveu de Dieu lui-même, transportant Jésus à travers l'espace et l'entourant de ses séductions audacieuses, lui offrant les royaumes de ce monde, qui est apparemment son domaine propre, comme le soutiendront plus tard les docteurs du catharisme, disputant au Sauveur la possession des corps qu'il a envahis, rivalisant avec le prince des apôtres dans la personne du magicien Simon, auquel il inspire ses enchantements? Mais, dans cette propagation de l'épouvante peut-être la plus terrible qu'ait connue la terre, épouvante dont tremblent les persécuteurs autant que leurs victimes, quel rôle pour l'Eglise, pour elle qui prétend imposer sa direction aux âmes, qui se vante surtout de leur assurer le don suprême de la paix!

Comment ces illusions effroyables ne se dissipent-elles pas avec les

phénomènes libérateurs de la Renaissance et de la Réforme, le fait n'est pas aussi inexplicable qu'on pourrait le croire au premier abord. Pour la Réforme, il suffit de considérer ce qu'elle est au juste, un simple rajeunissement du christianisme, mais non pas l'abolition d'aucun de ses principes essentiels. Quant à la Renaissance, on ne saurait l'oublier, lorsqu'éclate l'horrible tempête qu'a préparée le moyen âge, elle n'est encore qu'à ses débuts. La scolastique, qu'elle combat et qui est l'auteur véritable de tout le mal, ne doit pas périr de sitôt. A peine si, vers le milieu du xvi^e siècle, Descartes et son école pourront nourrir l'espérance de lui avoir porté le dernier coup. En ce qui concerne les sciences physiques et naturelles, à qui l'on devra plus tard une conception rationnelle du monde où le démon ne trouvera plus de place, on peut dire qu'à ce moment elles n'ont même pas vu le jour. Bacon, sans attendre longtemps, pourra leur donner des lois précoces; mais ce n'est pourtant qu'à la fin du xviii^e siècle et au siècle suivant qu'elles prendront leur essor définitif et commenceront à transformer les esprits. On comprend de la sorte que, bien par delà cette époque déshéritée, dont le xvi^e siècle et même le xv^e avaient déjà secoué le joug, ait subsisté la tare intellectuelle et morale, qui devait être pour l'Europe la cause de si cruelles épreuves.

Les indications, que nous venons de résumer aussi sommairement qu'il a été possible, suffiraient sans doute, par leur complexité et leur importance, à faire du livre de M. H. un des meilleurs travaux qui aient été exécutés depuis longtemps sur le développement de la démonologie au moyen âge. Mais l'auteur n'a pas borné là son œuvre. Il a cru devoir encore mettre sous nos yeux les plus décisifs des textes, sur lesquels avaient été fondées ses conclusions. C'est ainsi qu'à son premier volume il en a ajouté un second, d'étendue très considérable, et qui est vraisemblablement, tant par la valeur des documents réunis que par le soin minutieux avec lequel ils ont été publiés, le plus précieux recueil concernant cette matière, si tant est qu'un groupement de ce genre ait jamais été essayé antérieurement. A supposer même qu'elle pût se faire, nous n'avons pas le dessein, cela va sans dire, de donner ici l'analyse détaillée d'un ensemble si vaste. Nous nous contenterons d'en marquer les divisions générales et de noter au passage quelques-uns des extraits les plus intéressants qui s'y rencontrent.

Parmi les textes qu'a reproduits M. H., la première série a été constituée, comme cela était naturel, par un certain nombre de bulles ou de fragments de bulles des souverains pontifes à propos de la sorcellerie¹. Il y en a en tout quarante-sept, qui nous conduisent de l'année 1258 à l'année 1526, du règne d'Alexandre IV à celui de Clément VII. Ainsi que nous l'avons remarqué déjà, leur esprit relativement libre, leur participation à la Renaissance n'empêchent pas des hommes tels que Nicolas V, Pie II et Léon X de figurer dans cette suite. On est

1. Voir p. 1-37.

moins surpris d'y rencontrer le furieux Boniface VIII, le superstitieux et violent Jean XXII, et deux autres papes d'intelligence assez courte, Benoît XII au xiv^e siècle et Innocent VIII au xv^e. Entre tous les chefs de l'Église romaine également acharnés contre les sorciers, les trois derniers semblent avoir montré le plus de zèle, Jean XXII et Innocent VIII avec cinq bulles chacun, et Benoît XII avec quinze, dont neuf pour la seule année 1336. C'est donc à celui-ci en fin de compte qu'il faudrait attribuer, parmi les souverains pontifes, la prééminence dans cette répression, ce qui paraîtra peu étonnant à qui connaît l'activité déployée par le personnage contre les hérétiques et sorciers du comté de Foix, alors que, sous le nom de Jacques Fournier, il n'était encore que simple évêque de Pamiers.

La division suivante, la seconde du volume, est la plus étendue de toutes et aussi la plus importante. C'est celle, en effet, où l'auteur a inséré les documents les plus significatifs utilisés par lui dans son travail¹. On doit d'ailleurs y distinguer deux catégories particulières. Il y a d'abord des textes, qu'on peut qualifier de juridiques, et qui découlent d'une double source, ecclésiastique ou civile. A la première provenance se rattache, avant tout, le très célèbre canon *Episcopi*. Bien que ne datant en réalité que de l'an 900 environ, c'est la plus ancienne base légale de la punition des sorciers, base bien étroite du reste et qu'une exégèse infatigable prolongée jusqu'aux temps modernes essaie perpétuellement d'élargir. Mais tous les efforts en ce sens n'ont qu'un succès médiocre, et plus d'un glossateur ne peut se tenir de manifester quelque humeur contre ce vieux témoin d'un âge encore à demi raisonnable². Quant aux juristes laïques, dont M. H. a reproduit en tout ou partie les consultations, nous avons déjà cité parmi eux l'Allemand Molitor, les Italiens Alciat et Ponzinibio pour leur modération relative. Au point de vue contraire, nous mentionnerons cette fois le fameux Bartole de Sassoferrato, l'orgueil de l'école de Bologne, auquel on peut joindre, dans le même siècle, c'est-à-dire le xiv^e, Oldrado da Ponte, dans le suivant, Ambrogio de Vignate, de Lodi, au xv^e enfin, Paolo de Grillandis, de Florence, qui ne semble, du reste, que copier les opinions des docteurs les plus accrédités de son temps.

L'autre catégorie de textes, à laquelle nous passons maintenant, offre plus de variété. Les auteurs en sont des laïques à la fois et des ecclésiastiques, prêtres séculiers ou religieux de tous les ordres, mais surtout de ceux de saint Dominique et de saint François, des docteurs et des professeurs d'universités, des sermonnaires en renom et des poètes, des humanistes en qui se révèle l'esprit nouveau, et jusqu'à des médecins, qui semblent pressentir de quel poids sera l'avis de leurs confrères

1. Cette division comprend soixante-seize numéros. Voir p. 38-359.

2. Voir le texte du canon dont il s'agit p. 38-39. Voir aussi, pour les textes qu'on peut en rapprocher à cause de leur caractère et de leur origine ecclésiastiques, nos 2, 3, 5, 7, 10.

futurs à propos de ces manifestations de la folie humaine. Toutes les langues s'y rencontrent, dont la pensée use dès lors pour s'exprimer, à côté du latin, qui, comme pour le reste, demeure sur ce sujet l'instrument dominant et favori. Allemands et Français, Espagnols et Italiens rivalisent à qui dissertera le plus abondamment, sans arriver presque toujours à autre chose qu'à s'enfoncer dans des ténèbres de plus en plus épaisses et à y entraîner avec eux leurs contemporains. De toutes ces nationalités, laquelle se montre la plus obstinée dans l'illusion universelle, il serait bien difficile de le dire. Illuminés parfois d'une lueur fugitive de bon sens, les Français et les Italiens ne raisonnent pas mieux d'ordinaire sur ce chapitre que les Allemands, à l'esprit souvent tout d'une pièce, ou les Espagnols fanatiques et de conception quelque peu étroite. Au surplus, ces auteurs sont trop nombreux pour que nous puissions les énumérer tous ici. Qu'il suffise de nommer les plus considérables d'entre eux, dans l'ordre des temps où se succèdent leurs écrits. C'est, au ^{xiv}^e siècle, le médecin Arnould de Villeneuve, dont la plume indiscrète a touché à tant de choses; au ^{xv}^e, le professeur à l'Université de Prague, Nicolas de Janow, l'illustre Jean Gerson, le prédicateur dominicain, Jean Nider, le secrétaire de l'antipape Félix V, Martin Le Franc, auteur du *Champion des dames*, un inquisiteur de Carcassonne, Jean Vinet, l'un des membres du concile de Bâle, Nicolas Jacquier, de l'ordre des Frères Prêcheurs, le clerc anonyme auquel on doit l'odieuse composition, intitulée *Recollectio*, dont nous avons déjà parlé. Dans le même siècle, c'est encore le dominicain et maître en théologie, Giordano de Bergame, son confrère Girolamo Visconti, le canoniste de Padoue et de Sienne, Mariano Socino, un chanoine de Saragosse, Bernardo Basin, le cardinal de Saint-Sixte et général des Frères Prêcheurs, Tommaso Caietano, le médecin de Lyon, Champier, exemple unique d'une clairvoyance presque moderne. C'est enfin, au ^{xvi}^e siècle, le théologien et recteur de l'Université de Tubingue, Martin Plantsch, le minorite milanais, Samuel de Cassinis et son contradicteur le plus ardent, un dominicain, Vincenzo Dodo, de Pavie, le bénédictin et historien célèbre Jean Trithem, l'inquisiteur et maître du Sacré-Palais Silvestre Prierias, de son vrai nom Mozzolino¹.

Les dernières divisions du volume, dont nous essayons de donner une idée, ont un autre caractère. Elles forment comme une série d'appendices aux recherches sur le développement de la démonologie durant le moyen âge, que nous avons résumées d'abord. La première est une étude, faite avec l'attention la plus scrupuleuse, sur le fameux traité de sorcellerie, le *Malleus maleficarum*, et ses auteurs². Après

1. Voir, pour les extraits que M. H. a empruntés aux auteurs dont nous venons de donner la suite, nos 4, 13, 17, 19, 20, 27, 29, 31, 35, 36, 39, 43, 50, 51, 52, 54, 55, 59, 67.

2. Cette étude, qui porte le n° III dans la série des divisions du volume, s'étend des p. 360-407.

avoir établi l'importance extraordinaire de ce livre et marqué les points spéciaux qui en constituent le fond, après avoir indiqué d'où lui vient le titre qu'il porte, quels en sont le plan et les sources, la date de composition et de publication, M. H. passe à la biographie des deux inquisiteurs dominicains, Heinrich Institoris de Schelestadt et Jacob Sprenger de Bâle, qui l'ont écrit¹. Il essaie, en terminant, de démêler la part probable prise par chacun des collaborateurs à la composition de l'œuvre. A ce point de vue, selon lui, Sprenger, dont le nom seul figure en tête du *Malteus*, n'en aurait pas été pourtant le rédacteur principal. Institoris, supérieur, il semble, à son collègue comme écrivain, aurait donné au livre la forme définitive sous laquelle il nous est parvenu. On doit remarquer, du reste, que la question demeure un peu douteuse, aucun manuscrit n'ayant subsisté pour nous fournir les renseignements qui peut-être auraient permis de la résoudre.

Après cela, nous ne dirons que quelques mots des divisions sur lesquelles se termine le volume. Celle que M. H. a marquée du n° IV a été consacrée par lui à rechercher l'origine de la synonymie qui s'établit définitivement, dans le cours du xve siècle, entre les noms de vauderie et de sorcellerie, de vaudois et de sorcier, et dont le grand procès d'Arras de 1460 présente un exemple à côté de beaucoup d'autres². La V^e est une étude sur le développement de cette idée, que dans la femme se réalise la perfection des œuvres démoniaques, qu'en elle la sorcellerie atteint au dernier terme de sa perversité. L'idée, on l'a observé déjà, est une de celles que Sprenger a soutenues avec prédilection. Mais il n'était en cela que le disciple lointain des grands scolastiques du xiii^e siècle, Alexandre de Hales, Thomas d'Aquin, Hugues de Saint-Cher et le représentant à outrance d'une opinion exposée par une foule de théologiens de son époque comme des temps

1. La biographie en question comprend deux parties distinctes : 1^{re} la reproduction des sources dont s'est servi M. H. pour l'établir (p. 365-380); la biographie elle-même (p. 380-404). Celle-ci n'est pas sans offrir quelques indications assez piquantes. Si, en véritable inquisiteur, Sprenger paraît avoir été plein d'orgueil et d'humeur peu commode, au point qu'on lui enlève, en 1495, ses fonctions de prieur provincial de la province d'Allemagne, sa vie du moins demeure-t-elle sans doute exempte de tout reproche. Mais il n'en est pas de même d'Institoris, que sa tête chaude, sa langue parfois un peu vive mettent en conflits perpétuels avec ses confrères et ses chefs de l'ordre dominicain. Condamné à la prison, puis suspendu de ses fonctions de maître ès arts et de lecteur en théologie, il est impliqué, à un certain moment, dans une affaire assez louche, qui amène l'intervention de Sixte IV lui-même. Après avoir encouru, vers 1490, à peu près toutes les peines que comporte la discipline de son ordre et s'être vu interdire les couvents de vie commune, il est, quatre ans plus tard, contraint de quitter Salzbourg, sous la menace d'une excommunication. On doit l'avouer, tous ces faits ne composent pas un ensemble bien édifiant.

2. Voir p. 408-415.

postérieurs¹. Dans la division suivante, qui est la VI^e, M. H. a donné la liste d'un certain nombre de procès de sorcellerie qui se sont produits du début du XIII^e siècle à celui du XVI^e. Ces affaires, dont il a étendu le tableau à la plupart des contrées de l'Europe, ont été distribuées par lui en deux classes, procès poursuivis devant les tribunaux ecclésiastiques et procès intentés par les cours séculières. Des premiers, il en a relevé soixante-douze, et des seconds deux cent soixante-deux. Pour les uns aussi bien que pour les autres, la plus forte proportion, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, se trouve au XV^e siècle, dans lequel s'inaugure définitivement la persécution des soi-disant sorciers, et au siècle qui suit, où cette persécution est devenue une des occupations favorites de la justice d'alors². La VII^e et dernière division a un objet à part. Elle n'est pas, d'ailleurs, de M. H. C'est une très curieuse et très savante histoire du mot « hexe, » le nom allemand des sorcières, dans laquelle l'auteur, M. J. Franck, a mis en lumière, comme il le remarque légitimement lui-même, un détail qui semble avoir son prix au milieu des transformations de la pensée humaine³.

Nous terminerons là ce compte-rendu. Dans les proportions mêmes que nous lui avons données et que nous aurions en peut-être quelque peine à réduire, on voudra bien voir, nous l'espérons, un témoignage

1. Voir p. 416-444. A ce sujet, M. H. a reproduit deux textes, dont l'auteur est le dominicain Jean Nider. Le premier est un extrait du traité de ce religieux intitulé *De morali lepra*; l'autre un de ses sermons en allemand sur le mariage. Ce sont là des spécimens expressifs de cette littérature d'Eglise, dont l'effet le plus sûr paraît avoir été d'apprendre à qui les aurait peut-être toujours ignorées sans cela des choses assez scabreuses. Le moins qu'on doive dire de pareilles spéculations, c'est que l'utilité n'en est guère soutenable. En effet, parmi les prohibitions auxquelles elles concluent, il ne s'en trouve pas qui ne soit déclarée négligeable en fin de compte, du moment où il devient possible d'alléguer un motif, si spécieux qu'il soit, pour ne pas s'y tenir.

2. Voir p. 445-613. Les indications, d'après lesquelles M. H. a constitué le tableau dont nous parlons, ont été empruntées aux sources les plus diverses. Bon nombre figurent dans son volume sous forme d'extraits plus ou moins longs, et l'ensemble forme une seconde série de textes qu'il faut joindre à ceux que nous avons mentionnés d'abord. Ils ne sont pas moins instructifs d'ailleurs. Voir, par exemple, à l'année 1488, un fragment du journal de Jehan Aubrion, bourgeois de Metz, p. 586-587. « Item, en ycelle année, pour le poure temps qu'il faisoit, ons commencont fort à murmurer sur lez sorcières; et en y olt une prinse à Rouserieulle, et fut brullée. » Ce remède au mauvais temps passant pour infaillible, on l'appliquait avec obstination. Trois sorcières montent encore sur le bûcher, le 17 juin; deux, le 25 du même mois; trois, le 26; trois, le 1^{er} juillet. Mais, « le temps estoit tousjours pluvieux et dangereux d'oraiges et de tonnoire merueilleusement... Et chéoit gralle merueilleusement grosse... » Évidemment, on n'a pas assez brûlé de sorcières. Les exécutions reprennent donc, ou, pour mieux dire, continuent de plus belle à Metz ou dans les environs et remplissent les mois de juillet, d'août et de septembre.

3. Voir p. 614-670.

de l'importance considérable qu'offrent les travaux de M. H. L'exposé qui en a été présenté, si sommairement que nous avons été obligé de le faire, a dû mettre hors de doute et le soin avec lequel ces travaux ont été poursuivis et l'intérêt des conclusions qu'en a tirées l'écrivain qui s'y était consacré. Comme nous l'avons déjà dit, il y a longtemps que cette histoire capitale des progrès de la démonologie au moyen âge n'avait suscité des recherches aussi approfondies et aussi fructueuses.

Charles MOLINIER.

Ernest BLECH. Le château d'Échery. Strasbourg, impr. strasbourgeoise, 1899. In-8°, 29 pages et 3 planches.

La monographie de M. Blech est une étude consciencieuse et élégante de la vie intérieure d'un château au moyen âge. Échery, situé dans la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines, a été fondé au milieu du xiii^e siècle et a joué un rôle assez considérable aux xiv^e et xv^e siècles; il n'en reste plus aujourd'hui que des ruines; dans les inscriptions trouvées en ces ruines, dans les chroniques du temps et les archives de Meurthe-et-Moselle, M. Blech a recherché soigneusement l'existence des châtelains et il est parvenu à la reconstituer dans tous ses détails : petites guerres locales et arbitrages, contrats et redevances, mariages et successions, tout prend sa place. Les pages consacrées aux dîmes dues au château sont d'un intérêt tout particulier et doivent être signalées aux historiens du droit. L'étude de M. Blech, écrite avec beaucoup de goût, présente une réelle importance pour l'histoire de l'Alsace.

Paul MATTER.

Louis FERSTEL. Histoire de la responsabilité criminelle des ministres en France depuis 1789 jusqu'à nos jours. Paris, May, 1899. 4 vol. petit in-42, xxxi-219 pages.

Le volume de M. Ferstel vient très heureusement compléter et rajeunir des ouvrages déjà anciens sur la responsabilité pénale des ministres. En matière de droit politique, la théorie est peu de chose à côté de l'histoire de ses applications. M. Ferstel l'a parfaitement compris, et son œuvre est surtout historique. Il débute par une introduction de législation comparée, peut-être écourtée pour certains pays. Puis, après un rapide exposé de l'ancien droit français, il aborde les discussions de la constitution de 1791 et des décrets de 1792; l'application en est bientôt faite aux ministres de Louis XVI. La Restauration, après de nombreuses discussions sur la responsabilité ministérielle, se termine par un coup d'État, et la monarchie de Juillet commence par un

procès que M. Ferstel étudie avec le plus grand soin. Les républiques de 1848 et de 1871 ont adopté des textes prévoyant les cas de responsabilité; une loi de 1889 en a réglé la procédure, mais les deux ou trois propositions de mise en accusation déjà déposées n'ont pas abouti, et, depuis un siècle, le procès de 1830 est le seul exemple de responsabilité criminelle de ministres. L'ouvrage de M. Ferstel est clair, bien documenté et d'une lecture agréable et fructueuse.

Paul MATTER.

Paul GAUTIER. *Madame de Staël et Napoléon*. Paris, Plon-Nourrit, 1903. 4 vol. in-8°.

Sainte-Beuve écrivait, à propos du livre de Thiers : « Il est des branches de cette histoire impériale pour lesquelles il n'a pas tout fait. » Cela est vrai, en particulier de ses rapports avec M^{me} de Staël. Dans l'œuvre énorme et compacte que l'ancien ministre de Louis-Philippe consacrait à l'épopée napoléonienne, dans ces chapitres interminables où les détails les plus minutieux nous sont fournis sur l'organisation militaire, depuis le canon jusqu'au bouton de guêtre, quelques lignes à peine sont réservées à celle qu'on a pu appeler « l'impératrice de la pensée. » La question était pourtant de première importance. On sait ce que dit M^{me} de Staël de ses rapports avec l'Empereur dans *Dix années d'exil* et dans les *Considérations sur la Révolution française*. A l'en croire, elle a commencé par admirer Bonaparte, puis elle a deviné et vu percer en lui le tyran; elle a pleuré sur la liberté perdue au 18 Brumaire, puis elle a entrepris de lutter pour elle, et, pendant quinze ans, elle a représenté à travers l'Europe vaincue « la grande cause de l'humanité menacée. » Est-ce bien là l'attitude qu'elle a eue devant le maître de la France? Tel est le problème que Paul Gautier a cherché à résoudre. Il l'a fait avec une sûreté de méthode, une abondance d'informations, une netteté d'exposition qui n'excluent ni le charme du tableau ni la chaleur du récit.

Ce fut au mois de décembre 1797 qu'elle vit pour la première fois Bonaparte dans le salon de Talleyrand. Elle en était alors à une admiration qui touchait au fanatisme. Pendant la foudroyante campagne d'Italie, elle avait accablé celui qui était pour elle à la fois « Scipion et Tancrède » de ces lettres enthousiastes dont Bonaparte lisait en riant des fragments à Bourrienne. Froidement accueillie, elle se pique au jeu, le « harcèle » sans relâche, suivant le mot du *Mémorial*, effarouche très vite celui « qui ne veut être ni observé ni deviné » (M^{me} de Rémusat) et qui reste avec elle dans les limites d'une froide politesse. Quant à elle, non seulement elle est séduite et charmée par l'étrangeté de cette nature, mais elle compte sur lui pour faire triompher sa politique, réconcilier l'ancienne France et la nouvelle. Mais elle avait compté, comme tant d'autres, sans l'ambition de Bonaparte. Elle crut d'abord

que le 18 Brumaire allait sauver la France et « terminer la Révolution. » Elle chercha d'abord à jouer au pouvoir, à dominer le premier consul, à satisfaire son ambition en même temps qu'à guérir son ennui. Mais, à force de remuer, de s'agiter, de discuter, elle finit par inquiéter Bonaparte, qui crut retrouver son influence dans l'opposition naissante du Tribunat. Au coup droit de M^{me} de Staël, il riposta cruellement par une campagne violente imposée aux journaux jacobins et par une invitation formelle à partir pour sa campagne de Saint-Ouen. Vainement, désormais, va-t-elle multiplier les prévenances et les flatteries pour celui qu'elle admire toujours ; sa raideur, son dédain, ses insultes vont faire d'elle une ennemie irréconciliable de Bonaparte.

Ce que le travail de M. Gautier montre très bien, ce qui fait vraiment l'unité de son livre, c'est que chacun des ouvrages de M^{me} de Staël est un acte, un épisode marquant de sa lutte contre Napoléon. « Elle n'écrit pas pour chanter, mais pour penser et agir. » Son livre de la *Littérature* est un véritable manifeste où elle fait l'apologie de ces philosophes que Bonaparte rend responsables de tous les maux qui pèsent sur la France. Voilà pourquoi, si l'œuvre est belle au point de vue moral, elle est peut-être une maladresse au point de vue politique ; voilà pourquoi elle aggrave les incidents du Consulat et précipite la déclaration de guerre. Déçue par le concordat, aigrie par des rancunes personnelles, elle se lance éperdument dans une lutte folle contre le premier consul.

Les *Dernières vues de politique et de finances*, qu'elle « fait offrir à la nation par M. Necker » en 1802, précipitent le conflit en dénonçant sourdement l'ambition du premier consul. Désormais, la recluse forcée de Coppet se prépare au combat : au mois de décembre 1802, elle publie *Delphine*. Bonaparte s'irrite de l'acte nouveau de son ennemie, qui, par ce livre « dangereux, immoral, antisocial, » se permet de troubler l'œuvre qu'il cherche à réaliser, la restauration des mœurs à laquelle il travaille, la renaissance officielle du culte catholique qu'il vient de décréter. Désormais, la rupture est complète et l'auteur de *Delphine* reçoit l'ordre de quitter Paris.

C'est à partir de ce jour qu'elle se pose résolument, aux yeux de l'Europe, en adversaire de Bonaparte, qu'elle promène par tous pays sa tristesse d'exilée, prêche la croisade contre la tyrannie « avec un sincère amour de la liberté, mais aussi avec l'ardeur du plus vif ressentiment et un aveuglement qui l'entraîne parfois à l'injustice. » Après avoir semé contre le premier consul la haine et la défiance en Allemagne, elle passe en Italie, revient rôder autour de Paris, s'installe à Cernay, publie *Corinne* en 1807. N'a-t-elle voulu faire, comme elle l'affirme, qu'un simple roman ? Napoléon le niait, et Napoléon avait raison. L'acte est encore ici d'une signification énergique et Napoléon le montre quand il dit dans le *Mémorial* : « Je ne puis lui pardonner d'avoir ravalé les Français dans son roman. » Ridiculiser les Français dans la personne du comte d'Erfeuil, exalter la grandeur du peuple

anglais que personnifie Oswald, multiplier les appels à la liberté en commentant le vers du Misogallo Alfieri :

Servi siam, si, ma servi ognor frementi,

c'est plus qu'il n'en faut pour faire comprendre que M^{me} de Staël s'adresse à la France elle-même et que, derrière un d'Erfeuil ou un Maltigue, c'est Bonaparte qu'elle veut atteindre.

Exilée de Paris, elle reprend alors son ancien projet de visiter l'Allemagne. Ce voyage triomphal dans un pays où sa gloire est faite surtout de la haine qu'on lui connaît pour Napoléon achève de la brouiller avec l'Empereur. « Elle commence, écrit-il, à entrer dans une coterie contraire à la tranquillité publique. » Ce sera bien autre chose quand, après son retour de 1808, elle essaie de faire paraître l'*Allemagne*. C'est celui de ses livres qui a la portée politique la plus grande ; « jamais plus éloquente protestation n'avait été faite, au nom de la dignité, du devoir, de l'enthousiasme, contre l'esprit de l'Empire. » Aussi, s'il convient d'admirer pleinement l'audacieux monument qu'elle dressait contre la puissance et l'esprit même de Napoléon, ne peut-on pas, de bonne foi, s'étonner qu'il ait senti la vigueur du coup et songé à se défendre comme il se défendit.

Et c'est ensuite l'histoire, toujours aussi dramatique et attachante, de sa fuite à Vienne, de ses démêlés avec la police autrichienne, du rôle politique considérable qu'elle joue en Russie, de ses intrigues en Suède, de son ralliement à Napoléon pendant les Cent-Jours. En somme, il y avait entre M^{me} de Staël et Napoléon une querelle de personnes, une antipathie instinctive de nature et de caractère, mais aussi, mais surtout des raisons politiques tirées de la situation de la France et de la situation de l'Europe, enfin une grande question de principes qui élève singulièrement le conflit : « Les rapports de la morale et de la politique, la direction de la vie des peuples et des individus. » Dans le grand duel qui s'est engagé entre l'auteur de *Corinne* et le maître de la France, c'est Bonaparte qui a été vaincu, parce que, comme il le disait lui-même à Fontanes, « le sabre est toujours battu par l'esprit. »

Le beau livre de M. Gautier n'est pas seulement un important chapitre de notre histoire littéraire entre 1800 et 1815, c'est aussi une contribution capitale à l'histoire politique et diplomatique de l'Empire. Sous le rapport politique, il nous rend le très grand service de nous renseigner abondamment sur ce mouvement d'opposition qu'on a longtemps soupçonné, que des travaux récents ont commencé à nous révéler, que le travail actuel nous fait voir avec toute son ampleur et toute sa portée. Au point de vue diplomatique, les rapports d'Andréossy et les dépêches de M. de Cabre nous montrent sous un jour curieux le rôle de M^{me} de Staël en Autriche et en Suède.

Ch. DUFAYARD.

Martin PHILIPPSON. *Das Leben Kaiser Friedrichs III.* Wiesbaden, Bergmann, 1900. In-8°, xiii-434 pages.

L'œuvre était tentante, pour un historien, de raconter la vie de l'empereur Frédéric III; Kronprinz pendant près de trente ans, il a été associé par son père au gouvernement de la Prusse et il a été mêlé directement à la transformation de l'Allemagne; mais son esprit indépendant et libéral s'était heurté à la volonté énergique et autoritaire de M. de Bismarck; le chancelier sentait en lui un adversaire et réussit à le tenir sans cesse au second plan; quand enfin le vieil empereur disparut, Frédéric était déjà terrassé par un mal implacable, et, après quatre-vingt-dix-neuf jours de règne, il suivit son père au tombeau.

M. Philippson avait déjà, en 1893, esquisse une courte biographie de Frédéric III; il l'a reprise avec toute sa science et son érudition; il a dépouillé et mis habilement à profit les nombreux souvenirs publiés depuis une dizaine d'années par Bismarck, Stockmar, Gerlach, le prince Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha, et il a mis toute la bibliographie moderne au service de l'admiration qu'il a vouée à son héros, « émule de saint Louis et de Washington. » Avec un soin pieux, il le suit pas à pas dès sa naissance, dès ses antécédents de famille; Frédéric tenait de son père l'esprit de discipline et l'attachement au devoir de ce parfait soldat; mais il devait à sa mère plus de largeur dans les idées, des goûts littéraires qui lui feront rechercher la société de Droysen, de Bernhardi. Très soumis à sa mère, très épris de sa femme (la charmante princesse Victoria avait quinze ans quand il demanda sa main), il a toujours été sensible à l'influence des femmes, que Guillaume et surtout Bismarck écartaient soigneusement du pouvoir; les Mémoires du chancelier laissent percer la haine de Bismarck pour celles qu'aimait si profondément Frédéric. Malgré son éducation toute militaire et la part qu'il prit aux trois guerres prussiennes, dans les duchés, en Bohême, en France, ce ne fut jamais un soldat, et c'est en quoi il différait profondément de son père.

Dès l'arrivée de Guillaume à la régence, Frédéric prend part aux affaires prussiennes; en 1862, il risque d'en recevoir la direction; le roi est fatigué de sa lutte avec l'opposition, il hésite à appeler Bismarck, que ses intimes lui indiquent comme le sauveur, il songe à abdiquer; si le prince héritier l'avait désiré, il aurait pris la couronne; mais Frédéric « laisse la voie libre à Bismarck; sans le savoir, il s'était condamné pour un siècle, même pour toujours, à l'insignifiance politique. » Toute cette crise de 1862 est étudiée avec le plus grand soin par M. Philippson, qui a tiré un parti excellent des nombreux documents relatifs à cette période. Il faut de même louer la façon dont il a traité les négociations qui ont suivi la campagne de Bohême. Après avoir fait une douce mais persévérante opposition à la politique de Bismarck, Frédéric est conduit à le soutenir dans cette opinion si pénétrante, si

féconde en conséquences, de ménager l'Autriche; le roi et ses généraux voulaient marcher sur Vienne; Bismarck s'y opposait de toute force, pour permettre une réconciliation prochaine avec l'ennemi frère; le prince héritier, qui avait toujours été adversaire d'une guerre contre l'Autriche, prend le parti de Bismarck et y amène son père. Ce fut peut-être, jusqu'à son avènement au trône, son plus grand acte dans les affaires prussiennes. Même dans les dernières années de Guillaume, lorsque vieilli, malade, ou blessé par un exalté, l'empereur se retirait de la vie politique, Frédéric n'exerça qu'un rôle effacé par la personnalité victorieuse du chancelier. Empereur, qu'aurait-il été? soumis à Bismarck, comme son père? personnel, original, imprévu, comme son fils? libéral, comme on le lui prête? Après avoir étudié sa vie avec scrupule, M. Philippson conclut que « l'empereur martyr » avait la « figure d'un héros. » C'est le dernier mot, peut-être enthousiaste, de ce livre excellent.

Paul MATTER.

A. MENDER. Le droit au produit intégral du travail. Étude historique, avec une préface, par Charles ANDLER. Traduction française, par A. BONNET. Paris, Giard et Brière, 1900. In-18, XL-249 pages. (Publié dans la *Bibliothèque internationale d'économie politique*.)

« Ce petit livre est illustre, » dit avec raison M. Charles Andler dans l'excellente introduction qui précède cette traduction. Son intérêt est double. L'éminent professeur de Vienne a cherché tout d'abord à dégager les idées juridiques essentielles, qui constituent la base des systèmes socialistes, indépendamment des idées économiques : droit à l'existence, droit au travail, droit au produit intégral du travail; il a fait ensuite l'histoire de la dernière de ces idées, dont il poursuit le développement chez les socialistes dits scientifiques, Marx, Rodbertus, et dont il recherche l'origine. C'est cet aspect historique du livre qui nous intéresse surtout ici. A ce point de vue, et pour employer les expressions mêmes de M. Andler, c'est « le meilleur manuel qui existe, le plus court et le plus critique, des doctrines et des tentatives socialistes depuis la fin du XVIII^e siècle. » En effet, la revendication du droit au produit intégral du travail implique la critique du revenu sans travail, et cette critique fait le fond de tout socialisme. — L'érudition de l'auteur est immense; mais il n'en donne que l'essentiel sans jamais fatiguer le lecteur. Sa thèse principale est que Marx et Rodbertus ont puisé le meilleur de leurs doctrines, l'un chez l'Anglais Thomson, le second chez les Saint-Simoniens et Proudhon. Malgré les critiques de M. Andler, qui croit plus volontiers à des emprunts faits par l'un et l'autre à Sismondi, il me semble qu'au moins en ce qui concerne Rodbertus la filiation indiquée par M. Men-

ger reste la vraie. En particulier, les « *Forderungen der arbeitenden Klassen* » sont d'inspiration nettement saint-simonienne, non pas seulement dans le passage cité par M. Menger, p. 116, mais dans d'autres encore qu'il n'a pas cités. Ainsi, l'idée que la civilisation (le *Weltgeist*, dit Rodbertus) quitte les peuples devenus stationnaires, pour chercher ailleurs « un climat et une atmosphère favorables, » se trouve exprimée en termes presque identiques dans Rodbertus et dans la Doctrine saint-simonienne. Il faut remercier M. Bonnet de la traduction très exacte qu'il nous donne de ce livre, qui est à la fois un précieux instrument de travail et un modèle d'étude historique.

Charles Rist.

Les colonies françaises. Un siècle d'expansion coloniale, par MM. Marcel DUBOIS et Auguste TERRIER. Paris, Challamel, 1902. 4 vol. in-8°.

Ce gros volume de mille pages fait partie d'une série de publications de la commission chargée de préparer la participation du ministère des Colonies à l'Exposition universelle de 1900.

Dans cette histoire d'un siècle de colonisation (1800 à 1900), les auteurs ont, de propos délibéré, laissé de côté le récit des conquêtes et des explorations; ils n'ont touché ni à l'organisation administrative ni à la mise en valeur des possessions; ils se sont spécialement attachés à exposer les principes directeurs de notre politique coloniale et à en marquer le développement, les fluctuations et comme les étapes. Reprenant en 1789, dans un résumé neuf et original emprunté à de nombreux travaux récents, ils ont divisé leur travail par périodes correspondant aux divisions de notre histoire politique : Révolution, Empire, Restauration, règne de Louis-Philippe, deuxième République et deuxième Empire; et, comme il était naturel, ils ont consacré les deux tiers du volume à la constitution du nouvel empire colonial sous la troisième République. Chaque partie est complétée par la publication de nombreux documents annexes : pièces officielles, conventions diplomatiques, etc. L'ensemble forme ainsi une œuvre d'exposé, de polémique et de documentation, qui constitue tout un arsenal de faits, d'arguments, je dirai même de théories, pour armer les partisans de la politique d'expansion et d'exploitation coloniale.

Ce qui caractérise cette revue d'événements tout récents pour la plupart, de conflits intérieurs et extérieurs que nous avons presque tous vécus, c'est la ténacité ardente avec laquelle les auteurs bataillent pour les droits acquis à la France au prix de tant de dévouements, de vies et de sacrifices pécuniaires. Ils exécutent les théories humanitaires au nom de l'utilité publique et de l'intérêt national; ils gourmandent les défaillances fréquentes de l'opinion ou les générosités malhabiles de notre diplomatie; ils signalent les reprises à exercer sur les conven-

tions trop larges consenties à l'étranger et, sous la forme toujours contenue du langage, on sent quelque chose de l'âpreté juridique qu'avaient formulée les Romains dans le « *Adversus hostem aeterna auctoritas esto.* »

Parmi les nombreuses thèses soutenues ici, nous nous contenterons d'indiquer celles qui donnent les vues dominantes et forment la trame à travers tout le livre. Même aux époques les moins fécondes en entreprises ou en revendications, il est possible de retrouver, dans les actes des gouvernements ou les déclarations publiques, la permanence d'une tradition coloniale française qui ménage ou prépare l'avenir. Aussi la formation d'une plus grande France en Afrique et en Asie est-elle justifiée par les efforts mêmes qu'elle a coûtés. Qu'on ne redoute pas la difficulté de garder, en cas de conflit armé, ce vaste empire colonial, car les conditions de la guerre maritime sont changées aujourd'hui. Grâce à la multitude et à la rapidité des paquebots, l'approvisionnement des forces de la défense est facile à assurer et permet à notre supériorité militaire sur terre de défier les escadres triomphant sur mer : « A force de circulation navale, la terre a battu la mer ? » Ne pensons donc plus qu'à régler l'exploitation de notre domaine colonial et que ce soit au bénéfice exclusif de nos nationaux. Le protectionnisme doit nous garder de la duperie de laisser les étrangers s'installer ou trafiquer sur le pied d'égalité, eux qui n'ont eu à supporter aucun sacrifice pour ouvrir, aménager ou protéger nos possessions. C'est aussi au protectionnisme à prévenir la rivalité économique de la métropole et des colonies. Que celles-ci s'interdisent de faire concurrence aux industries de France, elles ne doivent être que le marché réservé le plus possible aux produits des manufactures nationales. Mais à elles le rôle que leur assigne leur situation sous les tropiques, de fournir à la France les denrées qu'elle achète au dehors, café, coton, caoutchouc, etc... Nous ne voulons pas discuter ici ces vues belliqueuses et intransigeantes, qu'on s'étonne un peu de trouver dans une publication officielle. Nous ferons seulement observer qu'en traitant les colonies comme de simples vaches à lait pour la métropole on risque de les désaffectionner et d'y créer l'esprit séparatiste.

G. CRÉHANGE.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des Questions historiques.** Avril 1903. — P. ALLARD. L'incendie de Rome et les premiers chrétiens (combat l'opinion de M. Carlo Pascal, qui l'attribue aux chrétiens et montre que personne dans l'antiquité n'a songé à les accuser). — VACANDARD. Saint Victrice (évêque de Rouen à la fin du iv^e et au commencement du v^e s., auteur du *De Laude Sanctorum*, grand acquéreur de reliques pour son église, fondateur d'églises rurales, ami de Paulin de Nole et de saint Martin, missionnaire jusqu'en Grande-Bretagne, en relations avec le pape Innocent, qui le chargea de faire accepter en Gaule un *Liber Regularum* pour assurer l'autorité du Saint-Siège). — A. DE BOISLISLE. Le grand hiver et la disette de 1709; fin en octobre (récit très intéressant et important au point de vue de l'histoire économique, des désordres produits par la disette, des efforts de la charité privée et publique, des mesures prises par le contrôleur général Desmaretz pour ranimer l'agriculture, empêcher les accaparements, permettre la répartition des grains de province à province, en faire venir de l'étranger, créer des réserves dans des greniers d'abondance, régler la concurrence du pain, assurer la subsistance des armées). — A. DE GANNIERS. Napoléon chef d'armée (excellente analyse de ses qualités et de son déclin militaire; le rend responsable de l'hostilité de l'Europe contre la France et de l'antagonisme qui existe en France entre l'armée et le pouvoir civil). — LEDOS. La France et le grand schisme d'Occident (à propos du livre de N. Valois). — SEPET. Jeanne d'Arc et le cimetière de Saint-Ouen (d'après les travaux du chanoine U. Chevalier et de l'abbé Dunand. La cédule d'abjuration, insérée au procès de condamnation, est suspecte. La rétractation du cimetière Saint-Ouen a été arrachée par la violence et la terreur). — Juillet. RÉVILLOUT. Un prince révolutionnaire dans l'ancienne Égypte (le Tyrien Horemhébi, qui fut préfet de Tyr sous le roi Aï, devint son gendre et son associé au trône. Il prit une série de mesures hardies en faveur du peuple contre les nobles et les fonctionnaires oppressifs et fut naturellement massacré avec son fils par un général révolté nommé Ramsès). — CALLEWAERT. Le délit de christianisme dans les deux premiers siècles (la profession de christianisme constitue un crime spécifique capital). — DELEHAYE. Les légendes hagiographiques (bon travail critique sur la manière dont la légende se développe spontanément dans l'imagination populaire, et sur les procédés, et l'on peut dire les recettes d'après lesquelles ont travaillé les hagiographes. Le P. D. distribue en six classes, suivant leur degré d'historicité ou de fausseté, les récits hagiographiques. La légende n'a qu'une

valeur morale ou poétique). — LECLERCQ. La langue des inscriptions latines de la Gaule (d'après l'excellent travail de I. Pirson). — A. d'HERBOMEZ. Le fonctionnarisme en France à la fin du moyen âge (d'après le livre si riche et neuf de Dupont-Ferrier). — CASABIANCA. La lettre et la carte de Toscanelli (bonne réfutation de la thèse de M. Vignaud, qui prétend ces documents fabriqués par Barthélemy Colomb). — BAGUENAUT DE PUCHESSE. Dix années de la vie de Marguerite de Valois (d'après l'*Itinéraire* dressé par Ph. Lauzun). — G. DE MUN. L'établissement des Jésuites à Constantinople sous le règne d'Achmet I^{er}, 1603-1617 (d'après les dépêches du baron de Salignac, les dépêches et la relation du baron de Sancy). — LAMBELIN. La première invasion de la Belgique, 1752 (d'après le livre de M. de Sérignan). — Octobre. ERMONT. Manès et le manichéisme (exposé concis, mais très précis de la doctrine de Manès et des vicissitudes de la secte. La question de la persistance de la secte en Italie, qui a été touchée par M. Dufourcq, mériterait d'être étudiée à fond). — Dom FÉROTIN. Le véritable auteur de la *Peregrinatio Silviae*. La vierge espagnole Etheria (récit de pèlerinage en terre sainte du IV^e s., publié en 1884 par M. Gamurrini. L'édition de M. Geyer de 1898 est la meilleure. L'auteur de ce récit est une Espagnole, Etheria, dont, au VII^e s., le moine Valérius célébra les mérites dans une lettre dont D. F. publie le texte. Cette lettre prouve qu'une grande partie de la *Peregrinatio* est perdue). — L. MIROT. Les États généraux et provinciaux et l'abolition des aides au début du règne de Charles VI (étude très bien conduite sur les résultats de l'abolition des fouages par l'ordonnance du 16 sept. 1380, sur les États de novembre 1380 et l'abolition des aides, puis sur l'obligation où se trouva la royauté de rétablir les aides et tout le système de receveurs et généraux gouverneurs chargés de leur perception et de leur surveillance). — SAINT-YVES et CHAVANON. Documents inédits sur l'administration de la Compagnie française des Indes orientales et ses assemblées générales de 1665 à 1681 (les documents conservés dans les Mélanges Colbert et aux archives coloniales permettent de comprendre pourquoi on a dû abandonner Madagascar et pourquoi la Compagnie était en déficit; les souscripteurs ne payaient pas, l'autorité était diminuée et on commit la faute de vouloir créer à la fin une colonie de peuplement et des comptoirs commerciaux). — ALLARD. Lactance et le *De mortibus persecutorum* (à propos du livre de M. Pichon). — WILDE. Les écoles du palais aux temps mérovingiens (soutient, contre Vacandard, qu'on apprenait au palais, non seulement les exercices militaires, mais aussi les belles-lettres). — P. FLAMENT. Documents inédits relatifs au siège de Pontorson, 1427 (conservés à la Bibl. nat. Montres, quittances de capitaines, paiement d'espions). — A. DE MARICOURT. Marie-Thérèse de France à Vienne, 1796-1799 (intéressants détails sur la vie de la fille de Louis XVI à Vienne, d'après ses lettres et celles de la duchesse de Chimay, de M^{me} de Tarente, de F. Huë).

2. — *Revue de Synthèse historique*. Juin 1902. — E. BERTAUX.

L'histoire de l'art et les œuvres d'art. — XÉNOPOL. Les sciences naturelles et l'histoire (à propos du livre de M. Rickert : *Die Grenzen der naturwissenschaftlichen Begriffsbildung, eine logische Einleitung in die historischen Wissenschaften*). — H. BERR. Les rapports de l'histoire et des sciences sociales d'après M. Seignobos. — BOISSONNADE. Revue des travaux sur l'Histoire économique de la France au moyen âge (sources, généralités, agriculture). — KONR. Littérature hongroise de 1772 à nos jours. — L'organisation des études locales d'histoire moderne. = Août. C. RICHARD. La notion de l'arrêt du développement en science sociale. — H. BARGY. L'origine de la tolérance aux États-Unis. — BOISSONNADE. Revue des travaux sur l'Histoire de l'industrie française au moyen âge. — H. DELACROIX. La philosophie médiévale latine jusqu'au xiv^e s. = Octobre. G. GENTILE. Contribution à l'histoire de la méthode historique. — H. PIÉRON. Un précurseur inconnu du féminisme et de la Révolution : Poulain de la Barre; fin en déc. — FR. GÉNY. L'histoire et la science politique. — H. HAUSER. Revue des travaux sur la France au xvi^e s. — BOISSONNADE. Histoire des classes industrielles. — L'état actuel des études d'histoire moderne en France, d'après P. Caron et R. Sagnac. — La musique et l'histoire générale, d'après R. Rolland. = Décembre. B. CROCE. Les études relatives à la théorie de l'histoire en Italie durant les quinze dernières années. — DESLANDRES. La psychologie politique du peuple américain, d'après M. Boutmy. — Maurice DUMOULIN. Enquête sur l'art populaire. — LÉONARDON. Revue des travaux sur l'histoire d'Espagne : époque moderne. — BOISSONNADE. Histoire du commerce de la France au moyen âge. — H. BERR. L'organisation de la science et la synthèse historique (à propos des livres de Ch.-V. Langlois et L. Liard). = En supplément à l'année 1902, la *Revue* donne gratuitement aux abonnés un excellent *Répertoire méthodique pour la synthèse historique* (année 1901), rédigé par M. BERR, avec la collaboration de P. CARON et F. SIMIAND. = Février 1903. F. SIMIAND. Méthode historique et science sociale. Étude critique d'après les ouvrages récents de MM. Lacombe et Seignobos (excellente étude où M. S. nous paraît avoir très bien indiqué quelle peut être l'organisation du travail scientifique en matière humaine et noté fort ingénieusement les trois idoles dont il faut se garder : idole politique, idole individuelle, idole chronologique. Il y aurait pourtant à bien préciser le dernier point, car la chronologie reste la lumière de l'histoire). — P. LACOMBE. L'appropriation du sol. Essai de synthèse; suite en avril et août. — KOSTYLEFF. Le plan de Spinoza dans l'histoire des doctrines philosophiques (à propos du beau livre de M. Couchoud). — GOBLET. Notes sur l'Année sociologique. — DUFAYARD. Revue des travaux récents sur Napoléon I^{er}. = Avril. H. BERR. Introduction générale à la synthèse des études relatives aux régions de la France (la *Revue de synthèse* a eu, sur l'initiative de M. Dumoulin, l'idée très heureuse de tenter une étude bibliographique de tous les travaux publiés sur les diverses régions de la France). — M. BARRAU-DIHIGO a fait ce travail pour la

Gascogne dans les nos d'avril et de juin. — H. SÉE. Revue des travaux sur l'histoire des idées politiques en France aux XVII^e et XVIII^e s. — H. BERR. L'enseignement des sciences sociales (critique dure et injuste du livre de M. Hauser, dont nous parlons dans notre Bulletin, mais dont le dernier paragraphe est excellent. M. B. pense avec raison que l'historien généralisateur peut, dès aujourd'hui, démêler dans la vie collective de l'humanité les « éléments explicatifs, » établir la part du « social en tant que social »). — Juin. B. CROCE. L'attitude subjective et l'attitude objective dans la composition historique. — C. BOS. Les origines chrétiennes du pessimisme. — DORTIN. Revue des travaux sur la littérature galloise. — B. C. Le Congrès international des sciences historiques à Rome. — P. MANTOUX. Le Congrès annuel de la Société historique américaine. — Août. GOMPERZ. L'histoire et l'évolution de la pensée grecque. — BOURGIN. L'Histoire de France de Lavisse. — CHANTRIOT. La Géographie de la France de V. de La Blache. — HUVELIN. Revue des travaux sur le Droit commercial. — XÉNOPOL. A propos du *Lehrbuch der historischen Methode* de Bernheim. — H. BERR. Ranke et sa conception de l'histoire (à propos du livre de W. Nalbandian). — SAGNAC. La question de l'enseignement de l'histoire au Congrès de Rome. — Notons dans ces nos les comptes-rendus suivants : *Leletier*. La evolution de la historia (déc. 1902). — B. Kidd. Principles of western civilisation (avril 1903). — E. Meyer. Zur Theorie und Methodik der Geschichte (juin 1903).

3. — **Revue des Études historiques.** 1903, septembre-octobre. — Maurice BOURNAY. Le mariage de Marie-Antoinette (étude sur les négociations ou formalités diplomatiques qui ont précédé et accompagné le mariage. L'auteur a utilisé certains documents conservés aux archives des Affaires étrangères). — Augustin COCHIN. Les conquêtes du Consistoire de Nîmes pendant la Fronde, 1648-1653 (raconte les efforts heureux du Consistoire pour supplanter les catholiques partout, et, en particulier, dans l'administration municipale). — Pierre de VAISSIÈRE. Bernardin de Saint-Pierre; les années d'obscurité et de misère, 1773-1783 (utilise des documents inédits conservés aux Archives nationales). — Comptes-rendus : *Abbé P. Franche*. Sainte Hildegarde, 1098-1179 (bon). — *Ch. Felgères*. Études historiques sur la baronnie de Chaudesaigues. Jean de Salazar, 1440-1450; Armagnacs et Bourguignons, 1450-1474 (bien documenté). — *Al. Vitalis*. Correspondance politique de Dominique du Gabre, évêque de Lodève, trésorier des armées à Ferrare, 1552-1554, ambassadeur de France à Venise, 1554-1587 (documents intéressants, mal lus et insuffisamment annotés). — *A. Rabel*. Le maréchal de Bessières, duc d'Istrie (bon). — *É. de Perceval*. Le président Émerigon et ses amis, 1795-1847 (bon).

4. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** Tome V, no 1, 15 octobre 1903. — P. ARDASCHEFF. Les intendants de province à la fin de l'Ancien régime (résumé de l'ouvrage publié, comme on sait, en

russe, par Ardascheff). — Henri SÉE. Le travail d'histoire moderne en province : la Bretagne, année 1902. = N° 2, 15 novembre 1903. A. MANSUY. Le clergé et le régime napoléonien dans le duché de Varsovie, 1807-1813; 1^{er} article (d'après les sources polonaises). — A. MATHEZ. Les comptes décennaires; leur valeur historique, leur classement. Réponse à un critique (le critique est E. WELVERT, dans la *Bibl. de l'Éc. des chartes*). = Comptes-rendus : Bernard Mallet. Mallet du Pan and the French Revolution (ouvrage intéressant, mais, dans son jugement sur Mallet du Pan, l'auteur force vraiment trop la note). — Abbé de Lannoy. Les origines diplomatiques de l'indépendance belge. La conférence de Londres, 1830-31 (excellente étude d'histoire diplomatique).

5. — *Revue des Études anciennes*. Tome V, n° 3, juillet-septembre 1903. — M. HOLLEAUX. *Curae epigraphicae* (donne, entre autres, une édition nouvelle et corrigée des trois décrets rendus par les Rhodiens en faveur de la ville d'Iasos, que molestait un agent du roi Philippe V). — A. FONTRIER. Inscriptions d'Érythrée. — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. XIX : Remarques sur la plus ancienne religion gauloise; suite (rituel domestique, rituel judiciaire et politique, rituel de la chasse). — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. L'astrologie chez les Gallo-Romains. III : Ausone et l'astrologie. IV : l'astrologie dans le « Querolus ». — Abbé ARNAUD d'AGNEL. Notes sur quelques découvertes archéologiques à Montsalier, Basses-Alpes. = N° 4. C. JULLIAN. La thalassocratie phocéenne, à propos du buste d'Elche (réimpression de l'art. paru dans le *Bulletin hispanique*). — Ph. FABIA. L'adhésion de l'Illyricum à la cause flavienne. Examen critique du récit de Tacite (montre tout ce qu'il y a, dans ce passage des *Histoires*, II, 85-86, d'incomplet et d'imprécis quant au fond, d'obscurité dans la forme). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. XX : la Question des Ibères (il n'y a pas de « race » ibérique; comme les Francs et comme les Romains, les Ibères n'étaient que des groupes d'hommes associés sous un seul nom et qui avaient adopté une certaine langue).

6. — *Bibliothèque de l'École des chartes*. 1903, mai-août. — H. OMONT. Nouvelles acquisitions du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale pendant les années 1900-1902; fin. — L. LEVILLAIN. Une nouvelle édition des lettres de Loup de Ferrières (observations critiques sur l'édition donnée par E. Dümmler dans les *Monumenta*). — R. POUPARDIN. La date de la « Visio Karoli tertii » (maintient, contre Levison et Levillain, que ce document a été composé en 887-888 et se rattache aux événements qui ont accompagné ou suivi la déposition de Charles le Gros). — P. LÉVÊQUE. Trois actes faux ou interpolés des comtes Eudes et Robert et du roi Raoul en faveur de l'abbaye de Marmoutier, 887, 912, 931; fin. — H.-Fr. DELABORDE. A propos d'une rature dans un registre de Philippe-Auguste (cette rature a permis de constater une interversion de feuillets dans le plus ancien

registre de Philippe-Auguste et de reconstituer le texte complet d'une charte de ce roi, qui est de 1201, et dont un fragment avait été attribué à l'année 1214, charte importante, puisqu'elle a trait à la dime saladinienne et aux rapports du roi avec Innocent III). — L. DELISLE. Les Heures de Jacqueline de Bavière. — P. DURRIEU. Les très riches Heures du duc de Berry, conservées à Chantilly, au musée Condé, et le Bréviaire Grimani. — J. CALMETTE. Sur la lettre close de Charles le Chauve aux Barcelonnais (réponse aux critiques présentées par Ph. Lauer; maintient que le *post-scriptum* est authentique et a été sans doute écrit de la main même de Charles le Chauve). — Bibliographie : E. Babelon. Histoire de la gravure sur gemmes en France, depuis les origines jusqu'à l'époque contemporaine (excellent; important pour l'étude de la sigillographie au moyen âge). — Le Père E. Horn. *Ichnographiae locorum et monumentorum veterum Terrae Sanctae*, éd. P. Hier. Golubovich (bonne édition d'une compilation formée entre 1725 et 1744 et qui contient un nombre infini de renseignements sur la vie intérieure des monastères franciscains en Terre Sainte, sur les populations indigènes, sur l'état social et économique du pays). — Ed. Preiswerk. *Der Einfluss Aragons auf den Prozess des Basler Konzils gegen Papst Eugen IV* (utile). — *Pagart d'Hermansart*. Le bannissement à Saint-Omer, d'après des documents inédits (bon). — U. Chevalier. Ordinaire et coutumier de l'église cathédrale de Bayeux. — Vicomte de Romanet. Géographie du Perche et chronologie de ses comtes, suivies de pièces justificatives formant le cartulaire de cette province (excellent; le cartulaire contient plus de deux cents chartes, dont les trois quarts sont inédites). — M. Boudet. Documents inédits sur les recluseries au moyen âge. La recluserie du Pont-Sainte-Christine à Saint-Flour (très intéressant). — Ch. Porée. Le consulat et l'administration municipale de Mende, des origines à la Révolution (important recueil de documents). — G. Bigoni. Una fonte per la storia del regno di Sicilia: il Carmen di Pietro da Eboli (bon). — Vito La Mantia. Testo antico delle consuetudini di Messina adottata in Trapani. Statuti di Olevano Romano.

7. — **Bulletin critique.** 1903, 15 octobre. — Ed. Cucq. Le droit classique et le droit du Bas-Empire (tome II des *Institutions juridiques des Romains*; remarquable). — M. Besnier. L'île Tibérine dans l'antiquité (bon). — 25 octobre. Cabrol et Lecercq. *Monumenta ecclesiae liturgica. Sectio prima.* — Largent. Saint Hilaire (charmant volume, très clair et très vivant). — 5 novembre. P. Mandonnet. Les règles et le gouvernement de l'*Ordo de Penitentia* au xiii^e siècle (a parfaitement prouvé que les chap. 1-xii du *Memoriale*, découvert par P. Sabatier dans la bibliothèque d'un couvent à Capistran constituent la règle primitive donnée en 1221 aux Frères de la Pénitence par la collaboration de saint François et du cardinal Hugolin). — 15 novembre. Le Père Barnabé d'Alsace. Le prétoire de Pilate et la forteresse Antonia. Le lieu de la rencontre d'Abraham et de Melchisédech (bonnes études sur la topographie de la Palestine). — 25 novembre. G. Hanotaux. Histoire

de la France contemporaine. I : le Gouvernement de M. Thiers (très remarquable). — *V. Paredo*. Les systèmes socialistes (intéressant). = 5 décembre. *P. Hémon*. La Révolution en Bretagne. Audrein, Yves-Marie, 1747-1800 (beaucoup de documents intéressants pour l'histoire de l'Église constitutionnelle).

8. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1903, n° 41. — *G. Berchet*. I diarii di Marino Sanuto (savante préface à l'édition, aujourd'hui terminée, de Sanuto. Le Journal de ce compilateur vénitien s'étend de 1496 à 1533; l'édition ne comprend pas moins de 58 volumes. C'est un monument de l'érudition italienne). — *Giov. Mari*. Storia e leggenda di Pietro Aretino (essai très remarquable). — *F. Mazerolle*. Les médailleurs français, du x^e siècle au milieu du xviii^e. — *P. Thureau-Dangin*. La renaissance catholique en Angleterre au xix^e siècle; 2^e partie : De la conversion de Newman à la mort de Wiseman, 1845-1865 (excellent). — *Marcel Vigne*. La banque de Lyon, du xv^e au xviii^e siècle (livre estimable, mais manqué). = N° 42. Trajan's Dakische Kriege nach dem Sæulenrelief erzæhlt (savant et ingénieux; mais est-il sûr que les renseignements fournis par la colonne Trajane soient toujours exacts?). — *A. Molinier*. Obituaires de la province de Sens; t. I (additions notées par L.-H. Labande). — *Jos. Faurey*. Henri IV et l'Édit de Nantes (assez bonne analyse du texte; mais l'auteur est en général très mal informé). — *W. Wiegand*. Friedrich der Grosse (bon résumé). — *Giul. Colucci*. La Repubblica di Genova e la Rivoluzione francese (recueil en quatre vol. comprenant toute la correspondance diplomatique adressée de Paris, entre le début de 1794 et le 18 brumaire, par les ministres génois Boccardi, Spinola, Rivarola et Lupi). = N° 43. *E. Rodocanachi*. Les institutions communales de Rome sous la papauté (bon). — *A. Giffard*. Les justices seigneuriales en Bretagne aux xvii^e et xviii^e siècles (remarquable). = N° 44. *J. Birot*. Le Saint-Empire, du couronnement de Charlemagne au sacre de Napoléon (insuffisant). — *Capitaine P. Pineau*. Le général Dugommier, sa vie, sa correspondance (excellent, malgré des longueurs et un peu de fatras). — *Escande*. Histoire de Sarlat (conscientieux). = N° 45. *Ch.-L. Chassin* et *L. Hennet*. Les volontaires nationaux pendant la Révolution; t. II (plein d'utiles renseignements). — *J. Poirier*. Correspondance de Nicolas-Memmie Mogue, terroriste ardennais (quelques lettres intéressantes). — *Id.* Les prisonniers de la chartreuse du Mont-Dieu pendant la Terreur. — *Id.* Les forteresses françaises en 1870 : Mézières, Reims, Matot-Braine (bon). — Ouvrages publiés sous la direction de la Section historique de l'État-major de l'armée (art. à lire d'A. Chuquet). = N° 46. *J. de Goeje*. Migrations des Tziganes à travers l'Asie (excellent). — *A. Vandal*. L'avènement de Bonaparte (remarquable; mais l'auteur n'a pas connu plusieurs sources importantes et il a poussé trop au noir la peinture du Directoire). — *Th. Pruvost*. Le général Deplanque, 1820-1889 (intéressant; d'utiles renseignements sur les opérations de l'armée de la Loire en 1870-71). = N° 47. *J. Willems*.

Le Sénat romain en l'an 65 apr. J.-C., d'après les notes de *P. Willem*s (bon). — *J. Cocheris*. Situation internationale de l'Égypte et du Soudan (travail richement documenté qui a plutôt la forme véhémement d'un plaidoyer que la sérénité d'un livre d'histoire).

9. — La Révolution française. 1903, 14 octobre. — *A. AULARD*. Les greffes ou archives des tribunaux et les historiens (les historiens ont, en principe, le droit de faire des recherches dans ces archives; en fait, ils sont soumis à un régime purement arbitraire). — *Id.* Les inventaires des archives départementales (publie une circulaire du directeur des Archives, du 4 août 1903, sur le classement des papiers de la période révolutionnaire, séries L et Q). — *A. LIEBY*. La presse révolutionnaire et la censure théâtrale sous la Terreur; suite le 14 novembre. — *A. LODS*. L'arrestation de Rabaud de Saint-Étienne (Fabre d'Églantine fut-il le dénonciateur de Rabaud? Non). — Une lettre du conventionnel Ingrand sur l'insurrection vendéenne en thermidor an II. = 14 novembre. *Maurice PELLISSON*. La sécularisation de la morale au XVIII^e siècle. — *Paul MAUTOUCHET*. Le renouvellement du département de Paris en décembre 1792. — *Ed. CAMPAGNAC*. Un prêtre communiste: le curé Petit-Jean. — *A. LIEBY*. La presse révolutionnaire et la censure théâtrale sous la Terreur; suite.

10. — Revue archéologique. 4^e série, t. II. Juillet-août 1903. — *R. WEILL*. Inscriptions égyptiennes du Sinaï. I : les Dossiers de Londres. — *Émile BOURGUET*. Note sur le système métrologique de Pheidon. — *Seb. RONZÉVALLE*. S. J. Inscription bilingue de Deir-el-Qualaa dans le Liban, près de Béryste. — *SEYMOUR DE RICCI*. Une inscription grecque d'Égypte, communiquée par *M. Dattari*. — *Paul MONCEAUX*. Enquête sur l'épigraphie chrétienne d'Afrique. — *A. FAUVAUD*. Statues gallo-romaines découvertes à Sireuil, Charente. — *R. CAGNAT* et *M. BESNIER*. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine; mars-juin. = Septembre-octobre. *W. AMELUNG*. Le Sérepis de Bryaxis. — *CLERMONT-GANNEAU*. Une nouvelle dédicace du sanctuaire de Baal Marcod. — *R. WEILL*. Inscriptions égyptiennes du Sinaï; suite et fin : les bas-reliefs thinites du Ouady-Magharah. — *Paul MONCEAUX*. Enquête sur l'épigraphie chrétienne d'Afrique. I : Inscriptions grecques chrétiennes; suite. — *SEYMOUR DE RICCI*. Un papyrus latin d'Égypte (quelques lignes d'un texte juridique latin; essai de restitution partielle). — *Salomon REINACH*. Le musée chrétien dans la chapelle de Saint-Louis, au château de Saint-Germain-en-Laye (histoire de cette chapelle depuis sa construction, entre 1230 et 1240, jusqu'à sa restauration, maintenant terminée; plusieurs planches très intéressantes reproduisent certaines sculptures où l'on est tenté de voir des portraits de saint Louis et de plusieurs personnes de la famille royale. Catalogue sommaire des moulages déposés dans cette chapelle et qui constituent un musée de la Gaule chrétienne jusque vers le temps de Charlemagne). — *SEYMOUR DE RICCI*. Les études

coptes en Russie et les travaux de M. von Lemm. — Salomon REINACH. M. Strzygowski et la « Question byzantine » (sur l'originalité absolue de l'art chrétien).

11. — **Revue celtique.** Juillet 1903. — J. LOTH. Carhaix, Maraes, Osismii, Uxisama. Caer, Cor, Ker; et la question du recul de la langue bretonne de la fin du x^e siècle jusqu'à nos jours. — Id. Les douze jours supplémentaires, *Gourdezioù*, des Bretons et les douze jours des Germains et des Indous (les douze jours, du 25 décembre au 6 janvier, des Bretons sont identiques aux fameux *Zwölften* des Allemands et aux douze nuits sacrées des Indous). — SEYMOUR DE RICCI. Un passage remarquable du calendrier de Coligny (recherche comment ce calendrier a tenu compte de ces douze jours supplémentaires). — H. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Le *canctum* gaulois (le *canctum* employé par les Gaulois dans les villes était un multiple du pied romain, et, dans les campagnes, un multiple de la coudée).

12. — **Revue de Géographie.** 1903, septembre. — Pierre DORNIN. Bonaparte et le monde musulman. La politique de Bonaparte; fin en octobre (vise surtout la politique actuelle, ou, du moins, celle qu'il conviendrait de tenir à l'égard des musulmans en faveur de l'influence française). = Octobre. René HENRY. Questions d'Autriche-Hongrie (extrait d'un vol. qui vient de paraître sous ce titre chez Plon). = Novembre. Colonel LEBLOND. Les États-Unis d'Amérique. Les origines, la population, la politique; fin en décembre. = Décembre. P. GONNAUD. Aperçus sur la Birmanie (et sur la politique anglaise). — P. BARRÉ. Les Philippines.

13. — **Revue de l'histoire des religions.** T. XLVIII, n° 2, septembre-octobre 1903. — J. EBERSOLT. Essai sur Béranger de Tours et la Controverse sacramentaire au xi^e siècle; fin (le concile de Rome de 1059; la polémique entre Béranger et Lanfranc; la réaction ecclésiastique contre Béranger et sa doctrine; le synode de Bordeaux, 1080. Mort de Béranger, le 6 janv. 1088. Son système. Publie une « Oratio per mag. Berengarium Turonensem »). — J. TOUTAIN. Bulletin archéologique de la religion grecque. — A. LOPS. De quelques publications allemandes sur les rapports religieux de Babylone et du peuple d'Israël.

14. — **Revue d'histoire, rédigée à l'État-major de l'armée.** 1903, août. — Les campagnes du maréchal de Saxe; 2^e partie: la Campagne de 1744; ch. vi; suite en septembre et en octobre. — Études sur la campagne de 1799; suite; ch. xii (situation politique et militaire en 1799); fin en novembre. — La guerre de 1870-1871. Journée du 15 août en Lorraine; suite en septembre et en novembre: Journée du 16 août. = Septembre. La manœuvre de Guadarrama (extrait de l'ouvrage du commandant Balagny: *Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne*, t. III); suite en octobre. = Octobre. La doctrine d'un maréchal général des logis au xviii^e siècle (publie deux rapports ou mémoires adressés au cardinal de Fleury, par Jacques de Chastenet de Puységur,

l'un, en 1724, pour appuyer une demande tendant à être compris dans une promotion des chevaliers de l'Ordre du Saint-Esprit, l'autre, en 1734, pour demander le bâton de maréchal. Puységur y expose les principes qui l'ont guidé dans ses fonctions de chef d'état-major dans les campagnes de 1690 à 1713). — Les préliminaires et la bataille de Gordetschana, 20 juin-12 août 1812 (extrait de *la Campagne de Russie*, par le lieutenant Fabry). = Novembre. La prise de Jaffa (d'après le t. IV du livre de M. de La Jonquière; avec une carte).

15. — Bulletin hispanique. T. V, 1903, n° 4. — A. PAY Y MELIA. Correspondance du comte de Lemos avec Don Francisco de Castro et le prince d'Esquilache, 1613-1620; fin. — E. WALBERG. Le drame religieux de Calderon : *las Ordenes militares* et l'Inquisition.

16. — Revue des Deux-Mondes. 1903. 1^{er} août. — Le pape Léon XIII. — A. RÉBELLIAU. Un épisode de l'hist. religieuse du xviii^e s.; II : la Confrérie du Saint-Sacrement et la contre-réformation catholique (cette association, essentiellement laïque, avait un caractère original au milieu du mouvement monastique et religieux du xviii^e s.; son action charitable et de vigilance spirituelle est digne d'admiration, mais elle mettait du fanatisme à poursuivre tout ce qu'elle trouvait blâmable); suite le 1^{er} sept.; III : la Compagnie et les protestants (depuis 1632, la Compagnie provoque et dirige avec une astuce consommée, violente et secrète à la fois, la persécution contre les protestants. Elle prépare et inspire les mesures vexatoires qui conduiront à la Révocation. M. Allier a plutôt trop atténué leur funeste action à cet égard). — R. DOUMIC. La jeunesse de Mirabeau. = 15 août. A. SOREL. De Boulogne à Austerlitz; I : la Coalition; suite le 1^{er} sept.; II : la Levée du camp; suite le 15 sept.; III : la Veille de la bataille. — ROUIRE. L'Angleterre en Arabie. — WYZEWA. Une chronique franciscaine anglaise (à propos du beau récit de Thomas d'Eccleston, écrit en 1251, sur les premiers progrès de l'ordre de Saint-François en Angleterre, traduit et publié par le P. Cuthbert : *The Friars and how they came to England*). = 1^{er} oct. Général FREY. L'armée chinoise. — E. DAUDET. Les dames de Bellegarde; suite et fin 15 oct. et 15 nov. (très piquant et émouvant récit d'un drame d'amour dont Hérault de Séchelles fut le héros. Adélaïde-Victoire et Françoise-Aurore de Bellegarde, dont la première avait épousé son cousin Frédéric, qui était lieutenant-colonel dans l'armée sarde, se lancèrent dans le mouvement révolutionnaire, et quand Hérault de Séchelles et Philibert Simon furent délégués comme commissaires de la Convention dans la Savoie devenue française, les citoyennes de Bellegarde s'affichèrent ouvertement avec eux, suivirent Hérault à Paris et, au moment de sa condamnation, furent jetées en prison. Après Thermidor, elles continuèrent à être le centre d'une société brillante, et, en 1801 et 1802, Adèle eut deux enfants du chanteur Garat. Adèle mourut en 1830, trois jours après son mari, qu'elle avait revu en 1805 pour signer avec lui une convention d'inté-

rêts. Aurore mourut en 1840. L'étude de M. Daudet a le mérite de jeter un jour assez vif sur la vie de Hérault de Séchelles et son caractère). — P. GAUTIER. Chateaubriand et M^{me} de Staël (belles lettres inédites de l'époque où une réelle amitié existait entre eux de 1801 à 1804, puis des lettres de 1809, 1810, où on voit le lien se relâcher. Elle le revit en 1817 avant de mourir). — PINON. Figuié et la politique française au Maroc. = 15 oct. H. LORIN. Le Congo français. Son histoire et son développement. = 1^{er} nov. A. MÉZIÈRES. Le général Dupont (n'admet pas l'apologie outrée en trois volumes du colonel Titeux, mais il admet les circonstances atténuantes plaidées par le colonel Clerc dans son volume sur la capitulation de Baylen et l'arbitraire féroce avec lequel agit Napoléon). — WYZEWA. La double existence de James de la Cloche. Une énigme historique (bâtard de Charles II, novice au Gésù en 1668). = 1^{er} déc. L'expédition de Mitylène, 1901 (Journal d'un officier de marine). — PINON. La question siamoise et l'avenir de l'Indo-Chine française. — ARVÈDE BARINE. La Grande Mademoiselle; II : En attendant la mort de Mazarin. Louis XIV jeune, d'après ses Mémoires (brillant essai). — E. SEILLIÈRE. La religion impérialiste et ses trois incarnations actuelles en Europe (fin le 15 déc.; amusante analyse des fantaisies un peu incohérentes de M. H. Chamberlain dans ses *Grundlagen des XIX Jahrhunderts*).

17. — **La Revue de Paris.** 1903, 15 octobre. — L'attaque de Taghit, août 1903. — MAXIME LECOMTE. Le centenaire du Code civil; fin. = 1^{er} novembre. JEAN LEMOINE et ANDRÉ LICHTENBERGER. Le Père Tixier (le P. Tixier était, au moment de la Fronde, sous-prieur à Saint-Denis; il vit de près les horreurs de la guerre civile. En 1654, il assista au sacre de Louis XIV. Plus tard, il fut prieur de Saint-Germain-des-Prés et en relations assez fréquentes avec M^{me} de Montespan; après 1675, il fut chargé de prendre soin du dernier des Longueville, qui était fou, et entretint à ce sujet une longue correspondance avec Condé. Il mourut à Saint-Ouen de Rouen en 1701. Il écrivit des mémoires abondants, précis en menus faits sur la réforme bénédictine, sur la vie monacale, sur la cour, sur la révocation de l'Édit de Nantes en Normandie, etc. Extraits piquants et présentés avec art). = 1^{er} décembre. LÉONCE PINGAUD. M^{me} de Staël et le duc de Rovigo (rapports de M^{me} de Staël avec le nouveau ministre de la police, au moment où elle achevait l'impression de *l'Allemagne*. Refait, à l'aide de documents nouveaux, l'histoire de la saisie du livre et de sa destruction); fin le 15 décembre. — P. FÉLIX THOMAS. Pierre Leroux en exil, 1851-1860.

18. — **Le Correspondant.** 10 févr. 1903. — IMBART DE LA TOUR. Les origines de la Réforme; suite le 10 août (dans ces deux très remarquables articles qui rappellent la manière de Taine avec plus de souplesse, l'auteur étudie successivement la structure de l'État et celle de l'Église et montre comment tous les éléments du Concordat de 1516 étaient déjà préparés à la fin du xv^e s. et aussi comment l'Église, qui

participe à l'enrichissement universel, est poussée fatalement, après la guerre de Cent ans, aux préoccupations financières et temporelles, tout en se laissant envahir par l'État). — D. MELEGARI. La femme criminelle en Italie. = 25 févr. Cardinal MATHIEU. Le Concordat de 1801; fin. — Colonel ROUSSET. Le commandement des armées allemandes en 1870; suite le 10 mars. — CRÉPON. Nomination et institution canonique des évêques; fin le 10 mars (historique très complet de la question, depuis les origines jusqu'à Napoléon I^{er}). = 10 mars. Une pétition de Chateaubriand au premier consul (histoire piquante de la radiation de Ch. de la liste des émigrés, en thermidor an X, sur une pétition d'une notoire inexactitude). = 25 mars. P. DE LA GORCE. Les deux dernières années du règne de Napoléon III; suite les 10 et 25 avril et 10 mai (bonne étude sur les préliminaires de la guerre de 1870). — Guillaume II orateur et écrivain. = 10 avril. E. LAMY. La guerre de 1870; suite les 25 avril, 25 mai, 25 juin (brillant et intéressant). = 25 avril. Marie ANDRÉ. Bettina d'Arnim et Frédéric-Guillaume IV (Bettina a joué le rôle d'Égérie fantaisiste auprès du roi romantique; d'après leur correspondance p. p. M. Geiger). — THUREAU-DANGIN. Pusey et l'évêque Wilberforce après la conversion de Manning, 1850-1860. — Marc DES GRANGES. La politique au théâtre sous la troisième République; suite le 10 juill. (1. Mœurs parlementaires; 2. Questions sociales). = 10 mai. DUNAND. Edmond Richer, le premier historien de Jeanne d'Arc, 1560-1631 (son histoire inédite, conservée à la Bibl. nat., f. fr. 10448, a devancé sur plusieurs points les conclusions de la critique moderne et méritait d'être tirée de l'oubli). = 25 mai. Vicomte DE MEAUX. Souvenirs politiques. I : la Chute du ministère de Broglie en 1874; suite le 10 juin : la Fin de l'Assemblée nationale (ces souvenirs si sincères sont une admirable démonstration de l'incapacité des anciens partis non seulement à gouverner, mais même à comprendre les réalités politiques). — Souvenirs, lettres et fragments inédits de Mgr Darboy (admirables). = 10 juin. H. DE LACOMBE. Notes et souvenirs de M. Thiers, 1870-1873. — A. ROUSSEL. Le centenaire de la Petite Église (très curieux détails sur les *Louisets*, les partisans attardés des ultramontains intransigeants qui, en 1802, refusèrent de reconnaître le Concordat, et dont il subsiste quelques-uns dans la Mayenne, le Dauphiné, à Lyon, dans le diocèse de Belley, etc.). = 25 juin. Marquis DE VOGÜÉ. Le véritable vainqueur de Denain (malgré les allégations de Goesbriand, Villars reste le vainqueur de Denain, mais c'est Lefèvre d'Orval qui a donné l'idée de l'attaque sur Denain, et Montesquiou, par son énergie, a décidé de la victoire). = 10 juill. KANNENGIESSER. Les élections au Reichstag et les catholiques allemands. — G. VARENNE. La poésie militaire allemande et les chants de guerre pendant la campagne de 1870. = 25 juill. H. DE LACOMBE. LÉON XIII. — P. PISANI. L'église de Paris pendant la Révolution (bonne étude à propos du livre de l'abbé Grente sur *le Culte catholique à Paris*, de la Terreur au Concordat (le culte avait entièrement repris en 1802. Ce livre, comme toutes les études sur le même

sujet, amène à cette conclusion que le Concordat, inutile au point de vue vraiment religieux, a été une mesure purement politique, funeste à l'État et funeste à l'Église, comme on le verra prochainement). = 10 août. E. LAMY. Notes sur Rome. — J. GRABINSKI. Le cardinal Sarto. — L'Église de France pendant la guerre contre l'Allemagne. = 25 août. Marc DES GRANGES. Ballanche. — Vicomte DE MIRAMON-FARGUES. Péril jaune et péril blanc. = 10 sept. E. LAMY. La politique du dernier Pontificat et du dernier Conclave; fin le 10 oct. (fort intéressant). — KANNENGIESSER. Le Congrès de Cologne et le dénombrement des forces du centre catholique. = 25 sept. Général CANONGE. Le dernier mot sur Sedan; fin le 10 oct. (juste défense de la conduite de Ducrot, juste condamnation de Wimpfen; mais, une fois commise la faute inepte de venir à Sedan, tout était perdu). — E. MARIN. Les Pères blancs dans les possessions africaines françaises; fin le 25 nov. (belles lettres et journal intime de Mgr Hacquard). — A. DE MUN. Le général Lamoricière. = 25 oct. H. DE PIANTI. L'émigration italienne. = 10 nov. G. DE LAMARZELLE. De Jules Ferry à M. Combes. — Comte GRABINSKI. La situation politique en Italie. — DUFOUGERAY. De Sidi Ferruch à Fachoda (la rivalité franco-anglaise en Afrique, à propos du livre de M. Darcy). = 25 nov. Marcel HABERT. Trois ans d'exil à Saint-Sébastien; suite le 10 déc. (dépourvu de toute espèce d'intérêt). — MURY. L'expansion japonaise. — H. DE LACOMBE. Une vie nouvelle de Mgr Dupanloup (par M. Michel Salomon).

19. — **Revue napoléonienne.** Oct.-nov. 1902. — H. HOUSSAYE. La méthode de guerre de Napoléon. — F. MASSON. Une Tascher de la Pagerie sultane. — TOMMASÉO et A. GRAF. Napoleone nella poesia italiana. — Le général en chef Masséna à Rome (documents communiqués par M. MENGHINI). — MALVEZZI. Paolo Berti alla Consulta de Lione. — Lettres inédites de C. Berthier et de M^{me} de Staël (communiquées par M. d'AVOUT). — BIAGI. *L'Ultima follia* de Murat (instructions inédites données à S. Lambruschini). — LEMMI. Un episodio sconosciuto della vita del gen. G. Lechi (après la mort de Murat, il tenta de rejoindre Napoléon, mais fut arrêté en Toscane). — G. SFORZA. Paolina Bonaparte in esilio (ses relations avec Pacini). = Déc. 1902-mars 1903. GACHET. Carnet d'un brave (notes de S.-P. Landou sur la campagne d'Italie, 1796-1797). — A. D'ANCONA. Lettera inedita di Paolo Greppi al Marchese Manfredini (de Milan, 31 mai 1796). — NITTI. Una conversazione con Maria Carolina, nel 1804 (récit tiré des Mémoires inédits du comte G.-C. Ludolf, ministre du roi des Deux-Siciles à Constantinople). — Lettres du botaniste Léon Dufour écrites pendant la guerre d'Espagne (avril 1808-oct. 1813. Communiquées par M. L.-G. PÉLISSIER). — Général JOUAN. Souvenirs inédits sur la bataille de Friedland (tirés de ses Mémoires). — MENGHINI. La Censura teatrale nel tempo del regno d'Italia; suite en avril. — Lettre de Jean Briant des Marlots, capitaine de cuirassiers, sur la campagne de Russie (très belle lettre). — Comte d'ANGOUT. Anecdote sur l'empereur racontée par Réal (Réal

propose en 1814 à Napoléon de faire faire par l'impératrice une procession à Sainte-Geneviève). — Général FABVIER. Note sur la campagne de France; suite en avril. — A. LUMBROSO. Il vero autore del libro *Delle cause italiane nell' evasione di Napoleone I dall' isola d'Elba* (selon M. Livi, le livre original du général C. de Laugier, de 1819, est perdu. D'après cet ouvrage fut fait par le comte Libri Bagueno un livre français paru en 1825 et traduit en italien en 1829. Il est bien singulier que le livre de 1819 ait totalement disparu). — T. CASINI. Ministri, prefetti e diplomatici italiani di Napoleone I (important travail). — Manoscritti italiani inediti di Stendhal (communiqué par M. Novati). — Avril-sept. 1903. J. RAMBAUD. Pie VI et la première coalition (à propos de la publication de L. Madelin). — BADHAM. Nelson and Ruffo (polémique contre le capitaine Mahan, qui, dans l'*English historical Review*, a accusé Nelson d'avoir obtenu par trahison la reddition des garnisons des forts Nuovo et dell' Uovo. La vérité exacte a été établie par M. Hueffer dans le présent numéro de la *Revue historique*. La reddition n'a pas été obtenue par trahison, mais on s'est conduit d'une manière déloyale envers les garnisons qui croyaient avoir obtenu un sauf-conduit). — Lettre de Fröhlich à Thugut, d'Ancône, 22 nov. 1799. — TITEUX. Bernadotte et la manœuvre d'Iéna (d'après les archives de la Guerre et les papiers du général Dupont). — Lettres de la grande-duchesse Stéphanie de Bade à Napoléon I^{er}, 1806-1813. — ROBINET DE CLÉRY. La grande-duchesse Stéphanie et le comte de Reiset. — A. LUMBROSO. Napoléon III était-il bien le fils du roi Louis? (oui, car sa naissance se place neuf mois après la réunion de Louis et d'Hortense à Cautelets). — Lettre du chirurgien Caron au baron Larrey sur les événements de Wilna en décembre 1812 et en 1813 (d'un intérêt tragique; Caron dit que 45 à 50,000 prisonniers périrent à Wilna). — Comte d'Angour. La mission de Dufresne Saint-Léon à Vienne, 1815 (communiqué par M. G. Monod, qui rectifie plusieurs inexactitudes de H. Houssaye. Saint-Léon a cru pouvoir obtenir par Talleyrand que l'Autriche consentit à négocier avec Napoléon). — ESCARD. L'Anti-Gallican (très curieuse histoire d'une correspondance secrète chiffrée entre Sainte-Hélène et l'Europe qui paraissait en 1816-1817 dans l'Anti-Gallican de Londres). — Un rapport du chevalier de Bunsen sur la famille Bonaparte, 1836 (communiqué par A. Stern). — ZURLINDEN. Napoléon chef d'armée (il était inutile de reproduire ces considérations superficielles d'un général qui, bien loin d'être, comme le dit M. L., un juge compétent, est connu dans l'armée pour sa médiocrité intellectuelle). — La seconde partie de chaque numéro de la *Revue napoléonienne* est consacrée à des notes, comptes-rendus, réimpressions d'imprimés rares qui offrent souvent un très grand intérêt.

20. — **Annales de Bretagne.** T. XIX, n° 1, novembre 1903. — Th. JANVRAIS. Ernest Renan écolier; ses notes de classe, ses palmarès. — F. LE LAY. Une résidence de Judicaël, roi de Domnonée (le château de ce roi breton s'élevait sur l'emplacement actuel de la Trinité-Porhoët). — F. DUINE. Une note sur le calendrier breton de Rennes au

xiii^e siècle. — A. RÉBILLON. Recherches sur les anciennes corporations ouvrières et marchandes de la ville de Rennes; suite (ch. vi : la Confrérie; ch. vii : Administration des communautés; ch. viii : l'Assistance mutuelle dans les communautés; ch. ix : les Ouvriers; 4^e partie : les Corporations rennaises après 1669). — A part : le Cartulaire de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé, 2^e édition revue, corrigée et augmentée, par Léon MAÎTRE et Paul DE BERTHOU (ce cartulaire formera le fasc. 4 de la Bibliothèque Bretonne-Armoricaine publiée par la Faculté des lettres de Rennes).

21. — **Annales du Midi.** 1903, octobre. — Abbé J.-M. VIDAL. Les origines de la province ecclésiastique de Toulouse, 1295-1318; suite (érection de l'archevêché de Toulouse et de ses évêchés suffragants, 1317-1318). — Aug. VIDAL. Glanures lexicographiques d'après le registre des lausimes du chapitre de Saint-Salvi, Albi (registre sur lequel le prévôt du chapitre transcrivait les actes de concession de fief aux tenanciers : fief censuel, fief franc, fief féodal. Ces lausimes datent de 1355-1358).

22. — **Revue de l'Histoire de Versailles et de Seine-et-Oise.** Nov. 1902. — DUTILLEUX. Héloïse à Argenteuil (très bonne étude). — FROMAGEOT. La mort et les obsèques de M^{me} de Pompadour. — A. TAPHANEL. Lettres inédites de Ducis et fragments de son journal intime; fin. — Bibliographie de l'Histoire de Versailles et de Seine-et-Oise, 1902. — Févr. 1903. A. REY. Le château de la Chevette et M^{me} d'Épinay; suite en mai, août et nov. (très intéressant). — A. BADEAU. Les visites du prévôt des marchands et des échevins de Paris à Versailles sous Louis XV. — TOURNEUX. Un mot célèbre qui n'a jamais été prononcé (le mot fameux : « La marquise aura mauvais temps. » M. T. corrobore le témoignage déjà décisif de Dufort de Cheverny par une lettre de La Borde à La Harpe, conservée en brochure au British Museum). — Le testament de M^{me} de Maintenon et ses annexes, publié par l'archiviste de Seine-et-Oise, d'après les archives notariales de M^e Menguy, notaire à Chevreuse. — Mai. M^{me} DE MÉNERVILLE. Fragment de ses Mémoires inédits : la Société versaillaise sous le premier Empire (p. p. P. Caron). — PINSON. La chapelle de N.-D. des Anges à Clichy-sous-Bois. — FROMAGEOT. La famille royale au Temple. — Août. H. THIRION. Voltaire chez M^{me} de Prie : les Fêtes de Bellébat; fin en nov. — FROMAGEOT. Le château de Versailles en 1795. — Nov. FENNEBRESQUE. Itinéraire des promenades de la famille royale dans les parcs de Versailles, 1786-1789. — ESPÉNAN. Le « Roué » du Barry et l'Ordre de Malte (malgré l'intervention, donnée à contre-cœur, du bailli de Fleury, ambassadeur de Malte, le Roué n'obtint pas la croix de Malte). — Bulletin de la dernière maladie et de la mort de Louis XVIII. — Bibliographie de l'année 1903.

23. — **Revue de Gascogne.** 1903, septembre-octobre. — L. GUÉRARD. Les derniers travaux sur saint Orient (d'après un ouvrage de

l'abbé Lahargen sur *saint Orient, évêque et poète du V^e siècle*. — Abbé A. CLERGEAC. Biane; la charte des coutumes (texte en langue vulgaire de 1295, avec traduction en français et des notes). — A. DEZERT. Le jansénisme à Dax; fin en décembre. — Abbé J. BROCONAT. État ancien de l'instruction primaire dans quelques paroisses rurales du Gers; suite. — A. DEGERT. La Gascogne dans quelques publications récentes. — Abbé V. FOIX. Folklore. Glossaire de la sorcellerie landaise (curieux). = Novembre. Abbé J. DUFFOUR. L'édit de 1768 et le clergé du diocèse d'Auch (explique pourquoi le clergé a été si hostile à l'édit, qui tendait à assurer une répartition plus équitable des revenus ecclésiastiques en faveur des curés et vicaires congruistes). — B. COUAIK. Monographie d'un village : Castin; fin en décembre. = Décembre. A. DEGERT. La *Peregrinatio Sylviae* n'est pas gasconne (non : comme l'a démontré dom Férotin, ce Voyage aux lieux saints a été écrit par une vierge espagnole, nommée Etheria ou Egeria).

24. — *Revue de l'Agenais*. Septembre-octobre 1903. — GRANAT. Étude sur l'industrie à Agen avant 1789. Les artisans sous l'ancien régime, 1691-1791; suite (l'apprenti, le compagnon, le maître; l'industrie textile). — Ph. LAUZUN. Lettres de Bory de Saint-Vincent; suite : 1805-1806. — L. COUYBA. Le combat de Granges, 15 mars 1622; à propos du sieur de Poussou. — Frère OTHON DE PAVIE. Deux documents sur Jean de Monluc, évêque de Condom, 1570 et 1588.

25. — *Revue de Saintonge et d'Aunis*. Tome XXIII, 1903, 1^{er} juillet. — P. LEMONNIER. L'enseignement primaire à Rochefort-sur-Mer, 1789-1803. — H. CLOUZOT. Les exécutions criminelles à Rochefort en 1782 (avec un tarif de l'année 1783). — Ch. DANGIBEAUD. L'inscription du Terrier de Toulon (le Terrier de Toulon, près Saujon, est une ruine qu'on a cru longtemps romaine, mais qui ne l'est pas. Dans cette ruine, on a trouvé une pierre gravée de signes que l'on n'a pu rapporter encore à aucun alphabet connu. C'est une énigme). = 1^{er} septembre. La bataille de Jarnac, la campagne de 1569 et le rôle de Coligny (résume deux articles publiés en 1903 sur ce sujet : l'un par M. Gigon, intendant militaire, dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique de la Charente*; l'autre par M. H. Patry dans le *Bulletin de la Société du protestantisme français*). = 1^{er} novembre. P. LEMONNIER. Cahiers des doléances et remontrances des corporations de la ville de Rochefort-sur-Mer et des paroisses du bailliage en 1789. — Ch. DANGIBEAUD. La mosaïque de Lescar est-elle romaine? (elle est du XII^e siècle; dans le principal héros, l'homme à la jambe de bois, il faut voir une version laïque et parallèle des légendes chrétiennes relatives à saint Georges et au dragon, à saint Michel et au démon, à sainte Marthe et à la tarasque, etc.). — A. MESSARD. Le serment fédératif des troupes nationales du district de Saint-Jean-d'Angély en 1790.

26. — *Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai*. Tome LVI, 1902. — Comte Fernand DE PROYART DE BAILLESCOURT. De

l'origine et de l'étymologie du nom de Cambrai (le nom de *Cameracum* vient du nom d'un propriétaire de « fundus » appelé *Camarus*, plus le suffixe *acum*. Ce nom n'a rien à faire avec celui de *Camera*, voûte ou souterrain, et ne saurait perpétuer le souvenir des souterrains ou carrières, si nombreux qu'ils aient été dans la région). — Abel BERGER. Découverte de tombes gallo-romaines à Esnes, près de Cambrai. — Chanoine MARGERIN. Martin Cuper, abbé de Crespin et auxiliaire de Cambrai sous Robert de Croy, Maximilien de Berghes et Louis de Berlaymont. Le concile provincial de Cambrai; la part qu'y prend Martin Cuper, 1565; mort de Louis de Blois, 1566. — Ch. PETIT. Deux lettres de Henri IV (à l'archiduc d'Autriche et à M. de Biony, conseiller d'État, résidant auprès de l'archiduc, 13 juin 1605). — H. BOMBART. Le tabellion du Cateau (les tabellions ont été institués pour la Flandre en 1671, pour la châtellenie du Cateau en 1736. Inventaire des actes du tabellion du Cateau).

27. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1903. Bulletin de mai-juin. — Les figures gravées à l'époque paléolithique sur les parois de la grotte de Bernifal, Dordogne, par MM. le Dr CAPITAN, l'abbé H. BREUIL et PETRONY. — Ph. BERGER. Une inscription juive du Touat. — É. CARTAILHAC et H. BREUIL. Les peintures préhistoriques de la grotte d'Altamira, à Santillana, Espagne. — Juillet-août. Marquis de Vogüé. Inscription araméenne trouvée en Égypte (avec un fac-similé). — H. d'ARBOIS de JUBAINVILLE. Les « gourdeiziou » bretons et leur origine babylonienne (le mot « gourdeiziou » désigne les douze jours supplémentaires qui sont placés au début de l'année, entre le 25 décembre et le 6 janvier. Cette période de douze jours et de douze nuits est une croyance indo-européenne; elle résulte de la connaissance de l'année solaire de 354 jours et de son rapport avec l'année lunaire de 366 jours. Cette notion est d'origine babylonienne). — CLERMONT-GANNEAU. Leptis et Leptis Magna (complète et corrige une inscription publiée par M. Gagnat dans les *Nouvelles Archives des missions*, X, 245. Il s'agit de l'érection d'une statue honorifique faite par la ville de Leptis à Flavius Victor, gouverneur de la Tripolitaine, en reconnaissance des services considérables que celui-ci lui avait rendus. Dans l'inscription, le nom de la ville est donné sous la forme *Leptis*, qui est la vraie forme autochtone). — Id. Les sépulcres à fresques de Guigariche et le culte de Mithra en Afrique. — Adhémar LECLÈRE. Charte de fondation d'un monastère bouddhique où il est question du roi du feu et du roi de l'eau. — Id. Inscription égypto-phénicienne de Byblos.

28. — Historisches Jahrbuch. 1903. Bd. XXIV, Heft 2. — J. SCHMIDLIN. Une lutte pour l'extension de l'influence allemande dans un monastère d'Italie : Subiaco et Farfa au xvi^e s.; suite (échec définitif des moines allemands pour s'emparer du monastère de Farfa); fin dans

Heft 3. — X. FUNK. Sur le canon de la messe romaine; suite. — K. LÖFFLER. Grégoire VII et le conflit des dîmes à Osnabruck (conflit entre l'évêque d'Osnabruck et les monastères de Corvey et de Herford). — J. KNOEPFLER. Bulles pontificales des XIII-XIV^e s. conservées au musée germanique de Nuremberg, avec une esquisse historique sur le monastère vénitien de Brondolo (d'où proviennent 18 des 25 bulles qui seront publiées à la suite de l'article). = Comptes-rendus : Le saint suaire de Turin (art. sur les ouvrages et brochures publiés récemment à ce sujet. P.-M. Baumgarten conclut comme l'abbé Chevalier, en s'appuyant encore sur l'opinion du P. Grisar, qui félicite l'érudit français d'avoir « dissipé une erreur si compromettante pour la cause catholique »). — *Pflugk-Hartung*. Die Bullen der Päpste bis zum Ende des 12 Jahrh. (importante compilation). = Heft 3. F. SCHROEDER. La politique ecclésiastique du Brandebourg dans la basse région du Rhin. — P.-A. KIRSCH. Un projet pontifical d'inféodation de Parme et de Plaisance sous Benoît XIV (d'après la correspondance de ce pape avec le cardinal de Tencin, 1740-1758. Parme et Plaisance après les traités de 1735. Politique de Benoît XIV à l'égard de l'Autriche et de l'Espagne). — Fr. DIEKAMP. Theodorus Lector (retrouve dans les œuvres de Nicéas, chartophylax de Nicée, qui écrivait dans la première moitié du XII^e s., des fragments d'une histoire de l'Eglise composée vers 520 par ce Théodore). — Julius von Pflugk-Hartung. Des mémoires militaires relatifs aux guerres de la Délivrance, surtout en 1815. = Comptes-rendus : E. Schäfer. Beiträge zur Geschichte des Protestantismus und der Inquisition im 16 Jahrh. (histoire de l'expansion du protestantisme en Espagne, des communautés protestantes de Valladolid et de Séville, de leur suppression par l'Inquisition. 3 vol., dont deux de documents). — H. Mayer. Mitteilungen aus den Matrikelbücher der Universität Freiburg-i.-B.

29. — *Historische Zeitschrift*. Neue Folge. Bd. LIV, Heft 1. — W. NAUDÉ. Le mercantilisme de Frédéric-Guillaume I^{er} et le « Kammerdirektor » Hille, de Kustrin (on peut comparer l'influence de Hille sur Frédéric-Guillaume I^{er} à celle que Walter Raleigh exerça sur Cromwell). — Friedrich MEINECKE. Pour servir à l'histoire de Bismarck; II : Son entrée dans le cercle chrétien germanique (Bismarck en quête d'idéal). = Comptes-rendus : Richard Schmidt. Allgemeine Staatslehre; Band 1 : Die gemeinsamen Grundlagen des politischen Lebens (conception originale; l'esprit du livre est plutôt historique que juridique). — K. BÄCHER. Die Entstehung der Volkswirtschaft; 3^e édition (appendice consacré à des controverses avec Sombart, Beloch, Édouard Meyer, de Below). — Friedr. Giesebrecht. Die alttestamentliche Schätzung des Gottesnamens und ihre geschichtliche Grundlage (très intéressant). — E. SPECK. Handelsgeschichte des Altertums. Band 2 : Die Griechen. (cet ouvrage, qui n'est en majeure partie qu'une compilation inutile d'extraits de travaux récents, ne mérite pas d'être appelé une histoire du commerce dans l'antiquité). — P. KATZSCHAU. *Origines' Werke*;

Band 1 u. 2. — *E. Klostermann*. Origines' Werke; Band 3. — *Van de Sande-Bakhuyzen*. Der Dialog des Adamantius περί τῆς εἰς στέον ὁρθῆς πίστεως (édition publiée par les soins de la « Kirchenväterkommission » de l'Académie des sciences de Berlin. La traduction de Rufin a été ajoutée au texte. La critique laisse à désirer). — *K.-G. Stephani*. Der älteste deutsche Wohnbau u. seine Einrichtung; Band 1 : Der deutsche Wohnbau u. seine Einrichtung von der Urzeit bis zum Ende der Merowingerherrschaft (l'auteur n'a pas apporté à l'examen des sources un esprit critique suffisant. Il en est résulté un certain nombre d'erreurs). — *Meyer von Knorau*. Jahrbücher des deutschen Reichs unter Heinrich IV u. Heinrich V; Band 3 : 1077-1084 (comme les deux premiers, ce troisième volume se distingue par une très grande clarté, un examen scrupuleux de toutes les questions et une indication très consciencieuse des sources). — *Bernh. Becker*. Zinzendorf und sein Christentum im Verhältnis zum kirchlichen und religiösen Leben seiner Zeit. — *Joh.-Th. Müller*. Zinzendorf als Erneuerer der alten Brüdergemeinde. — *W. Götz*. Zinzendorfs Jugendjahre. — *O. Pfuß*. Bischof v. Ketteler. — *P. Pieper*. Kirchliche Statistik Deutschlands. — *Fr. Bruns*. Hansische Geschichtsquellen. Die Lübecker Bergenfahrer u. ihre Chronistik (intéressant). — *P. Simson*. Der Artushof in Danzig u. seine Bruderschaften, die Banken. — *Sulka Goldmann*. Danziger Verfassungskämpfe unter polnischer Herrschaft.

30. — Historische Vierteljahrschrift. Jahrg. XIV, Heft 1, 1903.

— *E. Devrient*. Les Suèves et leurs tribus particulières (à l'époque d'Auguste, il y avait deux sortes de Suèves, les Suèves proprement dit habitant le pays du Main, qui ont été anéantis vers l'an 8 av. J.-C., et les Suèves dans un sens plus large qui comprenaient, d'après Tacite, un grand nombre de tribus germaniques et s'étendaient de la mer Baltique au Danube. Ils se divisaient en Suèves septentrionaux, vaincus au VII^e s. par les Slaves, et en Suèves méridionaux, divisés en deux groupes : à l'ouest, les Bavares, à l'est, les Alamans; ces derniers seuls ont conservé le vieux nom de la fédération). — *Walder Goetz*. L'idéal primitif de saint François d'Assise (la fondation de saint François eut, dès le début, une tendance monacale. C'est à tort que certains auteurs parlent d'un grave conflit entre la curie romaine et saint François. En réalité, il survint, lors de la réorganisation de l'ordre, un léger dissentiment entre le cardinal d'Ostie et saint François, qui ne pouvait se soumettre à certaines exigences dictées par l'esprit pratique de l'envoyé de la curie). — *Chr. Waas*. Bonaparte à Jaffa. Deux controverses napoléoniennes (1^o Bonaparte a fait fusiller à Jaffa quelques milliers de prisonniers turcs, non pas qu'il lui ait été impossible de les nourrir, mais parce qu'il voulait anéantir le plus vite possible les forces de ses ennemis). — *Comptes-rendus* : *Alfred Grund*. Die Veränderungen der Topographie im Wiener Wald und Wiener Becken (très exact et très clair). — *Eug. Csuday*. Die Geschichte der Ungarn (l'auteur a puisé très consciencieusement, presque trop, dans l'Histoire

de Hongrie par Fessler, rééditée par Ernest Klein). — Benno Hilliger. Die Urbare von S. Pantaleon in Köln (ouvrage très consciencieux. Publication de 136 chartes, registres, calendriers, mémoriaux, etc., en majeure partie du xvii^e s., qui donnent une idée très nette de la vie économique d'un cloître). — J.-E. Scherer. Die Rechtsverhältnisse der Juden in den deutsch-österreichischen Ländern (premier exposé de la situation juridique des israélites en Autriche). — W. Stein. Beiträge zur Geschichte der deutschen Hanse bis um die Mitte des XV Jhdts (ce livre est le premier qui nous fasse connaître dans le détail l'histoire de la Hanse). — Wilhelm Naudé. Die Getreidehandelspolitik der europäischen Staaten, vom xiii bis zum xviii Jhd. (nouvelle conception de la politique agraire de Colbert). = Heft 2. Richard-M. MEYER. Peut-on déterminer des lois en histoire? (il faut bien se garder de le nier. Controverse avec Ed. Meyer). — Benno HILLIGER. Le schilling des lois germaniques et le Wergeld (le *wergeld* se payait en schilling d'or, le *bannus* seul en schilling d'argent). — Félix SALOMON. L'Angleterre et la ligue des princes allemands en 1785 (ce sont des considérations politiques hanovriennes, purement allemandes, qui ont amené la conclusion de la ligue. Il y a même eu, pendant un certain temps, désaccord entre la politique anglaise et la politique hanovrienne). — Ad. WAHL. Les cahiers de la sénéchaussée d'Aix en Provence. = Comptes-rendus : Gustav Hertel. Die Wüstungen im Nordthüringgau (travail consciencieux qui peut être consulté avec fruit). — Alois Bludau. Oberland, Ermeland, Natangen und Barten, 1901. — Albert Zueck. Samland, Pregel-und Frischingthal. — Hermann Fürstenau. Johann von Wichlifs Lehren von der Einteilung der Kirche und von der Stellung der weltlichen Gewalt (incomplet au point de vue des sources; n'étudie pas suffisamment les liens qui rattachent Wichlif à ses prédécesseurs). — S. Merkle. Concilium Tridentinum. Diariorum, actorum, epistularum, tractatum Nova Collectio (édition de la « Societas Goeresiana. » Travail remarquable). — Martin Spahn. Der Grosse Kurfürst. Die Wiedergeburt Deutschlands im 17 Jhd. (t. IV de la « Weltgeschichte in Charakterbildern, » collection dirigée par Kampers, Merkle et Spahn. L'impartialité nécessaire à l'exposition de la vérité fait entièrement défaut à l'auteur. Tendance catholique nettement prononcée). — E. Friedländer. Berliner geschriebene Zeitungen aus den Jahren 1713-1717 u. 1735 (renseignements intéressants ayant trait au roi, aux ministres, aux diplomates étrangers, etc.). — Acta Borussica. Denkmäler der preussischen Staatsverwaltung im 18 Jhd. (compilation de grande valeur). — Gustav Winter. Die Gründung des k-u-k-Haus-, Hof-und Staatsarchivs, 1749-1762. = Heft 3. G. CARO. La propriété foncière dans les formulaires francs (intéressant au point de vue des caractères et de la répartition de la propriété foncière à l'époque franque). — Leo JORDAN. Niccolò Macchiavelli et Catherine de Médicis (Machiavel n'a exercé aucune influence sur la reine, dont les idées étaient opposées aux siennes. Après la Saint-Barthélemy, Catherine de

Médecis a essayé de se disculper en invoquant les théories de son compatriote, qui, en réalité, n'eut jamais de prise sur elle). — Félix RACHFAHL. L'Autriche et la Prusse en mars 1848 (1^o la question allemande au début de l'année 1848 et les négociations de l'Autriche avec la Prusse jusqu'à la convention du 10 mars; 2^o la politique d'action nationale du comte Dönhoff et la mission de Gagern). = Comptes-rendus : H. Schurtz. Urgeschichte der Kultur (exposé systématique des éléments de la civilisation; très complet). — Alfons Huber. Österreichische Reichsgeschichte. Geschichte der Staatsbildung und des öffentlichen Rechts (deuxième édition augmentée). — F. Liebermann. Ueber das englische Rechtsbuch *Leges Henrici* (très intéressant à consulter au point de vue de l'histoire du droit occidental et de l'histoire d'Angleterre). — Julius Gierke. Die Geschichte des deutschen Deichrechts; I Teil (Histoire très détaillée de l'administration des digues. L'auteur a eu le tort de négliger les sources manuscrites). — Adolf Stölzel. I : Die Entwicklung der gelehrten Rechtsprechung auf Grund der Akten des Brandenburger Schöppenstuhles; Band 1 : Der Brandenburger Schöppenstuhl; II : Urkundliches Brandenburger Schöppenstuhllacten (l'idée principale de l'ouvrage est l'infiltration progressive du droit romain dans la procédure allemande). — Bernhard Weicker. Die Stellung der Kurfürsten zur Wahl Karls V im Jahre 1519 (l'auteur aurait dû faire ressortir plus nettement les points principaux, caractériser davantage les personnages et les événements historiques). — Thomas Specht. Geschichte der ehemaligen Universität Dillingen, 1549-1804 (histoire d'une école de Jésuites; beaucoup de faits caractéristiques ayant trait à l'éducation des étudiants). — Moritz Hitter. Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation und des dreissigjährigen Krieges, 1552-1648; 3 Band, 1^o Hälfte (le but principal de l'auteur est de mettre en relief le caractère des personnages marquants de l'époque). — M.-G. de Boer. Die Friedensunterhandlungen zwischen Spanien und den Niederlanden in den Jahren 1632 und 1633 (bon).

31. — Vierteljahrschrift für Social u. Wirtschaftsgeschichte. 1903, Band 1, Heft 2. — F. SEEBOHM. Le système monétaire des tribus germaniques (chapitre du remarquable ouvrage sur le *Tribal custom*, que nous avons déjà analysé. L'article est en anglais). — Johannes MUELLER. La faillite de la maison Welser en 1614 (passif de 529,069 flor., 32 kr.). — P. MASSON. Une dernière compagnie de l'ancien régime : la compagnie royale d'Afrique, 1741-1794 (l'article est écrit en français). — R. DE WAHA. La politique financière de la Terreur pendant la Révolution française, de la réunion de la Convention nationale, 21 sept. 1792, à la chute de Robespierre, 9 thermidor an II. En particulier de l'impôt progressif sur le revenu et des emprunts forcés (système des contributions créé par l'Assemblée nationale. Les assignats et le budget sous la Terreur). — M. MARION. Turgot et les grandes remontrances de la cour des aides, 1775 (contrairement à l'opinion courante, Turgot a dû s'opposer à la publication de ces remontrances. En tout cas, il a dû les

considérer plutôt comme un obstacle que comme un appui pour ses desseins. L'article est en français). — Comptes-rendus : K. WIEDENFELD. Die nordwesteuropäischen Welthäfen : London, Liverpool, Hamburg, Bremen, Amsterdam, Rotterdam, Antwerpen, le Havre, in ihrer Verkehrs- u. Handelsbedeutung (les bases historiques sur lesquelles l'auteur a établi sa description de l'état actuel ne sont pas assez solidement assises). — Publications récentes relatives à la guerre des Paysans. — Travaux russes sur l'histoire économique et sociale de l'antiquité. — M. ROSTOWZEW. Geschichte der Staatspacht in der römischen Kaiserzeit bis auf Diocletian (l'auteur ne tient pas compte de la différence entre la location temporaire et la location héréditaire des « agri publici » et des « saltus » impériaux). — Heft 3-4. Adolf GORTLON. Emprunts curiaux faits par des prélats au XIII^e siècle (la cour de Rome a facilité aux prélats, par toutes sortes de mesures, la libération de leurs dettes). — HENRI HAUSER. Les questions industrielles et commerciales dans les cahiers de la ville et des communautés de Paris aux États généraux de 1614 (unanimité pour réclamer le maintien d'une réglementation industrielle très stricte; la ville est, en quelque mesure, favorable à la liberté du travail; les communautés, au contraire, ne veulent rien céder de leurs privilèges; tendance mercantiliste). — FR. GEERING. Le développement de l'imprimerie sur étoffes en Occident depuis le XVII^e s. (exposé historique basé sur l'« Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse au XIX^e s. » et un ouvrage de M. Adolf Jenny-Trümpy sur « le Commerce et l'industrie dans le canton de Glaris »). — ALBERT SCHATZ. Bernard de Mandeville (philosophie du libéralisme économique. L'Œuvre de Mandeville. Mandeville et la philosophie sociale du libéralisme). — R. DE WAHA. La politique financière de la Terreur; 2^e partie (l'impôt progressif sur le revenu dans le budget des grandes villes. Les emprunts forcés en 1793; moyens employés pour diminuer le nombre des assignats en cours; réquisitions dirigées contre les riches. Contributions de guerre, confiscations). — FABIEN THIBAUT. Examen de la théorie de M. F. Léo sur la *capitatio plebeia* (le seul texte où M. Léo croit trouver la preuve de l'existence d'un *tributum capitis*, après les réformes de Constantin, concerne un dégrèvement en matière d'impôt foncier). — CHR. MEYER. Le budget d'une ville allemande au moyen âge (budget d'Augsbourg). — ALF. PROFESSIONE. De quelques données statistiques et censitaires dans le pays de Modène (XIII^e-XIX^e s.). — Comptes-rendus : J. SMIRNOV. Résumé de l'histoire sociale des Slaves du Sud (bon aperçu de l'état actuel des connaissances sur la question). — A. JASSINSKI. Recherches sur l'histoire sociale et économique de la Bohême au moyen âge (conclusions assez arbitraires). — W. PISKORSKI. Le servage en Catalogne au moyen âge (monographie intéressante). — D. PETRUSCHEVSKY. Le soulèvement de Wat Tyler. Fin du système féodal en Angleterre (excellent exposé de la politique sociale au XIV^e s.). — M. KOVALEVSKY. Le développement économique de l'Europe jusqu'à l'origine du régime capitaliste; 2 vol. (un des ouvrages

russe les plus importants qui aient paru sur la question dans les dernières années). — Bibliographie de l'histoire de Hongrie, 1900-1902 (par M. Fr. Kováts). — *M. Marion*. État des classes agricoles au XVIII^e s. dans la généralité de Bordeaux (une des meilleures études sur les classes agricoles en France au XVIII^e s.). — *Theodor v. d. Goltz*. Geschichte der deutschen Landwirtschaft (bien écrit; très consciencieux).

32. — Byzantinische Zeitschrift. Bd. XII, Heft 1-2, 1903. — Louis BRÉHIER. Les colonies d'Orientaux en Occident au commencement du moyen âge, V^e-VIII^e s. (dresse le tableau de ces colonies et montre l'influence qu'elles ont exercée en matière commerciale, artistique, intellectuelle et morale). — K. ZIMMERT. Le conflit entre les Allemands et les Byzantins, de juillet 1189 à février 1190 (présente le récit des faits, surtout au point de vue byzantin; intéressante étude sur le projet d'attaque contre Constantinople, auquel Frédéric I^{er} songea sérieusement). — J. JEGERLEHNER. Le soulèvement des chevaliers candiotes contre Venise, la mère-patrie, 1363-1365 (causes économiques du soulèvement; sa cruelle répression par Venise qui, une fois victorieuse, s'employa activement et avec succès à faire renaître la prospérité dans l'île de Crète. Documents inédits publiés en appendice). — H. GELZER. Remarques géographiques et onomatologiques sur la liste des Pères du concile de 381. — D. SERRUYS. La chronique de l'an 1570 (signale un nouveau manuscrit de cette chronique). — W. WEINBERGER. La tachygraphie grecque au XII^e s. (simple note de trente lignes). — Comptes-rendus : V. Savva. Die Moskauer Zaren und die byzantinischen Basileis (bonne étude sur l'influence exercée par Byzance sur le développement de l'État moscovite). — Th. Preger. Scriptores rerum Constantinopolitanarum; fasc. 1 : Hesychii Origines Constantinopolitanae; Anonymi enarrationes breves chronographicae; Anonymi narratio de aedificatione templi S. Sophiae (excellente édition de textes curieux). — L. de Beylié. L'habitation byzantine (excellent). — E. Oberhummer. Konstantinopel unter Sultan Suleiman den Grossen, aufgenommen im Jahre 1559 durch Melchior Lorichs aus Flensburg (admirable reproduction phototypique du plan de Constantinople. L'auteur, M. Lorichs, avait résidé longtemps dans cette ville à la suite de l'ambassade allemande conduite par Ogier Ghiselin de Busbecq). — Heft 3-4. J. PARGOIRE. A propos de Boradon (sur la topographie critique de Constantinople). — E.-W. Brooks. Les dates des patriarches alexandrins Dioscore II, Timothée IV et Théodose, 516-566. — H. GELZER. Six chartes provenant du monastère de Zografu, au mont Athos. — F. CUMONT. La date et le lieu de naissance d'Euthymios Zigabenos (il naquit peu avant l'an 1010, dans l'ancienne Phrygie; d'après une épître inédite, conservée dans un ms. de Turin, et qui est fort intéressante pour l'histoire des sectes byzantines). — M. MITARD. Études sur le règne de Léon VI (1^o le traité sur la Tactique n'est peut-être pas de l'empereur lui-même; mais il est au moins d'un de ses contemporains; 2^o Note sur la fonction d'Ἐκ προσώπου τῶν θεμάτων; les fonctionnaires qui portaient ce titre

étaient comme des stratèges suppléants, des délégués dans les fonctions de stratège, qui possédaient les attributions, mais n'avaient ni le titre ni la dignité des stratèges). — L. SCHMIDT. Note sur l'histoire des Vandales (apologie personnelle). = Comptes-rendus : *Butler*. The Arab conquest of Egypt and the last thirty years of the roman dominion (remarquable et en partie nouveau). — E. GERLAND. Neue Quellen zur Geschichte des lateinischen Erzbistums Patras. — V. GARTHAUSEN. Sammlungen und Kataloge griechischer Handschriften (important recueil; les collections et les catalogues sont décrits, pour chaque pays, par les savants les plus compétents). — H. OMONT. Missions archéologiques françaises en Orient aux XVII^e et XVIII^e s. (très intéressant).

33. — Mitteilungen des k. deutschen archäologischen Instituts. Römische Abteilung. Bd. XVII, fasc. 4. — N. PERSICETTI. A la recherche de la Via Cecilia; suite. — A. VON DOMASZEWSKI. L'inscription d'un « stationarius » (provient d'Aveia, dans le pays des Vestini. Le mot « statio » désigne ici une section détachée, pour un service de police, au point de rencontre des routes de l'Empire). = Bd. XVIII, fasc. 1. Ch. HUELSEN. Une inscription de P. Acilius Attianus, « praefectus praetorio » (inscription sur un autel d'Hercule provenant de l'île d'Elbe, et publiée par Fritz Littig. Biographie de ce préfet du prétoire, qui joua un rôle important dans l'histoire d'Hadrien. De l'inscription, il résulte que le gentilice de cet Attianus nous a été mal transmis : au lieu de Caelius, la vraie forme est Acilius). — E. PETERSEN. Tropæum Adamklissi (Furtwængler prétend que ce monument est de l'époque d'Auguste et se rapporte à la campagne de M. Licinius Crassus en 29-28 av. J.-C.; non; il est de l'époque de Trajan, ainsi que l'inscription en témoigne). = *Athenische Abteilung*. Bd. XXVII, Heft 3. H. VON PROTT. Dionysos Kathegemon (considéré comme le père des Attalides; développement du culte rendu aux souverains de Pergame). — O. RUBENSOHN. Paros; 3^e partie (rapport sur les fouilles. Publie entre autres deux inscriptions des années 340-339 av. J.-C., intéressantes pour les rapports politiques entre Athènes et Paros à cette époque. A la description de l'Asklepieion est jointe une histoire du culte de Vulcain dans l'île). — Frank CALVERT. Contribution à la topographie de la Troade (portus Iliensium, Rhoiteion, Ophrynon. Remarques critiques par H. Thiersch). — H. VON PROTT. Addition à l'article sur Dionysos Kathegemon (montre comment a évolué à l'époque romaine l'idée qui fait descendre les rois helléniques de Dionysos; le triumvir Antoine comme *νέος Διόνυσος*, les rapports des fils d'Auguste avec Dionysos Kathegemon, Agrippine comme *Δημήτηρ Καρποφόρος*, Trajan comme *νέος Διόνυσος*, Hadrien comme rejeton de Dionysos et Héraclès, fils de Jupiter). = Heft 4. O. RUBENSOHN. Un traité entre Paros et Thasos (complète le texte d'un acte trouvé à Paros, à l'état de fragments, concernant un traité contenu entre Pariens et Thasiens; ce traité était dirigé contre Athènes. Conclu entre 412 et 390, vraisemblablement en 411, date à laquelle conviennent aussi les formes

des lettres). — W. BANNIER. Documents attiques du ^v^e s. (complétés par le rapprochement de plusieurs fragments). — W. DÖRPFELD. Époque de l'ancien Parthénon (antérieur aux Perses. Quand les Perses détruisirent l'Acropole, ce Parthénon était en pleine construction; les échafaudages furent incendiés par les Barbares; de 479 à 447, on put voir les parties basses, incendiées, du temple commencé, près du « Vieux temple d'Athéna » provisoirement rétabli. C'est Périclès qui reconstruisit le « Grand temple » sur un plan un peu modifié). — R. HERZOG. Une œuvre turque sur la mer Égée, de l'an 1520 (c'est le « Livre de la mer » (Bahrije) du marin Piri Reis, neveu du célèbre Kemal Reis, dédié en 1523-1524 au sultan Soliman I^{er}). — H. GELZER. Inscriptions byzantines provenant de la Macédoine occidentale.

34. — Neue Jahrbücher für das klassische Altertum. Jahrg. VI, 1903. Heft 6. — K. TITTEL. Le palais de Knossos (d'après le résultat des fouilles en 1902. De la civilisation mycénienne en Crète). = Heft 7. Bruno WOLFF-BECKH. L'empereur Titus et la guerre de Judée (biographie détaillée; l'auteur se propose d'expliquer le surprenant contraste dans le caractère de Titus avant et après son avènement; le changement qui s'opéra alors dans le caractère de l'empereur doit s'expliquer par une maladie mentale. Le remords, peut-être du meurtre de son père, l'aurait lentement conduit à la folie. En appendice, un médecin, P.-J. Möbius, explique que Titus ne souffrit pas d'une maladie cérébrale. On pourrait trouver une autre cause au changement de son caractère; mais l'état des sources ne permet pas de porter un jugement certain). — Erich ZIEBARTH. Les successeurs de Cyriacus d'Ancone (Jean Marcanova, mort en 1467, Félix Felicianus, Andrea Mantegna, Jacopo Bellini, Timothée Balbanus, Laurent Behaim, Jovianus Pontanus, Jucundus Veronensis, mort en 1515, les épigraphistes du ^{xv}^e s.). — H. ULMANN. Un mémoire de Gentz écrit en juin 1813 (publié par Luckwaldt, *Oesterreich und die Anfänge des Befreiungskriegs von 1813*, p. 388 et suiv. Le récit de Gentz apprend beaucoup; mais alors que l'Autriche ne travaillait à limiter la puissance de Napoléon que par des négociations, Gentz s'efforce d'assigner un but unique et fondamental à sa politique: en faisant ressortir avec force la politique de Metternich comme dirigée uniquement et constamment vers la paix, Gentz veut prévenir toutes les déviations, en dépit des tiraillements des Alliés). = Heft 8. G. WOLF. Ottokar Lorenz et la fondation de l'Empire allemand (monument qui repose sur une base trop étroite. L'auteur est trop dépendant de ses sources: notes et correspondances des princes et qu'il a été le premier à pouvoir utiliser. C'est en étudiant la situation sous toutes ses faces qu'il aurait obtenu une vue d'ensemble étendue). = Heft 9. B. SCHMIDT. Le suicide des vieillards à Céos (en rapprochant cette coutume d'autres parallèles, l'auteur montre que nous avons affaire ici à une survivance, dans une civilisation supérieure, d'un degré antérieur et inférieur de civilisation).

35. — Philologus. Bd. LXI, Heft 4. — R. ASMUS. La lettre de

Julien à Oribase (éd. Hertlein, p. 495. C'est une source importante pour l'histoire antérieure à l'avènement de Julien). = Bd. LXII, Heft 2. B. SEPP. Le Codex Pontani de Leyde (Pontanus a eu à sa disposition non pas l'archétype de la *Germania* de Tacite apporté à Rome par Hénoc'h d'Ascoli en 1455, mais seulement une copie de ce ms., le Vatic. 1862). — F. LUTERBACHER. Chronologie de la campagne d'Hannibal (montre comment il faut compter les quinze jours du passage des Alpes, passage qui eut lieu en octobre. En appendice : les rapports de Sagonte avec Rome). = Supplementband IX. Heft 3. M. Rosrowzew. Histoire de la ferme impériale des impôts jusqu'à Dioclétien (traduction augmentée de l'ouvrage du savant russe).

36. — *Der Katholik. Jahrg. LXXXIII, 1903. Janv.* — Er. Nagl. Les lois de Hammurabi (d'après l'édition de Winckler, dans *Alter Orient*, IV, 4). = Février. BLUDAU. Les Juifs de Rome dans le premier siècle du christianisme. I : Histoire extérieure de la communauté juive à Rome (première mention de Juifs à Rome en 139 av. J.-C. Avant la prise de Jérusalem par Pompée, en 63, il y avait déjà des communautés juives en Italie; mais en réalité elles se composèrent surtout de « libertini, » descendant des prisonniers de guerre faits par Pompée. Leur quartier sur la rive droite du Tibre était voisin du Vatican. César accorda aux Juifs de larges privilèges et le libre exercice de leur culte. Sous Auguste, la communauté était déjà si considérable qu'en l'an 4 av. J.-C. plus de 8,000 juifs de Rome parurent devant l'empereur avec les ambassadeurs venus de Jérusalem. Les persécutions commencèrent sous Tibère; celle de Néron était dirigée non contre les Juifs, mais contre les Chrétiens; suite en mars : II. État social et religion de la communauté (les paroles méprisantes d'un Juvénal permettent de croire qu'au nombre plus ou moins grand de mendiants juifs correspondait une communauté juive d'environ 30,000 personnes à leur aise. Ils avaient, en tant que « collegium licitum, » le libre exercice de leur religion); III. Jugements portés pour les Juifs par les écrivains romains (ils sont la plupart dédaigneux); IV. Les prosélytes (dans tous les cercles de la société romaine). = Juin. Jos. MAIN. Fonctionnaires romains considérés comme persécuteurs des Chrétiens d'après le « Martyrologium romanum » (cherche à prouver que ce document est digne de foi en ce qui concerne les noms des persécuteurs. Sur 166 fonctionnaires, il en identifie un cinquième avec certitude et deux tiers avec vraisemblance, avec des personnages historiques qui figurent dans la *Prosopographia imperii romani*); fin en août. — Fr. PETZ. L'empereur Henri II le Saint. = Juillet. A. FREY. Les rites de l'église catholique dans leurs rapports les uns avec les autres (avec des remarques historiques sur les rites orientaux). — H. SCHROHE. Le sens religieux dans les temps de calamité (peste de 1665-1667). = Oct. C.-M. KAUFMANN. Recherches récentes dans les catacombes chrétiennes de Rome.

37. — *Neue kirchliche Zeitschrift. Jahrg. XIV, Heft 2.* —

J. HAUSSELEITER. L'Université de Wittenberg avant Luther (d'après une description de maître Andreas Meinhardi, 1507); fin dans Heft 3. = Heft 6. KITTEL. La question de Babel-Bible (résume la controverse à laquelle a donné lieu le mémoire de Fr. Delitzsch, *Babel und Bibel*, publié en 1902). = Heft 7. STOCKS. L'Évangile de Pierre; II (c'est un produit gnostique né en Syrie après Justin; il appartient aux gnostiques décrits par Irénée, I, 29-31, dont les Archontiques sont un rameau). = Heft 8. La polyandrie dans l'Israël préhistorique (on ne trouve pas trace de polyandrie dans la tradition israélite).

38. — Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein.

Heft 75. — F. SCHROEDER. Les béguines à Goch (du XIV^e au XVIII^e s.). — Richard KNIPPING. Chartes inédites des archevêques de Cologne, du XII^e et du XIII^e s.; suite (trente-trois chartes de 1216 à 1225). — AL. MEISTER. Nouvelles pasquinades du temps de Gebhard Truchsess; suite. — Kaspar KELLER. Le général Jean de Werth et sa famille (additions au mémoire de H. Oidtmann paru dans Heft 73). = Heft 76. Ce fascicule forme le tome II de l'ouvrage de H. Schäfer : *Inventare und Regesten aus den Kölner Pfarrarchiven* (il comprend les archives de saint André, sainte Ursule et sainte Kolomba, 263 p.).

39. — Aus Aachens Vorzeit. Jahrg. XV, 1902. — H.-F. MACCO.

Généalogie de la famille aixoise de Gartzweiler. — C. VOGELSANG. Pour servir à l'histoire monétaire d'Aix (dans la préface, traite du système monétaire des Mérovingiens. Le nom d'Aix se trouve seulement sur deux monnaies carolingiennes; mais il est probable qu'un grand nombre de monnaies de cette époque sortirent des ateliers de la ville. A-t-on frappé des monnaies à Aix de la fin du IX^e s. jusqu'au milieu du XI^e? C'est peu vraisemblable; on n'en voit pas reparaitre avant le règne de Henri IV. Un diplôme de Frédéric I^{er} (1166) montre expressément l'existence d'un atelier monétaire impérial à Aix. Vers la fin du XIII^e s., la monnaie d'Aix remplaça pour une courte période, dans l'Allemagne occidentale, le denier de Cologne; mais elle fit bientôt à son tour place au sterling de Brabant). — J. PSCHMADT. Le « Livre de Weinsberg » (composé par Hermann de Weinsberg, qui mourut en 1598. Détails intéressants pour l'histoire de la civilisation concernant les pèlerinages). — H. SCHNOCK. Burtscheid; la ville et l'abbaye (les Romains avaient déjà utilisé les sources thermales de Burtscheid; à l'époque carolingienne, c'était une villa impériale, qui passa en 1018 à l'abbaye. C'est sous Otton III, non sous Otton II, que commença la construction de l'abbaye. En 1220, et non en 1222, elle passa des Bénédictins aux Cisterciens de Salvatorberg).

40. — Württembergische Vierteljahrshefte für Landesgeschichte. N. F., Jahrg. XII, 1903, Heft 1-2. — Eug. SCHNEIDER.

Les archives d'État du Wurtemberg (lorsqu'en 1482 la résidence de la cour fut transportée d'Urach à Stuttgart, Eberhard im Bart fonda la « Hofregistratur, » chargée de conserver les chartes originales et les actes

les plus importants émanés de la chancellerie. Le classement actuel des archives reproduit en beaucoup de points le plan dressé en 1504 par le « Hofregistrator » J. Rammingen; les archives subirent de grosses pertes en 1634 lorsque les Impériaux, après la bataille de Nördlingen, s'emparèrent de Stuttgart. Beaucoup de pièces qui en furent alors détournées y rentrèrent par la suite, en partie seulement au commencement du XIX^e s.). — K. WELLER. Les femmes de Weinsberg (il s'agit de la capitulation de 1140 où, Conrad III ayant autorisé les femmes de Weinsberg à sortir avec ce qu'elles auraient sur les épaules, elles auraient pris leurs maris sur leur dos et les auraient ainsi sauvés. La source de cette histoire est dans la chronique royale de Cologne, composée vers 1170; rien ne permet d'en suspecter l'authenticité). — Heft 3-4. Le Wurtemberg avant la guerre de Sept ans, d'après un mémoire de J.-J. Moser, du 9 nov. 1752 (Moser, juriste et poète, était alors « Landschaftsconsulent; » ses observations sur le régime oppressif du duc le conduisirent plus tard en prison). — H. HERMELINK. Modification de l'organisation claustrale sous le duc Louis (après la Réforme, les monastères d'hommes en Wurtemberg furent maintenus, en tant que séminaires évangéliques pour former les prédicateurs, autant que possible dans leur ancien état de dépendance. Réformés en 1569-1584, ils restèrent même alors en un certain sens des cercles administratifs exempts).

41. — Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins. Bd. XXIV. — Maria SCHMITZ. Les rapports de Frédéric Barberousse avec Aix (après Charlemagne, Barberousse a été le plus grand bienfaiteur de la ville. Il y fut couronné le 9 mars 1152 et il y séjourna fréquemment pendant la première année de son règne; la diète de 1165 et la canonisation de Charlemagne; couronnement du petit roi Henri, âgé de quatre ans, en 1169; dernière diète tenue à Aix par Frédéric I^{er} en 1174; Frédéric et la cathédrale d'Aix; privilèges accordés aux habitants de la ville et ordonnances monétaires pour favoriser le commerce. C'est en 1166 au plus tard que, grâce à l'empereur, Aix devint une ville). — E. TEICHMANN. Aix dans la Chronique rimée de Ph. Mousket (texte, traduction et commentaire approfondis des importants passages de cette Chronique relatifs à Aix). — A. TILLE. Le « Kappbusch » de Brache-
len (publie deux règlements forestiers de 1476 et 1550; intéressant pour l'histoire économique). — E. VON OIDTMANN. Les possesseurs des châteaux seigneuriaux de Birgel, Boisdorf, Drove et Mozenborn, dans le cercle de Düren (publie de nombreuses chartes). — Aug. SCHOOP. La guerre à Düren en 1639-1642.

42. — K. Preussische Akademieder Wissenschaften. Sitzungsberichte, 1903, Bd. XXXIX. — Th. MOMSEN. Inscription de Baalbek (données importantes pour l'histoire militaire des Romains au temps des Flaviens en Maurétanie et en Dacie). — H. v. SODEN. Rapport sur les fragments de mss. trouvés à la Kubbet de Damas (ces mss., selon la

légende, ont été enfermés en cet endroit lors de l'occupation de la ville par les Mahométans; l'ouverture de la cachette a été une déception : les fragments ne donnent rien de nouveau ni d'important, mais, dans son ensemble, cette très vieille littérature a son attraction propre. Ces restes de mss. représentent toutes les couches successives à Damas de la civilisation juive et samaritaine jusqu'au temps des croisades). — XLI. O. LENEL. Deux nouveaux fragments du Digeste d'Ulpien (d'après un feuillet de parchemin provenant d'Égypte et aujourd'hui à la bibliothèque de Strasbourg).

43. — Archiv des Vereines für Siebenbürgische Landeskunde. N. F., Bd. XXXI, Heft 1. — Lettres au baron Samuel de Brukenthal, communiquées par H. Herbert (Brukenthal, né en 1721, mort en 1803, fut, pendant de longues années, gouverneur de Transylvanie. Les lettres sont d'importants documents historiques. 369 p.).

44. — Denkschriften der K. Akademie der Wissenschaften in Wien. Philosophisch-historische Classe. Bd. XLIX, Heft 1. — JIREČEK. Les Roumains dans les villes de la Dalmatie pendant le moyen âge; 2^e partie (documents en langue roumaine de 1284 à 1528, avec une table des prénoms).

45. — Jahreshefte des österreichischen archäologischen Instituts in Wien. Bd. VI, Heft 2. — F. STUDNICKA. Autels avec chambres sépulcrales (mémoire important; entre autres, l'auteur a tenté de reconstituer le tombeau de Romulus, qui se trouvait sous le « lapis niger » au forum romain, en s'appuyant sur des dispositions analogues). — H. SWOBODA. Pour servir à l'histoire des artistes grecs (ajouter : remarquable tableau historique des rapports de la Thessalie avec Philippe II de Macédoine en 357-343, d'après les sources). — A. WILHELM. Comment était organisée la maison d'Alcibiade (d'après un nouveau fragment des comptes de liquidation lors de la vente des biens des Hermocopides). — G. NIEMANN et O. BENNDORF. Encore Adamklissi (réponse à Furtwängler).

46. — Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung. 1903, Bd. XXIV, Heft 3. — L. SCHMITZ. Sur deux lettres originales de 1188 (ce sont des lettres closes; un fac-similé montre le système de clôture). — Fr. WILHELM. Sur Jourdain d'Osnabrück (et son traité intitulé : *Noticia saeculi*. Additions et corrections au mémoire de H. Grauert dans les *Mélanges Paul Fabre*). — G. SOMMERFELDT. Mathieu de Cracovie et le sermon de l'Avent qu'il prononça devant le pape Urbain VI en 1385 (texte). — R. FRETTENSATTEL. Les négociations de l'empereur Maximilien II avec Philippe II en 1568-1569. — L. SCHMIDT. Trois lettres d'Auguste-Guillaume Schlegel à Gentz (1813; elles sont en français). — E. MUEHLBACHER. Deux nouveaux actes faux de Passau, 901-907. — J. STRNADT. Notes pour l'histoire des Alpes autrichiennes. — K. ZIMMERT. Ansbert II et la

seconde « *Continuatio Zwetlensis*. » = Comptes-rendus : W. ARNDT. Schrifttafeln zur Erlernung der lateinischen Palæographie (3^e éd. revue par M. Tangl). — A. CHROUST. Monumenta palaeographica; 1^{re} partie : Schrifttafeln in lateinischer und deutscher Sprache (bon choix; reproductions excellentes). — Travaux récents sur l'histoire des villes allemandes (vingt ouvrages parus de 1898 à 1900; art. par K. UHLIRZ). — E. MAYER. Deutsche und französische Verfassungsgeschichte vom 9 bis zum 14 Jahrhundert (très long compte-rendu, de 33 pages, par P. PUNT-SCHART). — Dépouillement des revues périodiques pour l'histoire de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie autrichienne, 1900-1901; suite dans Heft 4. = Heft 4. VACLAV NOVOTNY. Études sur les sources de l'histoire de la Bohême (le premier continuateur de Kosmas; le moine de Sazawa; les « Annales Gradicensis » et « Opatowicensis »; les « Annales Pragenses » perdues). — R. STERNFELD et O. SCHULTZ-GORA. Un sirventès de 1268 contre l'Église et contre Charles d'Anjou (traduction allemande et commentaire historique). — H. WALTZER. Rapports de l'humaniste bohémien, Jean de Rabenstein, avec la Bavière (publie un discours de lui : « Oratio in erectione achademie Ingolstatensis, » prononcé sans doute en 1454 à Bologne). — M. MANITIUS. Une « Summa dictaminis » dans un ms. de Mersebourg (les types de diplômes impériaux et de bulles pontificales donnés par l'auteur de cette « Summa » sont remplis d'incorrections; il travaillait de souvenir et donna libre carrière à sa fantaisie). = Comptes-rendus : K. von AMIRA. Die Dresdener Bilderhandschrift des Sachsenspiegels (très important). — HANS von VOLLETINI. Die ältesten Statuten von Trient und ihre Ueberlieferung. — Monumenta ecclesiastica tempora innovatae in Hungaria religionis illustrantia; tomus I, 1520-1529. — P. HAAKE. König August der Starke (bon). = V. Ergänzungsband, Heft 3. PAUL SCHWEIZER. Goetz de Berlichingen (biographie très fouillée, suivie de quelques documents et d'un catalogue des actes de Berlichingen pendant la guerre des Paysans, 1525, avec une carte). — JOH. MUELLER. La politique de médiation de Klesl en 1613-1616, d'après la correspondance échangée entre Klesl et Geizkofler (publie cette correspondance, qui comprend soixante-sept numéros).

47. — SZÁZADOK (les Siècles). Mai. — J. BÁXÓ. Éloge d'Edmond Berzeviczy (a publié plusieurs travaux généalogiques sur les familles de Tarkó et de Berzeviczy; a traduit *Marie Stuart* de Mignet). — T. TURCHANYI. Le « Carmen miserabile » de maître Roger sur l'invasion des Mongols; fin en juin (étude critique sur la vie et l'œuvre de Roger, né à Torre-Maggiore, en Apulie, entre 1201 et 1205; chapelain de Jacques Pecorari, il vint en Hongrie en 1233; assista, à Nagy-Várad, à l'invasion des Mongols; fut fait prisonnier, mais s'évada au bout d'un an. En 1249, il était à Lyon comme chapelain du cardinal Toletanus, devint l'année suivante archevêque de Spalato et mourut en 1266. Son « Carmen miserabile, » publié pour la première fois en 1488, est une

des sources principales de l'invasion des Mongols. L'article démontre les différentes interpolations). — J. STESSEL. La partie occidentale du comitat de Sopron (étude de géographie historique). = Comptes-rendus : T. Carlyle. Les héros. Le collier de diamant (traduction hongroise par A. Vègh). — J. Karacsony. Les grandes familles hongroises jusqu'au milieu du xiv^e s. (important, malgré quelques erreurs. Cf. *Revue historique*, juillet-août 1903). — R.-F. Kaindl. Studien zu den ungarischen Geschichtsquellen (beaucoup de travail, mais l'auteur n'a pas consulté les ouvrages hongrois et a commis beaucoup d'erreurs). — G. Dudas. L'instruction publique dans le comitat de Bács-Bodrog (utile). — Le Congrès international d'histoire à Rome. = Juin. E. REISZIG. Charles-Robert et l'ordre de Saint-Jean (situation de l'ordre sous les derniers Arpad. Dans la lutte entre Venceslas et Charles-Robert, l'ordre a soutenu la dynastie des Anjou et Charles-Robert, le premier roi hongrois de cette dynastie, l'a richement doté). — S. TAKÁRS. Colonisation des environs de Strigonie au xvi^e s. (après avoir chassé les Turcs de Strigonie et de Visegrád en 1595, la contrée étant déserte, Palfy y appela de nombreux colons allemands et serbes). — E. MARGALITS. Le poème de Karnarutić et la Zrinyade hongroise (le héros de Szigetvár, Nicolas Zrinyi, fut souvent chanté par les poètes croates. M. Srepol vient de démontrer dans les *Mémoires de l'Académie de Zagreb* ce que le poète hongrois Zrinyi doit au poème croate de Karnarutić qui date de 1584). = Comptes-rendus : K. Thaly. Journal de campagne du comte Antoine Eszterházy, général des Kurucz, 1706-1709 (utile. Cf. *Revue historique*, sept.-oct. 1902). — Mémoires de Ladislav Szögyény-Marich ; t. I : 1836-1848 (important). — M. Csaszar. La civilisation hongroise au xv^e s. (début plein de promesses. L'auteur a pris pour point de départ l'ouvrage de Bonfini : *Rerum Hungaricarum decades*). — Schematismus cleri dioecesis Csanádiensis pro anno Domini 1902 (sans valeur historique ; l'ouvrage fait honte à l'évêché). — L. Barna. La politique ecclésiastique et les réformes de Grégoire VII (d'après Martens). — J. Hegyi. Guide historique de la Hongrie (sans valeur). = Septembre. M. WERNER. Les fils de l'impératrice Marguerite (la fille du roi Béla III et d'Agnès de Châtillon, Marguerite, a épousé l'empereur byzantin Isaac Angelos ; restée veuve en 1204, elle se remaria avec Boniface de Montferrat ; le fils d'Angelos, Jean, a joué un rôle en Hongrie, de même que le fils de Boniface, Démétrius de Montferrat. L'auteur prouve que Marguerite s'est remariée une troisième fois avec Nicolas I^{er} de Saint-Omer, seigneur de Thèbes, et qu'elle en a eu un fils : Guillaume. Ainsi s'explique la table généalogique dressée par Buchon dans : *Recherches historiques sur la principauté française de Morée*, II, 95, et l'épithaphe de Spalato conservée par Lucić). — A. MOHL. Szarvkő et ses seigneurs ; fin en oct. (la forteresse, — en allemand « Hornstein, » — a joué un rôle important au moyen âge. Elle est située à la frontière occidentale de la Hongrie. On la mentionne pour la première fois en 1244). — L. KNOFF. Le voyage de Chishull en Hongrie (Chishull a

accompagné, en 1702, l'ambassadeur Paget à Constantinople et a traversé la Hongrie. Ses impressions de voyage se trouvent dans : *Travels in Turkey and back to England*, ouvrage peu connu en Hongrie). = Comptes-rendus : E. Denis. La Bohême depuis la Montagne-Blanche (important ; le compte-rendu fait surtout ressortir l'intérêt de l'ouvrage pour la Hongrie). — A. Bunéa. Vechile episcopii romanesci ; Episcopii Petru Paul Aron si Dionisiu Novacovici (histoire de l'église roumaine en Transylvanie, bien documentée. Le premier volume donne l'histoire des évêchés de quatre villes du xv^e au xviii^e s. ; le second retrace l'histoire des années 1751-1764 et forme une biographie complète de l'évêque Pierre Aron). — H. Tilemann. Speculum perfectionis und Legenda trium Sociorum (résultats importants). — E. Pears. The destruction of the greek Empire and the story of the Capture of Constantinople by the Turks (a pu utiliser le recueil de Hopf et Dethier qui se trouve à l'Académie hongroise, mais, malgré cela, les erreurs abondent). — S. Körösi. Zrinyi et Machiavel (intéressant). — Nécrologies de Jules Pauler (1841-1903), de Benjamin Kállay (1839-1903) et de François Kubinyi (1836-1903). = Octobre. A. Pón. La vie de famille de Casimir le Grand, roi de Pologne (réfute plusieurs accusations lancées contre Louis le Grand, roi de Hongrie, et sa mère, Elisabeth, par Jacques Caro). — J. Illésv. L'état des archives des comitats en 1772 (d'après les rapports des préfets, rapports demandés par Marie-Thérèse). = Comptes-rendus : I. Perepatits. La civilisation hongroise à l'époque de Ferdinand I^{er} (travail fait d'après les *Monumenta comitalia* ; mais cette source seule n'est pas suffisante). — G. Eble. La famille Dessewffy (la plus belle publication généalogique qui ait paru en Hongrie ; bien documentée et solide). — J. Péterfy. Œuvres complètes ; t. III (les dernières études critiques de l'écrivain recueillies par D. Angyal). — S. Borovszky. Le comitat de Bars (fait partie des monographies des villes et des comitats hongrois ; intéressant). — V. Récsy. Catalogus librorum omnium S. Martini de S. Monte Pannoniae, anno 1658... confectus (utile). — J. Illésv. La conscription nobiliaire de 1754-1755 (le nombre des nobles était de 32,554). = Novembre. M. WERTNER. La famille Treun de Styrie et ses rapports avec la Hongrie (ces rapports remontent au xii^e s. ; la famille était magyarophile). — I. Kiss. Histoire des fiançailles de Georges Radvanszky (d'après les archives de la famille Radvanszky. Mentionnons, à propos de cette étude, que le baron Radvanszky éditera les lettres les plus intéressantes de ces archives, — du milieu du xvi^e au milieu du xvii^e s., — en dix volumes). — P. Sörös. Pierre Lévai Cseh (a vécu au xv^e s. ; homme de confiance du roi Sigismond). = Comptes-rendus : G. Kerekes. Étienne Nemes Almássy, 1573-1635 (biographie détaillée d'un commerçant hongrois de Cassovie ; beaucoup d'erreurs). — J. Cartwright. Beatrice d'Este, duchess of Milan, 1475-1497 (peu de recherches personnelles ; les passages relatifs à la Hongrie sont erronés). — Monumenta Romana episcopatus Vespriemensis ; t. III : 1416-1492 (fait honneur à l'Institut historique

magyar de Rome; contient 480 documents). — *J. Varju*. Histoire de la civilisation hongroise, 1301-1526 et 1526-1726 (bon pour des élèves). — *S. Szmda*. Histoire de la commune de Vojsek, dans le comitat de Temes (utile). — *R. Recouly*. Le pays magyar (intéressant).

48. — Budapesti Szemle. Juin. — *L. KROPF*. Louis Kussuth et le capitaine Long, 1851 (retrace le conflit qui a éclaté entre Kossuth et le capitaine du navire *Mississippi*, M. Long, lors du débarquement à Marseille. Long, chargé par le gouvernement des États-Unis de transporter à Gibraltar le chef de la révolution hongroise de Kiutahia, en Turquie, aurait voulu abréger le séjour de Kossuth à Marseille, où le parti démocratique avait organisé une manifestation en sa faveur. Le consul américain et le capitaine craignaient des complications diplomatiques, car le gouvernement français avait refusé de laisser passer Kossuth en France). — *L. RÁCZ*. La philosophie de Haeckel. — *G. HARASZTI*. Les historiens français du moyen âge (chapitre détaché d'une histoire de la littérature). = Comptes-rendus : *Dymond*. Agricultural Industry and Education in Hungary, being an account of the visit of Essex farmers party to Hungary in May and June 1902 (très favorable à la Hongrie). — *Radó*. Das Deutschtum in Ungarn (contre les menées pangermaniques). — *K. Schrauf*. Matricules de la « Natio hungarica » à l'Université de Vienne de 1453 à 1630 (rendra des services. Cf. *Revue historique*, juillet-août 1903). = Juillet. *S. IMRE*. Le comte Étienne Széchenyi et l'instruction publique (le grand homme d'État n'a pas seulement agi par des réformes économiques; il considérait l'instruction du peuple comme la base du bien-être). — *R. HAVASS*. La Dalmatie et l'industrie et le commerce hongrois (démontre l'avenir que le commerce magyar peut trouver en Dalmatie; l'émigration en Hongrie diminuerait, si on pouvait diriger les ouvriers sur le littoral hongrois). — *G. FERDINANDY*. Le pays et la royauté (étude juridique à propos du dernier conflit entre la couronne et la représentation nationale). = Comptes-rendus : *E. Somogyi*. Soumires et Magyars (sans valeur). — *Minerve hongroise*; II (annuaire des musées et des bibliothèques). = Août. *J. ASBOTH*. La péninsule des Balkans; fin en sept. (étude ethnographique et statistique). — *K. GLATZ*. Böcklin, 1827-1901. — *B. DORNER*. L'approvisionnement de la viande au moyen âge (d'après l'ouvrage d'Adler; ne parle que de l'Allemagne). = Comptes-rendus : *J. Gaal*. La politique nationale du comte Étienne Széchenyi (beaucoup de travail, mais peu de lumière). — *R. Recouly*. Le pays magyar (quelques aperçus heureux, mais aussi des erreurs). = Septembre. *L. KROPF*. Le comte Étienne Széchenyi et ses amis anglais (la femme de son frère Paul était une Anglaise, fille de Richard, earl of Clanwilliam; cette parenté a permis à Étienne Széchenyi d'étendre ses relations et de faire la connaissance de l'aristocratie anglaise et des ingénieurs qui l'ont aidé dans ses entreprises). = Comptes-rendus : *H. Kretschmayer*. Louis Gritti, 1480-1534 (profond, mais sans agrément). — *L. Erdélyi*. Histoire de l'ordre des Bénédictins en Hongrie;

t. I : Histoire de l'abbaye de Pannonhalma, 996-1243; t. VII : Histoire de l'abbaye de Zalavár (important). — L. Juhász. Le spiritualisme de Janet (manqué). = Octobre. D. ANGYAL. L'Académie hongroise pendant la réaction (retrace les ennuis suscités à la docte compagnie par le gouvernement autrichien après l'avortement de la révolution hongroise. De 1849 à 1860, l'activité fut entravée par tous les moyens). — B. SZILASI. L'enseignement commercial en Angleterre (d'après l'ouvrage de Dlabac et Zolger : *Das commerciale Bildungswesen in den europäischen und aussereuropäischen Staaten*; I. England). — Z. FERENCZI. Description de l'assemblée du comitat de Bihar, le 15 déc. 1845, par Sigismond Kemény (document inédit dû à la plume du grand journaliste et romancier). = Comptes-rendus : E. FINÁCZY. Histoire de l'instruction publique hongroise sous Marie-Thérèse; t. II (important. Cf. *Revue historique*, juillet-août 1903). = Novembre. G. VISZOTA. La genèse du « Peuple de l'Orient » (une phase de la lutte de Széchenyi contre Kosuth; lorsque ce dernier lança le « Pesti Hirlap », 1841, Széchenyi l'attaqua dans son pamphlet « le Peuple de l'Orient. » Nous trouvons ici des lettres d'Eötvös et de Deák, qui conseillent à Széchenyi de ne pas attaquer le fougueux révolutionnaire. La lettre de Deák, encore inédite, est particulièrement intéressante). — K. MORICZ. L'enseignement du droit et les examens (une réforme radicale s'impose; la situation à l'Université de Budapest est devenue intolérable). — F. RIEDL. Introduction à une Histoire de la littérature hongroise (chapitre détaché d'un volume qui paraîtra en anglais). = Comptes-rendus : J. KARÁCSONYI et S. BOROVSKY. *Regestrum Varadinense examinum ferri candentis ordine chronologico digestum, descripta effigie editionis a. 1550 illustratum* (édition critique de ce monument historique; éloge). — Roderick-E. ROMBAUER. *The history of a life* (cette autobiographie est l'œuvre d'un Hongrois qui a pris part à la Révolution de 1848 et à la guerre de Sécession en Amérique et qui est actuellement un des citoyens les plus estimés de Saint-Louis).

49. — **The English historical Review**. 1903, oct. — Sir James RAMSAY. Les estimations numériques d'après les chroniqueurs du moyen âge et les archives d'État (il y a toujours un écart considérable entre les chiffres que les chroniqueurs annoncent, par exemple des hommes employés dans une expédition militaire ou des sommes fournies par un impôt, et les chiffres constatés d'après des documents officiels. Ces derniers sont certains; les autres sont toujours exagérés et le plus souvent dans des proportions extraordinaires). — H. W. C. DAVIS. L'anarchie du règne d'Étienne (les indications fournies par les *Pipe rolls* montrent que la peinture de cette anarchie dans les chroniqueurs reste au-dessous de la vérité; les comtes du centre, qu'on croyait avoir été relativement indemnes, ont tout autant souffert que ceux du sud). — G. EDMUNDSON. Établissements hollandais sur l'Amazone et le rio Negro au XVII^e s. (nombreux extraits de récits de voyages effectués

surtout dans les trente premières années de ce siècle; luttes des Hollandais et des Portugais pour la possession de l'Amazone). — Roland G. USHER. Jacques I^{er} et Sir Edward Coke (Coke raconte une altercation qu'il eut avec le roi Jacques I^{er}, qui prétendait être au-dessus de la loi et des juges, puisqu'il ne relevait que de la raison et de Dieu. Il y a dans ce récit une part de vérité. Les faits se sont passés en nov. 1608; mais le récit de Coke, reproduit dans son 12^e *Report*, a été composé après coup, et avec de fâcheuses confusions, par l'éditeur peu consciencieux des *Reports* publiés en 1656). — J. F. CHANCE. La question scandinave en 1716 (politique extérieure de Georges I^{er} au moment et au sujet du siège de Wismar par les puissances alliées contre la Suède). — J. TAIT. Hides et vergées de terre à l'abbaye de la Bataille (discute un passage du *Chronicon de Bello* concernant les mesures de superficie appelées « hida, » « virgata, » « wista »). — J. H. ROUND. Decies et Desmond (quelques corrections aux extraits de l'Échiquier d'Irlande publiés par M^{lle} Bateson). — R. J. WHITWELL. Revenus et dépenses de l'Angleterre sous Henri III (quelques colonnes de chiffres, d'après les « Pells rolls »). — M. BATESON. L'école de chant de Huntingdon et l'école de Saint-Grégoire à Cantorbéry (mentions du XII^e s.). — J. Housden. Les plus anciennes mentions de la poste en Angleterre (la poste royale existe depuis au moins 1509; le plus ancien « magister Postarum » est Brian Tuke, déjà en 1512. La poste n'exista d'abord que pour le service royal; quelques cas exceptionnels de lettres privées acheminées par cette voie depuis 1583). — Ph. SIDNEY. Les Stuarts de Naples (quelques faits complémentaires sur Jacques de La Cloche du Bourg, ou don Jacopo, fils naturel de Charles II). — H.-A.-L. FISHER. Lettres de Napoléon I^{er}, 1794-1807, tirées de la collection de Lord Crawford (publie seize billets et une longue lettre, le tout provenant de la correspondance de Gantheaume). — Moore SMITH. Lettres du colonel William Napier (relatives pour la plupart à son histoire de la guerre d'Espagne; elles sont de 1821 à 1829, plus trois qui sont de 1834-1835). — Comptes-rendus : *Paparrigopoulos*. *Ἱστορία τοῦ ἑλληνικοῦ ἔθνους* (4^e éd. habilement mise au point par P. Karolidès). — Br. Keil. Anonymus Argentinensis : Fragmente zur Geschichte des Perikleischen Athen aus einem Strassburger Papyrus (très bonne édition; art. à lire d'Underhill). — L. M. Hartmann. Geschichte Italiens im Mittelalter; II, 2 : die Loslösung Italiens vom Oriente (excellent). — H. Schreuer. Untersuchungen zur Verfassungsgeschichte der böhmischen Sagenzeit (étude critique sur la chronique du moine Cosmas; cherche à retrouver la part de vérité que renferment les légendes rapportées par ce chroniqueur). — Kalthana. A chronicle of the kings of Kashmir; trad., avec commentaire et appendices, par A. Stein (bonne traduction d'une sorte de chronique universelle des rois du Kachmir écrite vers le milieu du XII^e s.). — Salvemini. Studi storici (intéressant pour l'histoire communale en Toscane). — W. O. Massingberd. Court rolls of the manor of Ingoldmells in the county of Lincoln (ces rôles commencent en 1291;

l'auteur n'a donné que la traduction en anglais). — *W. Brown*. Yorkshire Inquisitions; vol. III (ces enquêtes se rapportent aux années 1281-1302). — *W. G. Benham*. The Red paper book of Colchester. — *P. Sander*. Die reichsstädtische Haushaltung Nürnbergs dargestellt auf Grund ihres Zustandes von 1431 bis 1440 (bon). — *E. Pears*. The destruction of the greek empire and the story of the capture of Constantinople by the Turks (excellent). — *J. Gairdner*. The english church in the xvi th. century (remarquable, mais ce n'est pas de l'histoire vivante ni une complète reconstruction du passé). — *Ch. Hughes*. Shakespeare's Europe. Unpublished chapters of Fynes Moryson's Itinerary (intéressante description de l'Europe ou plus exactement de l'Allemagne, de l'Italie et de la Turquie au temps d'Élisabeth. L'auteur est mort le 12 févr. 1630). — *Atkinson*. Calendar of state papers. Ireland, 1600, march-october. — *Abbé Couzard*. Une ambassade à Rome sous Henri IV, 1601-1605 (d'après les dépêches de Philippe de Béthune, ambassadeur de Henri IV. Il y est beaucoup question de l'appel adressé à Rome par les catholiques anglais dans la question de « l'archiprêtre; » mais ici l'auteur témoigne d'une ignorance excessive des sources anglaises). — *J. B. Richman*. Rhode Island; its making and its meaning, 1636-1683 (bon). — *Ch. S. Terry*. The Albemarle papers, being the Correspondence of William-Anne, second earl of Albemarle, commander in chief in Scotland, 1746-1747 (intéressant). — *M. R. P. Dorman*. A history of the British empire in the xix th. century; vol. I : 1793-1805 (insuffisant). — *Fisher*. Studies in Napoleonic statesmanship : Germany (remarquable). — *T. Filangieri Fieschi Ravaschieri*. Il generale Carlo Filangieri, principe di Sutriano e duca di Taormina (la duchesse de Ravaschieri, dernier représentant de la famille Filangieri, publie quelques extraits des souvenirs du général qui combattit sous les ordres de Napoléon, puis dans les soulèvements de 1820-1821 et de 1848; mais elle n'a pas réussi à en faire un livre intéressant).

50. — The Nineteenth Century. 1903, sept. — *Mrs. Maxwell-Scott*. Jeanne d'Arc; fin en octobre (met surtout en œuvre le texte des deux procès). — *Edward Dicey*. L'histoire de Gray's Inn (d'après les ouvrages récents de MM. Douthwaite et Fletcher). = Octobre. *SAINT CLAIR BADDELEY*. Les jardins de l'ancienne Rome et ce qu'ils produisaient (arbres, fleurs, fruits et légumes). = Nov. *Mrs. Ady*. Les femmes de la Renaissance italienne.

51. — The American historical Review. 1903, avril. — *G. T. Lapsley*. Origine de la propriété foncière (expose le système récemment présenté par M. Kovalevsky, système qui s'écarte à la fois des théories germanistes et romanistes. Très intéressant). — *Siméon-E. Baldwin*. Les associations pour l'encouragement du commerce et de l'industrie dans l'Amérique du Nord avant 1786. — *Henry-E. Bourne*.

Précédents constitutionnels américains à l'Assemblée nationale (cherche à dégager la part d'influence que les idées constitutionnelles en vigueur dans les États-Unis ont exercée sur les écrivains politiques en France et sur les membres de la Constituante). — G.-B. ADAMS. La charte de Henri I^{er} concernant les cours locales (ingénieuse interprétation de cette charte, d'après le texte donné dans le *Quadripartitus*). — Fr. J. TURNER. George Rogers Clark et la campagne de Kaskaskia, 1777-1778. — R. G. MARSDEN. Une lettre de Vergennes à La Fayette, 7 août 1780 (détails intéressants sur les envois d'armes et de poudre consentis par le gouvernement français). — J. Fr. JAMESON. Fragments du plan de Ch. Pinkeney pour une constitution, 1787. = Comptes-rendus : *Seligmann*. The economic interpretation of history (bonne exposition, d'après les théories matérialistes de Karl Marx). — W. M. West. Ancient history to the death of Charlemagne (manuel remarquable à certains égards, où les causes et les effets des événements historiques occupent plus de place que ces événements eux-mêmes. Est-ce bien un livre à mettre aux mains des écoliers?). — A. B. Hulbert. Historic highways of America (les deux premiers volumes se rapportent à l'époque antérieure à la découverte de l'Amérique; beaucoup d'érudition, mais trop aventureuse). — A. L. Cross. The anglican episcopate and the american colonies (excellent). — E. Singleton. Social New York under the Georges, 1714-1776 (intéressant). — H. Hastings. Ecclesiastical records of the state of New York (recueil d'un intérêt tout local). — A. H. Snow. The administration of dependencies (bonne étude sur les rapports entre le gouvernement des États-Unis et les « dépendances » politiques de l'empire; car une nouvelle « fédération impériale » s'est fondée de l'autre côté de l'Atlantique). — Ed. Mac Crady. The history of South Carolina in the Revolution, 1780-1783; vol. IV (bon; ce dernier volume est le plus original des quatre). — G. Hunt. The writings of James Madison; vol. III (ce volume contient le journal de la Convention constitutionnelle de 1787). — W. A. Mowry. The territorial growth of the United States (insuffisant). — Th. Schiemann. Die Ermordung Pauls und die Thronbesteigung Nikolaus I (publie un certain nombre de documents inédits sur ces deux épisodes de l'histoire de Russie, qu'il est interdit aux historiens russes d'étudier en pleine liberté). = Juillet. Ch. H. HASKINS. Le jury anglo-normand et ses origines (montre, surtout en utilisant les chartes provenant de Bayeux, que l'usage du jury était très fréquent en Normandie avant la grande ordonnance de 1164; ici, comme en plusieurs autres points, la législation de Henri II n'a pas été aussi originale qu'on l'a dit. Article important). — E. W. Dow. De quelques communes françaises étudiées à la lumière de leurs chartes (estime que les chartes de communes ont été rédigées le plus souvent d'après un plan logique et que les articles ne se présentent pas dans le désordre qu'on a l'habitude d'y signaler. Les exemples sont pris dans la charte de Beauvais, complétée par celles de Laon, Amiens et Sois-

sons. Intéressant, mais subtil et peu convaincant). — Fred. MORROW FLING. La jeunesse de Mirabeau, 1764-1769 (d'après les sources déjà connues et utilisées). — J. Fr. JAMESON. L'île de Saint-Eustache pendant la guerre de l'Indépendance américaine (petite île volcanique et stérile, mais avec un port franc établi par les Hollandais; ce port franc, situé au milieu d'îles appartenant à plusieurs grandes nations européennes, profitait de leurs conflits. La guerre surtout lui était favorable. Prise par Rodney, quand les États généraux eurent été entraînés dans la ligue contre l'Angleterre, elle fut horriblement saccagée. Après la guerre, elle perdit toute importance). — H. E. BOURNE. Correspondance du comte de Moustier avec le comte de Montmorin, 1787-1789 (montre l'état d'esprit du gouvernement français à l'égard des Américains au moment où ceux-ci s'efforçaient d'organiser la constitution, les inquiétudes de la France, qui craignait d'être abandonnée par son allié dans le cas d'une nouvelle guerre avec l'Angleterre, les sentiments malveillants du ministre de France, qui subissait l'influence irritante de sa sœur, M^{me} de Bréhan. Moustier fit si bien que les Américains demandèrent et obtinrent qu'il lui fût donné un successeur; suite en octobre. = Comptes-rendus : L. Dale. The principles of english constitutional history (résumé intéressant, mais rien de neuf). — Jos. Fischer. The discoveries of the Norsemen in America, with special relation to their early cartographical representation, trad. par B. H. Soulsby (excellent résumé). — G. Peel. The enemies of England (expose et explique les raisons de l'inimitié des puissances continentales à l'égard de l'Angleterre; plie trop facilement les faits à ses théories). — S. Lauric. Studies in the history of educational opinion from the Renaissance (intéressant). — J. Simpson. Life of Ulrich Zwingli, the Swiss patriot and reformer (bon). — J. Mac Carthy. The reign of Queen Anne (agréable esquisse). — W. Wilson. A history of the american people (brillante généralisation où la politique tient cependant plus de place que le développement économique et social). — Ch. K. Adams et W. P. Trent. A history of the United States (manuel pour les classes, qui n'est pas sans mérite, mais non plus sans erreurs). — Ch. Ed. Merriam. A history of american political theories (incomplet, l'auteur ne traitant que des théories politiques des puritains de la Nouvelle-Angleterre, mais, dans ces limites, excellent). — J. G. Fisher. The true history of the American Revolution (médiocre, sauf peut-être en ce qui concerne le côté juridique des événements). — Cl. H. Van Tyne. The Loyalists in the American Revolution (insuffisant, mais c'est un ouvrage qui promet). — The writings of James Monroe, ed. by Stan. M. Hamilton; vol. VI : 1817-1723. = Octobre. F. M. FLING. Synthèse historique. — E. F. HENDERSON. Deux biographies de l'empereur Charles-Quint (celle de Robertson, parue en 1769, et celle d'Armstrong, en 1902. Chaleureux éloge de ce dernier). — Ralph. C. H. CATTERALL. Cromwell et l'échec de l'« Humble pétition et avis, » 1658. — Carl BECKER.

Élection des délégués de New-York au second Congrès continental, 1774. — Un voyage de New-York à San Francisco en 1850 (journal tenu par David Knapp Pangborn). = Comptes-rendus : *Webster*. A general history of commerce (bon manuel). — *Budge*. A history of Egypt; 8 vol. (ouvrage considérable, mais peu sûr). — *E. R. Bevan*. The House of Seleucus (bon). — *J. H. Robinson*. An introduction to the History of Western Europe (c'est le meilleur manuel d'histoire générale de l'Europe qui ait encore paru en anglais). — *H. Blair* et *J. Al. Robertson*. The Philippine islands, 1473-1803; vol. I-V (importante compilation qui ne comprendra pas moins de 55 volumes). — *G. S. Kimball*. The correspondence of the Colonial governors of Rhode Island, 1723-1775. — *D. R. Dewey*. Financial history of the United States (bon). — *J. A. Woodburn*. The american Republic and its government. Political parties and party problems in the United States (excellents manuels). — *G. Hunt*. The life of James Madison (bon). — *J. W. Foster*. American diplomacy in the Orient (bonne histoire des relations des États-Unis avec la Chine et le Japon, qui sont aussi l'Orient pour les Américains, bien que ces pays soient certainement à l'Occident). — *D. M. Dewitt*. The impeachment and trial of Andrew Johnson (important). — Les combattants français de la guerre américaine, 1778-1783. Listes établies d'après les documents authentiques déposés aux Archives nationales et aux archives du ministère de la Guerre; publiées par les soins du ministère des Affaires étrangères.

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. Ulysse ROBERT, inspecteur général des archives et des bibliothèques, qu'une mort subite vient d'enlever, laisse un bagage scientifique considérable. Outre une histoire consciencieuse du pape Calixte II et une bonne biographie de Philibert, prince d'Orange, que la *Revue historique* louait tout récemment, il a publié bon nombre de travaux de diplomatique et de paléographie; citons seulement le *Pentateuque* ou plutôt *Heptateuque* de Lyon, version antique des sept premiers livres de l'Ancien Testament; un excellent bullaire de Calixte II, enfin un recueil des testaments homologués à l'officialité de Besançon, dont on parlera bientôt ici même. Longtemps fonctionnaire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, Robert y a mis en ordre une masse énorme de documents jusque-là mal classés et peu utilisables. Inspecteur des bibliothèques des archives, il a mis en train et surveillé jusqu'à sa mort la publication du catalogue des manuscrits des bibliothèques de France et montré par un exemple vivant combien dans de pareilles fonctions un spécialiste était nécessaire; ce sont là des services qu'on ne saurait demander à des attachés de cabinets ministériels ou à des éclopés de la politique. En un mot, Robert, partout où il est passé, a fait son devoir et rempli dignement sa place; c'est là un mérite assez rare et qu'on doit signaler en passant.

A. M.

— La mort de M. Émile LEGRAND, professeur à l'École des langues orientales, est une perte sensible pour l'histoire et la littérature néo-helléniques. Nous rappellerons son *Recueil de poèmes historiques en langue vulgaire relatifs à la Turquie et aux principautés danubiennes* (1877); sa *Bibliographie hellénique*, ou Description détaillée des ouvrages publiés en Grèce par des Grecs aux xv^e et xvi^e siècles, dont le tome V et dernier vient justement de paraître; sa *Généalogie des Maurocordato* (1886); sa *Bibliothèque grecque vulgaire*, etc.

— Le prince W.-N. TÉNICHEF avait fondé à l'Institut international de sociologie un prix de 5,000 francs pour récompenser, après concours, le ou les meilleurs mémoires sur les *atteintes à l'ordre social*. Le concours expirait le 31 décembre 1902. Trois mémoires ont été déposés. Le jury n'a pu en couronner ni en récompenser aucun. Un nouveau concours est ouvert. Le sujet en sera l'*Étude sociologique des révolutions*. Par révolutions, le jury entend les changements tentés ou réalisés par la force dans la constitution des sociétés. Il demande aux

concurrents d'étudier scientifiquement leurs causes, leurs marches et leurs effets. Ils pourront rechercher, en outre, s'il se dégage de leur étude quelque règle pratique d'action pour l'homme d'État et le citoyen.

Toute personne (à la seule exception des membres du jury) est admise à concourir, sans distinction de nationalité; mais les mémoires destinés au concours doivent être écrits en langue française. Ils seront adressés, au plus tard le 31 décembre 1905, à M. le président du jury du concours Ténichef, chez MM. Giard et Brière, libraires-éditeurs à Paris, V^e, rue Soufflot, 16.

— Le cardinal Richard a eu gain de cause à Rome. Il a obtenu, malgré les efforts de Mgr Mignot, archevêque d'Albi, la mise à l'Index des livres de l'abbé Loisy. *Quos vult perdere Jupiter dementat*.

— V. SCHEIL, *la Loi de Hammourabi* (E. Leroux). Cette soignée traduction du Code des lois de Hammourabi, qui régnait à Babylone vers 2000 av. J.-C., accompagnée de quelques brèves notes et d'un index, facilitera aux juristes et aux historiens la comparaison de ce code avec les lois grecques, romaines et barbares, comparaison si curieusement instructive. Plus d'un article des lois franques se trouve éclairé par ces lois babyloniennes.

— André LEFÈVRE, *Germanis et Slaves. Origines et croyances* (Schleicher). C'est une idée heureuse d'avoir rapproché dans un même volume l'histoire primitive des Germanis et des Slaves et l'étude de leur mythologie, que l'on a le tort de ne pas comparer plus souvent, et d'avoir accompagné le texte d'un petit atlas de trente-deux cartes (les quinze figures sont moins utiles). L'ouvrage est un ouvrage de vulgarisation, sans notes, mais exécuté par un vrai savant, parfaitement renseigné, et par un écrivain de talent. On voudrait que M. Lefèvre eût joint à son livre, ainsi qu'à celui qu'il a précédemment donné sur *les Gaulois* dans la même « Bibliothèque d'histoire et de géographie universelles, » une bibliographie sommaire des ouvrages essentiels, français et étrangers, qui se rapportent au même sujet.

— Le 142^e fascicule de la *Bibliothèque de l'École des hautes études* (Bouillon) est une *Histoire de la conquête romaine de la Dacie et des corps d'armée qui y ont pris part*, par M^{me} Victoria VASCHIDE (xii-234 p., avec une carte. Prix : 7 fr.). — Le 144^e fascicule est une étude sur le Nil à l'époque pharaonique, son rôle et son culte en Égypte, par Charles PALANQUE (xiv-132 p.).

— La librairie Hachette a mis en vente un ouvrage très documenté sur l'Occident à l'époque byzantine. *Goths et Vandales*, par M. F. MARTROYE (xii-626 p., 1904).

— La Bibliothèque nationale vient d'acquérir, en partie grâce à une nouvelle libéralité de M^{me} la baronne James de Rothschild, une série de treize volumes originaux et en partie autographes des œuvres de Brantôme. Ces manuscrits, qui ont appartenu jadis au marquis de

Bourdeille, n'ont encore été utilisés par aucun des éditeurs du célèbre écrivain. Ils renferment le texte des *Vies des grands capitaines*, du *Discours des Couronnels*, du premier livre des *Dames*, avec des fragments du second, trois rédactions des *Rodomontades espagnoles* et quelques autres petits traités de Brantôme, parmi lesquels les *Discours* sur M. de La Noue et sur les *Retraites de guerre*, dont on ne connaissait jusqu'ici aucun texte manuscrit.

— En annonçant récemment la brochure de M. Brutails sur la question de Terre-Neuve (LXXXII, 213), nous aurions dû mentionner aussi celle que M. G. Musset avait publiée précédemment, d'abord dans le *Bulletin de géographie historique et descriptive du ministère* (1891), puis à part (la Rochelle, 1899, 135 p.), sous le titre : *les Rochelais à Terre-Neuve*. L'auteur y montre l'activité déployée par les Rochelais pour la pêche à Terre-Neuve au XVI^e et au XVII^e siècle. Aux cinquante-quatre expéditions à Terre-Neuve et au Canada faites, d'après le calcul de M. Harisse, par les diverses nations européennes avant 1550, M. Musset en ajoute soixante-huit faites par les Rochelais seuls. Il expose l'organisation économique et technique de ces expéditions ; il montre que, pendant deux siècles, les Français pêchèrent dans les eaux de Terre-Neuve toute espèce de poissons (même les homards et les crabes) et qu'ils y fondèrent toute espèce d'établissements, sans être inquiétés par aucune sorte d'autorité étrangère. Ils étaient là chez eux, et, si le traité d'Utrecht a restreint le domaine géographique de leur activité, il n'a porté aucune atteinte à leurs droits de souveraineté sur ce domaine.

— Sous forme de supplément à la *Revue de Saintonge et d'Aunis* (1^{er} juillet 1903), M. Georges Musset a donné une édition annotée de la *Cosmographie avec l'espère et régime du soleil et du nord*, par Jean FONTEAU, dit ALFONSE DE SAINTONGE, capitaine-pilote de François I^{er} (Recueil de voyages et de documents pour servir à l'histoire de la géographie depuis le XIII^e jusqu'à la fin du XVI^e siècle, sous la direction de M. Henri Cordier et de M. le Dr Hamy). Cet ouvrage reproduit le manuscrit d'Alfonse conservé à la Bibliothèque nationale. La *Cosmographie* célèbre pilote contient le récit des voyages effectués par lui dans tous les parties du monde connues de son temps et la description de tous les pays qu'il a découverts ou parcourus depuis le pôle Nord jusqu'au sud de l'Amérique et aux confins de l'Australie. L'éditeur (Erit Leroux) a autorisé la mise en souscription, au prix de 25 francs soixante exemplaires de l'ouvrage.

— Le même éditeur a publié, dans sa « Grande Bibliothèque de géographie historique », un important ouvrage de M. Arthur HEULHARD intitulé *Vagnon, roi d'Amérique; un homme de mer au XVI^e siècle, 1570-1572* (vol. in-4^e, 400 p. Prix : 40 fr.).

— On voit qu'une *Société des Études rabelaisiennes* s'est fondée à Paris (juillet 1903) ; elle a choisi pour président M. Abel LEFRANG. L'or-

gane de cette Société est une Revue trimestrielle « consacrée à Rabelais et à son temps » (H. Champion. Prix : 20 fr. par an). Dans les deux premières livraisons, M. Lefranc a donné une étude sur *Un prétendu livre du V^e livre de Rabelais*, d'après un exemplaire, qui paraît unique, imprimé et mis en vente en 1549; il montre que l'auteur de ce livre, publié sous le nom de Rabelais, est un faussaire qui a tout simplement emprunté la matière de son livre à la *Nef des fous*, de S. Brant (traduction française de Philippe Le Noir et Denys Janot), et aux *Regnars traversant les voyes perilleuses des folles fiances du monde*, de Jean Bouchet (1504). La démonstration est péremptoire (l'article a paru aussi à part, 46 p.). D'autres articles concernant la famille de Rabelais, ses autographes, la date de sa mort (dernière mention de Rabelais vivant en décembre 1552, son épitaphe en 1554), les imitateurs de Rabelais en Angleterre (Nashe), etc., présentent un vif intérêt pour l'histoire littéraire.

— La controverse allumée par M. Henry VIGNAUD sur les rapports entre Colomb et Toscanelli (voy. *Revue historique*, t. LXXVIII, p. 99) n'est pas près de s'éteindre. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les brochures de M. Vignaud : *Mémoire sur l'authenticité de la lettre de Toscanelli du 25 juin 1474* (Paris, Leroux, 1902, in-8°) et la *Route des Indes et les indications que Toscanelli aurait fournies à Colomb* (Ibid., 1903). Je ne trouve pas que la question ait fait un pas bien décisif, sauf qu'il s'agit maintenant d'une *seconde* lettre de Toscanelli. Ni les arguments de M. Vignaud (adoptés par M. Gabriel Marcel) ni ceux de MM. J. Mees, Sophus Ruge, etc., n'ont beaucoup varié. Provisoirement, les historiens feront bien de s'en tenir aux judicieuses observations présentées dans les *Annales de géographie* par M. L. Gallois. H.

— Le *Mazarin* de M. Arthur HASSAL (*Foreign Statesmen*. Londres, Macmillan, 1903, in-8°, xv-182 p.) est un consciencieux résumé des travaux de Chéruel. Ce n'est guère que cela. Le ton est un peu trop uniment admiratif et certains passages (notamment sur le rôle des parlements) trahissent une main étrangère.

— On n'a pas lu trois pages du *Journal d'un bourgeois de Dôle*, en 1637, publié par M. Émile SOUVIN (Dôle, P. Chaligné, 1901, in-8°), que l'on flaire le document apocryphe. Ce bourgeois de Dôle est trop bien informé; il est trop *du temps* pour être réel. A la fin du volume, l'éditeur avoue sa supercherie : le soi-disant journal n'est qu'un centon, assez laborieusement composé et plus laborieusement annoté. — Les meilleures plaisanteries sont les plus courtes. Celle-ci ne dure que 300 pages. H.

— Le *Cyrano de l'histoire* n'est pas (on s'en doute, et M. Pierre Brun l'avait dit) celui de la Porte-Saint-Martin. M. Émile MAGNE nous le rappelle dans une vibrante et amusante brochure qui a pour sous-titre : *les Erreurs de documentation de « Cyrano de Bergerac »* (2^e édition. Paris, Dujarric, 1903, in-8°, xxiii-138 p. Le texte est daté de 1898), et

qui est accompagnée de quatre portraits de Cyrano et d'un autographe de M. Rostand. Les moindres anachronismes de ce dernier y sont fouaillés de main de maître ; ils ne s'en porteront pas plus mal.

— Les vaillants auteurs du *Répertoire de l'histoire moderne et contemporaine de la France*, MM. Gaston BRIÈRE et Pierre CARON (auxquels s'est adjoint M. Henri MAÎSTRÉ), nous donnent leur quatrième fascicule, consacré à l'année 1901 (Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903, in-8°, XL-334 p.). Si la date d'apparition est un peu tardive, des circonstances indépendantes de la volonté des auteurs en sont la cause. On saurait d'autant moins leur reprocher ce retard que leur travail s'accroît d'année en année. De 2,038 en 1898, le nombre des numéros s'est élevé progressivement à 5,278. Mais ce n'est pas seulement la quantité des ouvrages analysés qui est devenue énorme, ce sont des compartiments entiers qui se sont ajoutés au plan primitif. Non seulement, dans l'histoire intérieure, on a constitué une section spéciale d'histoire des institutions, mais on a créé de toutes pièces une section d'histoire des sciences et une section d'histoire littéraire, contenant respectivement 270 et 578 numéros. Joli résultat pour un début et sur des terrains dont l'un, au moins, était peu familier aux trois auteurs et à leurs collaborateurs.

Le *Répertoire* devient donc, de plus en plus, un instrument de travail de premier ordre et de première nécessité. Il est, heureusement, publié dès cette année sous les auspices de la Société d'histoire moderne. Cela lui donne, pour l'avenir, un caractère de fixité, de stabilité, auquel il ne pouvait aspirer tant qu'il n'était, pour ainsi dire, que le cahier complémentaire de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. Tous les chercheurs se féliciteront de savoir ses destinées assurées. Ils s'effraieront quelque peu, tout en se réjouissant, de le voir grossir ainsi chaque année, et penseront avec inquiétude au moment où le fascicule unique devra se dédoubler.

La multiplicité des compartiments (il y en a près de vingt) n'est pas sans présenter des inconvénients, que les auteurs signalent dans leur préface. Doit-on mettre Taine à l'histoire de la philosophie, ou à l'histoire des lettres, ou à l'histoire de l'histoire ? Fallait-il placer les études de M. Camille Bloch dans les généralités de l'histoire économique ou au XVIII^e siècle ? etc. Le jeu des trois index (ils remplissent 38 pages) remédie en grande partie à ces inconvénients. La table des périodiques (divisée en périodiques français et étrangers) est établie avec le plus grand soin.

H. H.

— M. Henri Cuné, archiprêtre de Tournus, entreprend la publication d'une monographie sur l'*Église abbatiale de Saint-Philibert* (par souscription chez l'auteur, 1 vol. in-4°, 5 fr., 10 fr. et 50 fr. suivant les gravures). Cette étude historique et archéologique, illustrée non seulement par des photographies de l'église, mais aussi par la reproduction de nombreux dessins et gravures anciennes provenant des collections

du Louvre et du Trocadéro, apportera une contribution importante à l'histoire de notre art religieux.

— P. BOYÉ, *les Salines et le sel en Lorraine au XVIII^e siècle* (Nancy, Crépin-Leblond). Excellente étude tirée presque en entier des documents inédits conservés à la bibliothèque de Nancy et dans les archives de Meurthe-et-Moselle.

— J. BÉDIER, *Études critiques* (Colin). Après avoir établi que le vrai texte des *Tragiques* de d'Aubigné n'est pas celui du manuscrit Tronchin, mais celui de l'édition sans lieu ni date, donné un texte critique de l'*Entretien de Pascal avec M. de Saci*, prouvé contre M. E. Dupuy que le *Paradoxe du comédien* n'est certainement pas de Naigeon et restitué à A. Chénier une pièce de vers à Marie Cosway attribués à Niemcewicz, M. Bédier consacre les 250 dernières pages de son volume à examiner comment Chateaubriand a fait entrer dans son *Voyage en Amérique* la description de lieux qu'il n'avait point visités, empruntée à divers ouvrages, puis a remanié et transposé ses descriptions dans le *Génie du christianisme* et dans ses *Mémoires d'outre-tombe*.

— CHODERLOS DE LACLOS, *De l'éducation des femmes*, publié avec une introduction et des documents par Édouard CHAMPION, suivi de notes de Ch. BAUDELAIRE (Vanier). Les documents sur la captivité de Laclos, en 1793, et sur ses inventions balistiques sont curieux. Le traité de l'Éducation des femmes, bien qu'il contienne quelques jolies observations dans les chapitres sur la beauté et la parure, est très médiocre et, en somme, indigne du profond et délicat psychologue à qui nous devons le beau roman des *Liaisons dangereuses*.

— MAURICE DREYFOUS, *les Femmes de la Révolution* (Mantoux). Beau volume d'étrennes, illustré de gravures du temps, où les biographies, puisées aux bonnes sources, des femmes les plus marquantes de la Révolution (Marie-Antoinette, Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Charlotte Corday, M^{me} Roland, Lucie Desmoulins, Cécile Renault, Catherine Théot, etc., etc.), sont encadrées dans deux chapitres qui montrent au début la Révolution précipitée par les femmes dans les voies violentes, après le 9 Thermidor ramenée par les femmes vers la pitié, la modération, enfin la réaction.

— V. GIRAUD, *Table alphabétique et analytique des Premiers Lundis, Nouveaux Lundis et Portraits contemporains de Sainte-Beuve* (Calmann-Lévy). Cette table, dressée avec la conscience et l'esprit critique que l'on pouvait attendre de l'auteur des essais sur Pascal et Taine, est un incomparable service rendu aux littérateurs et aux historiens. Quelques pages délicates sur Sainte-Beuve critique ouvrent le volume.

— E. MICHAUT, *Sainte-Beuve avant les Lundis*. Cette thèse de doctorat de M. Michaut, à laquelle on ne peut reprocher qu'un excès de développement et de conscience, est non seulement un vrai monument

biographique élevé à la mémoire du grand critique, mais aussi une contribution importante à l'histoire du Jansénisme et de Port-Royal, par l'étude si approfondie que M. Michaut a faite de la manière dont Sainte-Beuve a conçu, préparé et exécuté son *Port-Royal*, cette œuvre d'une si particulière, si unique beauté. Les chapitres III à V sont précieux aussi pour l'histoire du journalisme au temps de la Restauration. Les chapitres sur le Saint-Simonisme de Lamennais (VIII et IX) ont également une certaine importance historique.

— R. DOUMIC, *Hommes et idées du XIX^e siècle* (Perrin). Ce titre, un peu ambitieux, sert de lien à des articles de revue dont les uns sont purement littéraires (*V. Hugo, Dumas père, Verlaine*, etc.), dont deux sont historiques (*Bonaparte au 18 brumaire, M^{me} de Staël et Napoléon*) et dont les deux meilleurs (*la Psychologie collective et les Crimes Passionnels*) ont une portée sociale.

— F. BRUNETIÈRE, *Études critiques sur l'histoire de la littérature française* (Hachette). Ce volume contient deux morceaux qui ont un intérêt historique. L'essai sur un *Épisode de la vie de Ronsard* est consacré à l'analyse des sentiments politiques et religieux exprimés par Ronsard au moment des guerres civiles. M. Brunetière fait ressortir avec raison (comme l'avait déjà fait, il y a quelques années, dans une excellente étude, un jeune normalien, mort prématurément, M. Bénard) que, si Ronsard a pris parti contre les protestants, c'est par sentiment patriotique. Il a un peu gâté sa thèse en y mêlant le *nationalisme* actuel et un ton acrimonieux bien inutile. Les soixante-dix dernières pages du volume sont un exposé très remarquable, un tableau brossé avec largeur et puissance de *la Littérature européenne au XIX^e siècle*.

— CH.-V. LANGLOIS, *Questions d'histoire et d'enseignement* (Hachette). Ce volume très nourri contient trois essais pleins de vues intéressantes sur les Universités au moyen âge (à propos des livres de Denifle et de Rashdall), Siger de Brabant (à propos du livre de Mandonnet), le Collège de France (à propos du livre de Lefranc); un article sur l'Université de Paris en 1900 et deux allocutions aux étudiants de cette Université; un exposé très concis, très précis et très fermement pensé sur l'histoire au XIX^e siècle, la direction actuelle de l'érudition, de la littérature historique et des essais de philosophie ou de synthèse historique. M. Langlois, comme on le sait, pousse très loin le scepticisme à l'égard de l'utilité pratique de l'étude de l'histoire et de la portée des généralisations historiques. Pourtant, sur le second point, il semble admettre maintenant qu'il y ait quelque chose à faire dans cette voie. On trouvera encore dans le volume un intéressant exposé de l'entreprise de H.-H. Bancroft, destinée à faciliter la tâche des historiens par des entreprises collectives d'analyse résumée des travaux existants et d'index soigneusement dressés, un article sur l'Association internationale des Académies et un excellent aperçu sur les instruments de bibliographie pédagogique. On verra par les allocutions de

M. Langlois aux étudiants qu'il est de ceux qui croient à l'efficacité des cours de pédagogie théorique et d'histoire de la pédagogie pour former des professeurs. Nous ne nions pas leur utilité, mais on aura beau nous rebattre les oreilles avec la pédagogie, la pédagogie n'existera pas dans notre enseignement secondaire tant que les professeurs n'auront ni liberté ni responsabilité dans l'organisation des études. Or, aujourd'hui, nous sommes entrés dans une voie d'autoritarisme minutieux, pire que sous M. Fortoul; la répartition des heures et des fonctions de chaque professeur, qui suppriment toute unité et cohésion des classes, est telle que les professeurs ont perdu toute possibilité de connaître leurs élèves et d'exercer sur eux une action éducative.

— Dr Pascal Rossi, *les Suggesteurs et la Foule*, traduit de l'italien par A. Cundari (Michalon). Les historiens trouveront à s'instruire dans ce livre, qui est une étude sérieuse sur le rôle suggestif des meneurs dans la vie des individus et des collectivités.

Alsace. — H. SCHÖN, *le Théâtre alsacien* (Strasbourg, Noiriel). Le théâtre alsacien en dialecte populaire est un des côtés les plus intéressants de la vie locale de notre vieille province. M. Schön a retracé avec talent son histoire au XIX^e siècle et montré sa vitalité. Ce qui est digne de remarque, c'est que ce théâtre, allemand de langue, est resté français de sentiment.

Belgique. — Le 31 juillet est décédé à Saint-Gilles-lez-Bruxelles M. Ch. Rahlenbeck, âgé de quatre-vingts ans, auteur d'études originales sur l'histoire de la Réforme aux Pays-Bas : *l'Inquisition et la Réforme en Belgique*. Anvers (Bruxelles, 1857, in-12); *l'Eglise de Liège et la Révolution* (Ibid., 1862; 2^e éd., 1864); *les Protestants de Bruxelles* (Ibid., 1877, in-12); *Metz et Thionville sous Charles-Quint* (Ibid., 1880, in-8°); *les Pays d'outre-Meuse* (Ibid., 1888). Indépendamment de ces ouvrages de longue haleine, établis sur les documents des archives, consciencieusement sans doute, mais, il faut bien le dire, avec une critique insuffisante, M. Rahlenbeck prit une part active au mouvement historique par sa collaboration à de nombreux recueils, tels que la *Revue trimestrielle*, le *Messenger des sciences historiques*, la *Revue de Belgique*, les *Publications de la Société historique d'Utrecht*, les *Proceedings of the Huguenot Society of London*, le *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français*, etc. On lui doit aussi les notices de la *Biographie nationale* sur les principaux protestants de l'histoire des Pays-Bas, une bonne édition des *Mémoires de Jacques de Wesembeke* (*Publications de la Société de l'histoire de Belgique*, 1859) et la réédition d'un pamphlet du XVI^e siècle, dont il ne restait plus qu'un exemplaire : *les Subtils moyens, par le cardinal Granvelle, avec ses complices, inventés pour instituer l'Inquisition* (Ibid., 1866).

— M. D. VAN DE CASTEELE, conservateur des archives de l'État à Liège, est parvenu à mettre la main sur un exemplaire presque complet du *Liber cartarum* de l'église Saint-Lambert de Liège, qui était

conservé en Allemagne. Le gouvernement belge a payé 5,000 marcs pour cette précieuse acquisition, qui enrichit singulièrement le dépôt de Liège.

— Par arrêté royal du 29 octobre 1903, Dom. U. BERLIÈRE, de l'ordre de Saint-Benoît, est nommé définitivement directeur du nouvel *Institut historique belge* à Rome.

— M. Karl HANQUET est chargé de faire dans la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège les cours d'histoire moderne et d'histoire des institutions du moyen âge et des temps modernes; M. Marcel LAURENT est chargé du cours d'archéologie du moyen âge; M. H. VAN DER LINDEN des cours de géographie et d'histoire de la géographie.

— M. l'abbé R. MAERE est chargé de faire dans la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Louvain les cours de paléographie et de diplomatique.

— M. A. GAILLARD, archiviste-adjoint du royaume, vient de faire paraître le t. II de l'*Inventaire des Mémoires du Grand Conseil de Malines* (Bruxelles, 1903, in-8°, 504 p.).

— M. W. DE VREESE, professeur à l'Université de Gand, a entrepris la publication d'une *Bibliotheca Neerlandica manuscripta* qui sera un catalogue complet de tous les manuscrits néerlandais, historiques et littéraires, connus.

— M. COHEN a tiré à part la curieuse étude qu'il a consacrée dans la *Revue de Belgique* (1903) au *Costume dans le théâtre religieux du moyen âge*. Mettant à contribution à la fois les documents d'archives, registres, comptes, et les manuscrits des mystères dans les rubriques et les miniatures desquels il cherchait les bases mêmes de son travail, il est arrivé à déterminer d'une façon plus complète qu'on n'avait fait jusqu'ici ce point intéressant de notre histoire littéraire et de notre histoire du Costume. Ce travail est un fragment d'une étude plus considérable qu'il prépare sur la mise en scène dans le théâtre du moyen âge.

Hollande. — P.-J. BLOK, *Verspreide studiën op het gebied der geschiedenis* (Groningue, J.-B. Wolters, 1903, in-8°). Le savant historien hollandais a réuni dans ce volume douze études publiées par lui durant les dernières années dans diverses revues néerlandaises. Toutes ont été écrites pour le grand public et se présentent sans appareil d'érudition. La plupart d'entre elles se rapportent à l'histoire de la Hollande (*les Frisons à Rome, la Frise au moyen âge, le Conseil et les Gildes à Groningue vers 1525, la Religion de Guillaume d'Orange, la Bataille de Mook, Jean de Nassau, Côme III de Toscane dans la République des Provinces-Unies, la Vie officielle de Huygens, Robert Fruin*). D'autres ont pour sujet des questions d'intérêt plus général : *la Méthode historique, les Jésuites, les cinquante dernières années au point de vue de l'histoire*.

Les lecteurs de la *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk* et tous ceux qu'intéresse la vie scientifique et littéraire de la Hollande contemporaine salueront avec joie cet intéressant recueil d'un contenu aussi varié qu'instructif.

H. PIRENNE.

Allemagne. — Le Dr Ulrich KOEHLER, professeur de philologie classique à Berlin, est mort à l'âge de soixante-cinq ans. Après de longues études archéologiques à Athènes, il avait enseigné à Strasbourg, puis, depuis 1886, à Berlin. Son ouvrage principal est intitulé : *Urkunden und Untersuchungen des Delisch-attischen Bundes*; on lui doit aussi le t. II du *Corpus Inscr. atticarum*.

— Le Dr Julius KÆRST, professeur extraordinaire d'histoire ancienne à Leipzig, a été nommé professeur ordinaire à Wurzburg; — le Dr W. STEIN, professeur extraordinaire à Göttingue; — le Dr Gerh. FICKER, professeur extraordinaire à Halle. — Le Dr R. SCHMITT, professeur extraordinaire pour l'histoire moderne à Berlin, a été nommé professeur d'histoire à l'Académie récemment fondée de Posen.

— L'Académie des sciences de Prusse à Berlin a élu membres ordinaires pour la classe de philosophie et d'histoire le Dr Dietrich SCHÄFER, professeur ordinaire de l'histoire du moyen âge à l'Université de Berlin, et le Dr Ed. MEYER, professeur ordinaire d'histoire ancienne à la même Université.

— Le t. VIII, 2^e partie, de la *Weltgeschichte* publiée sous la direction de Hans HELMOLT (Leipzig et Vienne, Bibliographisches Institut, 1903. Prix : 4 m.), contient les chapitres III : Unité de l'Italie et de l'Allemagne, par le Dr Heinrich FRIEDJUNG; IV : l'Europe occidentale pendant les années 1866-1902, par le professeur Gottlob EGELHAAF; V : la Science, les arts et la civilisation de l'Europe occidentale depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours, par le professeur Richard MAYR; VI : Importance historique de l'océan Atlantique, par le professeur Karl WEULE.

Autriche-Hongrie. — A la place du professeur E. MUEHLBACHER, décédé, l'Académie des sciences de Vienne a élu le Dr O. REDLICH, professeur d'histoire à l'Université, membre de la direction centrale des *Monumenta Germaniae* à Berlin.

— Le Congrès des étudiants qui devait avoir lieu à Budapest en 1902 fut ajourné par le gouvernement hongrois à cause des velléités nationalistes des Roumains et des Italiens. L'Association des étudiants de Paris y avait déjà envoyé ses délégués, et l'un d'eux, M. Raymond RECOULY, voulant profiter de son séjour en Hongrie, la parcourt dans tous les sens, s'appliquant à se rendre compte par lui-même des causes de la lutte des nationalités, questionnant hommes politiques et simples bourgeois, aussi bien dans les milieux foncièrement magyars comme Debreczen, qu'en Transylvanie, où habitent les Saxons et les Roumains, ou dans le sud de la Hongrie et en Croatie. Les fêtes du centenaire de la naissance de Kossuth, l'inauguration du monument de

Mathias Corvin à Kolozsvár tombant pendant son séjour, il s'y rendit également. Plusieurs *lettres* publiées dans *le Temps* nous ont tenu au courant de ce voyage d'études. Le volume que M. Recouly vient de publier sous le titre : *le Pays magyar* (Paris, Alcan, 1903, 286 p.) est la reproduction de ces *lettres* augmentées de quelques chapitres. M. Recouly est un observateur sagace. Il a bien vu que cette fameuse question des nationalités, — c'est à peu près tout ce que nous connaissons aujourd'hui en France de la Hongrie, — est l'œuvre de quelques agitateurs, les uns payés par la Roumanie, les autres par l'Allemagne. Il a surtout bien mis en évidence que les Roumains qui, chez eux, donnent la chasse aux Juifs, seraient fort mal venus de se plaindre des autorités magyares et de continuer à se poser en victimes de l'intolérance hongroise ! Ne croyons pas cependant que l'auteur flatte les Magyars. Il ne manque pas de relever leur aversion pour le commerce, pour l'industrie, ce qui fait qu'il n'y a pas d'intermédiaire, — surtout en Transylvanie, — entre la chaumière et le château. Si nous voulions formuler quelques critiques, nous pourrions dire que M. Recouly ne s'est pas suffisamment préparé pour son enquête, ou bien qu'il a passé sous silence des livres qui auraient pu le dispenser d'écrire plusieurs chapitres. Dans *la Hongrie millénaire* (1896) de M. Chélar, où la question roumaine est également traitée à fond, M. Recouly aurait trouvé un chapitre sur les trois villages français du Banat. Il eût été équitable de citer ce volume, de même que ceux de Chassin et de Sayous. Quelques erreurs inévitables : p. 42 et 110, il y a deux romanciers qui portent le nom d'Eötvös : *Joseph*, l'auteur du *Chartreux*, du *Notaire de village*, etc., et *Charles*, le député ; il s'agit de ce dernier. P. 126, le *Pesti Hirlap* de Kossuth date de 1841 et non de 1840. P. 187, des citations comme celle-ci : *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, ne nous disent rien.

I. K.

Pologne. — M. Szymon ASKENAZY, auquel on doit déjà des travaux distingués sur l'histoire moderne de la Pologne, commence la publication d'une série de *Monographies relatives à l'histoire moderne* (Cracovie et Varsovie, impr. Anczyk). Trois volumes de ces monographies ont déjà paru. Le premier, dû à M. Bojasinski, est une étude sur le gouvernement provisoire du royaume de Pologne de mai à décembre 1815 ; le second, dû à M. Mathieu Loret, expose les événements qui se sont produits dans les années 1806 et 1807 entre la bataille d'Iéna et l'entrevue de Tilsitt. Dans le troisième, M. Jean Leczczyński expose la situation de la province de Tarnopol sous le régime russe, de 1809 à 1815. D'autre part, M. A. Kraushaar a publié récemment un mémoire inédit de Niemcewicz sur le grand-duché de Varsovie, de 1807 à 1809. Il serait à souhaiter qu'un historien français, sachant le polonais (*rara avis*), se décidât à nous donner un tableau complet de la Pologne pendant la période napoléonienne ou, tout au moins, une Histoire détaillée du grand-duché de Varsovie.

L. L.

Russie. — M. ROSTOVTSSEV a fait paraître à Saint-Petersbourg un

important ouvrage sur les *Tessères romaines en plomb*. L'ouvrage est accompagné d'un certain nombre de planches. Nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer nos lecteurs au cahier de septembre du *Journal des Savants* où le travail de M. Rostovtsev a été apprécié par M. Prou.

— Le livre de M. DEBIDOUR sur l'*Histoire diplomatique de l'Europe*, publié par la librairie Alcan, vient d'être traduit en russe par M. Pilenk (Saint-Petersbourg, impr. Stasioulevitch). L. L.

Grande-Bretagne. — La mort de M. LECKY est une perte sensible pour les études historiques. Né le 26 mars 1838 près de Dublin, William Edward Hartpole Lecky fit ses études à l'Université de Dublin (Trinity college), puis voyagea sur le continent pendant plusieurs années, curieux des choses du passé autant que de l'histoire contemporaine, mais désireux de les comprendre avant de les juger. Moraliste et historien, il avait le culte de la vérité. Son premier ouvrage : *Leaders of public opinion in Ireland* (1861), est un recueil de biographies (Swift, Flood, Grattan, O'Connell) écrit par un patriote irlandais, partisan de l'union avec l'Angleterre, qui s'efforce de faire comprendre la politique anglaise et se contente de la blâmer discrètement. Son histoire du rationalisme en Europe (*History of the rise and influence of rationalism*, 1865) et celle de la morale en Europe pendant les huit premiers siècles de notre ère (*History of European morals from Augustus to Charlemagne*, 1869) eurent un grand succès en Angleterre et à l'étranger; on y trouve le fruit de vastes lectures et de longues réflexions, mais plus de talent que d'originalité. Sa maîtresse œuvre est une *History of England in the XVIIIth century* qui parut en huit vol. de 1878 à 1890 et fut réimprimée en douze vol., dont sept se rapportent à l'Angleterre et cinq à l'Irlande. Il revint encore à l'histoire de sa patrie en rééditant ses *Leaders of public opinion*, dont une 3^e édition, très remaniée, a paru il y a quelques semaines seulement. Puis, il se laissa détourner de l'histoire par la politique : député au Parlement par son collège (Trinity), il accepta ces fonctions avec le dévouement et le zèle qu'il porta dans tous les actes de sa vie. Grand, mince, ignorant des choses du sport, pour lesquelles il se sentait malhabile, s'effaçant volontiers, subissant avec bonne humeur les traits de la caricature et de la satire, il n'était pas un homme d'action; orateur abondant, même trop facile, on l'écoutait avec fruit, mais il ne s'imposait pas. Il a, jusqu'à un certain point, résumé les leçons de l'expérience acquise dans la vie publique en écrivant ses derniers ouvrages : *Democracy and liberty* (1890); *The map of Life* (1899). Il laisse le souvenir d'un parfait honnête homme, se livrant peu, exquis dans l'intimité familiale, cher à ses compatriotes, dont il est une des gloires, non, sans doute, les plus brillantes, mais les plus pures.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

